Ce Tronge

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE -- Nº 15872 -- 7 F

MERCREDI 7 FÉVRIER 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE CÓLOMBANI

L'Irak la nourriture contre le pétrole

ANTICIPANT un succès - pour tant encore aléatoire - des négociations qui devaient s'ouvrir, mardi 6 février, à New York, entre Trak et les Nations unies, sur la formule « pétrole contre nourriture », le dinar irakien a continué, au cours des derniers jours, sa remontée spectaculaire amorcée, le 20 janvier, lorsque Bagdad avait annoncé qu'il acceptait le dialogue avec FONU. Le quotidien officiel Al Joumhouriya prévoyait, mardi, ne les négociations « devraient boutir à un accord pour la vente de quantité de pétrole, dont une partie des revenus allégera les souffrances du peuple trakien ». Mais, soulignait-il, un tel accord « ne doit en aucun cas se substituer à une levée totale de l'embargo » imposé, en août 1990, par les Nations unies à l'Irak après l'invasion du

La pollution de l'air à Paris et à Lyon entraîne plusieurs centaines de décès chaque année

Une étude scientifique évalue le risque sanitaire lié à la dégradation de l'environnement

Léonard or not Vinci?

pierre noire et la colle dont le dessin était en-duit, « et l'œuvre s'était évaporée ». « Je suis

l'auteur du carton, pas du motif bien sûr, mais

du travail matériel », trois mille heures de res-tauration minutieuse, assurait-il. Un de ses

graph que Hebborn lui avait révélé avoir refait

tout le côté de Sainte Anne, y compris le Christ

et saint Jean-Baptiste. Un autre ami s'est em-

Depuis, le carton célèbre est passé à la Na-

tional Gallery après qu'une souscription pour le garder à Londres eut rassemblé

800 000 livres (6,5 millions de francs environ).

Il en valait 20 millions lorsqu'en 1987 il fut gra-

vement endommagé par un déséquilibré, ce

qui nécessita d'intenses travaux de restaura-

tion. On peut donc comprendre l'émotion des

dirigeants du prestigieux musée de Trafalgar Square devant des révélations mettant en

cause l'authenticité de l'œuvre et rappelant les

conditions désastreuses dans lesquelles

étaient conservés les tableaux. Ils ont publié

un communiqué assurant « qu'il n'y avait au-

cune preuve que le carton ait été redessiné dans

amis, André Durand, a com

pressé de démentir.

ollution atmosphérique dans Pagenropéen, cette enquête, à la m première fois le nombre de décès prématurés attribuables à deux poluants de l'air: les « particules en suspension » et le dioxyde de l'apparition de complications ou de décompensations d'états respiragradés », expliquent les épidémiologistes. Selon l'étude, la surmortalité par maladies cardio-vasculaires varie de 260 à 350 décès par an en région parisienne et de 30 à 50 dans l'agglomération lyonnaise. Phis faible, la mortalité prématurée par malaciles respiratoires varie de 54 à 83 cas par an en région parisienne.

Ces travaux, révélés par Le Monde, sont rendus publics su moment où le projet de loi sur l'air, du

de notre correspondant

Vrai ou faux ? Faussaire de génie ou mauvais

farceur? Le carton de Léonard de Vinci Saints

enfant – un des trésors de la National Gallery,

à Londres - est-il entièrement l'œuvre du

maître italien ou bien a-t-il été à moitié refait

en 1958 par un brillant étudiant devenu par la

suite un faussaire ? C'est du moins ce qu'avait

affirmé, avant sa mort à Rome, le 9 janvier

dernier, Eric Hebborn, à une équipe de télé-

vision anglaise. Celle-ci a attendu pour rendre

publiques ses révélations, le décès du « roi des

faussaires » – comme l'a sumommé le quoti-

dien milanais La Stampa –, trouvé la tête en

sang dans une rue du Trastevere, quartier

Hebborn a affirmé que, jeune étudiant à la Royal Academy, il avait été secrètement char-

gé par le conservateur de l'époque, Sir Henry

Rushbury, de réparer les dégâts causés au car-

ton par un gardien aviné qui le posait le long

d'un radiateur et l'utilisait comme dossier

pour sa sieste. La vapeur avait fait fondre la

L'Union européenne

« branché » de Rome.



négociations, se heurtant aux vetos des ministères de l'industrie et des transports. Matignon s'oppose à supplémentaires. Pour sa part, le maire de Paris, Jean Tiberi, dont la politique est vivement mise en cause par les écologistes, devait

les années 60. M. Hebborn était bien entendu

Il est vrai que ce dernier, alcoolique chro-

nique selon la presse anglaise, proche d'An-

thony Blunt - l'expert en tableaux et « taupe »

il avait revendiqué la paternité d'un Van Dyck

du British Museum ou d'un Piranèse exposé à

Copenhague, et cité parmi ses « œuvres » des

tableaux authentiques - comme un Roger de

la Pasture de la National Gallery –, dans le but

de semer le trouble dans l'esprit des experts et

du public. Il venait de publier un guide du par-

Un doute subsistera tant que la National

Gallery ne publiera pas d'analyse scientifique

pour étayer ses dénégations. On peut imiter

un maître à la perfection, mais les matières

utilisées (papier, pigments...) et surtout cinq cents ans de vieillissement sont inimitables.

Faute d'une telle recherche, Eric Hebborn

Patrice de Beer

fait faussaire, il Monuole del Foisorio.

continuera à narguer les experts.

rvices secrets soviétiques -, était aussi connu pour sa vantardise. Dans ses souvenirs,

connu pour son sens de l'humour ».

Lire pages 8 et 9

☑ Crimes de guerre en Bosnie

Deux officiers supérieurs serbes ont été arrêtés par les Bosniaques, qui veulent les remettre au Tribunal pénal international chargé de juger les crimes de guerre.

👳 Un entretien avec le président d'Haiti

René Préval, qui entre en fonctions le 7 février, déclare au Monde qu'il entend se consacrer en priorité à la reconstruction économique de son

Apprentissage et travail

L'Assemblée nationale commence à examiner le projet de réforme du financement de l'apprentissage, destiné

Couscous au resto-U



Le chroniqueur gastronomique du Monde s'est assis à la table du restaurant universitaire de Saint-Denis Paris-Vill, où l'on sert au client de passage, pour 29,50 F, un très bon

Panne d'investissements

La reprise espérée des investissements industriels n'a pas eu lieu en 1995, pour la cinquième année consécutive. La France décroche par rapport aux

autres pays industrialisés.

■ Délinquance en baisse

Pour la première fois depuis 1988, la délinquance a décru en 1995, mais les actes de violence physique continuent

■ Le pyromane de Moirans

Un homme de 35 ans a reconnu être l'auteur de sept des treize incendies jusqu'alors mystérieux survenus à Moirans (Jura).

E Hip-hop à Suresnes

Cités danse, rendez-vous des danseurs issus de la rue, rassemble, pour la quatrième année, au théâtre Jean-Vilar de Suresnes (Hauts-de-Seine), le meilleur du hip-hop et... de l'inclas-

_
_
Ŋ.
0E

Le cap



MALGRÉ les remous provoqués par sa visite en Corse, les 12 et 13 janvier, quelques heures après une conférence de presse clandestine du FLNC-canal historique accompagnée d'un ostensible déoloiement d'armes, le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, maintient le cap qu'il s'est fixé. M. Debré a réussi à convaincre Jacques Chirac et Alain Juppé que les conditions favorables à la reprise du dialogue sont réunies en Corse et que la voie de la répression, pour traiter ce problème politique, est sans issue. Tout en exhortant élus traditionnels et nationalistes à dialoguer, le ministre de l'intérieur s'emploie à nounir le débat entre les Corses et l'Etat. Chaque matin, avec l'accord de Matignon, il reçoit l'un des ministres intéressés par le problème corse pour examiner les iossiers qu'il souhaite voir traiter. L'épineuse question des institutions n'est pas pour le moment à Fordre du jour. D'ici à un mois, le ministre de l'intérieur souhaite rencontrer de nouveau l'ensemble des composantes du paysage politique corse pour préparer un grand rendez-vous, en juin, entre l'Etat, les élus traditionnels corses et les

Lire page 7



mage, Jacques Santer, président de la Commission de Bruxelles, s'exprimant le 31 janvier devant le Parlement européen, a proposé « aux forces politiques, économiques et sociales (...) de s'unir dans la conclusion d'un pacte européen de confiance pour l'emploi » et a aunoncé son intention de convoquer au mois de mai une table ronde.

Une idée suggérée au cours des dernières semaines par divers acteurs de la scène européenne, tels Karl Lammers en Allemagne, porteparole de la CDU pour les affaires internationales, ou Philippe Maystadt, ministre belge des finances. Sans mettre en doute la sincérité de ceux qui réclament ainsi un « re-

(Union européenne)

de notre correspondant

L'idée était dans l'air. Au mo-

ment où les gouvernements des

pays de l'Union européenne,

confrontés au ralentissement de la

conjoncture, se mobilisent pour

tenter d'enrayer la montée du chô-

tour au social », ce zèle tout neuf n'est évidemment pas dénué de préoccupations tactiques. Quel est le sens de la construction de l'Europe, sinon de permettre à ses citoyens d'acquerir, en se rassemblant, davantage de prospérité et

au secours de l'emploi monde? L'actuel grand dessein de l'Union, la monnaie unique, s'il concourt, à terme, à un tel objectif, n'offre, il est vrai, aucun dividende immédiat. Il est même ressenti par une partie de l'opinion comme partiellement responsable du marasme économique actuel.

La stagnation économique va durer au moins jusqu'à l'été selon les prévisions actuellement fournies. Vollà donc six mois difficiles à passer avec, sans doute, une nouvelle progression du chômage et, à chaque publication d'indices, de nouvelles tentatives des adversaires de l'Union monétaire pour la discréditer. « Je m'attends à des giclées de venin », confie un haut fonctionnaire de la Commission qui, il y a peu, dénonçait la «cabale » anti-européenne de quelques grands patrons français.

plication des mouvements de protestation s'ils se contentaient de poursuivre leurs efforts d'assainissement des finances publiques, les gouvernements ont réagi par des politiques volontaristes.

Tél (1) 40 92 68 68 -EDITIONS-Ayant senti le risque d'une multi-ÉDITEUR DES DICTIONNAIRES ET CODES PERMANENTS

SOYEZ EN AVANCE SUR LE DROIT. Les grands débats sur des sujets de société aménent de nouvelles et nombreuses interrogations juridiques. En rassemblant et en commentant l'ensemble des textes nationaux, internationaux et auropéens, nos ouvrages vous offrent une vue d'ensemble en avance sur le Droit,

IRAK Des discussions devaient s'engager, mardi 6 février, à New York, entre l'Irak et les Nations unies sur « la formule pétrole contre nourriture », afin d'atténuer les carences

de plus en plus graves dont souffre la population irakienne après cinq ans d'embargo. • LA RÉSOLUTION 986 adoptée en avril 1995 par le Conseil de sécurité de l'ONU, et qui

n'a toujours pas été officiellement acceptée par Bagdad, est inscrite en filigrane de ces discussions. Elle autorise l'Irak à vendre une quantité li-

temporairement « aux besoins humanitaires du peuple irakien ». ● L'IRAN estime qu'une éventuelle conclusion heureuse des discussions mitée de pétrole pour répondre de New York n'affecterait pas les

marchés pétroliers. Téhéran n'en cherche pas moins à réduire sa dépendance vis-à-vis du pétrole afin de mettre son économie à l'abri des

L'ONU propose de nouveau d'assouplir l'embargo imposé à Bagdad

Cinq ans après le début de la guerre du Golfe, le régime de Saddam Hussein pourrait se rallier à un compromis qui prévoit d'échanger du pétrole contre des produits de première nécessité

IL NE SERA pas dit que le président irakien, Saddam Hussein, aura perdu la face : jusqu'au bout, il aura tenté d'échapper à une acceptation formelle de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU, en vertu de laquelle il peut rendre des quantités limitées de pétrole pour répondre notamment aux besoins urgents de la population. Officiellement, ce qu'il a accepté de discuter avec les Nations unies, à partir du mardi 6 février, c'est « la formule pétrole contre nourriture » - si peu digne soitelle -, qui lui permet de maintenir, au moins comme position de départ, son rejet de la résolution 986. Dans le courrier ou'il a adressé au secrétaire général de l'ONU,

Une mission médicale française va évaluer les besoins de la population

BIEN QU'IL CHERCHE à contribuer de manière de plus en plus efficace à l'allègement des souffrances de la population irakienne (Le Monde du 27 janvier), le gouvernement français continue d'estimer que seul le respect par Bagdad des exigences de l'ONU permettra de lever l'embargo pétroller et les autres sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONÚ à l'Irak, en août 1990, après l'invasion du Koweit. Une mission médicale française devrait se rendre, vers la fin de février, sur place, pour évaluer les besoins de la population afin de cibler l'aide directe que Paris envisage d'envoyer. D'ici là, non seulement le jeûne du ramadan aura pris fin, mais, surtout, les entretiens de New York auront dégagé les premiers résultats.

A l'Assemblée nationale, certains veulent aller plus loin, commencer à rompre l'isolement de l'Irak en dépit des sanctions. Mardi 30 janvier, la commission des affaires étrangères de l'Assemblée a en effet adopté un rapport du député RPR Jean-Bernard Raimond - de retour d'une récente mission d'information en Irak. Il faut, y dit M. Raimond, non seulement contribuer au succès des entretiens de New York, mais aussi « alléger les sanctions », ne plus participer peut-être au survol aérien du sud, parce que « cela ne rime à rien, cette surveillance du sud, parce qu'il n'y a pas de troubles », l'objectif étant d'« arriver petit à petit à désenclaver l'Irak ».

SURVEILLANCE AÉRIENNE

Bien qu'elle ne soit pas très efficace, les troupes irakiennes pouvant sévir à leur gré contre la population essentiellement chiite, cette surveillance aérienne de la partie sud de l'Irak, située au sud du 32 parallèle, avait été instaurée. le 26 août 1992, pour limiter les exactions du régime. Ce ne sont certainement pas les populations du sud qui approuveraient M. Rai-

Ce demier demande aussi que la France pose le problème de la fin de l'embargo international quand, à la fin d'avril ou au début de mai. le chef de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak fera un nouveau rapport au Conseil de sécurité. On entend presque d'ores et déjà la réponse dudit Conseil, et singulièrement celle des Etats-Unis. Elle consistera en substance en ceci : lorsque l'irak aura satisfait toutes les exigences de l'ONU.

Boutros Boutros-Ghali, à la mijanvier, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, ne fait au reste aucune mention explicite de cette résolution. Il annonce seulement que son pays accepte l'invitation du secrétaire général à discuter de la formule « pétrole contre nourri-Adoptée en avril 1995, la résolu-

tion 986 autorise l'Irak à exporter du pétrole et des produits pétroliers pour un montant de 2 milliards de dollars, tous les semestres, pour l'achat de produits alimentaires et pharmaceutiques. Mais - et c'est là que le bât blesse aux yeux de Bagdad - tant l'exportation du brut que l'utilisation des revenus et la distribution des vivres et médicaments sont soumises à des conditions que l'Irak qualifie d'autant d'atteintes à sa souveraineté. Aussi sont-ce ces conditions qui devraient faire l'objet des négociations entre l'Irak et des experts de l'ONU, à New York. M. Boutros-Ghali dispose d'une marge de manœuvre confortable pour discuter ladite résolution l'« autorisant », à l'article 13, « à prendre tous les arrangements et à conclure tous les accords requis » pour son application avant d'« en rendre compte au Conseil ».

Néanmoins, le fait que les autorités irakiennes aient compris que le contenu du texte n'est pas modifiable et que seules le sont les modalités de sa mise à exécution ne garantit pas le succès des pourpariers. Pas plus que le fait que la situation humanitaire en Irak frise le désastre. Les trakiens ne se portaient pas beaucoup mieux il y a neuf mois, au moment de l'adoption de cette résolution - dont les termes, qui plus est, avaient été négociés avec M. Aziz précisément pour dissiper toute objection de Bagdad, Cela n'avait pas empêché le président Saddam Hussein de la

Abbas Jawad, un opposant chiite exilé en France, demeure sceptique. Pas plus aujourd'hui qu'hier, dit-il, le président irakien n'a intérêt à accepter la résolution 986, parce que les ventes de pétrole auxquelles il procède en infraction de l'embargo international lui permettent de maintenir à



seul et unique pilier de sa pérennité. Pourquoi donc, interroge M. Jawad. « accepterait-il aujourd'hui de placer ses revenus pétroliers sous haute surveillance internationale et de voir s'accroître la pression intérieure et extérieure > ?

Laith Kouba, qui vit à Londres, estime pour sa part que le pré-

multiples inconnues d'un éventuel changement. Selon lui, les velléités du roi Hussein de Jordanie d'aider l'opposition trakienne à trouver une alternative démocratique en irak, et la récente décision du royaume hachémite de réduire, en 1996, de 400 millions à 220 millions de dollars les garanties à l'exportation à destination de l'Irak, au-

La résolution 986

« Convaincu de la nécessité de répondre, à titre de mesure temporaire, aux besoins humanitaires du peuple irakien », le Conseil de sécutité, en vertu de la résolution 986, autorise « l'importation d'Irak de pétrole et de produits pétroliers, ainsi que les transactions financières et autres transactions essentielles s'y rapportant directement, le volume des importations devant être tel que les recettes correspondantes ne dépassent pas 1 milliard de dollars des Etats-Unis par période de 90 jours ». La résolution dispose notamment que chaque achat devra être approuvé par le Comité des sanctions de l'ONU et le moutant intégral versé sur un compte séquestre ouvert par le secrétaire général de FONU. La résoiution doit entrer en vigueur « pour une période initiale de 180 jours, et le Consell de sécurité devra procéder à une révision approfondie tous les 90 jours ». Un pourcentage des revenus ira au Fonds d'indemnisation créé pour les victimes de l'invasion du Koweit. D'autres sommes seront prélevées pour financer les activités des experts de l'ONU. Des redevances devrout être versées à la Turquie pour l'acheminement du

sident irakien a au moins une raison politique d'accepter implicitement la résolution : conforter aux Etats-Unis - puisque ce sout eux qui détiennent la clef de toute solution en Irak - le camp de ceux qui disent que le maintien du régime irakien est préférable aux

raient aussi poussé le président irakien à réfléchir.

Quelle que soit leur appartenance politique ou religieuse, tous les trakiens vivant à l'étranger et qui demeurent en contact avec leurs familles en Irak ne souhaîtent qu'une seule chose : que . et l'unité du pays. .

les conditions de vie de la population s'améliorent. «Il faut qu'il y ait une nette distinction entre le peuple et le régime, entre l'agenda humanitaire et l'agenda politique ». plaide avec vigueur M. Kouba. Et tant pis si le régime irakien tente d'améliorer en sa faveur les conditions de l'application de «la formule pétrole contre nourriture » l

LE STATUT DU KURDISTAN

Les formations kurdes qui contrôlent la partie du Kurdistan située au nord du 36 parallèle qui échappe à l'autorité de Bagdad retiennent leur souffle. « Etesvous sûrs que le texte même de la résolution 986 ne va pas être modifié? », interroge Mohamad Ismail, représentant à Paris de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de

Ladite résolution dispose qu'une somme de 130 à 150 millions de dollars sera virée, tous les quatrevingt-dix jours, au Programme humanitaire des Nations unies dans les trois provinces du Kurdistan. En d'autres termes, la part des revenus pétroliers réservée au Kurdistan échappera au contrôle de Bagdad. Les Kurdes tiennent à cette clause comme à la prunelle de leurs yeux, tout simplement parce qu'ils ont subi les pires exactions de la part du pouvoir irakien en qu'ils n'ont « plus aucune confiance » en lui; et aussi parce que, depuis 1991, ils subissent un double embargo: l'international d'abord, et ensuite celui que leur impose le régime itakien au gré de

Ce statut particulier réservé au Kurdistan par la résolution 986 est précisément un des points qui devraient être soulevés lors des discussions de New York entre l'Irak - qui y voit une atteinte à sa souveraineté - et l'ONU. L'une des pourraient suggéter pour sanver la source diplomanque, serait la suivante : que Bagdad prenne l'initiative de demander lui-même par écrit aux Nations unies d'acheter et de distribuer les produits destinés au Kurdistan, ce qui serait une manière de réaffirmer leur autorité

Une formule identique - demande expresse de Bagdad pourrait être retenue pour ce qui concerne l'acheminement du brut irakien, dont « la partie la plus importante (en vertu de la résolution 986) sera acheminée par l'oléoduc Kirkouk-Yumurtalik (en Turquie) et le reste à partir du terminal pétrolier de Mina el-Bakr », 💰 dans le sud de l'Irak. Les pourparlers de New York devraient aussi porter sur les détails, Qu'entendon par « la partie la plus importante » de pétrole? S'agit-il de 51 %, de 60 %, voire plus? Quelle forme prendra la surveillance internationale des ventes de pétrole? Quel « pourcentage » sera consacré à l'indemnisation des victimes et que coûtera « le financement des activités des experts de

Abdel Amir El Anbari, ambassadeur de l'Irak auprès de l'Unesco et son ancien représentant à l'ONU, conduit la délégation irakienne, qui comprend des repré-sentants des ministères concernés et un délégué de la banque centrale. Le président Saddam Hussein étant le seul centre de décision à Bagdad, il va de sol que ses représentants à New York ne seront qu'une simple courroie de

200

572.2

125

 $\frac{1}{2}$

Bette de

■ L'Arabie saoudite a informé les Nations unies qu'elle « est en faveur de l'application de la résolution 986, afin de soulager la soujfrance grandissante du peuple irakien ». C'est le prince Bandar ben Sultan, ambassadeur du royaume wahabite auprès des Etats-Unis, qui en a informé le secrétaire général de l'ONU, Boutros Bourros-Ghali. Quant au Koweit, il affirme sa préférence pour le formules que les Nations unies maintien au pouvoir à Bagdad d'un Saddam Hussein « affaibli ». face du régime irakien, selon une ... « Nous connaissons Saddam, nous savons ce qu'il veut, c'est un ennemi mais il est affaibli et soumis à une surveillance internationale », a récemment déclaré au quotidien des Emirats arabes unis El Khalije le ministre koweitien de l'information, Saoud Nasser Al Sabah. -

L'Iran veut progressivement diminuer sa dépendance à l'égard du brut

L'« or noir » représente encore 60 % des recettes budgétaires du pays

DAVOS (Suisse) de notre envoyé spécial

La perspective de voir l'Irak faire un retour discret sur le marché pétrolier mondial, pour pen qu'il accepte les conditions posées par l'ONU en échange de l'autorisation d'exporter des quantités limitées de pétrole à des fins humanitaires, ne semble pas préoccuper Téhéran. Les représentants de la République islamique, présents au forum économique de Davos, affirment que ces ventes éventuelles de pétrole irakien n'auraient que peu d'effets sur les ressources pétrolières de l'Iran, et donc sur son économie, encore très dépendante des revenus tirés de l'« or noir ».

En réalité, ce retour éventuel partiel de l'Irak sur la scène pétrolière, s'il ne risque guère de faire baisser les prix du pétrole et les revenus qui en découlent, interviendrait au mauvais moment pour une économie iranienne en cure d'austérité et qui s'inquiète des conséquences de l'embargo commercial décrété en dé-

cembre 1995 par les États-Unis. « Nous n'avons pas de raison majeure d'être préoccupés » par le retour du pétrole irakien sur le marché, affirme Mohamed Javad Zarif, vice-ministre des affaires étrangères, rappelant qu'un accord éventuel entre l'Irak et l'ONU portera, dans un premier temps, sur l'équivalent de 1 milliard de

kien par trimestre seulement - ce qui représente environ 750 000 barils/jour (au lieu de plus de 3 millions de barils/jour avant la guerre du Golfe). C'est «à peu près 3 % de la production quotidienne actuelle de l'OPEP » (Organisation des pays exportateurs de

Au demeurant, ajoute cet ancien représentant de Téhéran auprès des Nations unies, «l'Iran s'est toujours prononce, pour des raisons humanitaires, pour une levée totale de l'embargo. Les sanctions n'ont entraîné aucun changement, ni de la nature du régime irakien ni de la politique qu'il entend suivre. Elles ont simplement eu pour effet de pénaliser durement la

«Si un accord est conclu à l'ONU, il n'aura qu'un effet résiduel sur notre économie », renchérit Mohamed Hussein Adeli, ancien gouverneur de la banque centrale franienne, aujourd'hui ambassadeur au Canada. « Face à ce nouvel arrivage de brut, les pays de l'OPEP trouveront un compromis et réduiront leur production globale d'autant, pour éviter une baisse des prix. assure-t-il. La croissance de l'économie mondiale devrait continuer en dépit du raientissement observé dans certains pays et la consommation d'énergie devrait continuer à augmenter. »

En outre, ajoute cet économiste qui a fait ses classes aux Etatsdollars d'exportation de brut ira- Unis, «il faudra un long laps de «sur le fil du rasoir».

temps, sons doute un an ou deux, avant que l'Irak ait remis ses installations en état, pour être en mesure de reprendre ses exportations au rythme qui était le sien avant l'em-

Si le brut irakien revient sur le marché, « les pays de l'OPEP trouveront un compromis et réduiront leur production globale d'autant, pour éviter une baisse des prix »

Ce diagnostic est toutefois tempéré par un industriel iranien qui, depuis plus de dix ans, est en affaires avec l'Irak et qui, sous couvert d'anonymat, juge Bagdad « capable, en moins de six mois, de retrouver la capacité d'exportation qui était la sienne avant la guerre du Golfe ». C'est ce qui explique, ajoute-t-Il « la grande nervosité » actuellement perceptible à Téhéran, le pays apparaissant, sur les

Une crise économique? M. Adeli s'en défend, « Bien au contraire, affirme-t-il, l'Iran a terminé, en mars 1995, son premier plan quinquennal avec une croissance - pour la sixième année consécutive - de 7,3 % en base annuelle et en termes réels. Cela a été possible grace aux bons résultats dustrie, les télécommunications, le gaz et la construction. »

Pour le deuxième pian quinquennal en cours, les autorités escomptent une croissance ramenée à 4,2 % en 1996, essentiellement en raison des restrictions internes les importations ont été réduites de moitié -, qui traduisent la volonté du gouvernement de rembourser une dette extérieure qui, cumulée, atteignait encore, selon les chiffres officiels, 21 milliards de dollars à la fin du premier plan quinquennal. Le remboursement de cette dette est le seul moyen de gagner la confiance des milieux fi-

nanciers internationaux. Dans le cadre du deuxième plan, 110 milliards de dollars seront consacrés, en cinq ans, au développement de l'économie, explique M. Adeli. Le financement sera assuré essentiellement par les recettes tirées du pétrole (72 milliards de dollars sur cinq ans) et par des revenus non pétroliers (28 milliards) – que Téhéran veut accroître afin de diminuer la dépendance du pays à l'égard du

Pour l'heure, le pétrole représente encore 60 % des recettes budgétaires et 75 % des recettes en devises du pays, les 25 % restants étant assurés par les secteurs non pétroliers (matériaux de construction, notamment). Le pétrole et le gaz contribuent à hauteur de 28 % à la formation du produit intérieur brut, mais le gouvernement semble décidé à accroître sensiblement la part du gaz à partir de ses réserves nationales qui, après celles de l'ex-URSS, sont les plus importantes

au monde. «Des projets de liquéfaction du gaz iranien sont en cours afin de pouvoir le transporter vers les pays riverains du golfe Persique, voire vers d'autres régions telles que l'Europe », assure ce diplomate. « Ces projets sont certes intéressants, mais ils exigent de très lourds investissements financiers, que le pays ne peut pas assurer à partir de ses seules ressources, soulignent les milieux industriels. Pour que l'Iran puisse compter sur l'appui extérieur, il faut non seulement qu'il établisse des règles crédibles pour les investisseurs étrangers [Téhéran s'est attelé à la rédaction d'un nouveau code en ce sens], mais que ceux-ci soient assurés d'un minimum de stabilité politique. » A cet égard, les résultats des élections législa-

Au Guatemala, Jean Paul II la cause des Indiens

GUATEMALA

de notre envoyée spéciale Avant même d'arriver au Guatemala, lundî 5 février, première étape de son voyage en Amérique centrale (Le Monde daté 4-5 fé-vrier). Jean Paul II, debout dans l'avion face aux journalistes, visage serein et reposé, a envie de parler. Treize ans après un premier voyage difficile dans cette région, il vient, une fois encore, prêcher la réconciliation, répéter qu'« à la violence, on ne peut pas répondre par la violence, mais par une solution démocratique », propre à instaurer « la justice sociale dans ce tiers-monde qui représente le vrai défi posé à l'Eglise ». Parler aussi de la violence faite aux Indiens, « ces premiers habitants qui ont été tellement dégradés et dont il faut relever la culture ».

En treize ans, et le pape en est conscient, bien des choses ont changé en Amérique centrale et, dans le fracas des armes nettement assourdi, s'entendent les balbutiements d'un processus démocratique. Que de chemin parcouru depuis cette grand-messe de Managua, en 1983, où il fut hué par les sandinistes poing levé. Le souvenir lui arrache un petit rire : « Cette première visite au Nicaragua, c'était commé essayer de faire un saut mortel. Et pourtant nous avons survécu I » Qu'en espère-t-il cette fois? « On verra, rétorque-til avec philosophie. Regardez, il y a eu la chute du communisme, des sandinistes et, d'une certaine façon, celle de la théologie de la libération, qui était marxisante. » Et d'insister. en vieux lutteur anticommuniste impénitent, sur l'oraison funèbre de cet engagement extrême à ses yeux d'une Eglise compattante, mais trop politisée : « La théologie de la libération n'est plus un prodoit pas venir de l'idéologie, mais de l'engagement social véritable au environ 14 000 des 40 000 employés jour le jour. »

UN CRI

 $\{(a,b,\frac{1}{2})^{2}\}^{2}\in \mathbb{R}^{n\times n}$

....

Beaucoup de choses ont changé, mais tout ou presque reste encore à régler. L'arrivée de l'avion à l'aéroport de Guatemala, ceinturé par un service d'ordre digne d'un reman noir tropical, ramènera Jean Paul II aux premières réalités. Celles d'un pays qui, en trentecinq ans de lutte armée, a connu des dizaines de milliers de morts, quarante mille disparus et un million de personnes déplacées, jetées sur les routes par la peur et la violence. Il y a treize ans, le 3 mars 1983, quatre jours avant l'arrivée du pape, quatre guérilleros avaient été fusillés. Une action dans la droite ligne de la politique de « terre brûlée » d'un dictateur fanatique appuyé par les sectes, le général Rios-Montt. Aujourd'hui engagée dans un hésitant processus de paix, la guérilla a décrété une «trêve de cinq jours ». Pourtant, à la veille de l'arrivée de Jean Paul II, le président fraîchement élu (en janvier), l'homme d'affaires et conservateur modéré Alvaro Arzu Irigoyen, a échappé de peu à un attentat. Aussi, lundi 5 février, Jean

Paul II n'aura qu'un cri à l'adresse du président Arzu, qui se tient droit, sans un regard pour les militaires qui veillent fusil à la main, et de cette population - indienne à 50 % et catholique à 90 %, dont huit millions sur onze vivent en dessous du seuil de la pauvreté qui lui fera une haie d'honneur fiévreuse sur les vingt-trois kilomètres d'asphalte couvert de pétales de fleurs séparant l'aéroport de la ville. Un cri comme il sait parfois en pousser hors de la rhétorique routinière vaticane : « Il est urgent d'instaurer une paix véritable ! », lance-t-il, en écho aux banderoles qui réclament : « Toi seul peux nous donner l'espoir. » Et il ajoute : « Je n'ai jamais manqué une occasion d'insister pour mettre un terme à la guerre. Et même si le chemin de la paix a été dur et difficile, aujourd'hui se profile à l'horizon le moment joyeux de la signature des accords. » Dès le premier jour, le ton du voyage est donné.

.... Marie-Claude Decamps

René Préval, nouveau président d'Haîti

« Si nous ne réussissons pas dans les cinq années à venir, la démocratie sera en grand péril »

Elu le 17 décembre 1995 avec près de 88 % des suffrages exprimés (pour une participa-tion de 28 %), René Préval doit être investi

« Dix-huit mois après le réta-blissement de l'ordre constitu-

tionnel, les ordures et les im-

mondices jonchent les rues de

Port-au-Prince. La misère dans

laquelle vit la grande majorité

de la population n'a pas été son-

lagée. Pouvez-faire mieux que le président Aristide ?

que lui et l'aurai surtout d'autres

missions. Le président Aristide a fait ce qu'il devait et ce qu'il pouvait. Il

nous revient, à partir des conditions favorables qu'il nous a laissées,

d'imprimer une volonté politique.

lignes de votre action ?

-Quelles seront les grandes

- Nous avons retenu, dans un

pays où tout est urgence, une prio-

rité : résorber le chômage, à travers

la production nationale. Ce sera

l'axe des cinq prochaines années.

Nous sommes dans un pays qui

n'exporte plus rien et importe

presque tout. Ce qui fait que le coût

de la vie devient extrêmement élevé

et le chômage très important. Nous

voulons redéfinir la mission de

l'Etat, qui n'est pas de participer di-

rectement à la production, mais de

se limiter à ses fonctions norma-

tives et de contrôle. Nous voulons laisser au secteur privé sa mission de création d'emplois durables.

- Quel est l'état de la situation

- Les décenses de l'Etat sont de

5 milliards de gourdes, selon le pro-

jet de budget pour l'année 1995-1996, alors que les recettes atten-

dues, au vu des rentrées des trois

premiers mois, sont de 3 milliards,

ce qui nous amène à un déficit pré-

visible de 2 milliards de gourdes

[] franc équivant à 3 gourdes envi-

ron]. Soit nous finançons ce trou

tellement bas qu'il faudrait licencier

de l'Etar. Ces deux solutions ne sont

pas envisageables. Il est donc né-

cessaire de trouver des fonds à l'ex-

ternational et la Banque mondiale,

sur les positions que nous avons

entreprises publiques baï-

tiennes déficitaires, contre la-

- La privatisation des grandes

économique d'Halti?

- l'aurai surtout plus de temps

président d'Haïti, mercredi 7 février. Il succè-

née et réinstallé en octobre 1994, après l'in-

première fois dans l'histoire de la République

dera à son « mentor » Jean-Bertand Aristide, arrivé au pouvoir en février 1991, renversé tervention des troupes américaines. Pour la quelle les partisans du président

- La privatisation, c'est un problème. Il a été mal posé parce que présenté comme la liquidation des biens de l'Etat. La privatisation peut prendre différentes formes : contrat de gestion, l'Etat restant propriétaire de l'infrastructure ; location ; prise de participation minoritaire ou majoritaire pour le privé. Le privé est melleur gestionnaire que l'Etat. En privatisant, nous n'allons pas créer d'emplois, mais réduire le déficit du budget de l'Etat.

Aristide se sont battus, est-elle

Pune de vos priorités ?

« La sécurité n'est pas une priorité mais une condition essentielle

de notre combat »

- Quel sera le profil de votre premier ministre?

- Cela fait dix ans que le peuple se bat pour la démocratie. Les gens veulent voir, traduits en termes de bénéfice pour eux-mêmes, les raisons de cette lutte. Je veux donc être pragmatique : l'objectif de ces cinq ans est la satisfaction de certains besoins primordiaux de la population. J'aurai un cabinet composé de gens efficaces, qui puissent livrer la marchandise. Nous discutons des actions à entreprendre rapidement pour faire renaître l'espoir. Ce ne sera pas l'appartenance politique du premier ministre qui me guidera dans mon choix mais le par l'impression de billets, et c'est programme qu' l'inflation. Soft nous faisons des qu'il acceptera. programme qu'il devra accomplir et

coupes, au miveau de l'asiministra-ni ... - Votre thoix flevra être ratifié tion publique, mais les salaires sont par le Parlement qui est dominé par POrganisation politique Lavalas, OPL, dont une fraction importante était favorable à une prolongation du mandat du président Aristide. Vous devez donc en tenir compte

» De plus, en supposant que - Nous sommes actuellement en nous puissions équilibrer notre discussion avec eux pour qu'ils budget, nous ne disposerions de comprennent que si nous ne réusissons pas ce quinquennat la démoplus aucun moyen pour entreprendre des travaux de structures. cratie haitienne sera en grand péril. - L'insécurité demeure un pro-Nous allons renégocier tout de blème préoccupant, quelles mesuite, avec le Fonds monétaire in-

sures allez-vous prendre?

- La bourgeoisie se sent en insécurité parce qu'il y a des menaces, mais le père de famille qui ne peut pas donner à manger à sa famille et soigner ses enfants vit une autre



forme d'insécurité. Si nous avons un gouvernement qui voie et qui se corrompt avec les milieux d'affaires, le peuple n'a pas d'autre re-cours que d'aller dans les poches et les maisons de ces gens. Il faut donc faire fonctionner l'Etat, de manière à mettre le peuple en confiance : les sens ne demandent pas tout tout de suite, mais ils veulent avoir un gouvernement sérieux et l'espoir que leur vie va changer. Si les milieux d'affaires acceptent de Jouer les règles du jeu démocratique et de s'associer aux projets concrets en payant, par exemple, de nouvelles

taxes, la confiance peut aussi être

restaurée entre le peuple et la bour-

est la menace des duvaliéristes. Si nous échouons dans notre entreprise, si nous ne parvenons pas à satisfaire les besoins de la population, nous laissons politiquement de l'espace aux duvaliéristes pour regagner une crédibilité. Le dialogue avec le secteur privé, les syndicats, les organisations de base et l'union autour du développement du pays va isoler les duvaliéristes. C'est ce que l'ai entrepris de faire. Et la police doit assurer la sécurité.

- Considérez-vous que la nouvelle police pourra assumer sa

- Ses membres sont très jeunes, ils n'out reçu que quatre mois de formation, ils sont sous-équipés. Ils n'ont pas de boucliers, pas de casques, peu de moyens de communication. Dès qu'ils font face à une population excitée, qui lance des pierres, cela vire rapidement au corps à corps. Le policier, qui n'a que son arme, a tendance à s'en servir. Cette police, qui avait reçu un accueil très chaleureux, commence, aux yeux de la population, à ressembler à l'armée que nous avons démantelée. Cela constitue un très grand danger.

» La prolongation du mandat de » Un autre aspect de la sécurité la mission des Nations unies en

Haîti, la Minuah, nous permettra de renforcer cette nouvelle police. Ce sera une prolongation de six mois, au terme de laquelle nous procéderons à une évaluation. La sécurité n'est pas une priorité, mais une condition essentielle de notre combat sans laquelle il n'y aura pas d'investissements, parce que le capital national ou international ne

 Quel type de relation envisagez-vous de conserver avec

M. Aristide? Nos relations sont excellentes et nos missions ne sont pas les mémes. Nous savons l'un et l'autre qu'il est impossible d'avancer sans l'adhésion du peuple. Pour le président Aristide, être au service du peuple est un long sacerdoce, lié à une mission de type religieux. Pré-val n'est intéressé qu'à servir son pays. J'ai été élu, j'ai une mission à accomplir, et je l'accomplirai. Je souhaite que le président Aristide, comme Il a fait à plusieurs reprises depuis 1986, arrive à redéfinir sa place dans la bataille du peuple haitien, pendant les cinq ans à venir. »

> Propos recueillis par Alain Abellard et Jean-Michel Caroit

Un industriel mexicain au secours de la famille Salinas

MEXICO

de notre correspondant

Raul, le frère de l'ex-président mexicain Carlos Salinas (1988-1994), a dù pousser un profond soupir de soulagement dans sa cellule de la prison d'Almoloya, près de Mexico, en apprenant qu'un de ses riches amis, Carlos Peralta, avait accepté de lui donner un « coup de main » pour justifier auprès des tribunaux helvétiques l'origine des 84 millions de dollars déposés auprès de la succursale genevoise de la Citibank. :Entaffirmant publiquement, à la fin de la semaine : son « ami d'enfance », emprisonné depuis près d'un an dans l'attente d'un jugement pour une affaire de meurtre, le milliardaire mexicain a porté un coup sérieux aux accusations des enquêteurs suisses et de leurs collègues américains de la brigade des stupéfiants, la DEA, qui cherchent à prouver que les fonds de Raul Salinas proviennent du blanchiment de l'argent de la drogue.

« le lui ai prêté cet argent en avril 1994, au nom de notre amitlé et parce que j'ai une grande confiance en hul », a soutenu M. Peralta. « Il s'agissait de créet un fonds d'investissement avec une vingtaine d'industriels et de banquiers mexicains», a ajouté le patron du groupe IUSA, un conglomérat familiai d'une trentaine d'entreprises, dans le secteur du culvre et des téléphones portables, entre autres activités. Carlos Peralta a expliqué que le magnat de l'industrie alimentaire Roberto Gonzalez et un autre industriel, Carlos Hank, avaient été approchés pour participer

au projet. Le premier a aussitôt démenti, tandis que le second a déclaré qu'il ne ferait aucun commentaire sur le suiet.

L'incrédulité générale s'est encore accrue lorsque M. Peralta a reconnu qu'il n'avait pas demandé de recu pour sa contribution et qu'il ne se souvenait pas du nom de la banque new-yorkaise par laquelle avaient transité les fonds avant d'être déposés en Suisse. « Loin de lever les soupçons sur les activités illégales de Raul Salinas, écrit en éditorial le journal indépendant La Jornada, ces déclarations permettent au contraire de penser au'il existe un vaste réseau de complicités politico-financières dirigé par le frère d'un ancien président et auquel participeraient une vingtaine de barons de l'industrie et de la banque. »

Rien de très nouveau sous le soleil mexicain, qui en a vu d'autres depuis l'arrivée au pouvoir, en 1929, du Parti révolutionnaire institutionnel, le PRI, accusé par ses adversaires, chaque jour plus nombreux, de s'être transformé au cours des décennies en une véritable « mafia, source de toutes les corruptions ». Ce nouveau rebondissement dans la saga de la famille Salinas, rendue responsable des déboires du Mexique depuis la dévaluation de décembre 1994, survient au moment où la presse locale laisse entendre, sans présenter de preuves, que l'ex-président, qui séjourne actuellement à Cuba, aurait lui-même commandité, en mars 1994, l'assassinat de son dauphin, Donaldo Colosio, pour tenter de se maintenir au pouvoir.

Bertrand de la Grange

Les prochaines manœuvres chinoises inquiètent les Etats-Unis

LES TENSIONS entre la Chine et Taiwan vont être, une nouvelle fois, ravivées par les manœuvres militaires chinoises qui seront prochainement organisées dans la province côtière de Fujian, face à l'île de Taïwan. Le quotidien indépendant Sing Tao, publié à Hongkong, a indiqué, mardi 6 février, que deux officiers généraux chinois sont arrivés sur place pour diriger les 400 000 hommes mobilisés pour l'occasion et qui utiliseront des munitions réelles.

Ces manœuvres se présentent comme une nouvelle campagne d'intimidation de la part des Chinois, qui considèrent l'île, indépendante depuis 1949, comme une province rebelle. Les exercices militaires, qui devraient durer un mois, vont coïncider en effet avec la première élection présidentielle démocratique prévue, le 23 mars, à Taiwan. En septembre, la Chine avait déjà organisé un exercice simulé de débarquement, qui avait mobilisé une quarantaine de navires et plus de cent avions.

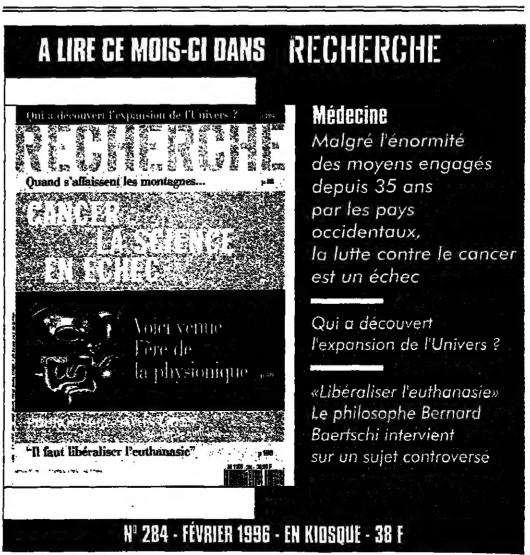
Le quotidien Hongkong Standard, qui appartient au même groupe de presse que le Sing Tuo, a indiqué, mardi, que la marine contacts officieux établis à un niaméricaine sera présente dans la veau élevé avec Taiwan et procérégion pendant les manœuvres. Il dé, à deux reprises, à des essais de précise que le navire amiral de la missiles avant de multiplier les 7 flotte américaine, USS-Blue- manocuvres militaires. - (AFP.)

Ridge, fera escale dans une quinzaine de jours à Hongkong. Si certaines sources diplomatiques occidentales estiment que cette halte est sans rapport avec la démonstration de force chinoise, les Etats-Unis n'en suivent pas moins l'évolution de la situation.

Selon le Washington Post daté

du 5 février, un haut responsable du département d'Etat américain a ainsi estimé que Washington se devait d'avertir Pékin que « la montée de tension pourrait entrainer des erreurs de jugement et des accidents ». Le Post ajoute que les Américains ont renforcé leurs opérations de collecte de renseignements dans la région et qu'ils ont commencé à revoir la riposte adaptée à une attaque éventuelle de Taiwan. Un responsable américain a estimé, toujours selon le Post, que la « Chine peut devenir un véritable problème de politique étrangère pour [le président] Clin-

La situation s'est détériorée dans la région après la visite « privée » aux Etats-Unis, en juin 1995, du président taïwanais, Lee Tinghul. Pékin a alors suspendu les



rêté deux officiers serbes, le général Djordje

Diukic et le colonel Aleksa Krsmanovic, et six

VIII/

هكذا من الإمل

des militaires qu'il soupçonne de crimes de

Deux officiers serbes ont été arrêtés par les autorités bosniaques

Le gouvernement de Sarajevo a demandé au Tribunal pénal international de les interroger

l'OTAN publié lundi 5 février. Le gouvernement

autres hommes, selon un communiqué de pénal de La Haye de procéder à l'interrogatoire

LE PORTE-PAROLE de l'OTAN, le général Michael Walker, commandant des forces terrestres de l'Alliance atlantique en Bosnie. a été informé de l'arrestation des militaires serbes par un responsable de la sécurité du gouvernement bosniaque. Bakir Alispahic a indiqué que les huit hommes, interpellés le 30 janvier, étaient détenus en tant que suspects ou té-

moins de crimes de guerre. Les autorités serbes de Bosnie ont soulevé la question de la « disparition » de ces hommes lors d'une réunion, lundi, avec les représentants de l'Alliance atlantique et des commandants des forces armées des deux anciens adversaires. L'armée serbe de Bosnie avait rapporté que les deux officiers supérieurs et leur chauffeur, Radenko Todorovic, avaient été

L'aide de la Banque mondiale

Les projets prioritaires de la Banque mondiale pour la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine concernent les voies de communication, l'agriculture ou encore l'aide sociale, a indiqué, lundi 5 février à Davos (Suisse), Christine Wallich, directeur de la banque pour l'Europe centrale. La banque dispose d'une première enveloppe d'un montant de 600 millions de dollars (environ 3 milliards de francs), qui s'inscrit dans le cadre d'un budget évainé à 2 milliards de dollars pour la

interceptés alors qu'ils se rendaient, non armés, à une réunion avec des officiers de l'OTAN dans le faubourg serbe d'Ilidza (Saraievo) depuis Lukavica.

Ces interpellations pourraient donc s'être produites en zone neutre garantie par l'OTAN, et l'armée serbe de Bosnie accuse en conséquence le gouvernement bosniaque d'avoir violé les accords de Dayton en procédant à ces ar-

RENFORCEMENT DE L'IFOR Selon Bakir Alispahic, Sarajevo

a déjà informé le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye, chargé de juger les crimes de guerre commis en Bosnie. « Nous avons demandé à des représentants du TPI, informés de ces arrestations, de les interroger mardi, et indiqué que les non-inculpés seraient libérés. Le gouvernement bosniaque est prét à se soumettre au jugement du Tribunal international de La Haye pour déterminer si les deux officiers sont passibles de crimes de guerre », précise le communiqué du gouvernement de Sarajevo, selon lequel la décision du TPI, « quelle qu'elle soit, sera respectée par le gouvernement bosniaque ». Aucun des huit hommes ne figurait parmi les responsables déjà inculpés par le TPI.

La force multinationale de paix de l'OTAN (IFOR) a d'autre part annoncé, lundi, le renforcement de sa présence à Sarajevo, après la décision des médiateurs internationaux de prolonger, jusqu'au 20 mars, le maintien des policiers serbes dans leurs quartiers, provoquant la fureur des autorités bosniaques qui exigalent que la date



initiale du 3 février soit respectée

pour leur retrait. Les effectifs de l'IFOR dans Sarajevo ont été augmentés, et 2 500 soldats italiens vont être ajoutés au contingent français qui forme l'ossature du dispositif international dans la capitale bosniaque. Dans le même temps, les efforts se poursuivent pour tenter de faire la lumière sur le sort de milliers de disparus, notamment dans l'est de la Bosnie ; les Serbes affirment qu'ils ont été tués lors de combats, alors que de très nombreux témoins bosniaques ont raconté les massacres et exécutions sommaires par les forces serbes et

ricain pour les droits de l'homme, John Shattuck, devait visiter mardi la mine de Ljubija, ainsi que l'ancien centre d'Omarska, un camp où les Serbes de Bosnie avaient détenu des milliers de musulmans dans le nord-ouest de la Bosnie, a annoncé lundi soir à Sarajevo l'ambassade des Etats Unis.

Le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme en ex-Yougoslavie, Elisabeth Rehn, qui s'était rendue dimanche à Stebrenica, a, pour sa part, indiqué, limdi, qu'elle ne requerrait pas l'aide de l'IFOR pour enquêter sur les massacres présumés perpétrés en Bosnie, les Serbes de Bosnie lui avant « promis à plusieurs reprises de [la] laisser aller partout où [elle]

Litimpeks, se sont déclarées insol-

vables, et leurs présidents ont été

arrêtés, quasiment en direct à la

les comptes de plusieurs dizaines

de milliers de Lituaniens ont été

gelés, le versement des salaires et

des retraites bloqués, et les tran-

sactions de nombreuses entre-

Réformateurs et conservateurs russes s'affrontent à Davos

M. Tchoubaīs promet « un bain de sang » en cas de victoire des communistes à l'élection présidentielle de juin

de notre envoyé spécial Qualifiée de simple forum, la réunion de Davos, d'ordinaire très policée, a le don de se transformer brusquement en arène dès lors que les membres de la délégation russe ont décidé de s'y affronter entre réformateurs et

conservateurs. De préférence devant les médias internationaux qui sauront offrir à tel ou tel dirigeant récemment banni un auditoire et une audience inespérés à Moscou. En janvier 1995, Boris Fiodorov, l'ancien ministre des finances chassé en 1993 du gouvernement, avait trouvé là une tribune à sa mesure pour dresser la liste des calamités qui allaient s'abattre sur la Russie après son

Cette année, c'était au tour d'Anatoli Tchoubais, l'ancien premier ministre de Boris Eltsine, démis à son tour, de prendre à témoin la communauté financière internationale pour prédire le pire au cas où Guennadi Ziouganov, candidat probable du Parti communiste russe à l'élection présidentielle du mois de juin, accéderait à la magistrature suprême, comme l'indique un récent son-

Brandissant une partie du programme électoral de son adversaire communiste, le « père des privatisations russes » a, lundi 5 janvier, prédit à la Russie et à la communauté internationale un véritable « bain de sang », compte tenu de la politique, notamment économique, que suivrait alors le nouvel bomme fort du Kremlin. « Plus de 70 % du produit intérieur

brut de la Russie est à présent aux mains du secteur privé et M. Ziouganov veut renationaliser tout cela. De même que tout secteur de la privatisation serait jugé contraire à l'intérêt du pays ou des travailleurs. C'est écrit en toutes lettres », s'est-il indigné, dénonçant «la danse» effectuée par la communauté financière internationale autour du dirigeant communiste venu la séduire à Davos.

« Si Ziouganov est élu président de la Russie en juin, ce qui est probable, je sais quelle sera la réaction des milieux d'affaires. Ils me l'ont dit. Ils se battront jusqu'au bout ou ils émigreront», a affirmé M. Tchoubais, en prédisant l'emprisonnement « des ennemis politiques » et « l'interdiction de la liberté de la presse si chèrement acquise ». « Certes, nous avons commis des erreurs », a admis l'ancien responsable de l'économie russe à l'adresse de ceux qui l'interrogeaient sur les excès possibles de sa politique libérale. « Mais les communistes n'ont aucune idée de ce qu'est l'économie de marché. Je ne donne pas six mois à ceux qui soutiennent actuellement M. Ziouganov avant qu'ils se décident à l'abandonner. >

« Je sais quelle sera la réaction des milieux d'affaires. ils se battront jusqu'au bout ou ils émigreront »

Pourtant, tout n'est pas joué encore, indiquait M. Tchoubais, car « la Russie se trouve en ce moment latives, l'attitude suicidaire de à la croisée des chemins. Soit le ^Lgouvernement s'en tient à la liene tracée iusau'à présent, laquelle à permis de fuire adopter le budget de la nation, de ramener l'inflation

> à un taux annuel de 4,1 % en janvier et d'entraîner une appréciation de quelques 70 % du rouble en un an, soit il opte pour une politique lexiste consistant à laisser filer les dépenses, et, dans ce cas-là, c'est le désastre », explique-t-il. L'enveloppe de 2,2 milliards accordée au cours du week-end aux

432 . .

il same

EC.

0 E-

(B) (12)

Experience.

7

mineurs en grève, pour mettre un terme an mouvement, est-elle le signe que Moscou a déjà opté pour le deuxième terme de l'alternative? M. Tchoubaïs n'en est pas convaincu. D'autant, dit-il, qu'une partie de cet argent avait déjà été inscrite au chapitre des dépenses du budget 1995.

Reste la question du moment : la décision que prendra le FMI, à l'issue de la visite que doit effectuer en fin de semaine à Moscou son directeur général, Michel Camdessus, chargé de mener les dernières négociations en vue de l'octrol à la Russie d'un prêt de 9 milliards de dollards (plus de 45 milliards de francs), un versement dont certains remettent le principe en question après l'éviction en cascade des réformateurs de l'économie russe. Là encore, M. Tchoubais se veut plus modéré. Rien ne dit que Moscou n'obtiendra pas cet argent et, assure-til, « ce serait un bon geste pour la Russie mais aussi pour l'Occident ».

Serge Marti

LES PUBLICATIONS **DU** Monde

Un ancien numéro vous manque?

Kevenus au pouvoir, les communistes lituaniens sont éclaboussés par les « affaires »

que l'existence de plusieurs char-

Le secrétaire d'Etat adjoint amé

niers a déjà été constatée.

de notre envoyé spécial Le froid mordant (- 10°C) et les chutes de neige ont transformé les rues de Vilaius en patinoires. Faute de moyens, la municipalité de la capitale a renoncé à déblaver les avenues de la coquette ville baroque. Mais il en faut plus pour décourager Raimonda: Quand on a vécu en Union soviétique, tout est ensuite supportable », dit cette jeune historienne, dans un grand éclat de tire. Et il est vrai que, malgré la crise que traverse le pays, provoquée par la faillite de deux banques commerciales en décembre et la démission, probable, le 8 février du premier ministre, il y a toujours, pour les quatre millions de Lituaniens, une référence incontournable : avant et après le 11 mars 1990.

Agé de soixante-quatre ans, Ai-

girdas Brazauskas a remporté la

première élection présidentielle dé-

mocratique en février 1993. Il avait

été propulsé à la tête du PC litua-

nien en 1988 et avait rompu, l'année

suivante, les liens avec le PC sovié-

tique pour soutenir la revendication

« En 1991, Boris Eltsine avait re-

connu la Lituanie comme Etat

souverain. Aujourd'hui, il écrase

les indépendantistes tchétchènes.

La Russie de Boris Eltsine vous

- Non, la Russie ne me fait pas

peur. Nous avons de bonnes rela-

tions avec tous nos voisins. La Rus-

sie ne nous fait pas plus peur

ou'aux autres Etats européens. En

ce qui concerne la Tchétchénie, Il y

d'indépendance de son pays.

inquiète-t-elle ?

Ce jour-là, la Lituanie, la rhétorique antisoviétique agres-« grande » comme deux fois la Belgique, et emmenée par le charismatique musicologue, Vytautas Landsbergis, défie le Kremlin de Mikhail Gorbatchev en devenant la première République de l'URSS à déclarer sa souveraineté. Six ans plus tard, l'hyperinflation (1000 % par an), les tickets de rationnement et les bases de l'armée rouge ont disparu. « A l'époque, se souvient Raimonda, nous ne rêvions que d'une une seule chose: prendre une douche chaude!» Après avoir fait donner la troupe contre les sécessionnistes baltes, Moscou impose ensuite le blocus de la Lituanie en fermant, notamment, le robinet énergétique.

L'impact de ces premiers hivers grelottants de l'indépendance, aiouté au tourbillon des réformes et à une certaine lassitude face à

Algirdas Brazauskas, président de la République de Lituanie

sive du gouvernement de M. Landsbergis, ont creusé le lit des anciens communistes. Et de nouveau la petite Lituanie étonne le monde. En octobre 1992, pour la première fois à l'Est, les anciens communistes, certes indépendantistes - l'actuel président. Algirdas Brazanskas, avait comé le cordon ombilical avec Moscou en 1989 reviennent au pouvoir par les

Mais les temps ont changé et, après les défis de l'histoire, la Lituanie vit désormais, à son tour, à l'heure des « affaires ». Un slogan vengeur, gravé à la hâte en face du Parlement, résume la morosité ambiante: «LDDP [le sigle de l'ancien PC au pouvoir] - mensonges, corruption et pauvreté.» Peu avant Noël, deux des principales banques commerciales du

SCANDALE POLITIQUE Même și les deux autres voisins

prises paralysées.

baltes, l'Estonie et la Lettonie. ont, eux aussi, connu des « krachs » bancaires depuis 1992. le choc fut rude (Le Monde du 8 janvier). D'autant que le scandale a rapidement pris une tournure politique lorsqu'il est apparu que le chef du gouvernement, Adolfas Slezevicius, et son ministre de l'intérieur avaient, fort opportunément, vidé leurs comptes - de respectivement 30 000 et 2 000 dollars - à la veille de la fermeture des banques. De là à en déduire que cette crise a servi de détonateur aux pratiques douteuses de l'ancienne nomenkiatura revenue au pouvoir clientélisme, corruption et lutte d'influences de divers « mafias » -, il n'y a qu'un pas, que beaucoup ici franchissent allègrement. A commencer par Gedeminas Vagnorius, ancien premier ministre de M. Landsbergis et chef du principal parti d'opposition, l'Union patriotique: « Partout où les anciens communistes sont revenus aux commandes en Europe de l'Est, ils feignent d'être convertis à l'économie de marché, mais veillent surtout à réactiver leurs vieux réseaux des camarades », tranche-t-

L'affaire a non seulement provoqué le limogeage du président de la banque centrale et du ministre de l'intérieur, mais a surtout ouvert une guerre de tranchées au sein de la formation au pouvoir, le Parti démocratique du travail (LDDP). Deux ministres se sont ouvertement désolidarisés du chef du gouvernement, qui, malgré les demandes répétées du président de la République, également membre du LDDP, refuse de démissionner. Voyant son autorité de plus en plus bafouée, le chef de l'Etat, Algirdas Brazauskas, s'est résolu, fin janvier, à demander au

pays, la banque d'Innovation et la Parlement de voter, le 8 février, la destitution du premier ministre.

A huit mois des élections légis-M. Slezevicius, dont la popularité, ainsi que celle du LDDP qu'il dirige, est en chute libre, n'a fait que raviver les spéculations sur les implications « occultes » de ce scandale, « Au début, cette offoire était une tragédie pour les épargnants, ensuite elle a pris l'allure d'une farce lorsque, fautes de preuves, les dirigeants des banques ont été relâchés, et aujourd'hui, elle tourne à la comédie politique », résume amèrement Daiva Vilkelyté, la rédactrice en chef de l'influent hebdomadaire, Versio Zinios (« Les Nouvelles économiques »).

Sommé de réagir, le gouvernement a présenté, fin janvier, un plan de sauvetage, concocté par la Banque mondiale et le FML Il prévoit la fusion et la nationalisation provisoire des deux banques însolvables et la création d'un organisme chargé de récupérer les créances douteuses, estimées à 1.3 milliard de litas (325 millions de dollars). Quant aux quelque 60 000 épargnants floués, ils recevront une indemnité symbolique de 1 000 litas (250 dollars). Douloureuse pour les comptes

de l'Etat et génante pour l'image

du pays, ce « krach » est avant tout symptomatique d'une « crise de croissance d'une économie en transition », estime un économiste occidental. Elle ne devrait pas, ditil, occulter les résultats, par ailleurs honorables, obtenus par la Lituanie; un budget relativement équilibré, un taux d'inflation modéré (environ 30 %) et la progression d'un secteur privé, qui emploie désormais près de deux tiers de la population active. Même le chef de l'opposition, M. Vagnorius, pourtant critique, se déclare « optimiste », affirmant que « le plus dur est derrière nous ». Tout en ne décolérant pas contre les « mensonges » entourant cette crise politico-bancaire, Rolandas Pavilionis, le recteur de l'université de Vilnius, affiche, lui aussi, une certaine sérénité: «Aujourd'hui, dit-il, nous sommes fiers d'être enfin libres et indépendants Et même si nous faisons des erreurs. ce sont au moins nos erreurs... »

a deux aspects à ce conflit, alors que certains ne veulent voir que celui des Tchétchènes. Il faudrait aussi prendre en compte le point de vue russe. On doit se demander pourquoi cette crise a eu lieu, comment on aurait pu l'éviter et qui en est responsable? Je suis entièrement d'accord avec ceux qui disent que le gouvernement russe n'a pas fait out ce qui était nécessaire pour

« La Russie ne me fait pas peur » dangereux, notre pays en sait queltrouver des moyens pour la réque chose! J'ai analysé le prosoudre sans verser le sang. » Etant moi même un dirigeant, et j'y ai décelé des orientations soje ne voudrais jamais que mon cial-démocrates. Ce qui me préocpeuple soit exterminé. Les diricupe, c'est la proposition de recréer geants tchétchènes auraient donc l'URSS sur la base d'une adhésion dû penser aux conséquences et volontaire. Pour nous, cela n'est pas faire queique chose pour que leur peuple ne soit pas exterminé. Les acceptable car nous savons très

> faut arrêter ce consist. - Ne craignez-vous pas une surenchère nationaliste russe depuis la victoire des nationalistes et des communistes aux élections de décembre ?

tentatives russes pour résoudre pa-

cifiquement ce conflit n'ont pas été

très écoutées par les Tchétchènes. Il

- En ce qui concerne Jirinovski, il a reçu moins de voix que lors de la précédente élection. Je ne crois donc pas que les nationalistes russes aient remporté les élections. Si on parle des communistes, je ne suis pas d'accord pour dire qu'ils sont nationalistes. Si je me souviens bien, les communistes se sont toujours considérés comme des internationalistes. Je ne sais pas si c'est toujours le cas, mais une telle image m'est restée dans la tête... Certes, l'internationalisme peut parfois être

bien ce qu'est une adhésion dite voiontaire. En 1940, la Lituanie avait été occupée en un seul jour. - La Lituanie est le seul des trois pays baltes à avoir formellement demandé son adhésion à

sie acceptera qu'une des anciennes Républiques de PURSS entre dans l'Alliance atlantique ? - La Russie a son point de vue et nous, en tant ou'Etat indépendant, avons le nôtre. L'avenir montrera quelle sera la position de la Russie. Je ne veux pas dramatiser cette question. La réponse dépendra surtout des relations entre les dirigeants de l'OTAN et de la Russie,

mais aussi de l'attitude des autres

pays d'Europe centrale et orien-

FOTAN. Pensez-vous que la Rus-

Propos recueillis par

La polémique sur l'école domine le débat politique en Grande-Bretagne

Des travaillistes, défenseurs de l'enseignement public, mettent leurs enfants dans le privé

Alors qu'un rapport accablant sur le niveau de l'enseignement public vient d'être publié, l'éducation devient un thème majeur du débat politique entre travaillistes et conservateurs dans la aux écoles privées pour leurs enfants, tout en perspective des élections. Plusieurs dirigeants du Labour se voient reprocher d'avoir recours public.

LONDRES

de notre correspondant A entendre les échanges d'épithètes entre conservateurs et travaillistes depuis la rentrée parlementaire de janvier, on se croirait à la veille des prochaines élections. Pourtant, les Britanniques ne devraient pas être appelés aux umes avant le printemps 1997. Mais la tension est telle entre un gouvernement usé et une opposition qui caracole toujours dans les sondages que le débat, comme le fait remarquer le travailliste Tony Blair, est en train de tomber « dans ie caniveau ». L'objet de cette guerre des mots est en fait la conquête des classes moyennes. clé de tout succès électoral, et de progresser plus rapidement. dont les principales préoccupations sont, outre l'économie, l'éducation et la sécurité.

Sur ce dernier point, deux conceptions s'affrontent, celle du ministre de l'intérieur, Michael Howard, partisan du tout-répressif, et celle de M. Blair, qu'il résume en ce slogan: «fermeté contre la criminalité et contre ses couses ». M. Howard a accusé les travaillistes d'être « les amis des . délinquants » et le premier ministre d'être des «hypocrites». Ceux-ci, tout aussi fermes aujourd'hui pour dénoncer la délinquance, ont répliqué par des chiffres montrant que la criminali-

Acres 1

1000

Beginner ...

Br. Bryan

But march

100 Se

4.0

té n'a cessé de s'accroître depuis puis son arrivée au pouvoir en se sont emparés de ces données que les Tories sont arrivés au pou-

voir en 1979. Mals c'est surtout l'éducation qui est devenue le champ de bataille entre MM. Blair et Major, tandis que le chef des libéraux-démocrates, le troisième larron, Paddy Ashdown, compte les points. Les divisions qui opposent les travaillistes entre eux sont au moins aussi profondes que celles qui les séparent du gouvernement. Tony Blair a tenté de relancer le débat fin janvier en proposant de réformer l'enseignement public - les écoles polyvalentes, ou comprehensive - en particulier pour permettre aux élèves les plus brillants

Il aura néanmoins fort à faire pour restaurer la crédibilité du Labour dans ce domaine. Défenseur du public, M. Blair n'a-t-il pas envoyé son fils dans une bonne école sous contrat? L'annonce qu'un membre du cabinet-fantôme, Harriet Harman, avait fait de même a soulevé un tollé. D'abord aux Communes, où les Tories ont dénoncé le double langage de ceux qui demandent aux électeurs de « faire comme je dis, pas comme je fois ». Mais aussi au sein du Labour, dont l'aile gauche a trouvé là un bel argument pour relancer l'offensive contre le « virage à droite » amorcé par M. Blair de-

Il n'est, il est vrai, pas facile d'être à la fois député travailliste et parent. En effet, le niveau d'enseignement public en Grande-Bretagne n'est guère brillant, en particuiler dans les quartiers les moins favorisés, qui votent en général

LES INQUIÉTUDES DU PATRONAT

Lundi 5 février, l'inspecteur-général de l'éducation a rendu un rapport accablant: un cours sur trois dans le primaire et un sur cinq au début du secondaire sont « insatisfaisants»; une école primaire sur sept et un collège sur quatre out d'« inquiétantes » insuffisances en livres et matériels; 15 000 enseignants sont, selon M. Woodhead, tellement manyais qu'il faudrait les révoquer. Il existe, bien entendu, de bonnes écoles, mais elles sont surtout sélectives, et donc en contradiction avec la politique officiellement égalitaire du Labour.

56 % des enfants de onze ans ont échoué au test de connaissances en mathématiques organisé en 1995 par le ministère de l'éducation, 52 % en anglais et 30 % en sciences; pour les jeunes de quatorze ans, les chiffres étaient à 43 %, 45 % et 44 %. Les travaillistes

pour dénoncer la dégradation du système scolaire, et en particulier la décision de privatiser les maternelles grâce à un système de cou-

Il n'y a pas que les parents et l'opposition pour s'inquiéter d'un niveau d'éducation qui, en dehors d'une petite élite, fait de la Grande-Bretagne un des mauvais élèves de l'Europe. Le patronat y voit aussi un grave problème pour

le recrutement de son personnel. Il se fonde sur une enquête de l'Agence sur les connaissances de base, selon laquelle plus des deux tiers des adultes - en particulier les 16-24 ans - sont incapables d'épeler des mots du vocabulaire quotidien comme « logement », « nécessaire » ou « immédiatement» ; 13 % savent juste écrire leur nom et leur adresse. Trop d'adolescents manquent par ailleurs de sens d'initiative ou d'autodiscipline, ce qui les rend difficiles à embaucher. D'où le risque d'une « génération incapable de travailler », qui pourrait coûter à la collectivité jusqu'à 8 milliards de livres. Dans un tel contexte, il n'est pas sûr que les parents voient d'un bon œil les partis se renvoyer la responsabilité d'un problème qui requiert des so-

Patrice de Beer

L'ancien ministre belge Guy Coëme jugé pour corruption

de notre correspondant Le socialiste wallon Gny Coème, ancien vicepremier ministre, a comparu lundi 5 février pour faux en écriture, usage de faux et corrup- tropicaux d'ornement ». tion devant la Cour de cassation, seule juridiction compétente pour juger des fautes, ment l'autorisation de mettre en accusation commises dans l'exercice de responsabilités

L'affaire remonte à 1989, quand le juge Van Espen – cehri qui fit incarcérer Didier Pineau-Valencienne, patron de Schneider, en mai 1994 - commença à enquêter sur les activités de l'Inusop, une association en principe chargée d'enquêtes d'opinion, dans le giron de l'Institut de sociologie de l'Université libre (c'est-à-direlaïque) de Bruxelles. Il apparut alors que cette association était une pompe à finances pour certains hommes politiques, en majorité socia-

francs français, sur «l'analyse ergonomique d'un guichet postal » à un dossier sur « la mise au point de techniques d'élevage des poissons

En juillet 1994, la justice demanda au Parle-Guy Coeme, Philippe Moureaux, autre viceemier ministre socialiste francophone, et Willy Claes, socialiste flamand, ministre des affaires économiques au moment des faits et futur secrétaire général de POTAN. Seul-le premier fut jugé passible de poursuites par les députés. Il comparaît en compagnie de sept autres inculpés, dont Jean-Louis Stalport, actuel patron de la chaîne publique francophone de radio-telévision (RTBF), ancien collaborateur de Philippe Moureaux.

La Cour devait se prononcer mardi sur dilistes, grâce à un système de surfacturations et verses objections juridiques formulées par la de travaux fictifs donnant lieu au reversement défense dès la première audience. Sauf renvoi, d'une commission aux commanditaires. Un sé-, le procès durera au moins une quinzaine de nateur social-chrétien, Yves de Seny, avait tiré jours. Il est considéré comme une sorte de la sonnette, d'alarme en dénonçant ces pra- banc d'essai pour d'autres affaires à venir. M. tiques, pas seulement du fait de l'Inusop. Cela Coëme est aussi impliqué dans l'enquête Agus-

ta; du nom de la firme italienne qui versa des pots-de-vin pour une commande d'hélicoptères militaires en décembre 1988. Cela fait l'objet d'une procédure distincte, qui concerne aussi M. Claes, obligé de démissionner du secrétariat général de l'OTAN en octobre 1995 et qui pourrait jui aussi comparaitre devant la

Ce premier procès est déjà celui de l'« arge noir » qui coula en abondance pour les partis au pouvoir à l'époque de la prospérité écono-mique. Depuis, la Belgique a essayé de moraliser la vie politique. Les marchés publics sont mieux contrôlés. Les dons d'entreprises sont interdits, ceux des particuliers sont plafonnés et non déductibles pour les impôts. En contrepartie, l'Etat finance les partis, en fonction du nombre des voix obtenues à la Chambre et au Sénat. A cet égard, M. Coême reste un bon élément pour le PS: aux législatives de mai 1995, ses électeurs de la région liégeoise l'ont reconduit avec une confortable majorité malgré les soupçons pesant sur lui.

Jean de la Guérivière

Michel Barnier a été chargé, pour la France, du suivi des négociations sur les institutions européennes

décidé d'élever au niveau politique la responsabilité des négociations à mener lors de la Conférence intergouvernementale sur la réforme des institutions européennes, qui s'ouvre le 29 mars à Turin. Leurs délégations seront conduites par Michel Barnier et Werner Hoyer, respectivement ministre délégué et secrétaire d'Etat pour les affaires européennes, qui agiront en tant que représentants personnels de ieurs ministres des affaires étrangères. La Conférence, qui doit durer au moins une année, relève du conseil des ministres des Quinze, qui fera régulièrement le point des travaux lors de ses réunions men-

Michel Barnier et Werner Hoyer avaient déjà été chargés de conduire les discussions préparatoires menées l'année dernière au sein du groupe de réflexion présidé par le secrétaire d'Etat espagnol, Carlos Westendorp. La décision de leur confier le suivi des futurs travaux traduit l'importance que les deux capitales attachent à l'enjeu de la Conférence, qui déterminera l'aptitude de l'Union européenne à affirmer son identité et à disposer d'une capacité décisionnelle dans la perspective de l'élargissement.

Annonçant le choix de son gouconvenait de ne pas répéter l'er-

discussions avaient alors été conduites par des hauts fonctionnaires, chargés d'élaborer les compromis nécessaires sous la supervision de Jacques Delors, alors Bruxelles, et de leurs ministres. Il est reproché aujourd'hui aux gouvernements de s'être laissé guider par une approche trop technocratique de la construction européenne, de n'avoir pas su faire comprendre aux opinions les enjeux des négociations.

Toutes les capitales sont conscientes aujourd'hui d'avoir à corriger le tir. On sonligne ainsi à Paris que le ministre délégué aux affaires européennes sera disponible à tout moment pour informer le Parlement et qu'il sera mieux placé qu'un haut fonctionnaire pour mesurer l'impact des décisions à prendre. Depuis plusieurs mois, Michel Barnier, RPR pro-Maastricht, a entrepris une tournée dans les régions françaises et il anime à Paris une celhile de lemands et Français sont travail composée de représentants de l'Elysée, de Matignon et de tous les ministères concernés. C'est lui qui gère également les négocia- ils ne peuvent prétendre tout rétions sur l'application des accords gier seuls. Les conflits sont pro-Schengen, qui lui ont valu quelques passes d'anne difficles avec pas en mesure, sous l'actuel gouvernement, Werner Hoyer avait le ministère de l'intérieur. Bien vernement, de faire la moindre qu'ayant soutenu Edouard Balla- concession sur la voie de l'intégra-

LA FRANCE et l'Allemagne ont tion du traité de Maastricht. Les la politique européenne tracée ces demiers mois par Jacques Chirac. Cela n'a pas été sans quelques tensions avec son ministre de tutelle, Hervé de Charette, un proche de Valéry Giscard d'Estaing, qui voit président de la Commission à le dossier européen lui échapper largement.

PAS DE COMPROMIS A TOUT PRIX Les débats actuels sur l'adéquation de la politique monétaire européenne avec la lutte contre le chômage, mais aussi avec le maintien des systèmes de protection sociale nationaux, ont fait clairement ressortir dans chacun des pays de PUnion combien il est urgent de redonner aux Européens une perspective politique claire. De Jacques Delors à Philippe Séguin, le pré-sident de l'Assemblée nationale, de Jacques Santer, président de la Commission, au député allemand Karl Lammers, inventeur du « noyau dur » européen, tous s'interrogent sur la manière de résoudre la quadrature du cercie. Alconscients qu'ils auront un rôle essentiel pour donner les impulsions nécessaires à la Conférence, mais grammés avec les Britanniques, renrement de pas repossat la négocia-rensuite été un fidèle défenseur de coincider les intérêts des petits et

des grands pays sur les réformes indispensables à apporter au fonctionnement des institutions pour les muscler et les rendre plus transparentes.

Les gouvernements, qui avaient été incapables en décembre 1995. à Madrid, de s'entendre sur un mandat de négociation précis, sont à pied d'œuvre pour définir leurs options. Il faudra plusieurs mois pour voir se préciser les solutions possibles, qui donnent lieu actuellement à un intense travail de réflexion dans tous les pays de l'Union. Comme lors du traité de Maastricht, le principal danger qu'il conviendra d'éviter, serait de chercher des compromis à tout prix qui ne régleraient rien des problèmes futurs. La perspective de l'élargissement aux pays d'Europe de l'Est et du Sud, auxquels des négociations out été promises des la fin de la Conférence, oblige les Quinze à définir quel type d'Union ils veulent. Ceux qui veulent une Union capable de définir et de mettre en œuvre des politiques, que ce soit dans le domaine économique, social, de la sécurité intérieure ou de la défense, sont conscients qu'il ne suffira pas d'adopter des demi-mesures. Cela risque cependant de signifier pour beaucoup des choix déchirants, notamment en matière de souve-

Henri de Bresson

Bill Clinton cité à comparaître dans l'affaire Whitewater

WASHINGTON. Bill Clinton a annoncé, lundi 5 février, qu'il avait reçu d'un juge de l'Arkansas une citation à comparaître liée à l'affaire Whitewater et que son intention était de « coopérer d'une manière appropriée ». M. Clinton pourrait témoigner sans avoir à se rendre en personne devant le tribunal de Little Rock (Arkansas), où doit se dérouler le procès de Susan McDougal, la personne à l'origine de cette citation à comparaître.

Mª McDougal et son époux de l'époque, James, étaient les partenaires du couple Clinton dans Whitewater, un investissement immobilier effectué à la fin des années 70. Ils étaient aussi les propriétaires d'une caisse d'épargne, dont la faillite frauduleuse en 1989 coûta quelque 60 millions de dollars aux contribuables. Les McDougal sont inculpés d'avoir détourné de l'argent de cette caisse d'épargne. - (AFP.)

■ GRÈCE-TURQUIE: Richard Holbrooke annule sa visite, a annoncé, lundi 5 février, le département d'Etat américain. Le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires européennes, devait se rendre en Grèce, en Turquie et à Chypre, du 10 au 13 février. Le premier ministre grec, Costas Simitis, avait affirmé être dans l'impossibilité de recevoir l'émissaire américain. Un nouvel incident s'est par ailleurs produit, samedi 3 février au nord-est de la mer Egée, entre un patrouilleur turc et deux chalutiers grecs. - (AFP, Reuter.)

■ ESPAGNE: le gouvernement a suspendu lundi 5 février sa « coopération judiciaire internationale » avec la Belgique pour protester contre la libération de deux membres présumés de l'ETA dont il demandait l'extradition. Le Conseil d'Etat de Belgique avait considéré que l'ordre d'extradition émis il y a deux semaines à l'encontre de Jose Luis Moreno Ramajo et Racquel Garcia reposait sur une interprétation erronée du traité européen contre le terrorisme.

■ RUSSIE: quatre membres de la Commission des droits de l'homme auprès du président russe ont annoncé leur démission, lundi 5 février à Moscou, pour protester contre la politique de Boris Eltsine, « incompatible », selon eux, avec la notion de démocratie. La commission, composée de huit membres, ne se réunissait plus depuis le début de la guerre en Tchétchénie, le 11 décembre 1994. -

■ CHINE : la police a annoncé, lundi 5 février, l'arrestation de l'assassin du vice-président du Parlement, Li Peiyao, tué le 2 février à son domicile. Selon l'agence Chine nouvelle, il s'agit d'un policier chargé de sa sécurité et qui n'a pas expliqué son geste. - (AFP.)

■ ISRAÉL: Amnesty International a accusé, hundi 5 février, l'Etat hébreu et l'Autorité palestinienne de violer massivement les droits de l'homme en multipliant les arrestations massives et les tortures depuis le début de l'autonomie palestinienne, en mai 1994. - (AFR.) ■ JORDANIE : le roi Hussein dolt se rendre en Arabie saoudite. dimanche 11 février, pour y rencontrer, pour la première fois depuis la guerre du Golfe, le roi Fahd, handicapé par une santé déclinante, et son demi-frère Abdallah qui assure l'intérim. En 1990, la Jordanie avait soutenu l'Irak contre l'Arabie saoudite. - (Reuter.)

ALGÉRIE : vingt civils ont été assassinés à Alger et une dizaine d'autres ont été enlevés dans la seule journée de mercredi 31 janvier, a annoncé, samedi, le quotidien privé El Watan. Selon un autre quotidien, *EL Rhabar*, onze membres d'une même famille ont été égorgés dans une localité rurale, à proximité de Djelfa, à 300 km au sud de la capitale. - (AFP.)

SOUDAN: le général Omar El Béchir, chef de la dictature islamique au pouvoir à Khartoum depuis le coup d'Etat de 1989, s'est déclaré officiellement candidat à sa succession, lundi 5 février, pour l'élection présidentielle prévue au début du mois de mars. - (AFP.) ■ NIGERIA-CAMEROUN : de violents affrontements ont opposé des troupes des deux pays, samedi 3 février, dans la presqu'île de Bakassi. Il y aurait plusieurs morts. Cette portion du territoire est disputée par les deux pays qui ont porté leur litige devant la Cour internationale de justice de La Haye. – (AFP.)

■ ONU: la faillite menace les Nations unies, qui « n'auront plus d'argent liquide le 31 décembre 1996 », selon le sous-secrétaire général pour l'administration et la gestion, Joseph Connor, qui s'exprimait lors d'une réunion du groupe de travail sur les finances. Le secrétaire général, Boutros Boutros Ghali, devait proposer mercredi 7 février des mesures d'austérité qui pourraient comporter d'importantes réductions des personnels. - (AFP.)

■ ALLEMAGNE : la production industrielle a progressé de 0.6 % en décembre 1995 par rapport à novembre, après correction des variations saisonnières. En novembre, la production avait augmenté de 0,9 % par rapport à octobre. Dans la partie ouest du pays, la production a baissé de 2,6 % en novembre-décembre 1995 par rapport à la même période de 1994. Dans la partie est du pays l'augmentation est de 3.6 % en glissement annuel - (AFR)

■ UNION EUROPÉENNE : la bausse moyenne des prix a été de 3 % en décembre 1995 par rapport à décembre 1994 selon Eurostat. Les augmentations les plus faibles ont été enregistrées en Finlande (0,3 %), au Luxembourg (1,3 %), en Belgique (1,5 %), aux Pays-Bas (1,6 %), en Allemagne, Autriche et au Danemark (1,8 %) et en France (2,1%). Le taux d'inflation annuel est resté au-dessus de la moyenne communautaire au Royaume-Uni (3,2 %), au Portugal (3,4 %), en Espagne (4,3 %), en Italie (5,7 %) et en Grèce (8,1 %).

■ BELGIQUE : le nombre de chômeurs indemnisés a augmenté de 1,08 % en janvier par rapport à décembre 1995, pour s'établir à 14,7% de la population active, selon le ministère de l'emploi. La Belgique compte 510 216 chômeurs, solt 1,2% de plus qu'en janvier

■ ÉTATS-UNIS : Bill Clinton a rendu publiques lundi 5 février les grandes lignes d'un avant-projet de budget pour l'exercice couvrant la période octobre 1996-septembre 1997. Ce document d'une vingtaine de pages, qui prévoit la disparition du déficit budgétaire en sept ans, sera complété le 18 mars par le projet définitif de budget.

ADMISSIONS PARALLÈLES (DEUG, POT, BTS, LICENCE, PROF EN COURS



BAC+2

ISG : NATIONAL - EUROPÉEN - MULTINATIONAL SCOLE DE COMMERCE EN 3 ARS

> CYCLE DE MANAGEMENT ACCÉLÉRÉ ÉCOLE DE COMMERCE EN 2 ANS POUR LES TITULAIRES D'UNE LICENCE OU ÉTUDIANTS EN COURS DE DECP

Contacter Marion de la Taille au (16-1) 53 70 70 06 INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION - 6/8, rue de Lota 75116 Paris

TRAILISMENT D'ENTREMENT SUPERIR TECHNOLE PRIVÉ RECEDIU PAR L'ÉTAT



par les entreprises. ● L'ANPE, sous la houlette de son nouveau directeur général, Michel Bernard, se fait fort d'augmenter le nombre d'offres d'emplois qu'elle recense pour les

proposer aux chômeurs. M. Bernard veut « réveiller les emplois dormants ». • PRÈS DE DIX MILLE personnes travaillent-illégalement, dans la fonction publique d'Etat, sertion prévus par la loi.

sous contrat emploi-solidarité. Leur présence permet de pallier le manque d'effectifs, mais elles ne bénéficient guère des dispositifs d'in-

Le gouvernement ménage les lobbys patronaux sur l'apprentissage

La réforme du financement de cette formation se heurte aux intérêts en place. Le dispositif proposé doit permettre de faire face aux besoins actuels et de mieux répartir les aides d'une région à l'autre, mais il n'assurera pas durablement le développement de cette filière

un projet de loi faire l'objet d'un consensus au Palais-Bourbon, comme c'est le cas pour la réforme du financement de l'apprentissage préparée par le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, et dont l'examen devait commencermardi 6 février à l'Assemblée nationale. De tous côtés, du RPR au PC en passant par l'UDF et le PS, ce projet est jugé utile,

L'avis unanime est bien résumé par Jean-Paul Anciaux (RPR): « Ce texte permet de parer au plus pressé. mais il y a trop d'intérêts en jeu, et le gouvernement a jugé plus prudent de s'en tenir au statu quo sur l'essentiel. » L'urgence, en effet, était d'améliorer le financement des centres de formation d'apprentis (CFA), menacés d'asphyxie à court terme. Depuis deux ans, grâce notamment aux aides financières massives apportées aux entreprises par l'Etat et par les régions - responsables depuis 1984 de l'ensemble des formations professionnelles -, on assiste à un regain d'intérêt pour cette formation qui permet d'offrir aux jeunes un contrat de travail à durée déterminée de deux ans, rémunéré sur la base du Smic et faisant alterner formation pratique en entreprise et formation théorique en CFA. Après avoir oscillé pendant dix ans entre 215 000 et 230 000, le nombre d'apprentis est monté en 1994 à 260 000 et, au 31 décembre 1995, à 306 000.

Cet affinz brutal pose de manière criante le problème du financement de l'apprentissage, dont chacun reconnaît qu'il est d'une complexité et d'une opacité ahurissantes. Alimentés par la taxe d'apprentissage de 0,5 % versée par les entreprises sur leur masse salariale. les CFA n'en perçoivent actuellement que 20 %, soit 1,4 milliard de francs sur les 6.8 milliards collecautres enseignements professionnels du secondaire et du supérieur. En échange, les entreprises et les artisans acceptant un apprenti peuvent compter sur 16 000 francs d'aide directe par an et par apprenti, et, au total, sur une « subvention » de 30 000 à 45 000 francs par an, si l'on y ajoute de muitiples

L'absurdité du système des exonérations fait que plus les entreprises emploient d'apprentis, moins elles versent de taxe d'apprentissage aux CFA qui assurent leur formation théorique. La forte mobilisation des régions, qui assurent aujourd'hui 46 % des recettes de fonctionnement des CFA, contre 30 % il y a dix ans, ne suffit plus à combler des besoins croissants. Le projet du gouvernement vise à simplifier l'ensemble du dis-

positif. Il s'agit de recentrer la taxe d'apprentissage sur sa vocation première, c'est-à-dire le financement des CFA. Compte tenu de la complexité du système actuel, de la multiplicité des intervenants et intermédiaires et des nombreuses sources de déperdition, les CFA ne touchent que 20 % environ de la taxe. Le projet de loi vise à doubler се « quota ».

La réforme instaure, en outre, obligation, pour les entreprises. de verser une fraction de la taxe aux CFA qui accueillent effectivement les apprentis qu'elles emploient. Elle prévoit la mise en place, à terme, d'un système de péréquation nationale des ressources de la taxe, afin de corriger d'énormes disparités entre CFA et entre régions riches ou pauvres. Enfin, elle supprime les exonérations et fond les aides en une seule

prenti et par an, soit 26 000 francs sur deux ans.

Reste que, devant l'ampleur des enjeux financiers et la multiplicité des intérêts en présence, le gouvernement s'est bien gardé de bousculer les positions acquises. Cela n'a pas empêché le lobbying des uns et des autres d'être intense.

COÛTS PÉDAGOGIOUES

Avant obtenu satisfaction sur sa principale revendication - la réforme ne prévoit pas d'augmentation de la taxe d'apprentissage -, le patronat est parti en campagne pour dire que le compte n'y est pas et obtenir des compensations à la diminution, en moyenne, des aides à l'apprentissage. Il réclame donc que la prime amuelle puisse être modulée, dans une fourchette de 15 000 à 30 000 francs, en fonction

subvention de 13 000 francs par ap- de la nature et de la durée des for-

Comme en témoigne le relevé de conclusions du sommet social de 21 décembre, le gouvernement paraît disnosé à faire un effort en ce sens. notamment pour tenir compte des « coûts pédagogiques » différenciés. Il sera fortement aiguillonné en ce sens, à l'Assemblée, par M. Novelli, très sensible aux thèses de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), laquelle a mis en place ses propres filières d'apprentissage dans l'industrie, souvent de niveau supé-

rieur et donc plus conteuses. Cependant, Michel Berson (PS). favorable au relèvement des niveaux de formation par l'apprentissage, y est également favorable. S'il cède trop sur ce terrain, le gouvernement risque de heurter les intérêts des chambres de métiers, qui

assurent le gros des formations de bas niveau (notamment les CAP) dans les secteurs traditionnels de l'artisanat et des très petites entreprises, et qui craignent de perdre une partie de la manne de la taxe d'apprentissage. Or, les chambres de métiers ne manquent pas d'avocats à l'Assemblée, comme en témoigne le débat de la commission des affaires sociales sur l'institution d'un conseil national de l'apprentissage, qui serait chargé de garder la maîtrise du système de péréquation nationale prévu par le gouver-

Quant aux chambres de commerce et d'industrie, qui bénéficient d'une position dominante puisqu'elles drainent la moitié de la taxe professionnelle, elles sont restées vigilantes, mais discrètes. Il est vrai qu'elles estiment avoir échapde la loi quinquennale pour l'em-ploi de 1993, l'accord interprofessionnel de juillet 1994 prévoyait la fusion des formations par alternance - gérées paritairement par les partenaires sociaux - et des formations par l'apprentissage, dont le réseau consulaire garde l'essentiel de la maîtrise.

Menée conjointement par le CNPF et les syndicats, notamme la CFDT, cette offensive visait à confier aux partenaires sociaux la collecte de la taxe d'apprentissage Bien accueillie par Michel Giraud. alors ministre du travail, elle avait été torpillée à l'automne 1994 par les CCI. Depuis, c'est l'armistice, et Jacques Barrot n'avait manifestement pas envie de rallumer cette

Gérard Courtois

関ない

G ₩!

327.757

进笔1777。

8" 3.2"

Z. 34

 $\mathfrak{D}_{A\mathbb{Z}(\mathcal{P})}$

Le directeur général de l'ANPE « s'engage à collecter 2,4 millions d'offres cette année »

LE NOUVEAU directeur général de l'Agence nationale pour l'empioi (ANPE) sort du silence qu'il s'était imposé depuis sa nomination en octobre dernier. Michel Bernard a présenté, mardi 6 février, le bilan de l'année 1995 et les projets de l'ANPE pour 1996. Dans un entretien accordé au Monde, le successeur de Michel Bon rappelle que l'agence doit être « un instrument actif de la politique de lutte contre le chômage ». Si « eile n'a pas pour vocation de créer de l'activité », elle doit, seion lui, « aller vers les entreprises pour réveiller les emplois dormants ».

M. Bon, aujourd'hui président de France Télécom, avait accéléré la mutation de l'ANPE engagée par ses prédécesseurs en développant les missions de collecte des offres d'emplois par les seize mille salatés, le reste étant consacré aux riés de l'agence. On lui avait alors reproché de reléguer le « traitement social » du chômage au second plan au profit d'une démarche commerciale de prospection. M. Bernard, ancien président d'Air Inter, entend maintenir ce cap. « Notre mission est de rendre le marché de l'emploi plus fluide et plus transparent », estimet-il, récusant toute distinction entre une mission économique de placement et une vocation sociale de soutien aux chômeurs en diffi-

« C'est une démarche dogmatique qui procède d'une analyse partielle de la situation, assure-t-il. Permettre aux catégories les plus fragilisées (jeunes, chômeurs de longue durée, handicapés) de retrouver une activité passe par notre capacité à avoir le maximum d'offres. Cela ne sert à rien de faire du qualitatif si l'on n'a



les deux tiers des postes proposés dan 3,2 millions de chânieux inscris : pas d'emplois à proposer. » L'aug- contrats emploi-solidarité, etc.), mentation des offres collectées a alors qu'elle n'en a aujourd'hui que

été très soutenue ces demières années : de 1,2 million en 1993, leur nombre est passé à 1,6 million en 1994 et à 2066 000 en 1995, dont 85 % ont trouvé preneur l'an dernier. « L'agence s'engage à collecter 2,4 millions d'offres cette année », précise-t-il.

PRIME D'INTÉRESSEMENT

Au terme du deuxième « contrat de progrès » (1994-1998) passé avec l'Etat, l'ANPE devra, en contrepartie de la progression de son budget et de ses effectifs, détenir 40 % du marché des offres d'emplois (hors

33 %. « On nous reproche de n'avoir obtenu des résultats que par une augmentation des emplois précaires, constate le patron de l'agence. C'est un mauvais procès: en 1995, 35,1 % des postes offerts étalent des contrats à durée indéterminée et 19,1 % des contrats à durée détermi-

néz (CDD) d'au moins sept mois. » Les emplois temporaires (missions d'intérim d'au moins un mois. CDD de un à six mois) représentaient 33,8 % des offres. Enfin. 12 % de ces offres étaient constituées par des emplois occa-sionnels (missions d'intérim très à la réalité économique du terrain

45 % des CIE iraient aux publics en difficulté

Michel Bernard précise que 153 000 contrats initiative-emploi ont été signés entre juillet et décembre 1995 et que l'objectif de 350 000 CIE « sera atteint » fin 1996. Fin 1995, 16 % des CIE concernaient des Jeunes, 13.5 % capés. Au total, « 45 % des CIE concernent des publics en difficulté », estime M. Bernard. 47,5 % s de cin L'ANPE n'évalue pas les effets de . substitution liés aux avantages dont disposent les entreprises (haisse de 40 % du coût du SMIC durant deux ans, on plus).

courtes). M. Bernard se félicite. également de la progression enregistrée pour l'emploi des cadres : 37 381 postes ont été offerts par l'ANPE, sur un volume annue!

d'embauches de l'ordre de 80 000.

Depuis trois ans, la plupart des agences importantes out créé des équipes spécialisées sur un secteur particulier (services, BTP, tourisme, commerce, etc.). Ces 660 équipes (en 1995) offrent désonnais aux entreprises des interlocuteurs comnaissant bien le secteur qu'ils couvrent. L'ANPE (711 agences) s'est aussi organisée en bassins d'emploi correspondant davantage

dr, ar qeconbase squipisnant en

Dans un établissement très syndicailsé où la CFDT, opposée à la ligne modérée de Nicole Notat, a btenn 39 % des voix aux dernières élections professionnelles, M. Bernard va devoir renover les fils d'un dialogue social mis à mal par le passage de M. Bon. Il affirme avoir trouvé: « beaucoup de dynamisme, de professionnalisme et d'attachement au service public » au sein de des chômeurs de plus de cin- l'ANPE, et se dit « persuadé que la quante ans, 15 % à 20 % des allo-, très grande majorité des agents cataires du RML et 8 % des handi- . . adhère à la stratégie, de, l'entreprise ». Une écrasante majorité d'entre eux (91 %) souhaite également une réduction de la durée du des entreprises ayant pris un , travall, 84 % marquant leur préfé-«CIE» ont moins de cinq sala-. rence pour la semaine de quatre riés, 67 % moins de dix salariés et jours, selon une enquête menée par la CFDT-ANPE auprès de 2.949 agents.

Sans commenter directement ce sondage, M. Bernard pense que « la société française va devoir engager une réflexion de fond » sur l'emploi. Persuadé que les nouvelles activités et la baisse du coût du travail - pourtant nécessaires -« ne suffiront pas pour éradiquer le chômage », il plaide pour « une réduction du temps de travail très volontariste et très diversifiée », mais rejette toute démarche « autoritaire ». En attendant, M. Bernard va prochainement engager avec les syndicats une négociation sur la création d'une « prime d'intéressement » pour l'ensemble du personnel: une partie correspondra aux résultats de l'agence sur le plan national et l'autre de la performance au niveau local.

Jean-Michel Bezat

Les contrats emploi-solidarité sont illégaux mais nombreux dans la fonction publique

PAUVRES préfets! La présence des « contrats emploi-solidarité » dans la fonction publique d'Etat est pour eux un sérieux casse-tête : doivent-ils l'encourager et se mettre en infraction avec la loi, ou l'interdire et se faire sanctionner pour cause de mauvais résultats en matière de chômage? Ils sont tellement troublés qu'ils refusent tout commentaire: non, ils ne sont « pas en mesure » de dire s'ils signent des contrats emploi-solidarité dans leurs services ! Pour tout renseignement, prière de s'adresser au ministère de l'intérieur!

Pourtant, l'affaire relève du secret de Polichinelle, et le cabinet de Jean-Louis Debré lui-même admet que les préfectures emploient 1200 CES. Certes, ils ne sont pas embauchés directement par les services de l'Etat, puisque c'est interdit, mais par toutes sortes d'institutions qui les mettent à la disposition des préfets : conseil général, mairie (sauf lorsque ces collectivités sont d'obédience communiste),

ture, associations diverses et vatiées. « Lorsque les TUC puis les CES ont été créés, les préfets ont du "faire du chiffre", et leurs résultats étaient passés au crible à la fin de chaque mois », concède-t-on au ministère de l'intérieur, en assurant que cette pratique est désormais révolue. On peut en douter. alors que Jacques Chirac avait indiqué, au mois de mai, que les préfets seraient jugés sur leurs résultats en matière d'emploi et sachant que toute personne bénéficiant d'un CES disparait des statistiques du chômage.

Comme les préfets n'obtiennent pas toujours le « rendement » nécessaire auprès des institutions qui ont l'autorisation d'embaucher des CES (collectivités locales, établissements publics, associations à but non lucratif), ils invitent les services de l'Etat à y mettre du leur. Les services ne refusent guère, car ils y voient le moyen de pallier gratuitement l'insuffisance de leurs effectifs.

teurs départementaux du travail lorsqu'ils commettent une irrégularité, les préfets s'autorisent à faire le « tri » entre les CES performants et ceux qui demandent un suivi social. Ils choisissent souvent les plus fraichement licenciés. parce on ils n'ont pas besoin d'être recyclés, ou les plus diplômés, bien que ces derniers ne fassent pas partie du public prioritaire au titre de la politique de l'emploi.

Alors que les contrats emploisolidarité s'adressent, en priorité, aux chômeurs de longue durée Laurence, demandense d'emploi depuis moins d'un an, a été convoquée à la préfecture par l'intermé-diaire de l'ANPE. On lui a fait passer des tests avant de la recruter sur un contrat emploi-solidarité de six mois. Comme elle avait été employée en qualité de secrétaire, pendant dix ans, dans une société d'assurance, elle était en mesure de remplacer, au pied levé, un fonctionnaire titulaire de catégorie C. Sa chef de service, qui la juge aussi efficace qu'une employée intérimaire, tente d'obtenir une dé-

Les préfets ne se soucient guère de placer un tuteur auprès de leurs CES. Nombre d'entre eux répondent aux organisations syndicales que « le chef de service suffit bien ». Or, débordé, ce dernier n'est pas en mesure d'« informer et [de] guider le salarié pendant toute la durée du contrat », commine le prévoient les textes.

CONDAMNATIONS EN JUSTICE

Tutorat, formation, parcours d'insertion professionnelle ne passionnent pas toujours les préfets. Ils devraient se sentir visés par la lettre que le premier président de la Cour des comptes a envoyée, voici quelques mois, au ministre du travail, pour critiquer le détournement de procédure des CES. Dans cette lettre, que le ministère du travail, hélas! ne juge pas utile de publier. M. Joxe regrette que des titulaires d'emplois précaires soient embauchés sur des emplois permanents, qui devraient être ré-

servés aux fonctionnaires. Rapperogation pour que son contrat soit lés à l'ordre par la Cour des comptes, les préfets hésiteut à enfreindre la loi depuis que les tribunaux administratifs se sont mis à les condamner.

Considérant que l'embauche de CES était illégale et qu'elle empêchait le recrutement de titulaires. le syndicat national des personnels de préfecture Force ouvrière a intenté dix-huit actions contentieuses contre des préfectures ; il a déjà gagné sept fois. Après la condamnation du préfet des Alpes-Maritimes, quatre-vingts CES auraient disparu des services de l'Etat, indique la CFDT, information que ne confirment pas,

toutefois, les services concernés. Que faire des CES? Les préfets qui hésitent à les recruter, auraient tendance à négocier leur embauche par des collectivités « amies », indique un agent spécialisé dans le contrôle de légalité. prié de ne pas faire d'observations. La question devrait être posée, mardi 6 février. lors d'une deuxième séance de négociations

publique. Quelque dix mille personnes travaillent, illégalement, dans les services de l'Etat, en espérant décrocher un emploi à la sortie, alors que la loi interdit l'embauche de contractuels de catégorie C. S'ils ne veulent pas pointer de nouveau au chômage, au terme de leur contrat, les «CES» doivent passer des concours externes. Or, ils se heurtent à la concurrence de candidats surdiplômés, qui réussissent plus facilement.

sur la précarité dans la fonction

Le ministère de la fonction publique refuse d'intégrer systématiquement les CES, car cette mesure serait trop coûteuse pour le budget de l'Etat. Tous les syndicats demandent que les besoins en per-sonnel titulaire soient mieux pourvus. Alors que certains, comme FO, rejettent le principe des CES, d'autres, comme la CFDT, en admettent l'utilité. Les intéressés déciarent, tous, qu'ils préfèrent « un CES plutôt que rien ».

Patrons des services déconcenamicale du personnel de la préfec-

Alain Madelin organise son « OPA » sur l'UDF en se présentant comme le rénovateur du libéralisme

François Léotard s'apprête à annoncer sa propre candidature à la présidence de la confédération

Président du Parti républicain, François Léotard d'Estaing et convoitée par un autre membre de s'apprête à annoncer sa candidature à la présidence de l'UDF, détenue par Valéry Giscard d'Estaing et convoitée par un autre membre de la c'annoncer sa candidature à la présidence de l'UDF, détenue par Valéry Giscard d'Estaing et convoitée par un autre membre de l'Estaing et convoitée par un au

EN BON LIBÉRAL, Alain Madelin a choisi de transposer à la politique l'arme qui a fait, sinon la fortune de ceux qui y recourent, du moins la réputation des marchés. Soucieux d'asseoir sa nouvelle notoriété, il a lancé sur l'UDF, PME fragilisée par une succession difficile à sa tête et menacée dans ses fonds propres électoraux à l'horizon 1998, une OPA en règle le 24 janvier. Comme tout raider qui se respecte, il fait miroiter à des actionnaires moroses depuis l'élection présidentielle la perspective de projets de développement allé-

Grâce à son « projet gagnant » pour l'UDF, a-t-îl assuré, lundî 5 février, en présentant sa campagne pour la présidence de la confédération, il se fait fort « d'élargir l'audience et la base populaire » d'un parti qui n'est rien d'autre aujourd'hui qu'un syndi-

cat de notables et d'élus. Parti le premier dans la course à la succession de Valéry Giscard d'Estaing, qui se conclura par le conseil national de l'UDF à Lyon le 31 mars, M. Madelin a mis en place son dispositif de campagne. A ses côtés Christine Chauvet, an-

commerce extérieur, et Laurent Dominati, député (PPDF) de Paris, sont chargés de préparer les déplacements que M. Madelin va entreprendre dans les régions. Hervé Novelli, député d'indre-et-Loire, met à profit ses fonctions de coordinateur des députés du PR pour vanter les mérites de l'entreprise madeliniste à l'Assemblée nationale, entouré des quelques députés acquis à sa cause, comme Claude Malhuret,

Serge Didier ou Guy Teissier.

Faute de relais très denses dans les appareils des composantes de l'UDF, la campagne de M. Madelin privilégie deux cibles. L'électo-rat de droite d'abord, avec l'appui duquel il compte convaincre les élus de l'UDF qu'il est le mieuz à même de défendre leurs couleurs aux élections législatives de 1998. Il court de plateau de télévision en studio de radio et ne laisse pas passer un iour sans assurer que sa réputation de « boîte à idées » fait de lui le rénovateur tout désigné pour l'UDF.

Le « premier collège » des membres du conseil national – les membres de droit que sont les parlementaires, les présidents de

cien secrétaire d'Etat au conseils généraux et régionaux, les maires des grandes villes et les présidents et délégués départementaux de l'UDF - forme sa se-

conde cible. En face, un temps décontenancé par l'offensive imprévue de M. Madelin, on organise tant bien que mal la contre-offensive. François Léotard, président du PR, et François Bayrou, président de Force démocrate, s'attendaient à devoir croiser le fer directement avec M. Giscard d'Estaing. Leur dispositif était organisé en conséquence. Il a failu le réorienter en

UNE CAMPAGNE DE SÉNATEUR Puisque l'attaque est venue de ses propres rangs, M. Léotard est aujourd'hui dans l'obligation de relever lui-même le défi, sauf à céder de fait à M. Madelin les clés de la maison libérale. Si l'ancien ministre de l'économie n'a rien à perdre dans cette bataille, l'ancien ministre de la défense, lui, joue gros. Il a donc choisi de

prendre le temps nécessaire pour

boucler son accord avec M. Bay-

rou, c'est-à-dire à régier les mo-

dalités d'une présidence « tour-

nante » (de deux ans) entre les

entre les différentes compo-Pour ne pas se laisser enfermer

deux hommes à la tête de la

confédération et d'organiser,

par M. Madelin dans l'emploi du « candidat des appareils », M. Léotard travaille également à un projet politique et se prépare à répondre sur le terrain des idées à M. Madelin. Le 2 février, il a adressé aux responsables de l'UDF une première « contribution qu débat ». Enfin, avec Force démocrate, que la division du PR renforcera inévitablement dans l'UDF, il prépare la campagne de déplacements destinée à mobiliser les représentants des composantes qui forment la majorité du

conseil national. M. Madelin ironise-t-on au PR. oublie que l'élection du président de l'UDF est une « sénatoriale » et que ce sont les « grands électeurs » qu'il faut convaincre, En attendant d'annoncer officiellement sa candidature dans les jours qui viennent, M. Léotard prépare donc sa campagne de sé-

Cécile Chambraud

Le Parlement européen refuse de lever l'immunité de M. Tapie

LA COMMISSION DU RÈGLEMENT du Parlement européen a rejeté, lundi 5 janvier, la demande de levée d'immunité de Bernard Tapie formulée par le procureur général d'Aix-en-Provence dans le cadre de l'enquête sur les comptes de l'Olympique de Marseille. L'Assemblée, siégeant en séance plénière, devrait se prononcer le

Soulignant que le nouvel article 26 de la Constitution française « permet à la justice française de poursuivre tout député, de le mettre en examen, de le juger et de l'incarcèrer à la suite d'une condamnation définitive sans devoir obtenir la levée de l'immunité parlementaire europeenne », Florus Wijsenbeek (libéral, Pays-Bas), rapporteur de la commission, a proposé à ses pairs de refuser la levée de l'immunité (le Monde daté 4 et 5 février). Sur dix-huit votants, treize députés se sont prononcés « pour » (dont le socialiste Jean-Pierre Cot), trois se sont abstenus et deux ont voté « contre », dont l'ancien juge Thierry Jean-Pierre, élu sur la liste de Philippe de Villiers.-

MAJORITÉ: le ministre délégué à l'outre-mer, Jean-Jacques de Peretti, s'en est pris, lundi 5 février, sur RMC, aux balladuriens, en critiquant l'attitude de « quelques snipers qui, de temps en temps, décochent une flèche ». « S'il s'agit de décaler le remboursement de la particular de la partic dette sociale de six mois ou de repousser le tiers provisionnel, cela ne me paraît pas être une alternative politique », a indiquê M. de Peretti, en faisant allusion à des propositions exprimées par Edouard Balladur et par plusieurs de ses proches.

■ MITTERRAND : Lionel Jospin s'est rendu à Jarnac (Charente), lundi 5 février, où il s'est recueilli, au cimetière de Grands-Maisons, devant la tombe de François Mitterrand, décédé le 8 janvier. Accompagné de Daniel Vaillant, « numéro deux » du PS, de Claude Estier, président du groupe socialiste au Sénat et de Véronique Neiertz, secrétaire nationale et député de Seine-Saint-Denis, M. Jospin a déposé une gerbe de roses devant le caveau de la famille Mitterrand. Accueilli par des membres de la famille de l'ancien président, le premier secrétaire du PS s'est rendu dans la maison familiale avant de regagner Paris.

■ ARMEMENT : le ministre de la défense, Charles Millon, a confirmé, mardi 6 février, sur RMC, que la situation des industries d'armement est « très préoccupante ». M. Millon, qui a refusé d'avancer des chiffres sur les suppressions d'emplols nécessaires, a indiqué qu'il préfère « annoncer des plans d'accompagnement économiques et sociaux, lancer une politique d'innovation, de reconversion, de diversification et d'exportation ».

■ AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : le premier ministre, Alain Juppé, a indiqué, lundi 5 février, devant les membres du nouveau conseil national d'aménagement du territoire (CNADT), réunis pour la première fois, qu'il souhaite « relancer la grande politique d'aménagement du territoire voulue par le général de Gaulle ». Précisant les prochains chantiers du gouvernement dans ce domaine, le premier ministre a présenté les mesures en faveur des zones rurales fragiles (le Monde du 6 février) comme le pendant du pacte de relance pour la ville. Face au risque de «fracture territoriale», «la croissance est une condition nécessaire mais non suffisante », a affirmé le chef du gouvernement, qui appelle à « une répartition équitable » des ressources.

■ CUMUL : René Beaumont, député (UDF-PR) de Saône-et-Loire et président du conseil général, qui avait été mis en demeure par le Conseil constitutionnel de choisir entre son mandat parlementaire et la possible présidence de la Société de réalisation de la liaison fluviale Saône-Rhin (Sorelif), a décidé de conserver son mandat de député. Il avait demandé dix jours de réflexion à l'annonce de l'avis d'incompatibilité émis par le Conseil constitutionnel lors de sa candidature à la tête de cette société chargée d'assurer la maitrise d'ouvrage du futur canal à grand gabarit. - (Corresp.)

RÉGIONS

Pierre Mazeaud nie toute volonté d'« amnistie » des abus de biens sociaux

LA FIÈVRE suscitée par la proposition de loi vise à corriger une « véritable injustice ». « Tous des conséquences, a affirmé M. Mazeaud, en cran. Ce texte, qui limite formellement à six ans la durée légale des poursuites pour ce délit, embarrasse la majorité (Le Monde daté 4-5 février) et fait l'objet d'une controverse avant même son inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Son auteur, Pierre Mazeaud (RPR), pré-...sa proposition de loi prévoit d'appliquer les blée, so défend vigouseusement de vouloir qu' « en aucun cas elles ne seront rétrauctives ». protéger les chefs d'entreprise, tandis que l'opposition dénonce « une amnistie dégui-

sur les abus de biens sociatiz est montée d'un les délits se prescrivent par trois ans, tous les crimes par dix ans. Je ne vois pas pourquai l'abus de biens sociaux serait le seul délit imprescriptible », a-t-il expliqué sur Europe 1.

> UNE « ÉPÉE DE DAMOÇLÉS » Pierre Mazeaud a souligné que l'article 2 de

sident de la commission des lois de l'Assem nouvelles dispositions « pour l'avenir » et . Pour le député de Haute-Savoie, du fait de la intisprudence actuelle en matière d'abus de biens sociaux, les chefs d'entreprise ont « cette indiquant qu'il a agi en « juriste », M. Ma-zeaud a affirmé, lundi 5 février, que son texte dant dir, vingt, trente ou quarante ans ». L'une

est « la délocalisation » et, donc, « l'augmentation du chômage ».

Le porte-parole du PS, François Hollande, estime, lui, que la réforme envisagée est « inopportune et maladroite » et qu'elle rappelle « à bien des égards l'amnistie » décidée en leur temps par les socialistes. « Il n'y a pas urgence ni nécessité à donner le sentiment à l'opinion publique d'une forme d'impunité », a déclaré M. Hollande. « Le ministre (de la justice) intervient masqué dans cette affaire. Il voudrait que ce soit le Parlement lui-même aui trouve les voies de réforme sons faire apparaître que c'est le gouvernement out est demandeur », a affirmé M. Hollande.

Jean-Louis Debré justifie le dialogue avec les nationalistes en Corse

UNE DIVISION parachutiste, d'un double dialogue, des Corses lus une division alpine : lorsqu'il a avec l'Etat et des Corses entre eux plus une division alpine : lorsqu'il a fallu se saisir du dossier corse, après l'arrivée à l'Elysée de Jacques Chirac, certains, dans les allées du pouvoir, out eu la tentation de renouer, en y mettant les grands moyens, avec le « tout-répressif » des années 70. Le nouveau ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, avait plutôt à l'esprit l'Irlande du Nord ou la Nouvelle-Calédonie, exemples de l'inadéquation d'une réponse militaire à ces situations. Il parviendra à convaincre les plus hauts sommets de l'Etat de le suivre sur une autre voie, celle du dialogue tous azimuts, illustrée par sa visite dans l'île les 12 et 13 jan-

La période actuelle n'est pas sans rappeler l'élaboration par Pierre Joxe, entre 1988 et 1990, du statut aujourd'hui en vigueur en Corse. Tout comme son prédécesseur, M. Debré veut parvenir à l'abandon de la violence et au désarmement progressif des nationalistes. Dans les deux cas, on rencontre des hommes que rien, sinon leur intérêt, voire leur passion pour le casse-tête corse, ne préparait à emprunter la voie d'une négociation avec de sulfureux interlocuteurs nationalistes.

Si M. Joxe avait rencontré quelques difficultés avec Michel Rocard, il avait le soutien de François Mitterrand. L'appui de M. Chirac à M. Debré paraît plus mesuré. Aujourd'hui, lorsqu'on demande au ministre de l'intérieur qui a été le plus difficile à convaincre, de M. Juppé ou de M. Chirac, il prend un air ennuyé pour expliquer qu'avec l'âge, sa mémoire fianche...

Une fois obtenu le « feu vert » de l'Elysée et de Matignon, un long travail souterrain a commencé, en juillet, pour préparer la reprise par exemple, une réélection

au sein de l'Assemblée territoriale. Le ministre de l'intérieur convient que, dans cette démarche, la fameuse conférence de presse clandestine du FLNC-canal historique, quelques heures seulement avant sa visite sur l'île, l'a gêné. Il n'en est pas moins persuadé qu'en tentant un coup de filet chez les nationalistes à cette occasion, il n'aurait abouti qu'à relancer la mécanique de la violence et des attentats.

REVENIR À LA NORMALITÉ

Pourtant, sur le moment, face aux images spectaculaires d'hommes surarmés véhiculées par les médias, il doit faire face à un retour en force des tenants de la ligne répressive. Après cette conférence de presse, lorsque M. Juppé recoit à Paris les élus, le 17 janvier, les journalistes présents à Matignon rencontrent un premier ministre très mécontent, qui envisage un référendum sur l'avenir de la Corse. Les collaborateurs de M. Debré, eux, ne veulent même pas évoquer une telle consultation, qui risquerait de créer une fracture supplémentaire entre la Corse et le

A Ajaccio, en janvier, M. Debré a fait valoir aux nationalistes que, dans la perspective des élections régionales de 1998, ils out intérêt à incarner un espoir de paix. Aux élus traditionnels, il a expliqué qu'en restant crispés sur leur conservatisme, ils courent eux aussi un risque considérable en 1998. M. Debré sait d'ailleurs ce qu'il faut retenir des protestations de ces élus, qui demandent à l'Etat de ne pas discuter avec les nationalistes, mais négocient eux-mêmes avec ces derniers pour s'assurer,

confortable... Tandis qu'il exhortait ainsi les Corses à se parler, M. Debré a entrepris de recevoir luimême, un par un, chacun des ministres touchés par le problème corse. Il voudrait restaurer l'idée d'un travail sur le long terme, dans leguel il donne la priorité aux dossiers techniques: transports, tourisme, économie, langue corse... Les problèmes institutionnels, facteurs de blocage, voire prétextes à l'immobilisme de certaines administrations, devraient être abordés en bout de chaîne, et non au début

Parallèlement, le ministre a entrepris de renforcer la lutte contre la délinquance de droit commun, notamment celle liée à la drogue, dont les progrès sont alarmants. Du côté de la justice, Jacques Toubon doit se rendre sur l'île les 9 et 10 février. Dans tous les domaines de l'action de l'Etat, l'idée - une fois de plus, pourrait-on dire - est de revenir progressivement à la

Comme la plupart des observateurs réguliers du dossier corse, M. Debré se dît frappé de l'ampleur du décalage entre la réalité de la situation en Corse et la perception qu'en a l'opinion publique continentale, ce qui ne fait que compliquer sa tâche. Le ministre de l'intérieur - qui semble peu conforme à la caricature souvent faite de lui et qui avoue apprécier l'idéalisme de certains nationalistes corses - ne prétend pas la réussite assurée. Il soutient, cependant, qu'il aurait été irresponsable de la part de l'Etat de ne pas saisir la chance, peut-être sans précédent, offerte aujourd'hui de sortir l'île de la violence et du ma-

Le Conseil d'Etat interprète de façon stricte la loi sur le financement des élections

ENTRE L'OPPORTUNITÉ et la sévérité, le Conseil d'État n'a pas balancé longtemps. Après avoir entendu, le 2 février, les conclusions du commissaire du gouvernement sur l'interprétation qu'il convient de donner d'une nouvelle disposition de la législation sur le financement des campagnes électorales (Le Monde daté 4-5 février), le Conseil a tranché, lundi 5 février, dans le sens de la sévérité. De ce fait, un grand nombre d'élus aux municipales de juin 1995 vont voir leur élection annulée et vont être déclarés inéligibles pour un

La question soumise au Conseil d'Etat par le tribunal administratif de Lille était la suivante : l'interdiction faite par la loi du 19 janvier 1995 aux têtes de liste aux élections municipales d'être membres de leur propre association de financement s'applique-t-elle également aux colistiers? L'imprécision du code électoral a suscité des réponses contradictoires.

La Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) a considéré que les listes dont certains des candidats étaient également membres de l'association de financement avaient contrevenu à la loi, et elle a rejeté, en conséquence, leur comptes de campagne. Acceptant son point de vue, certains tribunaux administratifs ont déclaré inéligibles pour un an les têtes de liste en cause et, le cas échéant, ont annulé leur élection. En revanche, d'autres tribunaux ont refusé de sanctionner cette pratique.

Les candidats qui se retrouvent aujourd'hui en infraction sont d'autant plus nombreux qu'une Jean-Louis Andréani de l'intérieur leur avait donné lieu contentieux.

de croire que l'interdiction ne concernait que la tête de liste. Ils plaçaient leurs derniers espoirs dans l'appel que, pour la plupart, ils avaient formé devant le Conseil d'Etat. L'avis rendu hındi y met un terme. Pour le Conseil, en effet, les colistiers n'ont pas plus que les têtes de liste le droit d'être membres des organes d'administration et de direction de l'association de financement. Si une liste a enfreint cette interdiction, la CCFP doit reieter son compte de campagne, et le tribunal administratif est tenu de déclarer la tête de liste et les colistiers fautifs inéligibles.

LE CAS DE TOULON

S'il a le mérite de lever les ambiguîtés du code et de fixer leur ligne de conduite aux tribunaux administratifs, l'avis du Conseil d'Etat ne règle pas tous les problèmes. Il ne permettra pas de revenir sur certaines inégalités de traitement : en l'absence d'appel devant le Conseil d'Etat, les listes dont la CCFP avait rejeté le compte, mais qui avaient bénéficié de la magnanimité du juge administratif, sont définitivement hors de cause et ne

seront pas sanctionnées. En outre, dans plusieurs cas, la CCFP a omis de rejeter le compte de campagne de listes dont certains des membres figuraient. pourtant, dans l'association de financement. Celles-ci échapperont également à la rigueur du code. Dans son avis, en effet, le Conseil prévoit que le juge administratif puisse sanctionner une liste en infraction, quand bien même la CCFP aurait approuvé son compte de campagne, mais cette procédure ne pourra s'appliquer que dans les communes où le scrutin circulaire équivoque du ministère aura fait l'objet d'un recours

Enfin, l'avis ne concerne que les cas où les candidats ont choisi pour mandataire financier une association, non une personne physique. Dans ce dernier cas, le code Comme le relevait le commissaire du gouvernement, Jean-Denis Combrexelle : « Pour le mandataire financier personne physique, il n'existe pas, à la différence de l'association de financement électorale, de dispositions expresses relatives aux incompatibilités entre les fonctions de mandataires et celles de candidats. »

L'avis du Conseil ne tranche donc pas le cas du maire de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier (Front national), déclaré inéligible pour un an par le tribunal administratif de Nice pour avoir confié la fonction de mandataire à l'un de ses colistiers, Jean-Claude Poulet-Dachary, décédé le 29 août, M. Le Chevallier a fait appel. Le Conseil d'Etat devra donc décider, dans les prochaines semaines, si son interprétation peut être étendue à ce

C. Ch.

Dans grande université Opportunité exceptionnelle pour Bac, Bac + 1 et + 2 Spécialisation en pub. marketing, management avec stage entreprise inclus. 12 mois (15, si angleis faible) + poss. emploi rémunéré 1 an. Cours, logement, repas inclus (Prix : 11 600 \$) UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA CEPES (1) 45-51-23-23

SANTÉ PUBLIQUE Intitulée « Impact de la poliution atmosphérique urbaine de type acido-parti-culaire sur la mortalité quotidienne à Lyon et dans l'agglomération pari-

sienne », une étude, coordonnée par les docteurs Philippe Quénel et William Dab, conclut que « la mortalité cardio-vasculaire prématurée » attri-buable à cette poliution varie entre « 30 et 50 décès par an à Lyon et 260 et 350 décès par an à Paris ». ● CES RÉSULTATS sont révélés alors que Corinne Lepage, le ministre de l'environnement, confrontée aux différents

lobbles, éprouve les plus grandes dif-ficultés à faire valoir son point de vue pour la mise au point - sans cesse retardée – du projet de loi sur l'air. ● A PARIS COMME À LYON, les municipa-

lités sont de plus soumises à la pre sion des élus écologistes, qui réda-ment la mise en œuvre immédiate de mesures antipoliution efficaces (line aussi notre éditorial page 14).

Plusieurs centaines de décès sont imputables à la pollution de l'air

Selon une étude réalisée sous l'égide du Réseau national de santé publique, des centaines de personnes meurent prématurément chaque année, dans l'agglomération parisienne et à Lyon, du fait des émissions de dioxyde de soufre et de particules en suspension dans l'atmosphère

phérique urbaine de type acido-particulaire sur la mortalité quotidienne à Lyon et dans l'agglomération parisienne. » Sous un titre austère, une première scientifique et un événement politique que résume cette cardio-vasculaire prématurée attribuable à la pollution atmosphérique urbaine de type acido-particulaire [varie entre] 30 à 50 décès pur an à Lyon et 260 et 350 décès par an à Pa-

En évaluant de manière chiffrée la mortalité prématurée due à la pollution atmosphérique et en publiant leur travail, alors que se tiennent de délicates négociations interministérielles autour d'un proiet de loi « sur l'air », les épidémiologistes du Réseau national de santé publique, jeune structure dirigée par le professeur Jacques Drucker, font la preuve de sa vitalité. Coordonnée par les docteurs Philippe Ouénel et William Dab, leur recherche a été conduite dans le cadre du projet européen APHEA (Air Poilution and Health: an european approach using epidemiologic time series data). Elle repose sur deux études écologiques temporelles réalisées à Lyon, de 1985 à 1990, et dans la région parisienne entre 1987 et 1990 (Paris, Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine, Val-de-Marne), soft, au total, sur plus de six millions et demi de personnes

L'originalité de ce travail, d'un point de vue statistique, a consisté à présenter les résultats obtenus sous forme de risques « attribuables » et

non de risques « relatifs ». Ces der-niers, les plus fréquemment utilisés en épidémiologie, consistent à situer la probabilité de survenue d'un événement de santé chez des personnes exposées à un risque par rapport à celles qui ne sont pas exsées à ce même risque.

C'est ainsi, par exemple, que l'on a pu situer les risques relatifs d'être atteint d'un cancer broncho-pulmonaire chez les personnes qui consomment du tabac par rapport

POLLUANTS

Nombre annuel de décès prématurés dus à la pollution atmosphérique

Le nombre de décès dus oux particules en suspension ou un dis ne pensent être additionnés. L'étade en registre le le facteur de p

réduction de rejet de dioxyde de soufre

latifs sont extremement faibles. Parce que les millions de personnes vivant dans des zones urbaines sont exposées aux mêmes pollutions et parce que les affections - maladies cardiovasculaires notamment ouvant être mises en relation avec les phénomènes de pollutions sont très fréquentes, il est difficile de faire la part entre ce qui revient aux facteurs de risques traditionnels et ce qui peut être imputable aux facteurs purement environnementaux. Il fallait donc trouver de nouveaux

tion atmosphérique, les risques retiples corrections statistiques, la méthode des risques attribuables a permis de situer l'importance du phénomène de « surmortalité » induit par la pollution atmosphérique de la région parisienne et de l'agglomération ivonnaise. Comme la plupart des enquêtes de santé publique dans ce domaine,

l'étude a retenu deux des principaux polluants atmosphériques conntis - les « particules en suspension » et le « dioxyde de soufre » ou SO2 - dont les concentrations aériennes font l'objet de mesures continuelles, indicateurs fiables de la qualité de l'air respiré. « A Lyon, c'est l'indicateur SO2 qui est associé de manière la plus significative avec les mortalités respiratoire et cardiovasculaire, écrivent les auteurs. A Paris et dans la région parisienne, les particules en suspension et le SO2 sont significativement associés à la mortalité cardio-vasculaire. Dans les

été mises en évidence. »

En termes de « risque attribuable » pour la mortalité cardiovasculaire, les auteurs aboutissent à des chiffres légèrement différents seion qu'ils prennent l'indicateur « particulaire » ou l'indicateur

deux zones d'études, c'est avec la

mortalité cardio-vasculaire que les

associations les plus significatives ont

A Lyon, ces deux indicateurs correspondent, respectivement, à environ 30 et 50 morts annuelles. A Pa-

peuvent-ils être à l'origine de décès prématurés ? Sans doute pas – sauf lors des pics élevés de pollution – en tant que cause directe. « Ils constituent plutôt des facteurs de risque suraioutés contribuant à l'apparition de complications ou de décompensa-

tions d'états respiratoires et cardio-

véhicules de type diesel qui entraîne des teneurs ambiantes en « poussières » relativement élevées. S'ils ne parviennent à mettre en

évidence que des risques « relatifs », qu'ils qualifient eux-mêmes de « modestes », les auteurs soulignent cependant que ces risques

A paraître dans la revue « Santé publique »

L'étude épidémiologique, qui paraîtra très prochaînement dans la revue spécialisée Santé publique, réunit dix auteurs travaillant dans différentes structures de la région parisienne (Réseau national de santé publique, observatoire régional de la santé d'Ile-de-France, faculté de pharmacie de Paris, laboratoire d'hygiène de la ville, EDF-GDF), de Lyon (laboratoire d'hygiène de la ville) et de Grenoble (universités Joseph-Fourier et Pierre-Mendès-France). Elle est signée de Philippe Quénel, Denis Zmirou, Alain le Tertre, Franck Balducci, Sylvia Medina, Taghi Barumandzadeh, Yvon Le Moullec, Philippe Ritter, Bernard Festy et William Dab. Elle est disponible auprès du docteur Philippe Quénel, Réseau national de santé publique, unité santéenvironnement, 14, rue du Val-d'Osne, 94415 Saint-Maurice Cedex.

vasculaires déjà dégradés », expliquent les épidémiologistes.

Des situations d'inflammation chronique indultes par les particules fines au niveau des alvéoles pulmonaires peuvent notamment angmenter la coagulabilité du sang et être ainsi à l'origine d'affections cardio-vasculaires. Les origines de ces particules fines et de ce SO2 sont variées. Après le recours à des combustibles moins polluants et l'installation de dispositifs d'épuration c'est, selon les auteurs, le développement ininterrompu des transports automobiles, et - tout

de pollution relativement faibles et, en toute hypothèse, inférieurs aux valeurs de référence actuellement en vigueur en France. Reste donc à savoir quelles décisions prendront les pouvoirs publics ou, en d'autres termes, quelle importance ils accordent à ces centaines de décès prématurés dont les épidémiologistes nous apprennent que, contrairement à ce que l'on pouvait croire il y a encore peu de temps, ils

sont ici observés pour des niveam

44.0

200

64.5

Barrier .

4.7

.

Les polluants atmosphériques

● Dioxyde de soufre (SO²) : concerne surtout les zones fortement C'est par ailleurs un bon indicateur de pollution acide, l'oxydation du SO² conduisant à la formation d'acide sulfurique et de sulfates particulaires. Le mélange « acido-particulaire » peut induire des anomalies bronchique chez l'asthmatique et des troubles respiratoires chez l'adulte et

s'introduire profondément au sein de l'arbre pulmonaire. Les plus nocives sont celles d'un diamètre inférieur à 10 microns, produites par les moteurs diesel. Plusieurs études épidémiologiques ont établi une forte corrélation entre la présence de ces particules dans l'air et l'augmentation de la mortalité d'origine cardio-vasculaire. • Le seuil d'alerte est atteint lorsque l'ozone dépasse 360 microgrammes par mètre cube d'air, le dioxyde de soufre 600 microgrammes et le dioxyde d'azote 400 microgrammes. Selon l'étude épidémiologique française, des décès prématurés

peuvent être observés pour des

niveaux de pollution inférieurs à ces

aux autorités politiques » « Votre étude sera prochainement publiée dans les colonnes de la revue Santé publique. Pourquoi ne pas avoir cherché à la faire publier dans une revue d'audience internationale? ~ L'objectif de notre travail était

de fournir des éléments de ré-• Particules en suspension : d'une flexion de santé publique dans le taille microscopique, elles peuvent cadre de la discussion actuelle de la koi sur l'air. Aussi nous a-t-il semblé beaucoup plus pertinent de publier ces résultats dans une revue française. Nous montrons ici que l'épidémiologie est une discipline qui peut avoir des prolongements politiques. Nos résultats ne constituent pas une surprise pour les épidémiologistes. Ces demiers temps. plusieurs dizaines de publications scientifiques utilisant la même approche méthodologique, dans différents pays d'Europe et aux Etats-Unis, ont fourni des conclusions identiques. L'important est donc bien, en France aujourd'hui, de

> ~ Une telle approche permetelle de situer le profii des vic-

transmettre ces conclusions aux

times de la pollution urbaine ? - Notre travail permet de percevoir le phénomène dans sa globalité. Il ne fournit pas, en revanche, de « portrait robot » des personnes concernées. D'autres études épidémiologiques tendent à conclure que les victimes sont préférentiellement des personnes de plus de soixante-cinq ans souffrant de pathologies chroniques. Pour notre part, nous ne pouvons l'affirmer. En outre, nous ne pouvons pas, raisonnablement, extrapoler à l'échelon national. D'une part

Philippe Quénel, médecin au Réseau national de santé publique

« L'important est de transmettre ces conclusions

parce que tel ou tel niveau de poihuant dans une ville peut avoir une signification différente dans une autre : mais aussi parce que notre modèle statistique ne permet pas d'extrapoler en fonction des doses. Il v a là deux niveaux d'incertitude. - Les index publiés dans la

presse sur le niveau de pollution dans la région parisienne peuvent-ils permettre de prendre des mesures préven-

- L'index Airparif, que publie quotidiennement Le Monde, cor-

respond à des concentrations observées inférieures ou supérieures à des normes, à des valeurs limites d'exposition. Un tel index a pour objectif d'informer la population sur le niveau global des pollutions atmosphériques. Il ne s'agit pas d'un outil qui permet de faire une évaluation fine de l'impact de cette pollution sur la santé. Cet index repose surtout sur le postulat que ces valeurs limites peuvent correspondre à une protection : en dessous de la norme, pas de problème! Pour notre part, nous observons, tout comme nos collègues étrangers, des effets sur la santé induits par des niveaux de pollution inférieurs aux normes actuelles en vigueur à l'échelon international ou national. Notre étude contribue donc à remettre en question les valeurs limites d'exposition. Ce travail est en cours à l'échelon européen tout comme au sein de l'Organisation mondiale de

> Propos recueillis par Jean-Yves Nau

« Un impact non négligeable au niveau collectif »

tégralité de la conclusion de l'étude sur l'impact de la pollution-atmosphérique de type acido-particulaire sur la mortalité auotidienne à Lyon et dans l'aggiomération pari-



sienne : « Pour estimer l'impact de santé publique de la pollution atmosphérique,

VERBATIM il convient de prendre en compte à la fois le risque relatif, la prévalence de l'exposition de la population et la prévalence du phénomène de santé étudié. Ainsi, malgré l'existençe de risques relatifs faibles, le fait que la totalité de la population est exposée à la pollution atmosphérique et que la prévalence de la mortalité cardiovasculaire est importante explique que le nombre de cas de décès prématurés attribuables à la pollution atmosphérique urbaine de type acido-particulaire n'est pas négligeable

» La question est donc de savoir quel est le niveau de risque jugé

logiques permettent de mettre en évidence une association, d'identifier la forme de la relation et de la quantifier. Elles contribuent ainsi au débat, notamment en objectivant l'existence de risques qui, s'ils sont faibles au niveau individuel, se traduisent néanmoins par un impact non négligeable au niveau

» L'absence d'effet seuil semble de plus en plus admise dans le domaine de la pollution atmosphérique, ce qui nécessite de définir un niveau à partir duquel il est impératif d'agir, faute d'un niveau sans risque. La réponse n'est sûrement pas seulement technique. Loin d'une mythique pollution nulle, elle relève véritablement d'une décision politique où l'ensemble des aspects administratifs. économiques, sociaux et sanitaires

doivent être pris en compte. » Le calcul des risques attribuables ne constitue alors qu'un des aspects d'une approche nécessairement multidisciplinaire pour choisir entre différents programmes de prévention, aux efficacités et contraintes variées. »

Le projet de loi de M^{me} Lepage, un texte sous haute surveillance

CORINNE LEPAGE, le ministre de l'environnement, joue de malchance. En juillet dernier, elle pouvait s'appuyer sur de mémorables pics de pollution pour annoncer son projet de loi sur l'air. Tout le monde, alors, applaudissait, y compris le nouveau maire de Paris, Jean Tiberi, apparemment décidé à prendre lui aussi le taureau par les comes. De nouveaux pics de pollution, à la rentrée, remplissaient de zèle les deux groupes de concertation mis en place pour faire des propositions. Tout serait bouclé pour novembre.

Patatras i Les grèves de décembre, qui paralysent les transports publics, contraignent la plupart des Français à prendre leur voiture. Oubliée la pollution, oubliés les projets de taxe sur les car-The state of the s

les cyclistes et les piétons, immer-gés dans le flot automobile quasiment figé, ressentent les effets des gaz d'échappement. Mais que pèsent les cyclistes et les piétons face au lobby des pétroliers, des constructeurs automobiles et des camionneurs?

Le projet de loi de Corinne Lepage, qui se voulait « complet » et * offensif », subit alors un tir de barrage nourri de tous les adversaires d'une limitation de la circulation en ville. Les ministères de l'industrie et des transports imposent leur veto aux mesures les plus contraignantes. Bercy, puis Matignon, s'opposent à toute disposi-tion législative impliquant des taxes supplémentaires. Même le Conseil d'Etat chipote sur les atteintes à la liberté de circulation.

tomobile et les contrôles techniques généralisés, au motif que « 80 % de la pollution est le fait de 20 % des véhicules » - les plus anciens.

Les ministères de l'industrie et Matignon imposent leur veto

Même les céréaliers se plaignent que le projet de loi ne prêvoie pas le recours aux carburants « reformulés » à partir d'éthanol et autres composants oxygénés fournis par Quant aux pétroliers, ils plaident l'agriculture. Du coup, le projet est

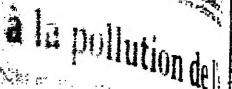
reporté à 1996, d'abord en février, et maintenant en mars. Qu'en reste-t-il? Tout ce qui concerne le réseau de surveillance et l'information du public sur la qualité de l'air est maintenu. Il est admis que le citoyen a droit à l'information et que c'est à l'Etat qu'incombe le devoir d'informer le public. La surveillance de la qualité de l'air sera obligatoire, et particulièrement impérative dans les « zones sensibles » et « zones de protection spéciale », définies par le décret de 1974 (Paris, Lille, Roubaix, Lyon et Marseille). Elle se fera sous l'autorité de l'Etat. donc des préfets.

Aux normes d'émissions actuellement en vigueur vont se substituer des objectifs de qualité de l'air. Au contrôle de pollution « à la sortie du tuyau » s'ajoutera un

normes nationales fixées par décret. Il y aura donc obligation de résultat non plus seulement pour le poliueur, mais pour la collectivité publique. En cas de manquement aux résultats, le préfet pourra prendre des dispositions limitant la circulation automobile, temporairement on sur une base perma-

De même, des plans de circulation, établis sous l'autorité du préfet, seront imposés dans toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants. Ces plans, qui excluent le péage urbain, prévoieront un partage de la voirie, dans l'espace et dans le temps. L'urbanisme sera lui aussi soumis à de nouvelles règles, tant pour la construction des bâtiments que pour la voirie. Les gérants d'immeubles seront invités. contrôle de l'air ambiant, selon des par exemple, à prévoir un emplace-

ment pour le garage des vélos. Ce sont les mesures fiscales qui rencontrent le plus d'opposition dans les réunions interministérielles. Corinne Lepage souhaitait instaurer une taxe antipollution sur les carburants, prélèvée sur la taxe intérieure sur les produits pétrollers (TIPP). Le ministère de l'industrie et Matignon ont rejeté cette proposition. Il ne reste donc plus que des mesures de «fiscalité incitative», comme la vignette détaxée pour les véhicules « propres » (électriques, à gaz ou catalysés). Ce qui touchera surtout les «flottes captives» comme les compagnies de taxis, la Poste, EDF-GDF et les sociétés de service, mais ne résondra pas les problèmes de pollution atmosphérique dus au reste du parc.





Le maire de Paris pressé par la montée des préoccupations liées à l'environnement

« IL Y A bien un lien de causaité entre la pollution et la santé » : telle est une des conclusions de la commission sur la qualité de l'air présidée par le professeur Pierre Aigrain qui devait présenter son rapport mardi 6 février. Cette commission avait été nommée, en juillet, par Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris, pour évaluer les conséquences de la pollution sur la santé des Parisiens.

A Paris et dans la région Ile-de-France, la pollution atmosphérique est devenne un des enjeux du débat politique. Elle a, notamment, été un des thèmes de la campagne municipale. Ce dossier est un des premiers que M. Tiberi a choisi de traiter après son élection en présentant quelques mesures (informations sur les pandentiel gratuit, notamment) et indiqué qu'en cas d'aggravation de la situation, il demanderait « aux autorités compétentes de prendre les mesures de restriction de la circulation qui s'imposent ». Durant l'été, le préfet de police a encouragé par deux fois les Franciliens à n'utiliser leurs véhicules qu'en cas d'extrême nécessité. Stigmatisant la célèbre phrase de Georges Pompidou, selon laquelle « la ville doit s'adapter à la voiture », les écologistes et les socialistes ont guerroyé contre les nouveaux projets d'infrastructures routières, les axes rouges et les parkings souterrains. Dans leur programme, les socialistes se sont fixé comme objectif de « réduire le trafic automobile de 20 % d'ici

PREMIÈRES PROPOSITIONS

Au cours du débat qui s'est déroulé en juillet au Conseil de Paris, M. Tiberi avait promis de développer les modes de transport non polluants. Depuis, les services de la ville planchent avec la RATP sur l'installation d'une ligne de tramway au sud de la capitale, deux autobus électriques ont été mis en service à Montmartre et certains autobus fonctionnent avec un gazole à très basse teneur en soufre. Les grèves de décembre lui ont permis de donner un coup d'accélérateur à sa politique en faveur du velo. Mercredi 7 février, M. Tiberi installera la commission extramunicipale chargée de faire des propositions sur des circuits pour les cyclistes. Dejà, les voies sur berges sont réservées, tous les dimanches matins, aux amoureux des deux roues. D'ici à la fin de l'année, la création de deux axes devraient percapitale du nord au sud et d'est en

Même si l'opposition les qualifie volontiers de « mesurettes », ces démarches montrent que les responsables politiques se sentent obligés de traiter les questions d'environnement. Les « pics » des deux demiers étés ont montré à l'opinion publique que les ciels bleus sans nuages sont les pires ememis de nos bronches. C'est aux écologistes du conseil régional d'Ile-de-France que revient le mérite d'avoir exigé que les mesures effectuées par Airparif soient rendnes publiques en revendiquant, dès leur arrivée dans cette assemblée en 1992, une information sur les seuils

Les écologistes ont su habilement profiter de la composition politique du conseil régional, qui ne fournit pas à son président, Michel Giraud (RPR), une majorité nette pour pousser leur avantage. A l'occasion des discussions budgétaires, ils ont ainsi obtenu d'inverser la répartition des sommes auparavant dévolues aux transports en commun et aux équipements routiers. La règle des deux tiers-un tiers qui, auparavant, bénéticiait aux équipements routiers a basculé en faveur des transports en commun. Hélas, l'Etat n'a pas suivi cette voie et la distribution de ses crédits aboutit à un retour aux anciennes priorités. Pour encourager les communes à établir des circuits pour les cyclistes, le conseil régional, qui, cependant, n'a pas de compétence dans le schéma des déplacements, a

dégagé 40 millions de francs. Par ailleurs, la région, a, elle aussi, décidé de financer deux études pour mesurer les effets de la pollution. Un à l'université d'Orsay, et les résultats de l'étude ERPURS dont est chargé l'Observatoire régional de la santé sur la relation entre la pollution et la santé entre 1987 et 1992 devraient bientôt être comus. La région continue aussi de subventionner le traitement des fumées des usines d'incinération des ordures ménagères. «Le vrai problème n'est pas là, il n'est pas non plus dans le chauffage, estime le groupe des Verts du conseil régional. Il est dans l'extension du parc automobile à Paris et en petite couronne et dans l'importance du diesei ». Pour les écologistes, le seul ennemi est l'auto-

Lyon est « asphyxiée » par ses usines et ses voitures

La présence de dioxyde de soufre dans l'atmosphère est de 50 % supérieure aux taux enregistrés en lle-de-France

de notre bureau régional

Lyon respire mal, gênée par ses usines et davantage encore par son trafic automobile. Son haut niveau d'industrialisation l'expose à une importante pollution, atmosphérique en particulier. L'étude réalisée Lyon entre 1985 et 1990, à partir des mesures effectuées par le Comité de coordination pour le contrôle de la pollution atmosphérique dans la région lyonnaise (Coparly), fait apparaître que la présence de dioxyde de soufre dans l'air est, été comme hiver, de 50 % supérieure aux taux enregistrés dans la région parisienne. La cause principale en est, selon l'étude, la vaste plateforme chimique située au sud de la

De fait, de récentes statistiques publiées par la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (Drire) confirment que les entreprises de la chimie sont les principaux émetteurs de dioxyde de soufre : la raffinerie de Feyzin d'Elf-Antar-France, à elle seule, en « recrache » 9 000 tonnes par an, c'est-à-dire 10 % des rejets de la région. Toutefois, les industriels ont fini par réaliser des progrès sous la pression de l'administration, qui a notamment défini, à l'échelle de l'agglomération lyonnaise, une « zone de protection spéciale » réglementant la teneur en soufre de leurs combustibles. Ils ont ainsi, de 1985 à 1990, réduit de 15 % leurs rejets de dioxyde de soufre.

Ces pollutions - dioxyde de soufre et poussières - ne sont toutefois pas les plus graves. « Du moins sont-elles connues et en partie maîtrisées, à la différence de la pollution par les oxydes d'azote, d'origine automobile », fait observer Gilles Françoise Chirot Buna, maire (Vert) du 1º arrondisse-

ment de Lyon. L'élu écologiste reproche à la précédente municipalité d'avoir, dans ce domaine, « manqué de volonté politique en cherchant à satisfaire tous les groupes de pression à la fois ».

La mise en service progressive, à partir de l'automne 1991, d'une nouvelle ligne de métro s'est accompagnée de l'ouverture de parkings. Les trois mille places actuellement disponibles dans le centre de Lyon ont un effet attractif. Aussi le nombre des voitures, première cause des émissions d'oxyde d'azote, s'est-il accru au détriment des transports en commun - aulourd'hui plus d'un trajet sur deux à Lyon et plus de trois sur quatre dans la région lyonnaise se font en automobile. Pour tenter d'inverser la tendance, la municipalité de Raymond Barre a mis en chantier un nouveau plan de développement des transports collectifs, mais le lourd déficit du syndicat des transports de l'agglomération lyonnaise ne lui laisse qu'une marge de manœuvre limitée.

Chaque été, l'intensité du trafic et la chaleur entraînent de fortes concentrations d'ozone dans le ciel de Lyon. Le réseau de surveillance du Coparly, qui a été créé en 1979, a mesuré en 1995, sur trente-cinq jours, un taux d'ozone dépassant le seuil de 180 microgrammes par mètre cube d'air, à partir duquel une directive européenne exige une information de la population. La durée de ces dépassements a atteint 181 heures. Cependant, les pics de pollution sont restés inférieurs aux 360 microgrammes d'ozone par mètre cube d'air au-delà desquels on déclenche une procédure

Pierre Le Hir

Les écologistes critiquent l'inefficacité d'Airparif, le thermomètre de la qualité de l'air parisien

que revient la lourde charge de trois sensis de gravité croissante lution de proximité. Du coup, prosuperviser la qualité de l'air en llede-France. Ce réseau de surveillance créé à l'instigation du ministère de l'environnement et doté de soixante-dix stations de mesure est en fait une association loi de 1901 financée par l'Etat, vingt industriels locaux et diverses collectivités locales (dont la Ville de Paris, le conseil régional d'Ile-de-France et les conseils généraux des trois départements de la petite couronne).

Chaque jour, Airparif élabore un indicateur de pollution qui évalue la qualité globale de l'air dans l'aggiomération parisienne. Cet « indice » allant de 1. à 10 partir des réglementations européennes et de recommandations de l'Organisation mondiale de la d'alerte, les services techniques d'Airparif sont « mis en éveil ». Au second niveau, l'organisme informe autorités et public. Au dernier stade de gravité, une procédure d'alerte est déclenchée par le préfet de police de Paris, qui diffuse des recommandations afin de limiter les émissions polluantes.

Après les premières alertes de juin 1994 et la parution, en septembre de la même année, de

DEPUIS 1979, c'est à Airparif ozone). Pour chacun d'entre eux, est prise en compte mais pas la pol-(« niveau 1 », « niveau 2 » et · meneurs et cyclistes ont l'impres-« seull d'alerte ») ant été définis à sion que l'air est très pollué alors que les indices d'Airparif sont bons, santé. Au niveau 1 de la procédure de capteurs » qui seraient en nombre insuffisant en grande couronne et dans les zones les plus exposées. A Airparif, on admet qu'il existe « des manques dans les départements de la grande couronne » et que seules dix stations mesurent la pollution de proximité. « Mais, s'empresse-ton de préciser, Il ne sert à rien de multiplier les stations du moment que les emplacements choisis sont représentatifs. Ce qui est plus ennuyeux, c'est que toutes ne sont pas

78 alertes en deux ans est le plus grave, prend dioxyde d'azote, dixoyde de soufre, ozone.

(d'« excellent » à « exécrable ») prend en compte quatre polluants: dioxyde de soufre et dioxyde d'azote, ozone et poussières. Il est diffusé quotidiennement par divers médias et sur le Minitel 3614 code Airparif. Mais c'est surtout la procédure d'information et d'alerte du public en cas de pointe de pollution atmospherique, instituée par la préfecture de police de Paris en avril 1994, qui a contribué à la soudaine notoriété d'Airparif.

Cette procédure censée « informer la population sur le début et la fin des phénomènes de pollution de l'air et limiter momentanément certaines émissions polluantes » concerne trois polluants (dioxyde de soufre, dioxyde de soufre, dioxyde de soufre, dioxyde de soufre, selon lui, « la pollution de fond

en compte trois polluants : Aucune alerte n'a été encore enregistrée en 1996.

l'étude (Erpurs) de l'Observatoire régional de la santé évaluant l'impact de la pollution atmosphérique, un débat a surgi autour de la mesure de ces nuisances. Premier reproche fréquemment l'étude Erpurs a montré que l'on adressé à Airparif, l'absence d'anticipation. En effet, la population n'est informée d'une forte pollution qu'après plusieurs heures. « Cet été, nous espérons être en mesure de prévoir les épisodes de poilution avec six heures d'avance, et d'ici deux ans, de la veille pour le l'attentisme des pouvoirs publics lendemain », indique d'ores et déja Martine Boissavy, directrice ad-jointe des études à Airparif. Pour cas d'alerte, des restrictions de la Jean-Félix Bernard, élu Vert au circulation et la gratuité des conseil régional d'Ile-de-France, transports en commun.

pourvues d'analyseur d'ozone, pour des auestions budgétaires ».

Autre souci des écologistes, les carences dans la surveillance des particules fines émises par les moteurs Diesel. Pour Airparif, qui teste actuellement une machine, cela relève du casse-tête technique... « Plus grave encore, s'insurge M. Bernard, les indices sousévaluent les risques de la pollution pour la santé. L'indice 3 ou 4 est qualifié de « bon » ou « assez bon » alors qu'il correspond déjà à des concentrations de polluants très néfastes. Au niveau 4 de pollution par le dioxyde d'azote, par exemple, on se situe entre 81 et 105 microgrammes de polluant par mêtre cube d'air. Or à ce niveau, considéré comme « assez bon » par Airparif, constatait déjà une hausse de 9 % des hospitalisations pour asth-

« DES RISQUES SOUS-ÉVALUÉS »

Plus que le fonctionnement du «thermomètre » Airparif - qui, même imparfaitement, a le mérite de quantifier les pollutions -, c'est que déplorent les écologistes

TOUT LE MONDE CHERCHE DES SOLUTIONS POUR RELANCER LA CONSOMMATION...

La Caisse d'Epargne **Ile-de-France Paris** a déjà mis les moteurs en marche!

> PRÊTS AUTO **7,80** %



ners donné à citre indicazif : pour (0 000 F empruntés sur 3 ans : 36 mensuaixes de 314,04 F (assurance comprise) -coût cotal du crédit : 1 405,44 F - teg : 8,83%.

Un pyromane a avoué être à l'origine de sept des treize incendies de Moirans

Il s'agit d'un membre d'une des familles victimes des feux « mystérieux »

bourgade jurassienne. Pendant que des bataillons

connu être l'auteur de sept des treize incendies d'experts cherchaient des explications scienti-qui ont édaté ces dernières semaines dans cette fiques à ces incendies, les gendannes surveillaient fiques à ces incendies, les gendannes surveillaient un membre d'une des familles victimes des feux.

محد (من رالإمل

MOIRANS-EN-MONTAGNE

de notre envoyé spécial A Moirans, comme ailleurs, il n'y aurait donc pas de fumée sans feu, ni de feu spontané sans incendiaire. Un homme d'environ trente-cinq ans a été interpellé. dimanche 4 février vers 20 h 45, alors qu'il venait de commettre une heure auparavant le treizième des incendies énigmatiques recensés depuis trois mois dans un quartier du petit village jurassien réputé pour être la « capitale du jouet » français (Le Monde des

30 janvier, 3 et 6 février).

Placé en garde à vue à la gendarmerie de Moirans, l'homme, un ouvrier dont l'identité exacte n'a pas été révélée par les autorités judiciaires, est l'un des membres de la famille Raffin. dont deux maisons, situées rue des Cares, ont été la cible de plus de la moitié des incendies inexpliqués. Le pyromane a avoué à la suite avoir été à l'origine de plusieurs incendies. Lundi dans la soirée, il reconnaissait être l'auteur de sept mises à feu, dont celles du dernier week-end : l'incendie d'une armoire du sous-sol de la maison de Charles Raffin, située rue des Cares, et l'embrasement d'une poussette d'enfants, dans le hall d'un immeuble de l'artère principale du village, la rue Roussin. Le pyromane, qui n'a donné aucune explication à ses gestes, niaît cependant avoir été

l'auteur de l'incendie meurtrier

qui causa, samedi 20 janvier, la mort d'Annie Raffin, la bellesœur de Charles, et de Gérard David, un pompier volontaire qui avait tenté de secourir cette per-

LA MAIN DU DIABLE

Révélée lundi en fin d'après-midi par Marie-Christine Tarrare, procureur de la République de Lons-le-Saunier, l'annonce de l'arrestation d'un pyromane a sérieusement endommagé le vernis de légende qui commençait à envelopper ce village de 2 200 âmes. Et ce, mème si, lundi soir, il restait aux enquêteurs à élucider encore six incendies. Car, après deux semaines de recherches infructueuses, beaucoup se plaisaient déjà à voir s'agiter la main du diable derrière ces dangereux feux follets jurassiens, activés généralement en fin de semaine.

Pour tenter de comprendre, ou simplement observer, « le phénomène », on était venu à Moirans en spécialiste, en journaliste, voire en radiesthésiste ou en touriste. Après qu'une information iudiciaire eut été ouverte pour « destruction et dégradation involontaire » et « homicide involontaire », des bataillons d'experts avaient été dépèchés sur place pour étudier les causes scientifiques possibles de cette série d'incendies mystérieux qui avait débuté le 4 novembre et qui s'était accélérée à partir du 7 janvier. L'hypothèse de mouvements

sismiques avait été écartée. Aucune anomalie électromagnétique ou nucléaire n'avaient été révélée, ni aucune présence de hautes fréquences ni de « micro-ondes ».

Parmi les hypothèses mises en avant : les méfaits supposés d'une ligne électrique à haute tension de 20 000 volts, enfouie pendant l'été 1995 dans une rue adjacente, à une vingtaine de mètres de la rue des Cares et au droit de la gendarmerie. Les experts auraient ainsi effectivement relevé récemment la défaillance d'un transformateur, voisin du pavillon où deux personnes ont trouvé la mort. Celui-ci générait un « ronflement » anormal et provoquait un phénomène de « flashes ». Mais aucun lien de cause à effet n'a cependant pu être établi entre ces anomalies et les départs d'in-

SUSPECTS SOUS SURVEILLANCE

Aussi, a posteriori, les expertises semblent avoir plutôt joué le rôle paradoxal d'un... écran de fumée. Car. contrairement à ce que d'aucuns avaient pu laisser crofre, la piste criminelle n'avait jamais été écartée par les enquêteurs. Alors que l'attention médiatique était concentrée sur les préparatifs liés aux relevés de données électriques effectuées samedi 3 et dimanche 4 février, les gendarmes suivaient les faits et gestes de quatre ou cinq personnes sur lesquels les soupçons s'étaient portés dès la première semaine de

l'enquête. Et c'est ainsi qu'ils aboutissaient, en quasi-situation de flagrance, dimanche 4 février, à l'arrestation de l'incendiaire:

Les enquêteurs, cependant, demeurent encore discrets sur les méthodes utilisées par le pyromane pour déclencher les incendies, vraisemblablement à retardement. Les méthodes, laisse-t-on entendre, peuvent être multiples, qui mettent en œuvre des composés chimiques à base, par exemple, de produits phos-

A Moirans, lundi soir, le maire Jean Burdeyron exprimait tout à la fois « un certain soulagement » de trouver ainsi un début d'explication rationnelle au « phénomène » et sa « peine » devant la dimension humaine que prenait l'affaire. Dans les rues désertes et gelées, autour du périmètre de sécurité maintenu autour de la rue des Cares, certains ne cachaient pas leur satisfaction de voir «le spectacle se terminer », brandissant leur blessure d'avoir été, l'espace d'un long fait-divers, ceux du « village maudit ».

Le pyromane; pour sa part, de-vait être déferré, mardi en fin d'après-midi, devant le parquet du tribunal de Lons-le-Saunier. Avant que d'autres experts, s'il ne livrait de lui-même le mobile de ses actes, s'affairent à mesurer le séisme intérieur qui fit de lui un încendiaire.

Jean-Michel Dumay

Le gérant allemand de Reynolds Tobacco a été condamné pour infraction à la loi Evin

LES ANTI-TABAC crient victoire. La cour d'appel de Paris vient selon eux de prendre une « décision historique » en-condamnant, dans un arrêt du 1º février. M. Hans Joachim Weder, gérant de la société Reynolds Tobacco GmbH domiciliée à Cologne (Aliemagne), pour infraction à loi Evin contre le taba-

A l'origine de la procédure, deux publicités pour les marques Camel Mild et Winston parues dans la presse écrite en 1991 et 1992. La première montrait un chameau à la patte tordue sur fond de pyramides et de soleil couchant. La seconde présentait un montage en couleurs de paquets de cigarettes évoquant une œuvre picturale. Dans son jugement rendu le 26 janvier 1995, le tribunal correctionnel de Paris avait jugé que, « dans les deux cas, le message sanitaire contlent un ojout non négligeable, car pouvant laisset penser que le caractère nocif du tabac aurait un fondement non pas médical mais législatif ce qui dénature ou ridiculise ledit message ».

Les magistrats de première instance avaient cependant rejeté les demandes du comité national contre le tabagisme (CNCT) visant à faire condamner pour « complicité » MM. Jacques Leclerc et Pierre Schuler, diri-

geants de la société RJ Reynolds Tobacco France, en vertu d'un désistement accordé par le CNCT dans une précédente instance à ces mêmes personnes. En appel, la cour a confirmé la seule condamnation du gérant allemand de la firme. Elle a également aggravé le montant des dommages et intérêts accordés au CNCT pour les porter à 600 000 francs au lieu de 200 000 francs en première instance. Il s'agirait, commentent les plaignants, de « la plus grosse indemnité jamais accordée au CNCT par une décision de

JURISPRUDENCE

Le CNCT réclamait en appel environ 3,7 millions de francs « correspondant au coût de l'agression médiatique subie par la lutte contre le tabagisme » et demandait aux magistrats de « tenir compte du coût illégalement dépensé dans les médias pour faire de la propagande illicite en faveur du tabac ». Les plaignants avaient en effet calculé que le montant total de ces campagnes s'était élevé à près de 9 millions de francs.

Outre qu'il confirme la condamnation du représentant d'une firme de tabac allemande pour des encarts publiés dans la presse fran-

çaise, l'arrêt pourrait faire jurisprudence sur un point qui risque fort d'embarrasser de nombreux fabricants. La mention «selon la loi n91-32 », placée dans les deux campagnes devant l'avertissement sanitaire obligatoire au conseil général des Yvelines ne passé des journant électorant pour «fumer provoque des maladies graves », a en cesse de prendre de l'ampleur (Le des personnalités UDF du départeeffet conduit la cour à considérer que « l'adjonction du terme « selon » peut signifier que fumer n'est pas dangereux en soi, mais parce que le législateur en a décidé ainsi ». M. Wedet, « le prévenu, ne dénie pas, puisqu'il invoque précisément la liberté d'opinion pour justifier cette adjonction, ce qui affaiblit, en raison de son ambiguîté même la portée du message », ont encore estimé les juges.

Selon le comité national contre le tabagisme (CNCT), « il résulte de cette décision que l'ensemble des paquets de cigarettes portant la même mention, sont aujourd'hui en situation d'illégalité ». Le groupe de pression envisage ainsi « des actions devant les tribunaux correctionnels pour obtenir la suppression de la mention illicite sur l'ensemble des paquets de cigarettes vendus en France ». La société Reynolds Tobacco GmbH devrait se pourvoir en cassation.

M. Bayrou se heurte aux réseaux Foccart pour une nomination universitaire

LE MINISTRE de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, François Bayrou a-t-il été contraint de céder aux pressions de l'Elysée dans le choix du directeur des personnels de l'enseignement supérieur? Ratifiée en conseil des ministres du 31 janvier, la nomination à ce poste de Louis Baladier, jusqu'alors directeur des personnels d'inspection et de direction, est le résultat d'un compromis de-

Mª V. GLADEL. Administrateur Judiciaire 5 avenue de Provence 84430 PIOLENC Téléphone: 90 29 41 41 Télécopie: 90 29 41 42 REDRESSEMENT JUDICIAIRE SA Garage Richier (S.A.G.R.) route nationale 7 sud 84100 ORANGE

activité : concession automobile effectif: 10 salariés chiffre d'affaires : 28.373.963 F du 01/01/1994 au 31/12/1994 L'Administrateur invite tout candidat intéressé par la reprise de l'activité de cette société à lui adresser une offre conforme aux dispositions de l'article 83 de la loi modifiée nº 85-98 du 25/01/85 au plus tard le mardi 13 février

puis que le président de la République s'est opposé à une première proposition du ministre de l'éducation nationale. Avec la restructuration du ministère, cette nouvelle direction des personnels de l'enseignement supérieur revêt une importance stratégique.

A côté de la direction des enseignements supérieurs, elle aura la charge de plusieurs dossiers sensibles: le recrutement des 2 000 professeurs agrégés et des 2 000 postes de personnels non enseignants (IA-TOSS), ainsi que la transformation du statut des professeurs agrégés du supérieur (PRAG), annoncés par M. Bayrou dans le plan d'urgence en faveur des universités. Il lui faudra aussi surveiller la réforme du recrutement des enseignants-chercheurs, décidée par François Fillon à la suite du rapport Quenet.

Pour cette fonction, François Bayrou avait porté son choix sur un haut fonctionnaire spécialiste des questions universitaires, Marie-France Moraux. Elle prit une part active dans l'élaboration de la politique des contrats entre les universités et l'Etat sous Lionel Jospin et Claude Allègre. Aux côtés de Christian Forestier, directeur général des enseignements supérieurs, et de Bernard Dizambourg, directeur des bibliothèques, ancien premier vice-président de la conférence des présidents d'université, elle devait amorcer la politique de réforme envisagée par le ministre pour l'enseignement supérieur alors que s'engagent les états généraux. Cette proposition de M. Bayrou avait obtenu l'aval du premier ministre Alain Juppé. Mais elle s'est heurtée à une opposition sévère de la droite universitaire, qui a fait intervenir ses réseaux pour arracher le veto du chef de l'Etat.

DÉTOUR INSOLITE

Parmi eux figure l'UNI, syndicat proche du RPR, dont les militants n'ont toujours pas accepté le choix du socialiste Christian Forestier à la tête de la direction des enseignements supérieurs. Mais ce groupe de pression a utilisé un détour plus insolite en s'adressant à la cellule de l'Elysée constituée autour de Jacques Foccart, par l'intermédiaire d'enseignants qui entretiennent des relations suivies avec les universités

Dans l'entourage de François Bayrou, on affecte la sérénité. Tout en reconnaissant que la proposition initiale du ministre a bel et bien été rejetée, on s'empresse d'ajouter que le nouveau directeur, Louis Baladier, « n'a pas été imposé et qu'il ne s'agit en aucun cas d'un choix guidé par des

inspecteur d'académie, M. Baladier a été nommé, en 1986, directeur de l'académie de Paris et l'année suivante directeur des écoles par René Monory, une fonction dans laquelle il a été confirmé jusqu'en 1990 par Lionel Jospin. En 1993, François Bayrou l'avait appelé à la tête de la direction de l'inspection et des personnels d'encadrement.

Cette affaire apparaît comme la seule « fausse note » du processus de restructuration des services du ministère guidé, souligne Francis Delon, directeur de cabinet de M. Bayrou, par des « considérations de rationalité administrative ». Attendue depuis le mois d'août, la réorganisation de la « centrale » en quinze directions, au lieu de seize auparavant, employant plus de 3 500 personnes, vise à regrouper des services éclatés entre l'éducation nationale d'une part, l'enseignement supérieur et la recherche de l'autre.

A la tête de ces directions, François Bayrou a reconduit les titulaires actuels, à l'exception de Louis Baladier, remplacé par Jean-Marie Jutant, directeur-adjoint au cabinet de François Bayrou et ancien directeur de cabinet de François Hostalier, éphémère secrétaire d'Etat aux enseignements scolaires.

Michel Delberghe

Les incidents se multiplient dans les écoles et les collèges

LE COLLÈGE PAUL-PAINLEVÉ de Sevran (Seine-Saint-Denis) a été fermé pour plusieurs jours à la suite des incidents qui se sont produits à deux reprises, hindi 5 février. Une classe a été saccagée, des vitres brisées par jet de pierres, des voltures d'enseignants endommagées et un agent de service molesté. Trois élèves ont été interpellés. A Dijon, le grand frère d'un élève de primaire a été mis en examen et écroité après avoir agressé deux enseignants à propos du voi d'une calculette. A Aubagne (Bouches-du-Rhône), c'est un parent qui a blessé le proviseur adjoint du lycée.

Au Mans, les enseignants du collège de Ronceray ont refusé d'accueillir les élèves, mardi 6 février, après l'agression commise sur le conseiller principal d'éducation par le frère d'un élève exclu pour racket. Le Syndicat national des personnels de direction (SNPDEN) a demandé audience au premier ministre et au ministre de l'éducation na-

■ SUICIDE: un adolescent de 14 ans s'est donné la mort, di-manche 4 février, pour « échapper au chômage », près de Chars (Val-d'Oise). Le jeune homme s'était enfui dans les bois en emportant le fusII de chasse de son père. Il a laissé à ses parents une longue lettre dans laquelle il s'estime « mul » et redoute d' « être bientôt un chômeur

■ RADIO : le directeur de la station de radio Skyrock, Pietre Beilanger, a été condamné à 150 000 francs d'amende, lundi 5 février, par la 17 chambre du tribunal correctionnel de Paris, pour n'avoir pas respecté une interdiction d'émission de vingt-quatre heures, le 9 janvier 1995. Le Consell supérieur de l'audiovisuel (CSA) avait notifié cette sanction à la suite des propos tenus le 3 janvier par un animateur se réjouissant de la mort d'un policier à Nice. « M. Bellanger; au nom d'une prétendue liberté d'expression, a voulu braver cette interdiction qui s'imposait à lui, permettant d'ailleurs, à cette occasion, aux auditeurs de dire à l'antenne tout le mal qu'ils pensaient de la décision du CSA », souligne le jugement.

MCLANDESTINS: les responsables d'un restaurant de la station de Val- Thorens (Savoie) ont été condamnés à 50 000 francs d'amende chacun, lundi 5 février, par le tribunal correctionnel d'Al-bertville pour avoir employé illégalement, en 1995, une quinzaine de clandestins tchèques. «Ils étaient déclarés en République tchèque. Nous ne savions pas qu'il fallait également faire des démarches en France », ont prétendu le propriétaire du Genepi, Martin Kakun, citoyen allemand, et le gérant, Vaciav Ulrich, de nationalité tchèque. « Le fuit que ces travailleurs cient ou non été déclarés aux organismes sociaux tchèques est inopérant au regard de la loi française », à plaidé M' Michel Schengin au nom de l'Office des migrations internationales (OMI). - (Corresp.).

AGRESSION : un homme d'une trentaine d'années a ouvert le feu, lundi 5 février, dans le bureau d'un juge d'instruction d'Evry (Essonne), sur l'auteur présumé du viol de sa compagne, le blessant à la main. Il a aussitôt été maîtrisé et placé en garde à vue. Le juge d'instruction n'a pas été menacé. Depuis la levée du plan « Vigipirate » qui imposait aux visiteurs le passage sous un portique détecteur de métaux, aucun contrôle de police, sauf cas exceptionnel, n'est effectué à l'entrée du palais de justice.

Nouvelle mise en examen au conseil général des Yvelines

L'AFFAIRE DE CORRUPTION BÉTAL et qui avait mis en examen, le 2 février, par le juge d'instruction versaillais Richard Pallain pour « complicité de corruption, récei habituei d'abus de biens sociaux, faux et usage de faux ». M. Hettinger, cinquantesept ans, a été écroué à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy. Avec ce nouveau développement, l'affaire s'étend désormais à l'Association française pour la protection des eaux (AFPE), dont M. Tenaillon, qui est également député des Yvelines, est le président depuis 1979. Entré en 1990 à l'AFPE, M. Hettinger avait été responsable auparavant de la campagne de M. Tenzillon pour les

élections législatives de 1986. C'est le 7 décembre 1995, avec la mise en examen de Michel Ferrec, PDG de La Gutenberg, une imprimerie versaillaise qui travaillait principalement pour le conseil gé-

Monde du 14 octobre 1995). Marc i ment, que le nom de M. Hettinger Hettinger, un proche de l'ancien est apparii. Le juge Pallain a décou-président du conseil général Paul-vert que M. Hettinger, directeur de Louis Tenaillon (UDF-CDS), a été PAFPE, avait surfacturé, par l'intermédiaire de l'imprimerie, des travanz effectués pour le compte du conseil général et de l'AFPE. Une partie de l'argent ainsi dégagé transitait par ses comptes.

M. Hettinger aurait indiqué au juge que cet argent était destiné à ses besoins personnels et au palement de travaux « ou noir » dans sa maison. Il semble que ces explications n'out pas convaincu le magistrat qui s'efforce d'établir la destination des fonds. Cette affaire a déjà conduit à la mise en examen et au placement en détention d'un vice-président de l'assemblée départementale, Claude Dumond (UDF-CDS), et de l'ancien directeur des services du département. Christian Dufour, préfet de Hante-Loire jusqu'en novembre 1995.



COLLÈGES - LYCÉES

800 000 heures supplémentaires = 45 000 emplois possibles Non au chômage

des maîtresauxiliaires, oui à leur titularisation

• Non à la réduction du nombre de postes aux concours

Réduction du temps de travail

rendez-vous le 11 février

(D. Litain f)

LE MONDE / MERCREDI 7 FÉVRIER 1996 / 11



Pas besoin d'être amoureux pour voyager à moitié prix pendant la Saint-Valentin. Avec l'opération "Spécial Saint-Valentin", il suffit d'être deux pour que chacun bénéficie d'une remise de 50% sur le prix de base*. Alors si vous n'avez pas encore trouvé l'élu de votre coeur, parlez en à votre voisin, votre collègue, votre boucher ou votre petit frère et allez vite vous renseigner dans une gare ou une agence de voyages.

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

SNEF

VIII.

La détresse des sans-famille roumains

taitna se chauffent pénible ment autour d'un bidon transformé en brasero. Leurs sinent sur les murs de l'un de ces nombreux immeubles de Bucarest dont la construction a été arrêtée à la chute de Ceausescu, faute d'argent. Etendue sur un lit fait de pas d'un tas de détritus dégageant

ERRÉS dans leur

Abandonnés ne sortira vraisemblablement de par des à l'hôpitai, d'où elle s'enfuira, laissant son bébé à la charge de l'étafoyers sant son bebe a la charge de l'établissement. Après des recherches sommaires et condamnées à déstructurés sommaires et condamnees a l'échec, l'enfant sera dirigé vers un leagen (pouponnière) où «il par sera mieux qu'ici », lâche-t-eile. Vasile a, lui aussi, été abandonné le chômage, Vasile a, ini aussi, ete abandonne à la naissance. Ballotté d'un orpheimat à l'autre, il s'est emful il ne sait plus quand. Agé de vingt ans, il survit depuis plusieurs années dans la rue en lavant les

> ment insalubre où elle vivait avec ses petits frères et ses petites

Le cas est loin d'être unique. Et mineurs Le cas est ion d'etre unique. Et i n'est pas le fruit du basard, mais la conséquence de la politique nataliste de Ceausescu. A partir des années 70, l'avortement fut interdans des dit - sous peine de prison - avant la sixième grossesse. Un réseau institutions la sixième grossesse. Un réseau serré de quelque cioq cents institutions dites de « protection de l'enfance » prévenait les risques de carences familiales. Dans les années 80, alors que la population restrictions tout entière était éprouvée par le rationnement alimentaire, les coupures d'eau et de chauffage, les abandons se sont multipliés. Et le sort des 100 000 enfants placés en institution s'est aggravé. Il pouvait difficilement en être

autrement. Dans ce pays en failont aggravé lite virtuelle, concentré sur la production industrielle et le remboursement de la dette extérieure, leur sort ils n'étaient que des bouches improductives à nourir.

Aujourd'hui, le système est à nouveau en état de surchauffe. L'enfant de Vasile et de Catalina rejoindra ceux des filles célibataires, des familles trop nombreuses, des « nouveaux pauvres », de tous ces foyers déstructurés sous les assauts du chômage, des divorces et de l'alcoo-

communiste et paternaliste a ra- se balancent pendant des mois en cas de problème et qui le dant qu'une place se libère dans

veau pouvoir démocratique tarde

accueillaient en 1995 plus de 11 000 enfants de trois ans et des handicapés physiques ou

ramide d'une jeunesse menacée. « Les restrictions budgétaires appliquées depuis 1994 touchent d'abord ceux qui dépendent le plus des transferts sociaux, à savoir les

la région. Abandonné par sa mère médical imaginaire, enregistré sous un faux nom, ivan n'a pas tent dix enfants abandonnés. plus de chance. Sa mère a remciale - la seule de l'hôpital, payée par l'ONG anglaise Holt, - est dé-Sa démarche s'est heurtée à la

« Chaque enfant ne bénéficie que de cing à six minutes d'attention et d'affection par jour. Ce n'est pas assez pour qu'il rattrape les retards accumulés lors des séjours prolongés à l'hôpital »

pays en transition. L'augmentation des abandons en est un reflet. Dans la ville de Constanza, par exemple, la situation devient alarmante. «La moitié des lits en service de pédiatrie sont occupés par des enfants abandonnés. Ils ne sont pas malades mais finissent par le devenir », observe Victorian Pascila, directeur sanitaire adjoint

ES petites mains serrées sur les barreaux de son lit, le regard vide de toute expression, Ivan se balance de droite à gauche, d'avant en arrière, dans un mouvement caractéristique. « Hospitalisme, lance Victorian Pascila. C'est l'ensemble des symptômes liés à la carence de soins maternels provenant d'une hospitalisation prolongée. » La responsabilité du personnel médical n'est pas en cause. Il n'a ni le temps ni la formation pour s'occuper du développement psychomoteur des enfants. A quelques mètres d'Ivan, la porte de la salle de jeux, offerte par une ONG (organisation non gouvernementale), reste désespérément close, faute de personnel disponible. Avec le pla-De tous ceux à qui l'Etat fond pour seul horizon, les bébés bâché qu'il se chargerait de tout dans leurs lits d'hôpital en atten-

da, dans le département de Constanza. Les infirmières doivent s'occuper chacune d'une quinzaine de petits, serrés dans vingt mètres carrés. Elles doivent faire face aux repas, aux changes et aux taches sanitaires. C'est trop. Le dévouement des cinq jeunes bénévoles de l'organisation anglaise Nightingall Charity a prouvé que les enfants pouvaient récupérer, mais elles sont trop peu nombreuses pour s'attarder sur les cent quarante pensionnaires. « La séparation très précoce du mitieu familial, lorsqu'elle n'entraîne pas de séquelles de développement physique et psychologique graves, attache néarmoins l'enfant à un mode de relations sociales particulier», souligne Yves Gilar-

mission auprès de l'Unicef. De son côté, Médecins sans frontières a calculé qu'« au moins 10 % des enjants placés en institution finiront leurs jours dans des structures psychiatriques. Un sur trois restera assisté à vie ».

di, consultant français chargé de

Des progrès non négligeables out certes été réalisés depuis 1989. Sur le plan matériel, la mobilisades années 1990 à 1993 a permis de résorber dans sa presque totalité ce que l'on appelait pudiquement des « points nobs », ces établissements où le taux de mortalité touchait jusqu'à un enfant sur deux. La présence d'une armée de quelque mille ONG, des centaines de millions de dollars de dons de la part des organismes internationaux, ainsi que les initiatives individuelles très importantes ont permis de rétablir le chauffage, de rééquiper et réhabi-

si, sur ce pian, tout est ensore loin d'être réglé, si la surpopulation des étaêtre s'enfoncent dans le rouge. L'Unicef estime ainsi que 35 % des enfants vivent dans la misère. Le taux de mortalité infantile a remonté à 23,9 ‰, le plus élevé en Europe après l'Albanie, quatre fois plus que dans l'Union européenne, et la mortalité des enfants de moins de cinq ans atteint des sommets avec un taux de

Or, face à cette dégradation continue du niveau de vie, les initiatives de l'Etat sont trop rares. Paralysé par des intérêts contradictoires, balançant entre inertie et réforme économique douce, le gouvernement ne gère que les urgences, et elles sont nombreuses. La réforme attendue de l'assistance sociale est une œuvre à long terme qui attendra encore. Le Comité interministériel pour la protection de l'enfance (CNPC) vient, certes, de mettre au point un « plan d'action pour l'enfunce », mais on ne sait pas quand il sera appliqué, notamment parce que son coût n'est pas encore estimé. Or, la tendance suivie ces demières années ne pousse pas à l'optimisme. Les allocations familiales et de maternité ne représentaient plus en 1994 que 1% du PIB, contre 2,8 % en 1990, soit deux à quatre fois moins que dans ies autres pays ex-communistes de la région.

D'autre part, alors que les enfants placés en pouponnière risquent d'y rester jusqu'à leur majorité, « le placement en institu-tion est la principale réponse [au draine de l'enfance abandonnée], au lieu d'essayer de réintégrer les enfants dans les familles naturelles ou d'accueil », déplore Ecaterina Laudatu, présidente du CNPC. Pour l'heure, ils demeurent internés dans-des établissements isolés en pleine campagne ou relégués à la listère des grandes villes. Souffrant encore plus que le reste de la population du manque de for-mation professionnelle, ils accumulent les handicaps dans un vase clos censé les protéger.

La situation a empiré depuis 1989, époque à laquelle tout le

monde avait le droit au travail L'employeur devait ensuite assurer le logement de ses salariés Tout cela a disparu avec la monrence et de la crise du logement dans les grandes villes. Chaque titutions, out ne les ont théori-

225

Egr.

200

≥2000

-C-

les vieux réflexes ne sont lamais pays, où les indicateurs de bien- au placement en institution, l'Etat finance actuellement plus facilement l'ouverture de nouveaux établissements qu'il ne soutient le programme national de planning familial ou qu'il ne met l'accent sur la formation d'assistantes so-

> L'action la plus volontaire et la plus restrictive aura finalement porté sur l'adoption afin de lutter contre les abus commis dans les années 1990 et 1991 lorsque la Roumanie, avec plus de dix mille adoptions, était devenue l'un des tout premiers fournisseurs d'enfants au monde. Jusqu'à récem-ment encore, les failles de la loi permettaient d'« acheter » un enfant directement dans une famille. Depuis, la Roumanie s'est alignée sur les pratiques internationales, ne permettant les adoptions que par l'intermédiaire d'organisations spécialisées et dûment enregistrées auprès du Comité roumain pour l'adoption, organisme in-contournable qui établit les listes des enfants adoptables. La conséquence directe de ces mesures a été le ralentissement des adoptions internationales, qui se sont limitées à quelques centaines l'année passée.

Mais, parallèlement, les adoptions nationales out du mai à décoller et le placement familial

reste l'exception.
Les actions de l'Unicef, les financements de l'Union européenne et de la Banque mondiale notamment, ainsi que les activités des ONG encore présentes montrent que le système peut évoluer. Mais le succès de ces opérations expérimentales ne préfigure pas leur généralisation à l'échelle du pays. Les autorités su-bissent plus qu'elles n'agissent sur un sujet qui a fortement uni à l'image du pays et qui les agace. Le problème de l'avenir de ces jeunes est pourtant une réalité qui ne relève pas d'une entreprise de dénigrement à l'encontre de la

l'alcoolisme, pare-brise des voltures arrêtées au feu rouge.
Il y a quelque mois, îl a croisé la ou orphelins, route de Catalina, que son père venait de renvoyer de l'appartede cent mille ses petits frères et se sœurs. Direction la rue. végètent budgétaires appliquées depuis 1994

voir son bébé. «Parfois, j'arrive à vellera peut-être sa démarche, si elle en a le temps. Pour ivan et les autres, l'hôpital est généralement le préinde à un parcours douloureux d'institution en institution. enfants et les chômeurs », souli-gnait récemment un rapport de que de cinq à six minutes d'attenl'Unicef sur la pairvreté dans les tion et d'affection par jour. Ce n'est pas assez pour qu'il rattrape les retards accumulés lors des séjours prolongés à l'hôpital », constate Laura Zamfirescu, psychologue et coordinatrice du leagen Cernavo-

Loin des tabous, changer, inventer

par Bernard Bosson, Alain Marsaud et Jean-Pierre Thomas

ans le débat sur la présente 80 % de notre PIR. Les difcroissance, le chômage, l'Europe et la monnaie unique, il y a les tenants de la pensée unique, qui a vécu, et les partisans de l'autre politique, qui évolue. Le moment est venu de travailler à une troisième voie, à une nouvelle politique.

Depuis bientôt dix ans, la politique de l'emploi a perdu toute crédibilité, car les citoyens constatent que le chômage ne cesse d'augmenter. La politique monétaire est érisée en dogme et en priorité absolus. Les sacrifices demandés sont de plus en plus récusés, puisque les résultats n'apparaissent pas. L'inexistence de débats et de propositions conduit à un rejet de toute politique, y compris des réformes les plus indis-Au-delà du manque de dialogue,

resse

mille

nains

des maladresses ou de l'absence de pédagogie, la crise sociale que nous venons de traverser aurait pu tout. aussi bien exploser hier ou demain. Elle était, en quelque sorte, inéluctable. Soutenir un gouvernement avec loyanté et efficacité, ce n'est pas se taire, s'interdire toute discussion. C'est réfléchir et proposer. Nous sommes convaincus qu'il existe une politique de sortie de crise. Elle suppose l'abandon des systèmes et des tabous. Acceptons de débattre de notre politique monétaire. Ne fuyons pas la discussion sur la lutte contre les déficits. Ne fermons pas a priori le débat sur les salaires. Ouvroos la réflexion sur une société nouvelle.

Nous avons perdu la croissance. Depuis 1990; elle s'élève en moyenne ammelle à 1,5 %, contre 2,5 % lors de la précédente décennie. En dessous de 2 % de croissance, et compte tenu de l'évolution démographique, nous créons du chô-. mage. Notre croissance manque de moteur interne : la peur du chômage, des taux d'intérêt trop élevés, des probabilités de baisse de pouvoir d'achat pour les ménages

ficultés sont aggravées par la rechute de l'investissement. Or, en 1996, la croissance se dérobe à nouveau sous nos pieds. N'oublions pas qu'un point de croissance en moins en 1996 conduiralt à 100 000 chômeurs en plus et à 40 milliards de

Nous avons vaincu l'inflation. Nous continuons à mener une politique monétaire restrictive, comme si nous ne nous étions pas rendu compte que l'inflation était vaincue. Nous sommes en pleine désinflation pour les biens à la consommation. Nous sommes également en défiation de la valeur des actifs, sans trop savoir comment arrêter cette tendance. La politique des taux d'intérêt demeure trop coercitive, malgré les baisses obtenues au cours de ces trois dernières années. Nous demeurons en effet à 1 point au-dessus des taux allemands. Nos taux d'intérêt nous conduisent à un « équilibre basse pression » susceptible de nous faire manquer tout à la fols.

La monnaie unique n'est pes une fin en soi. Elle n'a de justification que si elle permet l'amélioration du bien-être de nos concitoyens : c'està-dire l'augmentation du nombre de nos emplois, et celle de notre niveau de vie au service d'un projet de société. La monnaie unique ne doit pas apparaître comme une contrainte. Elle est une chance. Mais elle nécessite un socie politique à la construction de l'Europe.

Europe ou pas Europe, la question n'est pas de savoir s'il faut ou non réduire les déficits. Le débat ne doit pas non plus se réduire an calendrier de Maastricht. Ce qui est ilhisoire, c'est de penser devoir encore conjuguer une nécessaire rigueur budgétaire avec une rigueur monétaire et une rigueur salariale qui ne sont plus nécessaires une fois l'inflation vaincue. Au cotur de nos difficultés, nous avons une chance

Aujourd'hai, la croissance s'es-

mais aussi en Allemagne. La liste des pays qui tendent à ne pas réussir à respecter les conditions du passage à la monnaie unique s'allonge. Avec un déficit public de 3,6 % du PIB, l'Allemagne figure sur cette liste en 1995. Actuellement, seul le Luxem-bourg pourrait prétendre la réaliser. Va-t-on, en guise de monnaie unique, rebaptiser le franc luxembourgeois?

Après le choc psychologique d'une opinion allemande qui vient de réaliser que l'Allemagne pourrait ne pas respecter les critères de Maastricht, et qui constate que son taux de chômage atteint désormais 10 %, il faut parvenir à faire conver ger nos politiques conjoncturelles, en particulier nos politiques monétaires. Le président de la République vient de tracer des perspectives dans ce sens. Il y a une opportunité pour la France, une opportunité pour l'Allemagne, un devoir pour les deux. Les conditions de la mise en place d'une nouvelle politique sur là bass d'un accord franco-allemand sont réunies en ce début d'année 1996. Nous ne devons pas manquer le

Il nous fant baisser nos taux d'intérêt à court terme afin de redonner de l'oxygène à la croissance. Aujourd'hui, les taux à court terme de la Banque de Prance sont encore beaucoup trop elevés par rapport à l'inflation, et le différentiel est également trop élevé par rapport à nos voisins allemands. Notre objectif doit être d'atteindre un taux d'intérêt réel nni, c'est-à-dire un taux d'intérêt à court terme correspondant à l'Inflation. Les Etats-Unis ont suivi cette politique après la crise de 1991, Mustrant par là que la solution se situe bien au niveau des taux à court terme (les taux à long terme obéissent aux mécanismes du marché et sont essentiellement bei à la

Le principal bénéficiaire serait l'Etat, premier emprunteur sur le marché court. Les entreprises qui

portante sur le marché monétaire profiteraient de cette baisse. Les ménages bénéficieraient d'une détente des taux du crédit à la

Reste le problème de l'indépendance de décision de la Banque de France. Partisans de cette indépendance, et avant voté en sa faveur. nous souhaitons rappeler que, conformément à l'article 1 de cette loi, « la Banque de France définit et met en œuvre la politique monétaire dans le but d'assurer la stabilité des prix. Elle accomplit sa mission dans le

d'économies supplémentaires de 2 milliards de francs dont l'Assemblée nationale a pris l'initiative a démontré les difficultés et les fimites de cet exercice. Nous avons la conviction que la

donc, à terme, de souveraineté na-

tionale, peut nous faire manquer le

rendez-vous de 1999. Difficile, car il

nécessite une sorte de « petite révo-

lution culturelle ». Le toujours « dé-

penser plus » doit faire place au

« dépenser mieux ». Le plan

cadre de la politique générale du gou- pas être gagnée sans une forte

Il est possible de définir une voie nouvelle, capable de réconcilier taux d'intérêt, salaires, emplois et Europe.

L'heure est à la primauté du politique

clairement de baisser les déficits, alors l'objectif de baisse des taux s'inscrit dans le cadre de l'action économique du gouvernement. L'effet récessif de la hausse des prélèvements et des économies budgétaires doit être absolument compensé par une forte baisse des taux, sinon le gouvernement ne pourra réussir, et manquera le rendez-vous de la monnaie unique. L'emploi ne doit pas être considéré par la Banque de France comme une simple variable d'ajustement. Le gouvernement, qui a un siège au Conseil de la politique monétaire, doit y défendre les choiz qu'il a arrêtés au nom de la nation.

Le vaste plan d'économies nécessaires à la diminution des déficits budgétaires et sociaux et à la réduction de la dette, défini avec justesse par le président de la République comme la priorité, est un exercice à la fois indispensable et difficile. Indispensable, parce que notre déficit,

vernement ». Si cette politique est balsse des taux d'intérêt, et que cette baisse ne peut être obtenue que si la réduction du déficit est une volonté qui se concrétise réellement avec la réforme de l'Etat. Le dialogue avec le pays s'impose, afin de réussir la maitrise des finances publiques et des budgets sociaux.

Nous devous recréer du pouvoir d'achat. La stagnation de la consommation est le revers de la politique de désinflation compétitive mise en œuvre à partir de 1983. Nous pensons qu'il convient de cesser une politique de trop grande rigidité salariale. En tenant évidenment compte des impératifs de compétitivité, il convient de redonner du pouvoir d'achat sous forme de salaires partout où c'est possible et des perspectives à nos concitoyens.

L'autre moyen d'augmenter les salaires directs, c'est la réforme trop attendue de la fiscalité, en basculant une partie des cotisations sociales sur un prélèvement à très large assiette, ce qui aura un effet positif sur

grave problème d'endettement, et indiqué qu'il voulait emprunter cette voie, mais cela suppose que la réforme fiscale ne soit pas reportée. Nous demandons qu'elle s'engage dès 1996, répartie sur cinq ans, avec, comme objectif, la baisse des prélèvements obligatoires.

Cette nouvelle politique doit stopper la baisse de la part des salaires dans le revenu national. Cette baisse a été jusqu'alors constante; sa poursuite n'est pas acceptable.

Il nous faut inventer une société nouveile. Avec beaucoup d'imagination et de volonté politique, explorons non seulement les voies du partage du travail, mais surtout les emplois et les activités nouvelles en vue de construire une société de pleine activité.

Nous devons inventer de nouveaux emplois. Il apparaît clair que les seuls postes de travail directement créés par l'appareil de production ne nous permettront pas le retour au plein emploi. Il nous faut donc assurer la croissance de notre richesse nationale de telle sorte que nous puissions inventer de nouvelles fonctions, sociales entre autres, qui permettent à chacun de nos concitoyens d'avoir une dignité et une utilité reconnues ainsi qu'un vrai revenu. L'immense gisement des emplois de service et de proximité qui pourraient faire l'objet, pour certains d'entre eux, de délégations de services publics, demeure

Il ne s'agit pas d'une utople, mais d'une exigence. L'heure est au débat. Il est possible de définir une vole nouvelle, capable de réconciller taux d'intérêt, salaires, emplois et Europe. L'heure est à la primauté du

Bernard Bosson ancien ministre, est député (FD) de la Haute-

Alain Marsaud est député (RPR) de la Haute-Vienne. Jean-Pierre Thomas est dé-

La Russie au Conseil de l'Europe : une concession à la Realpolitik?

par Daniel Tarschys

d'une gravité saus précédent, l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a émis, à une large majorité, un avis favorable à l'adhésion de la Fédération de Russie. Le comité des ministres devrait, dès cette semaine, inviter ce pays à devenir le trente-neuvième Etat membre.

L'événement est de taille. Il confère à l'Europe de l'après-1989 sa pleine dimension. Il éloigne la perspective d'une nouvelle division du continent. L'intégration de la Russie dans la plus ancienne structure politique européenne, vouée à resserrer les liens entre ses membres à travers la promotion de valeurs communes, contribuera à renforcer la stabilité dans l'ensemble de l'Europe.

Couronnant pratiquement le processus d'élargissement en direction des pays d'Europe centrale et orientale approuvé par le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de Vienne en 1993, cette adhésion seraltelle un trompe-l'œil pour la Russie, une concession à la Realpolitik, une menace sur la raison d'être de l'organisation?

La critique est sévère. A l'heure d'un retour de flammes du conflit tchétchène et d'un durcissement apparent de la politique russe, est-il vraiment opportun d'admettre ce pays au Conseil de l'Europe ?

Soigneusement préparée depuis 1992, l'adhésion de la Russie a déjà été reportée au début de 1995. La décision prise ces jours-ci ne doit pas être considérée principalement par rapport aux événements actuels, mais en tant que réponse à des questions de portée historique : la démocratie et la stabilité de la Russie ontelles plus de chances si les contacts avec l'Europe deviennent plus étroits? L'Europe doit-elle se bâtir avec ou sans la Russie?

. u. terme d'un débat : Impariait Chacun l'admet, en Russie d'une longueur et comme à Strasbourg. Que de chemin parcouru, toutefois, depuis 1991! Des elections libres ont en lieu plusieurs fois, le pluralisme politique existe, des pans entiers de réforme constitutionnelle sout entrés dans les faits, le droit nouveau se développe, la liberté de presse s'affiche, les autres libertés fondamentales émergent.

Cette évolution peut être arrêtée. certes, mais îl y a aussi une détermination à la poursuivre. Comment soutenir les forces de réforme au sein de la société russe ? Par une attitude de recul ou d'attente à l'égard de ce pays ou par le dialogue et la coopéra-

ropéenne des droits de l'homme. La réalisation des engagements pris sera soutenue par des programmes de coopération, d'ores et déjà convenus avec nos partenaires et auxquels l'Union européenne apporte un appui politique et financier. Le respect de ces engagements fera l'objet d'un suivi attentif par l'Assemblée parlementaire elle-même, mais aussi par le counité des ministres et par des instances spécialisées telles que le Comité européen pour la prévention de la

Dans ce contexte, l'ampieur des mesures prises et des transformations en cours à tous niveaux doit

L'ampleur des mesures prises et des transformations en cours à tous niveaux doit nous inciter à faire à la Russie, comme à d'autres pays avant elle, comme à l'Allemagne après la guerre, une avance de confiance

tion sur un pied d'égalité? La Russie a pris, au plus haut niveau, un nombre important d'engagements précis. Elle a accepté des objectifs et des calendriers. Ceux-ci doivent-ils être minimisés ou systématiquement déconsidérés ? Tel n'est pas notre

Certes, l'avenir n'est pas écrit. Des remaniements récents, des signaux ambigus peuvent inciter an scepticisme. Il nous faut regarder l'ensemble. Dans cette société qui s'ouvre, les différents pouvoirs s'affirment progressivement et les acteurs de réformes ne manquent pas-Les citayens pourront, dans un

avenir relativement proche, invoquer devant les tribunaux la convention vec ou sans la Russie :

La Russie est aujourd'hui une dé
curopéenne des droits de l'hounne et la reprise. Plusieurs forces politiques

Daniel Tarschys est secrétaire femme auront réduit leur inégali-La Krissie est aujourd'un une de morratie inachevée, un Erat de droit en appeler, si nécessaire, à la Cour en semblent du reste soutenir cette voie. général du Conseil de l'Europe.

nous inciter à faire à la Russie, comme à d'autres pays avant elle, comme à l'Allemagne après la guerre, une avance de confinces.

Les derniers développements du conflit schéchène ne facilitent certes pas les choses. A des actes inadmissibles de terrorisme a répondu un usage inconsidéré et inacceptable de la force, sans égards suffisants pour les populations civiles. Intervenant um an à peine après l'assaut sur Grozny, ce nouvel excès a été condamné à Moscou même, notamment à la Douma et dans la presse. La recherche d'une solution politique négociée, à laquelle la Russie avait commencé de s'atteler sans rencontrer beaucoup d'écho, doit être

Une telle perspective demetrant ouverte, l'enjeu historique de l'accession ne doit pas être remis en cause par les événements des demières semaines, si graves soient-ils euxmêmes. L'avance de confiançe au peuple russe nous paraît devoir être

En accueillant la Russie à ce stade

de son développement démocratique, en la faisant entrer dans un espace de solidarité active et vigilante, le Conseil de l'Europe est dans son rôle. Face aux bouleversements rapides et profonds survenus en Eutope centrale et orientale depuis six ans, le Conseil de l'Europe a ainsi soutenu sur un large front l'option démocratique par une double action. Une action de préparation, plus ou moins longue, couvrant la mise en place des réformes essentielles et des changements in éversibles. Puis, avec l'adhésion, une action de coopération active, de dialogue parfois mus-cié, de soutien, d'évaluation solidaire du respect des engagements, correspondant à un approfondissement permanent de la démocratie. L'essentiel, dans cette seconde phase ouverte par l'adhésion, est de conserver en permanence une dynamique de

Une très large majorité des parlementaires a estimé que le temps était venu d'associer la Russie et ses citovens à l'entreprise européenne fondée sur les valeurs du Conseil de l'Europe. Les gouvernements ont déjà indiqué une même détermination. Il importe à présent de tirer toutes les conséquences de ce choix, capital pour l'avenir de l'Europe et pour celui de la Russie à l'intérieur de l'Europe, en le situant dans une politique européenne d'ensemble et en apportant à sa réalisation les moyens nécessaires. A cette condition, l'avance de configure paiera.

Service national pour les femmes, grossesse pour les hommes!

par Hervé Fernandez

ers un avenir égalitaire et non machiste nous progressons. Tel est le vœu de notre président. Finie donc la ségrégation: les femmes vont enfin participer à l'effort national. Il est vrai que jusqu'à maintenant elles profitaient de toutes les places laissées vacantes par les hommes qui partaient défendre la nation. A leur retour, ceux-ci avaient toutes les difficultés à retrouver leur

Pour supprimer cette fracture sociale, il faut donc d'emblée mettre homme et femme à égalité, au même âge et avec les mêmes devoirs. Pour rester égalitaires, les hommes vont ainsi commencer à cacher leur début de grossesse, à aller vomir discrètement dans les toilettes en évitant que leur directrice ne s'en apercoive. Lorsque cela deviendra tellement évident, ils cacheront leur bonheur profond et jureront qu'ils travailleront jusqu'au bout, voire en terminant le soir à la maison les journées toujours trop courtes.

Et puis, quand il faudra vraiment s'arrêtet, le fax pourra suppléer et maintenir la relation avec le monde du travail. Quand ils auront des difficultés à concevoir, qu'il faudra faire des dosages hormonaux à heures fixes, des échographies régulières, avoir des rapports commandés par la médecine pour programmer la procréation, l'homme devra trouver des stratagèmes, inventer au quotidien des excuses et vraiment cacher à toutes ces femmes, qui, décidément, ne comprennent rien au bonheur d'avoir des enfants, les difficultés qu'ils ont à réaliser leur

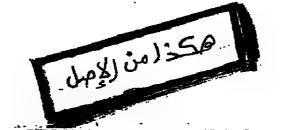
A ce moment-là, l'homme et la

Depuis la nuit des temps, la femme accomplit son « devoir national » en étant enceinte et en accouchant, parfois au péril de sa vie. Dans le monde, 500 000 femmes meurent chaque année de n'avait pas de prix, 150 à 200 femmes meurent chaque année de leur grossesse, le plus souvent en raison d'une organisation des soins inappropriée et du retard au diagnostic des principales patho-

A ce jour, aucun progrès ne se dessine pour améliorer cette sidentale. Au mépris de la sécurité des mères, des hommes politiques s'accrochent à leur maternité et donc à leur mandat, en ignorant les règles de base de la sécurité à la naissance. Mais c'est peut-être les femmes que d'aider les autres femmes à payer leur tribut à la nation sans risquer de perdre leur vie, leur travail, leur statut social!

J'aurais aimé entendre le présa solidarité avec ces femmes qui subissent chaque jour des affronts dans leur activité professionnelle en leur garantissant, malgré leur devoir de mère, une vraie carrière, même parfois à ciale et politique et un respect des hommes pour ce qui est peut-être notre but ultime : l'accueil d'un enfant désiré.

Hervé Fernandez est chirurgien des hópitaux, gynécologueobstétricien (höpital Antoine-Bé-



L'Union européenne au secours de l'emploi

Suite de la première page

C'est cette attitude que la Commission estime maintenant judicieux d'accompagner, même s'il reste à prouver qu'une initiative collective peut apporter une quelconque valeur ajoutée dans des domaines où l'action se situe principalement au niveau national. Il faut bien dire que les tentatives passées, en particulier celle qui s'est développée à partir du Livre blanc de Jacques Delors sur la croissance, la compétitivité et l'emploi, présenté en décembre

1993, ne portent pas à l'optimisme. Les propositions les plus opérationnelles contenues dans ce docoment, à savoir la mise en place accélérée de réseaux trans-européens de transports, d'énergle et de télécommunications, se sont enlisées. De même, les analyses du Livre blanc ayant trait au marché du travail et aux réformes à y apporter n'ont pas débouché sur des positions communes, autres que de pure rhétorique. Les difficultés du moment conduisent Jacques Santer à remettre l'ouvrage sur le métier. Le président de la Commission entend «boucler» rapidement les plans de financement des quatorze projets de réseaux transeuropéens identifiés par le Conseil européen. Pour y parvenir îl fau-dra redéployer, à l'intérieur du budget européen, des crédits sous-utilisés. Comme cela pourrait ne pas suffire, Jacques Santer relance l'idée d'emprunts communautaires.

DANS LA PRESSE

LEFIGARO Alain Peyrefitte

 Aujourd'hai l'interdiction perchala des essais est utile, parce qu'elle peut effectivement contribuer à limiter la prolifération nucléaire (...). Le jour viendra peut-être où il paraîtra utile à nouveau que la France, seule puissance nucléaire vraiment indépendante, rappelle que sa force de frappe, Ou de représailles, est en parfait état de marche (...). Ne prononçons pas de voeux définitifs. Gardons les moveus techniques de la démonstration, c'està-dire les champs de tir du Pacifique. Ne nous engageons pas plus que les cocontractants du futur traité. Ne cherchons pas à y inscrire des interdictions - comme celle des micro-essais indétectables – qui ne pourraient être vérifiées sums metire à mai nos secrets. N'anticipons pas sur la signature et la ratification du traité.

EUROPE 1 Alain Duhamel

■ La réforme de l'abus de biens sociaux (...) a l'air d'une affaire technique, alors qu'il s'agit d'une affaire hautement politique. Elle se veut équitable, elle sera ressentie comme injuste (...). Pierre Mazeaud propose une prescription de six ans à partir des faits. Cette solution équilibrée et rationnelle est néarmoins assurée de provoquer un rejet passionnel et nui-

FRANCE-INTER

Pierre Le Marc Passera, passera pas ? Le ballet gouvememental et parlementaire autour de la réforme du délit d'abus de biens sociaux ressemble tout à fait à l'épisode de la vraie fansse amnistie qui, votée à la sauvette sous le gouvernement Rocard, déconsidéra d'un même mouvement la majorité socialiste et l'ensemble de la classe politique.

« Qu'est-ce qui vous fait croire que les Etats membres sont prêts à accepter aujourd'hui ce qu'ils ont jusqu'ici refusé?», lui a demandé Fernand Herman, un eurodéputé belge démocrate-chrétien. A cette question de bon sens, il n'y a pas eu de réponse. Les Français vou-draient bien que les moyens communautaires disponibles contribuent su financement de contribuent au financement de leur TGV-Est, mais renâclent à l'idée que les ressources puissent être suffisamment angmentées pour que, d'ici la fin du siècle, les quatorze projets scient effectivement lancés !

L'EXCEPTION BIRITAMINIQUE

Encouragé par l'exemple alle-mand, Jacques Santer suggère d'associer d'entrée de jeu les partenaires socianx au débat sur la réforme du marché du travail. Mais à la question de savoir quelle forme prendra la table ronde annoncée, le président de la Commission n'a pas donné plus de précisions. Ses préférences, nous dit-on, iront à un forum ouvert où un grand nombre de dirigeants professionnels, syndicalistes et chefs d'entreprise trouveront l'occasion de s'exprimer sur des sujets tels que l'aménagement du temps du travail, la formation, la création d'emplois, la modération des coûts. Apparemment, la Commission songe surtout à l'assouplisse-ment des dispositions, réglementaires ou contractuelles, sur la durée du travail. Ce qui permettrait une amélioration de la compétitivité des entreprises communautaires, qui devrait être prioritairement affectée à la création d'emplois. « C'est un domaine où il y a beaucoup à faire et où on a jusqu'ici peu avancé ; il serait certainement opportun de montrer aue l'Europe est capable de prendre une initiative politique de cet ordre », commente le haut fonctionnaire délà cité.

Les conclusions de la table ronde pourraient alors être estampiliées par le Conseil européen de Florence en juin et le pacte pour l'emploi ainsi conclu devenir un terme de référence susceptible de stimuler le dialogue social dans

chacun des pays membres. Dans le même esprit, le thème de l'emploi pourrait être inscrit à l'ordre du jour de la conférence intergouvernementale (CIG) qui sera lancée le 29 mars à Turin et qui aura pour mandat de compléter et d'aménager le traité de Maastricht, dans la perspective de l'élargissement aux pays d'Europe centrale. Les représentants du Parlement européen au sein du « groupe de réflexion » chargé de préparer la CIG - Elisabeth Guigou et Elmar Brock - l'avaient demandé. Les pays nordiques, en particulier la Suède, poussent dans ce sens. « La question sociale et l'emploi feront partie des sujets importants abordés lors de la conférence intergouvernementale », vient d'indiquer Jacques Santer.

A condition d'éviter toute remise en cause des critères de convergence, personne ne devrait s'y opposer, même si l'exception britannique ne facilite pas les avancées sur le terrain réglementaire : le traité de Maastricht autorise la Grande-Bretagne à ne pas participer à la politique sociale commune. Il pourrait même y avoir là le moven de donner melque consistance à une CIG mal partie. Comment imaginer en effet que cette conférence puisse produire les réformes institutionnelles ambitieuses qu'on attend d'elle, alors que l'hypothèque de la monnaie unique n'est pas levée ?

On en arrive à se demander si ce n'est pas le « social », pris au sens large du terme, qui donnerait les meilleures occasions de véritables percées européennes...

The same of the sa

Philippe Lemaître

Le Monde

ORÉNAVANT, personne ne pourra plus contester que la poliution atmosphérique ur-baine constitue un important cer par les pouvoirs publics qui ne pour-ront plus longtemps éluder la question, en repoussant de semaine en semaine, tout en l'édulcorant, la loi sur l'air que le ministre de l'environnement, Corinne Lepage, tente depuis des mois de faire pas-

Ce dossier, comme tant d'autres ayant trait à la santé publique, soulève en pre-mier lieu la question du couplage entre les systèmes d'information et les processus de décision. A quoi cela sert-il d'être renseigné, quasiment en temps réel, sur la qualité de l'aix dans les grands centres urbains si on n'en tire aucune conséquence concrète? Cette véritable « spécialité francaise» – même si le paraRèle ne vaut pas toujours, les affaires du sang contaminé et de l'amiante fournissent d'intéressants précédents - se double ici d'une méconnaissance de l'aspect sanitaire du problème. Jusqu'à présent, on se contentait de constater l'extraordinaire discordance

Pollution et santé publique

entre la connaissance des concentrations de polluants et celle des conséquences sanitaires qui y sont potentiellement associées. Sans qu'apparemment, hormis les

écologistes, cela n'émeuve grand monde. Désormais, on ne pourra plus se contenter d'une politique dont l'objectif quasi exclusif est, pour lutter contre la poliution atmosphérique, de réduire les émissions de polimants. Des indicateurs de risques sanitaires vont devoir être intégrés, qui obligeront à revoir toutes les notions d'effet-seuil. Ce sera ainsi, soit dit en passant, la seule manière de se conformer au décret relatif à la qualité de l'air de 1991 qui précisait que par émission pol-Juante, « il y a lieu d'entendre l'émission

solides ou liquides, corrosifs, toxiques ou odorants, de nature à compromettre la san-té publique ou la qualité de l'euvironne-

Les frilosités du gouvernement à l'égard de la loi sur la qualité de l'air – annoncée dans l'enthousiasme de l'élection présidentielle - résultent aussi des énormes pressions qu'exercent les industriels français de l'automobile. Ceux-ci sont les mieux placés sur le créneau du diesel, particulièrement porteur en Europe et singulièrement en France où, ces deux dernières années, les véhicules fouctionnant au gazole ont représenté la moitié des immatriculations de voitures neuves De cette situation découle un véritable état de dépendance industrielle. Dès lors taxer le diesel, dont le succès est étroitement lié aux avantages fiscaux qui lui sont octroyés, mettrait directement en cause des emplois au moment même on Fanémie du marché fait planer des me-naces. Or, si ces contraintes sont indé-niables à cour terme, le courage politique ne commande-t-il pas de programmer à phis long terme le renchérissement du sa-

Union monétaire par Ronald Searle



par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

DÉCIDÉMENT, nos hommes politiques manqueut de mémoire. et de superstition. Ce projet de loi tendant à abréger la prescription des délits financiers, comment ne pas y voir une réplique de l'« auto-amnistie » des députés qui sonna la débâcle de la majorité d'alors et fit tant de tort à l'image du Parlement! En raison, on peut arguer que ce sont les poursuites par des petits magistrats teigneux, et leur écho dans la presse, qui font exister les fautes, que seuls s'enrichissent quelques affairistes sans scrupules, que l'abus de biens sociaux recouvre des pratiques innocentes et nécessaires aux entreprises dont dépend l'emploi, donc profitables à tous, etc.

N'empêche: aucune campagne d'explication massive ne détournera l'opinion, toutes sensibilités confondues, de flairer dans le projet l'effet d'une pression des patrons pour redorer un blason passablement terni, en disposant de plus de temps avant de se faire pincer, selon l'adage « pas-vupas-pris », moins juridique que pathétiquement enfantin.

C'est devenu une rengaine. l'appel public à plus de morale. Comme si la morale régnait davantage il y a trente ans, cinquante ans, deux cents, deux mille ! Le discours sur la dégradation des mœurs et l'effacement des repères dure depuis qu'il se tient des discours. Les élites - car ce sont elles qui fautent, on n'y peut rien, les gros péchés sont affaire de pouvoir, de budget -, les élites ont moins perdu le sens du mal-faire qu'un minimum de res-

ponsabilité adulté. Lors des procès en abus de biens sociaux, on a vu des X-Mines et autres énarques des grands corps chercher des excuses dans le fait que « les autres en font autant ». Ce semblant de raisonnement, dont s'alimente la corruption, un élève du primaire n'ose plus le tenir, il le laisse aux tout-petits.

Autre signe d'immaturité prononcée : l'envie d'être grand, et le besoin d'approbation qui lui est attaché. Il y a quelques années, l'Institut des hautes études de défense nationale, dont la maturité excède théoriquement celle d'une maternelle, inscrivait dans ses réflexions (on dit maintenant, de facon peu rassurante, « piloter », « chercher des pistes »): « Quelle grandeur pour la France? Par quels movens?» La grandeur! Il fallait le génie gauilien de l'incaritation pour la faire exister comme réalité et comme programme. Moins que jamais ni elle ni la

confiance ne se décrètent. Le rêve de grandeur, lui, per-siste. On le décèle en filigrane dans le questionnaire envoyé par la NRF nouveile manière à quelones écrivains étrangers. « Y a-t-il êncore des signes de l'identité française, outre le vin, le parfum et la couture?, demande la revue. Qu'attendez-vous de la France, dans tous les domaines? > Subsidiairement: «Le nouveau roman ne serait-il pas cause de noire décadence littéraire à l'étranger ? »11 faut lire entre les lignes. « Encore » trahit un doute nostalgique. « Identité » ressemble au diminutif d'une « grandeur » dont le deuil est fait. Le concept d'attente tient de la déchirante imploration. Quant à l'incrimination du nouveau roman, elle sent sa polémique quarantenaire.

La réponse de Mario Vargas Llosa est un modèle de pertinence railleuse (NRF. février 1996). Question modernité, sinon nouveau roman, l'écrivain péruvien convie notre orgueil à se satisfaire de ce que la « terrible trinité » Lacan-Foucault-Dettida continue de trôner sur les campus du monde entier. Sans nier l'identité collective, il y flaire une menace pour ia liberté individuelle. Il ne voit pas de parenté, parole de métèque averti, entre Flaubert et Jeanne d'Arc, entre Bocuse et le Père de Foncault. Seule la langue les rassemble. et encore!: leurs musiques différent. On peut avancer que nos Lettres n'ont pas été les dernières à favoriser l'épanouissement personnel dans le monde, mais Llosa leur trouve des identités multiples et, par chance, contradictoires. Nos campagnes en voe de l'« exception culturelle » ini aemblent entachées de « nationalisme », de « provincialisme », bref: de « bêtise ». Notre universalité devrait survivre sans quotas et autres « censures » lexicologiques. Le ton est juste, et se veut gentiment consolateur, comme si nous couvious un gros chagrin.

Tricheries, fausses excuses, besoin que l'étranger nous rende notre nounours... On a « envie de dire » (selon la demière formule en vogue, elle-même toute gamine): la Prance ne souffre pas de déclin, elle retombe en enfance.

RECTIFICATIFS

MEXIQUE

Dans Le Monde du 3 février, nous avons écrit par erreur, dans l'article intitulé « Les banques mexicaines, au bord de la faillite, se tournent vers l'étranger », que la Banque Cremi venait d'être rachetée pour environ 720 millions de dollars. En fait, les pouvoirs publics ont autorisé la vente de la Banque Cremi pour ce montant, mais celle-ci n'a pas encore eu lieu.

PHILIPPE MESTRE

Dans notre article sur le déplacement d'Edouard Balladur dans les Pays de la Loire (Le Monde du 2 février), nous avons écrit par errent que Philippe Mestre, ancien ministre des anciens combattants et des victimes de guerre, est député (UDF) de Vendée. En réalité; M. Mestre n'est plus député, n'ayant pas provoqué d'élection partielle après son départ du gouvernement d'Edouard Balladur.

ROBERT HERSANT

Contrairement à ce que nous avons écrit dans notre article sur « la concentration des médias » (Le Monde daté 4-5 février), Robert Hersant, président de la société de gestion du Figaro et directeur politique du quotidien, est âgé de soixante-seize ans, et non de soixante-six ans,

FRÉQUENCE PROTESTANTE

Contrairement à ce que nous avons écrit dans un article sur les radios chrétiennes (Le Monde daté 7-8 janvier), Radio-Notre-Dame ne 🧳 « cède » pas des heures d'antenne aux protestants : c'est par la volonté du CSA que Préquence protestante diffuse chaque semaine sur la même frequence (100.7) quarantedeux heures de programme.



Targara ... Service . The State of the

Zate of

200 C. Tare

En Partie of

La Compagnie générale des eaux soigne . son image page IV



Labruyère page IV

se monde INTIATIVES



CLASSÉES de la page V à la page XIV

INITIATIVES MÉTIERS DU 13 FÉVRIER **Psychologues** de l'urgence

Ceux qui ont été épargnés par le licenciement vivent mal dans l'entreprise restructurée. Ils se sentent eux aussi victimes

L my a que les froids gestionnaires pour ne pas y avoir pend'emplois ou de plan social, le traumatisme de la séparation, que celled soit brutale ou généreusement négociée, n'épargne pratiquement personne. Ni ceux qui doivent partir ce qui est connu -, ni ceux qui restent - ce qui l'est beaucoup moins -, les uns et les antres se

parler équivalentes. A force d'observer la répétition du phénomène, lors de restructurations, les spécialistes en viennent à évoquer, à ce sujet, un certain « syndrome des survivants » qui frappe-

considérant au fond comme les vic-

times d'un même coup du sort, en

dépit de conséquences personnelles

qui ne sauraient être à proprement

Les rescapés des plans sociaux

rait les rescapés. Lequel offiriait leur arrive aussi, pas très à l'aise, de quelques similindes avec le fameux considérer qu'ils ne ressemblent en syndrome de Stockholm qui amène des otages à s'identifier à leurs bourreaux, voire à épouser leur peut être pernicieux, et produire des réactions individuelles et collectives, incompréhensibles aux yeux de qui ne ferait pas l'effort d'un peu de psychologie. Sans qu'il soit toujours avoué, un sentiment mélé de culpablité, de lacheté et d'égoisme peut se développer, qui va longtemps peser sur le climat interne de l'entre-

Evidenment, on peut toujours considérer que ceux qui ont été épargnés par une « charrette » ont tout lieu d'être contents, puisqu'ils ont sanvé leur emploi. En réalité, ils le vivent d'autant plus mal qu'ils out l'impression soit d'être en partie responsables de cette issue fatale pour les autres, soit de ne pas mériter totalement leur sort qui peut dépendre de critères pour le moins arbitraires parfois, dont l'âge. Mais il

rien à des privilégiés. Selon un cheminement complexe, ils en viennent au contraire, et dans le même de ne pas se soucier assez d'eux, de leurs angoisses, y compris d'en faire «trop» pour les partants au nom tant que les DRH finissent parfois par valoriser ceux qui s'en vont, présentés comme courageux.

D'où une mauvaise conscience qui se répand et qui complique ensuite les rapports de travail. Notamment parce que l'entreprise, sauf exception, ne sait pas gérer ce type de situation, lourde de menaces silencieuses. Dès lors l'après-« plan social » peut vite ressembler à un champ de roines, si l'on n'y prend

Pour les « survivants », le contrat de confiance passé avec l'entreprise qui a licencié, même proprement, peut être roospu. Insidieusement, on ne croit plus à ses mérites, ses oblectifs sont mis en doute, et son dis cours, à commencer par son discours social, « ne passe plus ». Certains de ceux qui restent se veulent lucides ou cyniques et préprochain wagon ». Dépités, les plus âgés entretiennent le rêve de la prélité de s'échapper d'un quotidien détion des causes. Les vollà qui poursuivent leur activité sans zèle, écceurés ou troublés quand ils sont cadres parfols, en tout cas décidés à ne plus se laisser prendre au piège du dé-

Dès lors, le doute étant introduit, ils magnifient le passé. Comme pour mieux faire le deuil de l'entreprise « d'avant », des valeurs qu'ils avaient partagées, ils cuitivent la nostaigie d'un collectif où tout fonctionnait, à les entendre, comme dans le meilleur des mondes, ils se référent à un âge d'or, mythique bien sûr, d'autant plus exaltant qu'il s'identifie à leur propre histoire et à ce qui devient, dans leur souvenir,

- Quand l'entreprise perd
- de confiance par Olivier Plot

des conditions de travail

- entretient la nostalgle par Philippe Baverel
- au pian social par Catherine Leroy La coût humain

par Francine Aizicovici

Lire pages II et iii

dont les syndicalistes. L'arrivée de jeunes ou de nouveaux, adaptés aux besoins de l'heure, provoque des tensions inavouables qui peuvent aller jusqu'au rejet puisqu'on y lit une forme de remise en cause implicite

des savoir-faire obsolètes. De toute manière, chaque jour apporte la preuve du coût social indirect de cette épreuve. Car si la productivité augmente souvent, comme cela était espéré, des désorganisations se produisent, du fait des coupes claires qui sont intervenues de façon aléatoire dans tel ou tel service. Au lendemain d'un plan social, le climat social se détériore d'abord à la suite d'un surcroît de travail jugé insupportable.

plique pourquoi tant d'experts mettent l'accent sur l'ardente nécessité de prévoir des remèdes à tous ces maux, trop souvent ignorés. De nouveaux accords, certes différents du modèle ancien, plus précaires ou instables sans aucun doute, devraient être trouvés, re commandent-ils. Ne serait-ce que pour permettre à une communauté de travail de renouer avec quelques raisons simples d'exister et de se mobiliser à nouveau. Malgré tout, i faut bien, en effet, qu'elle reprenne confiance en elle-même, qu'elle puisse donner du sens à son action au quotidien et qu'elle passe un contrat minimal pour des rapports banalisés avec l'entreprise, moins portée aux nues mais regardée plus objectivement. Mais le moins que l'on puisse dire, c'est que d'aussi sages préceptes ou d'aussi élémentaires précautions sont rarement pris en compte et encore moins entendus. Alors même que la vague des restructurations déferie depuis blentöt vingt ans.

Alain Lebaube

Marketing & Stratégie



Rejoignez-nous en rubrique Audit/Conseil



Mardi 13 Février * Ne ratez pas le rendez-vous

"Spécial Gestion/Finance"

et ses nombreuses opportunités de carrières dans

INITIATIVES

daté 14 Février.

Votre choix professionnel

Dix Formations de 3 im cycle

« M.S. Gettion Marketing

« M.S. Management et Ingénierse Logistique

« M.S. Droit des Affaires Internationales et Manage

« M.S. Techniques Financières M.S. Gestion. Achats Internationalis . M.S. Gestion des Entreprises Agro-alimentaire M.S. Asserance - Finance « M.S. Management Urbain. Environnement et Services . M.S. Management des Syrieurs d'Information Réportu

. M.S. Commerce International*

Journée Portes Ouvertes samedi 23 mars 1996 (10°-15°) à l'ESSEC IMD (CNIT - La Défense)



ns particular de l'ENTI

Cloture des Inscriptions vendredi 10 mai 1996

ore dossier d'information à Claire Delarme ; (1) 54 43 50 83

ESSEC • Collège des Mastères Avenne Bernard Hirsch = B.P. i 05 = 95021 Cergy - Pontoise Codex Teléphone : (1) 34.43.30.83 • Telécopie : (1) 34.43.30.30

VIII/

Les salariés qui conservent leur emploi peuvent éprouver des sentiments de culpabilité ou de repli sur soi. Ils ont l'impression d'être des victimes

ULPABILISÉ? Henri hésite quelques instants. « l'évite d'y penser sinon j'ai le vertige. » Informaticien dans une entreprise d'assurances, il développe à longueur de journée, avec trois autres collègues, des produits qui, en simplifiant les tâches, sont directement à l'origine de réductions d'effectifs. « Lors de la période du plan social, ceux qui sont partis nous regardaient d'un sale ceil. Ils ne nous ont rien reproché de vive voix mais nous avons eu des échos. Récemment un collègue du service s'est présenté au comité d'entreprise pour obtenir des cours de langues : on lui a rétorqué « Vous, à l'informatique, débrouillez-vous, ce n'est pas au CE de financer vos cours, adressez-vous au patron. » De là à se sentir coupable, je ne sais pas, disons que l'on se sent un peu complice. Nous sommes peut-être partie prenante dans le processus d'écrémage mais la décision de départ ne vient pas de nous. Nous, nous exécutons et, une fois notre mission achevée, nous pourrons aussi faire partie de la liste. »

Comme tout traumatisme, un ficenciement laisse inévitablement des traces. Tant pour ceux qui le vivent que pour ceux qui y échappent. De fait, la « chance » de ceux qui restent en poste se révèle très souvent teintée de culpabilité. Même si, spontanément, on préfère parier de rage, de colère, de révoite, la mauvaise conscience transparaît vite en filigrane. « On ne peut tout de même pas se sentir coupable de conserver son emploi », s'insurge Sylvie, secrétaire d'une grosse PME du secteur des télécommunications. avant de reconnaître, à demi-mot, qu'elle n'a pas participé aux mouvements de protestation organisés par les syndicats parce que, comme elle dit, « dans ces cas-là, moins on se montre, mieux on se porte »

Sentiment des employés face à la sécurité de l'emploi

L'aggravation du chômage des dix dernières aunces affects les salariés européans.

Pascal, cadre dans une entreprise éditrice de logiciels, regrette encore que rien n'ait pu être mis en piace pour éviter le départ de huit personnes sur les quarante que comptait la société : « Tout est allé très vite. Le patron m'a annoncé la nouvelle à 11 heures, il a convoqué tout le monde à 14 heures et, une heure plus tard, il voyait ceux qui devaient être licenciés. On ne s'en doutait pas du tout. Ça a vraiment été la douche froide. Quelqu'un a proposé de diminuer les salaires mais personne n'a repris l'idée. Ensuite on n'en a plus parlé. Avec le temps, je me suis vraiment dit que si ça devait se reproduire, je ne ferais pas les mêmes choses. Je pense qu'il faut tout mettre en place pour ne pas laisser une boîte licencier quelqu'un, mais c'est peut-être un voeu pleux. »

de l'outplacement, cette culpabilité s'accompagne souvent, de façon tout à fait paradoxale, de l'impression d'être également victime. Ainsi, Georges, délégué syndical CFDT, technicien chez un constructeur informatique, n'en revient toujours pas: alors qu'il s'est démené pour obtenir un plan social avec des cellules de reclassement, les salariés restés en poste lui ont reproché de trop s'occuper de ceux qui partaient et pas assez de leur propre sort...

dividualiste. Ceux qui restaient d'accepter de plus en plus de choses comme, par exemple, de basser. douze heures par jour, six jours sur Christine, secrétaire dans un grand groupe industriel, se rappelle, elle, avoir entendu la hiérarchie affirmer que les licenciements concernaient les meilleurs éléments de l'entreprise, ceux qui étaient capables de retrouver un autre travail ailleurs : « On a eu beau se dire que

« Le climat était très égoiste, très in-

gardalent par pibé. 🛎 Pour Roland Brunner, psychana-

c'était une façon de leur faire avaier

la pilule, on n'a pas pu s'empêcher de

penser que, puisque nous restions, nous étions les pires et qu'ils nous

lyste, une culpabilité archaïque réapparaît lorsque certains éléments extérieurs le lui permettent et notamment une position de privilégié -, ce sentiment pouvant conduire à des réactions différentes. Il est parfois source de comportements destructeurs : «Comme si l'individu qui a surmonté une épreuve ne pouvait supporter cette victoire et s'arrangeait pour se faire licencier à son tour », indique le psychanalyste.

Mais cette culpabilité peut aussi se muer en solidarité. Martine, cadre dans un organisme de formation, raconte que, lors du licenciement d'une secrétaire, une partie des salariés a décidé de réagir, à sa facon : « On lui a réclamé une lettre et un CV, on a fait des photocopies, on a pris le Dicoguide de la formation et on s'est réparti les adresses des différents organismes, l'un prenant de A à D, l'autre de E à H, etc. C'était pas mai de travail mais ça nous a permis d'expédier son CV à près de 1000 exemplaires. » Le sentiment d'être utile atténuant peut-être la

Nathalle Mlekuz

Un syndrome paradoxal

Selon Jean-Luc Buridans, président du cabinet de conseil Garon, Bouvalot et Associés, il est fréquent que les salariés qui restent dans l'entreprise après un plan social développent ce qu'il appelle « le syndrome du survivant » : l'impression paradoxale d'être à la fois coupable et victime. Face à la chaise vide, au courrier qui n'a plus de destinataire, le salarié se reproche de n'avoir rien mis en piace pour empêcher je départ de son ou ses

Il peut aussi penser que s'il avait davantage participé à la vie de l'entreprise, ces licenciements n'auraient pas eu lieu. « Le plus souvent, cela fuit partie du non-dit. Ce n'est pas forcément formulé de cette façon, mais on retrouve le sentiment d'être responsable de ce qui est arrivé alors que, évidemment, dans la réalité, ce sentiment est totalement injustifié », indique le consultant. De façon contradictoire, ceux qui restent en poste vivent mal le fait que l'entreprise concentre son attention sur ceux qui quittent le navire, leur donne de l'argent et leur propose des dispositifs de reclassement.

Quand l'entreprise perd un peu de sa mémoire

Les départs modifient profondément le travail de ceux qui restent

les années 80. époque des « grands départs » en préretraite, il est arrivé à plus d'une entreprise de rappeler un responsable remercié sous peine de voir un client important rompre un marché, celui-ci exigeant de garder le même interlocuteur. Faute d'avoir évalué et prévenu les conséquences d'un plan social sur l'organisation du travail, une entreprise peut brusquement passer d'une situation de sureffectif à un état de carence en

compétences. Aujourd'hul, on a davantage de scrupules à faire revenir un salarié, Mais combien d'établissements sont encore contraints, à l'issue d'une restructuration, de faire appel à des intérimaires ou à des contrats à durée déterminée pour faire face à leur activité? Une réduction d'effectif bouleverse inévitablement l'organisation du travail. Surtout lorsqu'elle s'appuie sur des mesures d'âge ou un plan de dé-parts volontaires. « Ces mesures sont socialement les plus admissibles mais elles sont économiquement les plus aberrantes, ne cache pas le DRH d'un site d'une grande entreprise publique. Ce ne sont jamais les salariés que l'on voulait garder qui

Dès lors une refonte s'impose Une secrétaire convrira désormais l'activité de deux, voire trois personnes: les commerciaux devront suivre davantage de clients... Par la force des choses, les salariés voient leur charge de travail s'accroître. Bien sûr, à cette occasion on supprime les tâches de confort, on simplifie démarches et procédures en éliminant des contrôles redondants, en utilisant davantage la télécopie, le téléphone, les ordinateurs portables... « Un plan social entraîne forcement un changemen dans les méthodes de travail. Mais, relève un ancien DRH de la filiale française d'un groupe américain, cela n'atténue pas le surcroît de travail des salarlés. Car ceux-ci ont du mal à se séparer de leurs habi-

Aussi le départ de collègues perturbe-t-Il les repères dans l'entreprise. « Casser » une collectivité de travail, c'est aussi porter atteinte aux pratiques quotidiennes, détruire une dynamique, des rapports sociaux, qui, au fil du temps, se sont construits. Tout changement nécessite un temps d'adaptation, une période pendant laquelle les salariés, qui tâtonnent dans leurs nouvelles attributions, sont moins réactifs. « Même s'ils se montrent responsables et capables de travailler davantage, ils ne sont pas moins atteints », constate Guy Duval Amoult, médecin coordinateur de la Compagnie Saint-Gobain. Dans les ateliers, les gens ne

communiquent plus entre eux. « Les salariés sont sous pression, ne seralt-ce que parce qu'ils ont échappé au plan social. Ils le sont encore plus du fait des nouvelles taches ou responsabilités qui leur sont confiées et auxquelles ils n'ont souvent pas été préparés », explique Jean-Luc Buridans, directeur général du cabinet de conseil Garon Bonvaiot et associés. Un DRH ne

UL n'est irrempla-çable. Pourtant, dans cache pas que la situation est encore pire lorsque les restructurations se succèdent. l'incertitude dans laquelle se trouve le person-nel retentissant considérablement sur son travail. « Les gens perdent énormément de temps à discuter du futur plan social, surtout dans les bureaux où cela se remarave moins. L'auementation de la consommation de café en est un signe, relèvet-il. Du coup, effectivement, ils travaillent en charrette, d'autant qu'ils continuent à effectuer des procédures qui n'ont plus de sens. Ils se mettent eux-mêmes en situation de surproductivité. »

> Faute d'avoir évalué les conséquences d'un plan social, on peut passer d'une situation de sureffectifs à une carence en compétences

En période de changement, la question fondamentale est bien celle de l'information, de la préparation et de la formation. Démarches dont nombre d'entreprises pensent encore pouvoir faire l'économie sans en payer les conséquences. Pourtant, aujourd'hui, ces lacunes affectent cialrement la qualité et la producti-vité. « Des personnes sont affectées à de nouvelles fonctions sans même avoir été formées. Faute de temps, on se contente d'un passage de témoin pour ce gui concerne le travall qu quotidien. Mais togi l'aspect his-torique de la fonction n'est pas transmis. Le nouveau titulaire du poste doit s'en sortir sans connaître les tenants et les aboutissants des dossiers, témolgnent deux délégués CFDT d'une entreprise qui ne comptera plus que 1 500 salariés à la mi-96, contre 3 600 début 91. Il arrive même qu'une personne sur le départ soit ilbérée avant même que celle qui doit lui succéder ne prenne ses fonctions. C'est ainsi, déplorentîls, que la mémoire de l'entreprise se

Connect State 85

• 2. *

25.0

 $\mathcal{W}_{\mathrm{loc}}$

1.7

273

Co.

100

40.

125

7

4. ..

Mais les entreprises attribuent rarement ces dérèglements au processus de restructuration, « ayant, relève Michel Pépin, de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact), beaucoup de « difficultés » à faire un lien entre l'approche financière qui prévaut dans leur démarche et l'organisation du travail ». Préparer, former relève d'une démarche préventive: « Cela suppose d'oser assez tôt annoncer aux salariés aue l'on va procéder à une réduction d'effectifs. Or beaucoup préférent attendre le dernier moment, relève Emmanuel Froissart, d'Idée Consultants, ancien inspecteur du travaii devenu conseil en stratégie sociale auprès des directions et des comités d'entreprise. Plus on pose les problèmes en amont et moins les pertes seront importantes. >

Un salarié peut être motivé par une nouvelle fonction, pourvu que lui ait été expliqué le bien-fondé du plan social et qu'il ait été préparé à ses nouvelles attributions. « Former, poursuit Emmanuel Froissart, est une façon de montret que l'entreprise continue à vivre et permet d'éviter une trop grande démobilisation. » « Les gens acceptent de travailler plus à condition que l'organisation ne soit pas aberrante et qu'ils soient formés », confirme Raymond Pierre Bodin, ancien DHR de Manducher, une entreprise dont la restructuration s'est accompagnée d'un plan de développement des compétences. « Il ne faut pas se leurrer, ajoute celuici. Un plan social, c'est une fracture. On n'éliminera pas cet état de fait. Mais, dans ces moments, il faut développer un effort accru des colits, de communication, multiplier les groupes de travail. » Pour Raymond Pierre Bodin, il ne s'agit pas là d'affecter la vie de l'entreprise, mais au contraire d'assurer sa pérennité.

Une rupture du contrat de confiance

Comme le souligne un spécialiste

E phénomène n'est guère nouveau, mais il a subitement été réactivé par la demière vague de suppressions d'emplois annoncée au cours des six derniers mois: chaque plan social laisse une amertume chez ceux qui restent dans l'entreprise. Le cœur n'y est plus. Comme si ceux qui avaient voulu continuer à croire au projet d'entreprise, se laisser convaincre par le « contrat de confiance » mis en avant par les directions finissaient par se résigner à l'évidence : personne n'est à l'abri des exigences de la rentabilité.

L'exemple du groupe Danone, dont les résultats ont commu une progression de 10 % en 1995, illustre bien le climat qui s'installe parmi les « rescapés » d'un plan social. Annoncée mi-janvier par la direction, la réorganisation du groupe comprend la fermeture de deux usines et la restructuration d'une troisième. Résultat : plus de 300 emplois sont supprimés. « Pour la première fois, f'ai vu des cadres venir me voir pour me déclarer qu'ils avaient honte de faire partie de cette entreprise qui prétend par ailleurs faire du social », note Paul Skrochowski, délégué syndical central CGC chez Danone France.

« Beaucoup d'entre eux s'impliqualent avant dans leur travail, poursuit-il, mais on sent bien à présent que, pour certains, ils bossent aujourd'hui parce qu'ils n'ont plus le choix » Même constat chez Potain, le numéro un de la fabrication de grues. Mais là, l'histoire du « contrat de conflance » entre les salariés et l'entreprise a une tout autre histoire. Au début des années 80, le groupe rachète plusieurs entreprises et compte 3 000 salariés. Quatre ans plus tard, la moitié des empiois sont supprimés! « Ce n'est que par le changement d'actionnaires, à la fin des années 80, que la confiance est revenue dans l'entreprise, explique Alain Morand, délégué central CGT sur le site Potain de Moulins. Il faut dire que la nouvelle direction avait mis le paquet : plan d'épargne d'entreprise, intéressement, participation etc. : ceux des salarlés qui avaient accepté de prendre des actions ont récupéré 43 fois leur mise après l'entrée en Bourse du titre..., »

Mais le répit sera de courte durée. En 1993, seul un accord de partage du travail permet d'éviter de nouveaux licenciements. Signé par les syndicats, l'accord prévoit zéro suppression d'emploi Jusqu'à la fin 1994. Or, neuf mois plus tard, la direction revient à la charge et annonce la suppression de 58 emplois, dont un tiers parmi les cadres du siège.

« Cette attitude a vraiment écouré les gens, souligne Alain Morand. D'autant que, depuis, d'autres plans sont verrus s'ajouter à la liste. Tous les salariés se sont sentis concernés. Et pour la première fois on a vu des cadres se mobiliser aux côtés d'ouvriers. » A Ecully, au siège de Potain, Roger Chataignier, délégué syndical CGC, confirme le malaise : « Les

'28 suppressions d'emplois annoncées ici n'ont été comprises par personne, précise-t-IL. Pour la première fois depuis onze ans, 50 cadres sur 150 ont participé à des débrayages. » Surtout, l'ambiance est à présent très différente dans l'entreprise : « La désillusion se situe à deux niveaux, souligne Roger Chataignier: d'abord, la plupart des cadres ne croient plus à la crédibilité des choix stratégiques de la direction, ensuite, ils n'ont plus du tout conflance en la haute hiérarchie du groupe. »

Résultat : on arrive juste à l'heure, on part juste à l'heure, sans zèle. Fini le dévouement de la période passée. « Les jeunes ingénieurs récemment recrutés ne pensent qu'à partir, poursuit Roger Chataienier. Et on a même vu des cadres se porter volontaires pour des départs indemnisés parce que le climat ne leur plaisait plus... » La désillusion est donc forte parmi les cadres qui restent. Plus sensibles au discours économique de la performance de l'entreprise, habitués jusqu'ici à être traités en « complices » de la direction, la menace de licenclement détruit chez eux bien des espoirs et des Illusions. « Pour les ouvriers, les choses sont différentes, souligne de son côté Pierre K., ouvrier de maintenance chez Potain. Pour tout vous dire, celo fait déjà bien longtemps que nous avons été habibués par les directions à être traités comme des

Olivier Piot

La dégradation des conditions de travail entretient la nostalgie

ciements-minute » à l'usine SKF de Saint-Cyr-sur-Loire (indre-et-Loire), dans es taxis spécialement affrétés par l'entreprise, leurs collègues n'ont pas oublié: «Ça nous a marqués. C'est un souvenir qu'on garde en nous à tel point qu'on en parle toujours, témoigne Roger Venault, délégué CGT, Dans un premier temps, chacun a essayé de coller une étiquette sur le dos des licenciés : celui-ci arrivait en retard ; celui-là était toujours en congé-maladie... Mais, avec le recul, chacun se rend compte que nos camarades ont fait les frais de la course à la productivité. »

La nostalgie de l'époque où l'entreprise tournait avec une maind'œuvre abondante est inscrite dans les chiffres: dans les années 70, l'usine SKF - un équipementier qui

2 000 salariés ; elle n'en compte plus que 1300. Plus que la nostalgie des collègues sacrifiés, a même si on ressent une certaine gêne quand on les croise dans la rue », les salariés de SKF regrettent «l'ambiance d'avant ». Ils considèrent que « l'épisode des " licenciements-minute " a

« Avant, le climat était plus chaleuresor, on faisait des pots pour les anniversaires. Aujourd'hui, on n'a plus golit à ça, c'est chacun pour soi. J'ai l'impression que nos meilleures années sont derrière nous », confie Martine, salariée de SKF depuis vingt-

l'agent de maîtrise ». Secrétaire du ter les machines, les pauses sont éta-

l'automobile - employait près de Claude Bourdin, qui reconnaît avoir gardé des « liens extraprofessionnels > avec certains licenciés. conclut: «La vie continue mais plus comme avant. »

REGRETS DE L'AGE D'OR

A l'usine Peugeot de Sochaux, dont les effectifs sont passés de 42 000 ouvners en 1979 à 20 000 en 1996, la période d'avant les plans sociaux des années 80 est vécue comme un âge d'or. Là encore, plus que le licenciement des camarades d'atelier, et notamment de la maind'œuvre immigrée incitée à rentrer au pays, c'est la dégradation des conditions de travail qui entretient Yves, hui, vit aujourd'hui, après la nostalgie des rescapés: «Les gars vingt-cinq ans de maison, « dans la regrettent l'ancien temps, remarque nostalgie des rapports humains qui Loris Dall'o, délégué CGT du perprévalaient avant entre l'ouvrier et sonnel. Désormais, pour ne pas arrê-

gens ne se parient plus. Au nom de la chasse aux temps morts, les pots à l'atelier sont interdits. » Ultime conséquence de cette nostalgie d'une époque désormais révolue : les ouvriers les plus âcés envisagent le départ à la retraite anticipée comme une véritable planche de

Course à la productivité, montée de l'individualisme, regret d'une ambiance de travail d'autant plus mythifiée qu'elle correspond, peu ou prou, à l'avènement des « trenteglorieuses » et aux années de jeunesse des intéressés...: le constat our prévaut dans l'industrie est largement partagé dans le tertiaire. Responsable CFDT chez Thomson, Robert Viellard en convient : « Si les "survivants" éprouvent une nostalgie post-plan social, c'est non pas tant par rapport aux petits copains licenciés

d'avant. » D'autant que l'évolution des conditions de travail et l'atomisation des postes ne favorisent pas tonjours la convivialité. Délégué CFDT à la société de service informatique Syseca (filiale de Thomson) qui a dû licencier une centaine d'employés sur un effectif de 1700 personnes, Pierre Dubarry en témoigne: « Comme 'ta grande majorité de nos informaticiens travaillent chez des clients, hors de l'entreprise, ils ne se connaissent pas entre eux. Donc, à de rares exceptions près, ils ne savent pas qui est touché. Ils se disent que ça n'arrive qu'aux autres... jusqu'à ce que leur nom soit inscrit sur la liste rouge! » Dans des milieux professionnels marqués par des comportements très individualistes la nostalgie n'est plus ce qu'elle était.

Philippe Baverel

Comment remobiliser les salariés qui ont échappé au plan social

Les directions ont du mal à répondre au malaise des « rescapés ». Il en va pourtant de l'avenir de l'entreprise

prise ont commencé à admettre, il y a quelques années, que les « rescapés » des plans sociaux, ceux avec qui ils allaient continuer à faire un bout de chemin, pouvaient avoir subi un traumatisme. Cela ne les a pas pour autant conduits à prendre des mesures pour améliorer le moral des troupes. « Depuis longtemps, relève Eric Beaudouin, directeur général du cabinet-conseil en mobilité MOA, les directions générales soulignaient que l'enjeu était de mobiliser ceux qui restaient. Mals, prises par l'actualité des plans sociaux, elles ne faisaient rien. Il y avait une inquiétude, mais sans passage à l'action. »

Y aurait-il une évolution aulourd'hui dans l'attitude des entreprises? Trop souvent encore, elles focalisent leurs actions sur la masse salariale pour stabiliser ou redresser la situation, négligeant d'autres leviers, comme le commercial, le marketing, mais aussi la dynamique de chacune des personnes. « Dans ces conditions, estime Jean-François Carrara, responsable du développement d'Algoe Management, l'entreprise va peut-être se stabiliser un moment puis elle va redescendre et, un ou deux ans plus tard, il faudra prévoir un autre plan so-

Jean-Luc Buridans, président de Garon, Bonvalot et Associés, ne semble guère plus optimiste: Nombre d'entreprises nous ont exprimé leur inquiétude, voire leur désappointement, face à l'attitude des salariés qui restaient. Mais, bien souvent, nos entretiens sur le sujet en sont restés au stade de la conversation, voire à l'évocation d'un plan possible de remobilisation à mettre en œuvre, jamais suivie d'action. »

Depuis deux ou trois ans, il constate cependant un petit mouvement émanant de sociétés ayant déjà effectué un plan de licenciements et qui se trouvent désarmées face à un corps social sans réaction, ou qui enchaînent un deuxième ou un troisième plan social et se demandent comment réinstaurer une confiance sérieusement mise à mal. Plus tranché,

ES dirigeants d'entre- un consultant dira : « Dans des entreprises, et en particulier dans les plus grosses, on entend des discours sur l'humain, mais ce sont des discours de saion ou plutôt des discours de façade. En fait, l'aspect humain, ils s'en fichent. Aucune ne le reconnaîtrait, mais, pour ma part, je le vis tous les jours. » Pour certains, comme Eric Beaudouin, de MOA, le tableau n'est pas aussi noit : « Des entreprises de plus en

éviter. Dans une entreprise, un des membres du comité de direction qui travaillait à l'élaboration d'un programme destiné aux « survivants » a eu l'étourderie de laisser traîner son propre curriculum vitae sur une photocopieuse de la société. On peut imaginer l'impact négatif d'un tel oubli sur ses collaborateurs... Si plus nombreuses nous demandent même les « chefs », ceux qui sont

place de plans de remobilisation,

il y a des gaffes qu'il vaut mieux

« Ce sont des discours de salon ou plutôt des discours de façade. En fait, l'aspect humain, ils s'en fichent »

de nous préoccuper de la question dès la mise en place du plan social. Nous leur conseillons de commencer par expliquer à l'encadrement le pourquoi de ce plan social. Où en est l'entreprise et où elle va. C'est déjà une première étape dans la stratégie de remobilisation. »

TRAITER L'APRÈS-PLAN SOCIAL Toutefois, nouveau bémol, même al des entreprises conscientes de la dégradation du climat social décident de prendre le taureau par les comes, la démarche n'aboutit pas forcément. Certaines envoient des sociologues explorer les états d'âme des salariés... et puis plus rien. « On fait ressortir l'angoisse de ceux qui restent. On identifie des problèmes. Mais l'entreprise ne va pas au-delà de cette catharsis, de cette décharge de l'angoisse. Après, il n'y a pas de mise en place de dispositifs de changement du réel, pas de modification du mode de fonctionnement. On repart comme avant », constate Nicole Aubert, sociologue, professeur à l'Ecole supérieure de commerce de Paris. Des exemples d'intervention non abouties, Jean-Luc Buridans en a aussi dans son escarcelle. « On avait travaillé longtemps avec le patron d'une division d'un grand groupe pour préparer l'après-plan social. Mais il n'a pu obtenir le feu vert de la direction centrale des ressources humaines », confie-t-il.

chargés de montrer la route, n'y croient pas, comment voulezvous que les salariés y croient. Anecdotique peut-être, mais symptomatique tout de même.

Cela dit, il existe, même si elles

sont peu nombreuses, des entre-

prises qui se préoccupent réellement de remobiliser les salariés qui ont conservé leur emploi. Jean-François Carrara, d'Algoe, cite notamment le cas d'une banque qui, dans le cadre de son plan de réorganisation, soubaitait supprimer un sixième de ses postes sur la base du volontariat. Les partants devaient avoir un projet (création d'entreprise, embauche à l'extérieur...) et le faire valider par les consultants de l'antenne emploi. « En fait, 50 % des effectifs de la banque sont passés nous voir. Lors des entretiens, ils portaient de leur projet mais aussi de ce qu'ils pensaient de la banque, de son organisation, de ses dysfonctionnements. *

Devant la richesse des informations recueillies, contact est pris avec la DRH pour expliquer qu'au-delà de la mission initiale aider les volontaires à sortir de l'entreprise dans les meilleures conditions - il serait possible d'effectuer un travail approfondi sur la banque et assurer un aprèsplan social. Feu vert de la direction. Les informations sont systématiquement recueillies, analysées et vérifiées, avant d'être un tien dépité. Lors de la mise en regroupées dans un libre blanc.

Exemples de dysfonctionnements relevés: en raison de la lourdeur des procédures, les décisions étalent prises au siège, les clients devalent attendre longtemps la réponse à une demande de prêt. Découragés, ils partajent voir ailleurs. Ou encore le PDG, ayant quelques difficultés à communiquer, la banque était perçue en interne comme un bateau sans capitaine. Le document est présenté au président et à son staff avec des propositions de chantiers à ouvrir en interne pour apporter des remèdes aux différents problèmes. Résultat, le président a mis en place un plan d'action.

En ce qui concerne son image dans l'entreprise, ne pouvant changer sa personnalité, il a déci-dé de se doter d'un adjoint directeur général, recruté à l'extérieur sur son charisme et ses capacités d'animation. Pour répondre au sentiment de dévalorisation du réseau, qui se sentait coupé du siège parisien. Il a incité son directeur commercial à consacrer deux ou trois jours par semaine à la visite des agences du réseau. Par ailleurs, la banque s'est attaquée à des chantiers tels que l'image de l'encadrement, qui aboutiront à plus long terme. «L'affaire semble bien engagée. Elle se déroule désormais en inter-

De cette expérience, Jean-François Carrara tire plusieurs leçons. Lorsque l'on détecte des dysfonctionnements à l'occasion de la mise en place d'un plan social, il est intéressant de les faire remonter, au-delà du DRH, qui n'est pas forcément concerné par l'ensemble des questions soulevées, au directeur général, voire au président. On peut essayer de les convaincre que le fait d'apporter des solutions à ces dysfonctionnements peut être un élément permettant à ceux qui restent dans l'entreprise de se dire: « c'est vrai, on a des camarodes qui sont partis, mais, nous, on reste, et il y a des choses qui se font. » Autrement dit, l'entreprise ne s'est pas contentée de réglet un problème de masse salariale. Elle a des objectifs, un avenir.

Catherine Leroy

MERCREDI 7 FÉVRIER / LE MONDE / III

Le coût humain

Des mécanismes de « deuil » se mettent en place après un plan social. Et pas seulement chez ceux qui partent

ANS leurs provisions pour restructurations, les entreprises oublient toujours une ligne : celle du « coût humain » tome, constructeur de centrales nucléaires, le comité d'entreprise (CE) de l'établissement de Courbevole (Hauts-de-Seine) a voulu le mesurer quatre mois après le licenciement, en juin 1992, de 215 salariés. Une enquéte a été commanditée au cabinet d'expertises Alpha Consell et menée par le sociologue Yves Clot, maître de conférences à la chaire de psychologie du travail du Conservatoire national des arts et

avec une trentaine de salariés restés dans l'entreprise, constituant qu'avec une personne licenciée. Cette étude a été diffusée à l'ensemble des salariés de Framatome SA. Cette démarche, rare pour un CE - et risquée pour des syndicats -, a été lancée par la CGT, à laquelle seule la CFDT s'est ralliée. L'établissement de Courbevole vivait le premier plan social de son histoire et les méthodes de licenciement ont créé un traumatisme : « brutalité », « absence de transparence » des critères de sélection, « désinformation », « refus » des départs voiontaires par la direction...

Des responsables ont mis des gens dehors sur des critères discutables mais eux sont restés à leur poste, bien payés », explique un ingénieur. Néanmoins, « les gens non ilcenclés étaient contents, ajoute-t-il. Cétait un peu mon cas. J'avais une quantité Importante de travail devant moi. Je suls devenu beaucoup plus indivi-

« Je ne le mérite pas (...). La société [Framatome] est morte pour moi (...). Fra me hante ». Fra, c'est le surnom donné par le personnel à son entreprise. C'est par ce témoignage choc d'un licencié que commence cette enquête. La rupture brutale dans sa vie est à mettre en parallèle avec la « déchirure » dans l'histoire de Framatome, expression souvent employée par les salariés interrogés par Yves Clot. Avec ce premier plan social à Courbevoie un monde s'écroule. Un monde où les salariés étaient flers

d'avoir participé « à l'épopée du nucléaire v et servi leur pays, dit l'un deux. Framatome « a mis fin sans précaution à cette aventure »; du coup, un certain e dégrisement » apparaît, seion l'expression du

«La boite semblait bâtie pour l'éternité, souligne un salarié. Mais on a été réveillé brusquement et on a eu le sentiment d'être finalement comme tout le monde ». Pour autant, les salariés ont-us estimé que les licenciements étaient injusti-Mais, en fait, « personne ne se sent à même d'évaluer sérieusement les choix » stratégiques de la direction, écrit le sociologue. Réaction étonnante chez des ingénieurs de haut niveau présents dans le panei. En fait, il s'agit d'une « défense psychologique » dont le « coût subjectif (...) pèse sur l'efficacité de l'engagement professionnel », écrit Yves Clot. C'est cet aspect qui a le plus frappé Jacques Masdeball, délégué syndjcal de la centrale CGT: « Les salariés n'ont pas, pour la plupart, remis en cause le bien-fondé des licenciements. Nous n'avons pas réussi à convaincre qu'il y avait des alternatives. C'est une claque pour nous. mais c'est positif car cela nous permet d'avancer ».

Le malaise s'est traduit par deux attitudes, la « mélancolie » et l'« euphorie » professionnelles qui, en fait, « passent à l'intérieur de chaque salarié rencontré » écrit Yves Clot. « Il s'agit d'un mécanisme de deuil à l'égard de l'entreprise, commente-t-Il aujourd'hui. Au fond, cela montre que les gens n'étaient ni des victimes passives, ni des agents de la direction, mais qu'ils se débrouillaient avec la perte d'un idéal ».

Pour Jean-François Vérant, délé gué syndical de la centrale CFDT. ce type d'enquête psychologique, très contestée à l'époque par la CGC, FO et la CFTC, fait partie du rôle du CE. « L'ensemble de la socié-té ne s'était pas rendu compte à quel point le traumatisme était très mauvais pour l'organisation du travail ». La direction de Framatome, qui met en place actuellement un nouveau plan de suppression de 650 emplois, n'a pas souhaité répondre à nos questions.

Francine Aizicovici

INGENIERIE

D'AFFAIRES

INTERNATIONALES

CREATION

ST REPRISE

D'ENTREPHISES

ORGANISATION

DES ENTREPRISES

CONSULTING

MANAGEMENT

DE L'AGRO-

ALIMENTACES

MANAGEMENT

DΕ

LA SANTÉ

Cycle de Management Spécialisé

3è cycle gestion et ses filières

Plusieurs sessions de recrutement Renseignez-vous!

✓ ETUDIANTS BAC+4/5 CADRES D'ENTREPRISE CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION ~~~~

9 MOIS DE FORMATION À PLEIN TEMPS ✓ 9 MOIS EN ENTREPRISE

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION INFORMATIONS AUPRÈS DE MARION DE LA TABLE



ASSOCIATION SORBONNE FISCALITÉ organise une journée sur le thème *"LA STRATEGIE FISCALE"* DES P.M.E." 20 Février 1996 - 8h30

participation 600 F (déjeuner inclus) Renseignement / inscription : Mme PANJAT

TO: (1) 46.34.97.51 - PRX: (1) 44.07.17.75

Point Actualité Henri Vacquin

6/8, RUE DE LOTA - 75116 PARIS 电:(16-1)53707006 STRATEGIES MANAGEMENT VII

E ministère du travail a publié récemment un bilan de l'utilisation du chèque emploi-services dans lequel on peut lire que ce nouveau dispositif a généré un afflux de 160 000 nouveaux employeurs (sur les 250 000 utilisateurs de chèquesservices, 35 % ont remplacé la feuille de paye par le chèque-services). « Le nombre d'employeurs nouveaux, embauchant pour la première fois ou officialisant du travail au noir, serait donc de 160 000 » (p. 4 in Premières informations. DARES no 502, déc. 1995, «Le chèque emploi-services, un an d'expérimentation »). L'enquête menée auprès de ces employeurs montre qu'ils utiliseraient en moyenne leur salarié quatre heures par semaine (1/10^s du temps plein).

Autrement dit, ces nouveaux employeurs auraient créé, globalement, entre 16 000 et 20 000 emplois « équivalents temps plein ». Mais l'enquête indique aussi qu'en moyenne chaque salarié aurait environ trois employeurs: autrement dit le voglobal d'heures d'intervention généré par le chèque-services permettrait à environ 53 000 personnes d'avoir une activité à temps très partiel (douze heures par semaine cor-

respondant à 3 fois 4 heures). Mais peut-on dans ce cas parler d'« emploi » pour désigner une activité d'environ cinquantedeux heures par mois, qui procure dans la majorité des cas un revenu équivalent à un tiers du SMiC, revenu remis en cause chaque mois compte tenu du turnover des employeurs ou des va-

riations de leurs besoins? Lors du débat sur l'extension blée nationale le 18 janvier 1996, un député a mis en relation ce résultat (20 000 nouveaux emplois) avec les déductions fiscales jugées « exorbitantes » consenties aux employeurs particuliers (instaurée en 1991 par la loi sur les emplois familiaux, la réduction d'impôt de 13 000 francs a été portée à 45 000 francs en 1994).

Le volume d'heures d'intervention généré par le chèque-services permettrait à environ 53 000 personnes d'avoir une activité à temps très partiel

Justifié par la lutte contre le chômage et la nécessité d'abaisser le coût du travail pour faciliter l'embauche, cet avantage dis-cal devrait coûter à l'Etat 5 milliards de francs en 1996. Rapporté au nombre d'emplois nouveaux effectivement créés via le chèque-services, auquel fi faut sans doute alouter une dizaine de milliers d'emplois familiaux ancienne formule, ce manque à gagner global ne revient-il pas au fond à subventionner à hauteur de 170 000 francs chaque emploi

équivalent temps plein créé ? Cette piste du coût de l'emploi du chèque-services à l'Assem- créé mérite d'être creusée. En ef-

fet il peut paraître curleux que l'Etat consente un tel effort pour aboutir à la création de petits emplois précaires (pour ne pas dire pseudo-emplois), alors que par ailleurs il se refuse à créer, pour des raisons budgétaires, de nouveaux postes d'« auxiliaires de vie » qui répondraient aux besoins d'aide à la vie quotidienne des personnes handicapées ou

agées dépendantes. La comparaison n'est pas sans objet puisque les postes d'auxiliaires de vie (au nombre de 4 000 actuellement) sont les seuls emplois d'aide à domicile subventionnés par l'Etat, les autres emplois (aides ménagères et travailleuses familiales) étant exclusivement solvabilisés par les caisses de protection sociale.

Or combien coûte aujourd'hui un poste d'auxiliaire de vie à Un rapport récent du ministère

des affaires sociales (in « Le développement possible des em-plois d'auxiliaires de vie », ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville; DAS, déc. 1994) nous l'indique : « Les services d'auxiliaires de vie reçoivent du ministère des affaires sociales une subvention forfaitaire annuelle de l'ordre de 62 000 francs par poste équivalent temps

Cette modalité de subventionnement permet aux employeurs (il s'agit d'associations) de ces auxiliaires de vie, de facturer aux usagers la prestation de service à un coût horaire « raisonnable », entre 45 et 50 francs de l'heure. La plus grosse partie de la contribution demandée aux usagers est solvabilisée à un deuxième niveau grace à l'allocation complémentaire de tierce per-

sonne dont bénéficient les desti-

nataires de ce type de service (handicapés) et pourrait l'être demain par la prestation autonomie en ce qui concerne les personnes âgées dépendantes.

Même en réactualisant à 70 000 francs par poste la dotation de l'Etat, avec 5 milliards de francs, l'Etat pourrait subventionner chaque année 71 400 postes temps plein d'auxiliaires de vie supplémentaires. Il va sans dire que la « qualité » des emplois ainsi créés serait sans commune mesure avec celle qu'on observe dans le cadre des emplois familiaux ou des chèques-services : Il s'agirait en effet d'emplois stables, à temps plein ou à temps partiel choisi, offrant aux salariés un revenu régulier et la garantie d'un statut de salarié de droit commun, couvert par une convention collective, fonctionnant dans uneéquipe de travail et pouvant prétendre à la formation continue,

Alors que tout le monde convient aujourd'hui qu'en matière d'emplois d'aide à la personne il faut passer des « petits boulots » aux « vrais emplois », qu'll faut « professionnaliser » les intervenants à domicile, en particulier pour tous ceux qui travaillent auprès de personnes fragilisées par un handicap ou me dépendance, pourquoi privi-légier, avec le chèque-services et les emplois familiaux, des formes d'emploi qui ne permettent pas de réunir les conditions de cette

professionnalisation? Pour un coût équivalent, l'Etat ne pourrait-il pas contribuer à développer de vrais emplois débouchant sur de vrais métiers?

Chantal Labruyère est

INÉGALITÉS-SANTÉ-EXCLUSION

Revue Prévenir. Editions de la Vie mutualiste (Marseille), 208 p., 130 F.

UE des inégalités devant la santé existent, on s'en doutait un peu. Encore fant-il les analyser pour tenter d'y remédier. C'est ce que font des spécialistes (sociologues, médecins, économistes) dans ce numéro de la revue Prévenir, qui pointe un renversement de tendance : si, dans la période 1960-1980, « la consommation médicale des groupes défavorisés s'est accrue plus vite que celle des groupes favorisés, s'en rapprochant en niveau comme en structure », depuis, « la priorité donnée à la maîtrise des dépenses de santé, au désengagement de l'Etat et de la Sécurité sociale a eu pour conséquence une moindre amélioration d'accès aux soins médicaux pour les plus défavorisés ». Mais cet accès n'explique pas tout : « On commence à soupçonner que

c'est dans l'environnement social, économique et culturel de l'individu que se trouvent certains des secrets les plus méconnus de sa longévité et de sa bonne santé. » D'où la nécessité de combiner plusieurs axes d'intervention en faveur des personnes en difficultés : éducation, soutien alimentaire, revalorisation de l'image de soi, connaissance de ses droits... Ce constat pose aussi une question majeure : « Faut-il continuer à investir toujours plus dans les soirs, avec l'espoir que quelques-uns en bénéficieront rapidement ? Ou dans des innovations sociales, dont les bénéfices pourront être majeurs pour l'ensemble de la collectivité, mais seulement après une ou deux décennies d'expérimentation ? » Politique de soins ou politique de santé ? Le débat devra un four être tranché.

Un des auteurs établit un paralièle entre la précarisation du travail et celle de la santé de salariés soumis à la pression de l'urgence («flux tendus», « juste à temps », « zéro défaut »). « Transferts de risque » des permanents vers les travailleurs extérieurs moins bien protégés, renonciation à certains droits (en maladie, maternité, accidents) par crainte du chômage de la part de personnes en situation précaire : on voit se dessiner, en creux, les conséquences d'organisations de la production et de la gestion de l'emploi. Pour Annie Théband-Mony, directeur de recherche à l'Inserm, « les coûts réels de la flexibilité » commencent à apparaître et « il est désormais urgent de prendre la mesure de cette évolution et d'y faire face ».

LA FORMATION SUPÉRIEURE DES INGÉNIEURS ET CADRES Textes réunis par Dominique Lecoq et Michel Trelluyer. Editions Jean-Michel Place, 156 p., 150 F.

Les actes d'un colloque organisé par l'Ecole polytechnique et le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) s'intéressent sur l'évolution de la formation des ingénieurs. Ceux-ci doivent être, plus qu'hier, préparés à l'innovation et pratiquer une écoute attentive des clients de l'entreprise. Selon l'expression de Francis Mer, président d'Usinor-Sactlor, « l'ingénieur doit savoir gérer des crises, des situations impré-vues », et « être modeste, parce que sa rareté relative va diminuer, sa performance étant de plus en plus appréciée dans le cadre d'une organisation par projet ». Et Pietre Delaporte, président d'honneur d'EDF, traduit ainsi la demande des entreprises : « Des spécialistes, on en trouve (...). Formeznous ces femmes-lasers et ces hommes-radars qui ont la capacité, comme les chauve-souris, de se diriger dans le noir et de pouvoir nous traduire ce qui se passe autour de nous en n'étant pas enfermés dans une spécialité. »

Travailler dans le paramédical

LES PROFESSIONS PARAMÉDICALES À L'HÔPITAL de Jean-Philippe Accart et Nicole Pasty

Ed. Berger-Levrault, 318 p., 280 F. Les métiers paramédicaux offrent des possibilités d'empioi. Trente-deux, exercés au sein de l'hôpital, sont lei présentés en détail : type d'activité et compétences requises, modalités de recrutement, évolution de la carrière et de la profession. De quoi donner des idées. Car, si l'on connaît l'infirmier et le masseur-kinésithérapeute, on découvre l'oculariste (fabricant de prothèses oculaires) et le gypsotechnicien (poseur ou déposeur des plâtres). Dans la phipart des cas, les conditions d'emploi dans la fonction publique hospitalière sont décrites. Un répertoire d'adresses in-

Concilier gestion et militantisme

GUIDE DU DIRIGEANT D'ASSOCIATION de Jean-Claude Bardout et Serge Ruchaud

Ed. du Seuil, 268 p., 130 F.

Ce guide dissèque les modalités de création et de fonctionnement d'une association : comment animer des réunions efficaces, éviter la langue de bois des communiqués remis à la presse, recueillir des fonds, etc. Les indications concrètes y sont nombreuses. Elles sont complétées par une réflexion sur le sens de l'existence et de l'action des associations aujourd'hul. Celles-ci poursuivent en effet des objectifs contradictoires : offrir un service pour répondre aux besoins du public, tout en lui apprenant à s'organiser pour satisfaire lui-même ses besoins. Autre exercice difficile : développer en même temps l'efficacité, la rigueur d'organisation d'une entreprise et le militantisme, la poursuite d'un projet propre à un mouvement.

Le Prix de l'information sociale, décerné chaque année par l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS), a retenu deux thèmes d'enquête, au choix : « Le syndicalisme français après le conflit de fin 1995 », et « La réforme de l'assurance-maladie ; les enjeux d'un service universel ». D'un montant de 20 000 francs, ce prix est destiné à encourager, sans condition d'âge ni d'études, une personne désireuse de devenir journaliste dans une rubrique sociale. Ce travail devra être remis au plus tard le 31 mars 1996 au secrétariat de l'AJIS, 1, avenue Edouard-Belin, 92856 Rueil-Malmaison Cedex; tel : (16-1) 41-29-96-37; telécopie : (1) 41-29-96-65.

RENCONTRES

FORUM ENTREPRISES

L'Institut supérieur du commerce organise la 7º édition du Forum ISC Entreprises, qui se tiendra dans les locaux de l'école (22, bouleyard du Fort-de-Vaux, 75017 Paris). Il s'agit de permettre aux énidiants de rencontrer des dirigeants de grandes entreprises telles que Danone, le Crédit lyonnais, Philips, Coca-Cola, Kraft Jacobs Suchard..., et d'assister à des conférences sur des secteurs d'activité porteurs (distribution spécialisée, informatique et bureautique, services). Renseignements: (16) 1-40-53-00-09.

« Solution ressources humaines et Ludimat expo », Salon des dirigeants d'entreprise, des responsables de la fonction personnel et de la formation, se tiendra les 20, 21 et 22 mars, au CNIT, Paris-la Défense. Contact : (1) 44-39-85-00, et non au numéro de téléphone indiqué par exeur

dans nos éditions du « Monde Initiatives-Emploi » du mercredi 31 jauvier.

La Compagnie générale des eaux soigne son image

En créant sa propre fondation, la CGE se lance dans l'aide aux emplois de service et de proximité. Une façon de redorer son blason?

est bel et bien à la création de fondations d'entreprises. Si le CNPF en dénombrait près d'une vingtaine en 1993, elles sont nombreuses depuis, émanant du secteur privé, à être venues rejoindre le cortège des pionnières. Le vote de la loi permettant aux sociétés de déduire leurs dons de leurs bénéfices imposables a sans doute contribué à cet engouement. Toujours est-il que, cette fois, c'est au tour de l'une des plus importantes des entreprises privées françaises la Compagnie générale des eaux (CGE) – d'entrer dans la danse de ce mécénat institutionnel avec la création de la Fondation générale des eaux.

Son objectif? Etre !'« outil par lequel le groupe entend apporter sa contribution au maintien ou au retour d'activités dans les zones en difficulté et ainsi lutter contre le

NE de plus! Décidé- on à la direction de la fondation. calement du groupe que nous nombreuses villes de province - ment, l'air du temps Ses moyens? Une structure de avons décidé que la fondation se pour présenter la fondation ou neuf salariés et un budget d'intervention de 100 millions de francs sur cinq ans - soit 20 millions de francs par an -, pour un chiffre d'affaires du groupe qui s'élève, lui, à 156 milliards de francs en 1995. Sa mission, enfin ? « Aider à la création ou à la consolidation d'emplois de service et de proximité dans les auartiers et les zones géographiques où les sociétés du groupe interviennent. >

Autant dire que le champ est vaste, puisque la CGE, premier employeur privé en France -170 000 salaries dans l'Hexagone est sans aucun doute l'entreprise privée qui, au travers de ses multiples filiales - plus de 2 400 - et activités (eau. chauffage, déchets, BTP, immobilier, santé, transports, communications, etc.) bénéficie du plus fort maillage sur tout le territoire. « C'est précisément à partir de cette vocation très chômage et l'exclusion », précise-t- décentralisée et très diversifiée lo-

tourneralt en priorité vers le soutien de projets liés aux emplois de service et de proximité », souligne Eric Besson, délégué général de la fondation. Débauché par Jean-Marie Mes-

sier, directeur général du groupe, de la Fondation FACE (Fondation Agir contre l'exclusion), créée en 1993 par Martine Aubry, Eric Besson recomnaît n'avoir eu aucune difficulté à convaincre les différents dirigeants de la CGE de l'« architecture générale » de la fondation. Il ne restait donc plus qu'à achever le montage. Le principe en est simple : émanant d'associations, de collectivités, voire de salariés du groupe, les candidatures de projets sont réceptionnées par la fondation. Elles sont alors étudiées sur place ou transmises à des «parrains», salariés du groupe et situés dans la même zone géographique que le projet. « A eux de les étudier et de nous donner leur aval, voire de travailler avec le porteur de projet pour l'alder », souligne Eric Besson.

Depuis sa création, en septembre 1995, la fondation a établi près de 1400 contacts avec des porteurs de projets. La première cérémonie de « remise de prix » a ainsi pu se tenir à Paris le 9 janvier 1996. Dix chèques - dont les sommes variaient de 31 200 à 148 000 francs - ont été remis aux tout premiers lauréats. Les projets ont été sélectionnés avec un souci d'équilibre : sur les dix primés touchant l'environnement, les services à la personne, l'animation, le transport ou la restauration -, on a soigneusement respecté les melanges Paris-province, urbain-zone rurale, démarrageconsolidation de projet, etc.

REMISES DE PRIX

« Nous allons multiplier ces cérémonies tout au long de l'année, explique Eric Besson, jusqu'à soutenir 300 projets par an. » Les activités de la fondation vont donc permettre à la CGE d'organiser un joli tour de France. Les réunions programmées dans de

pour présenter la fondation ou célébrer des « remises de priz » vont ainsi devenir le plus sûr moyen de soigner l'image de l'entreprise auprès notamment des différentes collectivités, clientes privilégiées du groupe.

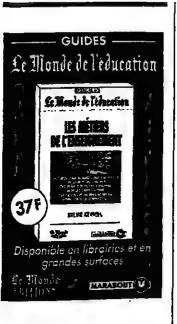
Et cela d'autant que les récentes « affaires » n'ont pas manqué de ternir son image. Pure coincidence, sans doute, mais fait symbolique tout de même : c'est début juin 1995 que le comité exécutif du groupe avalisait la création de sa fondation, peu de temps après que, le 24 mai, son PDG, Guy Dejouany, cut été mis en examen pour « corruption active » dans une affaire de marché public... « La perspective de redoret son blason n'est sans doute pas étrangère au choix du groupe, re-connaît jacques Bacilière, secrétaire CFDT du comité de groupe et administrateur de la fondation. Cela étant, il était nécessaire de voir la CGE, présente dans presque toutes les localités, se pencher enfin sur les problèmes d'exclusion. On peut même se demander pourquoi cela n'a pas été décidé plus tôt... »

Autre bémoi apporté par les syndicalistes à la création de la fondation: «S'occuper du chômage? Nous avons perdu, pour la première fois en 1995, 1500 emplois à la CGE, souligne Jacques Bacilière, et malgré l'embauche de 6 000 jeunes et personnes en difficulté sur deux ans, les restructurations en cours, notamment dans le BTP, vont faire chuter nos effectifs de façon importante. » Enfin, Marcel Trin, secrétaire général de la CGT du groupe, soulève un autre voile: «100 millions de francs pour la fondation en cinq ans? C'est très bien, souligne-t-il, surtout si on les compare au crédit d'impôt de 150 millions de francs que le groupe a réussi à obtenir en 1994 grâce à un système d'« intégration fiscale ». Une somme dont le montant s'annonce plus important encore en 1995... »

Olivier Piot







and Fentrepris Décide sames

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 7 FEVRIER 1996 / V

ORGANISATION ET GESTION DES ENTREPRISES

Banque Africaine de Développement

DIRECTEURS ET RESPONSABLES DE DIVISION

Reminestion attrazame evoneree d'imports

Abidian, Côte d'Ivoire

La mission de la Banque Africaine de Développement est de contribuer au développement économique et social de tous les pays d'Afrique. La Banque, à qui l'on a attribué le rating AAA, est contrôlée par l'ensemble des 53 pays africains et par 25 Etats non-africains dont la plupart sont membres de l'OCDE. Avec un capital social de 23,6 miliards de SUS, la Banque emplote environ un millier de personnes. Basée à Abidian, Côte d'Ivoire, la Banque Africaine de Développement a émis des prêts pour un montant annuel moyen d'environ 2,75 miliards de SUS au cours des 5 demières années, finançaire i aint une vaste palette de projets et de Officerammes, programmes, progra

nouveau Président, la Banque a procédé à une réorganisation radicale visant à réduire ses coûts et à accroître son efficienté pour la satisfaction des clients, jesquels sont les actionnaires africains. La nouvelle structure de la Banque comprend un Conseil des Gouverneurs, avec des représentants pour chaque actionnaire, un Conseil de 18 Directeurs Executifs à la tête duquel siège le Président, ainsi que trois Vice-Présidents responsables des domaines survants. En la langue Africaine de Développement vous offre la possibilité d'intégrer une organisation en plein développement et de souer un rôle dével dans son évolution et ce, au plus haut niveau de direction.

DIRECTEUR, DEBLUMERADIT DES PROGRAMMES PAR PAYS

Rattaché au Vice-Président des Opérations, vous serez responsable de la stratégie de la Banque et des emprunts dans une des cinq régions africaines, couvrant environ une dizaine de pays. Vous possèdes au moins 10 ans d'expérience au sein d'un établissement bancaire ou d'un organisme publique similaire avec 5 ans exercées à haut niveau en tant oue directeur de projet.

Ref: 6986/A

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Rattaché su Vice-Président Gestion d'Entreprise, vous serez responsable de politique et de la gestion des ressources humaines. Une expérience d'au moins lans dans une fonction similaire et avec 5 ans expérience d'une fonction de management, vous a familiarisé à un environment multi-culturel,

Ref: 6986/E

RESONATE HE HE STEED ON THE SALLE OF MARCHE

Sous l'autorité du Directeur de la Trésorerie, vous serez responsable des rivestissements et de la gestion des liquidités de la Banque. Vous possèdez 7 ans l'expérience dans un établissement banquire international, avec expérience d'une conction de management.

PERPURANT DE LA D

Sous la responsabilité du Directeur des Ressources Humaines, vous serez char du recrutement, de la gestion personnel, de l'évaluation des performances, de la formation et du développement. Vous possèdes 7 ans d'expérience dans une fonction similaire dans un environnement multi-culturel.

Ruf: 6986/I

Bour l'ensemble de ces poutes, les candidats, avec au minimum un diplôme de troisième cycle y compris de droit ou de comptabilité selon la fonction, doivent avoir une parfaite

Merci d'adresser votre CV, lettre de candidature et rémunération actuelle en

252 Regent Street, Londres WIR 6HL. Yous pouvez également nous envoy

Internet Home Page address: http://www.kfaeurope.com/kfaeurope/

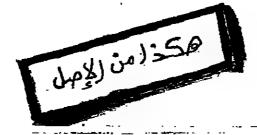
K/F ASSOCIATES

COUNT

L'Entreprise mode d'emplois.

Cahiers Initiatives Lundi et mardi.

Le Monde



VI/LE MONDE/MERCREDI 7 FÉVRIER 1996

REPRODUCTION INTERDITE

LES DIRIGEANTS

REEBOK recrute dans le cadre du développement de son organisation régionale en Europe du Sud, son

directeur logistique

europe du sud - .

Rattache au Vice Président Europe du Sud, vous mettrez en place et managerez l'ensemble des maillons de la chaîne logistique pour la région (France, Italie, Espagne, Belgique) en synergie avec la politique du groupe Reebok.

Conceroir les procédures et règles adaptées, planifier et organiser le développement des ressources, spitmiser les méthodes d'inventaire et de gestion des stocks, coordonner les politiques d'achat, manager les équipes, sont autant de responsabilités qui vous permettront d'exprimer vos compétences et votre sens de l'organisation.

Parfaitement bilingue français/anglais, vous avez en effet une première expérience réussie de mise en place d'une chaîne logistique englobant plusieurs pays et une bonne connaissance de l'Europe du Sud et, si possible, d'une troisième langue latine. Poste basé en région parisienne, mobilité et grande disponibilité demandée.

Si vous étes intéressé par cette offre, merci d'adresser curriculum vitæ, photo et prétentions à Jean-Marie MORENNE, Directeur des Ressources Humaines, REEBOK FRANCE, 184 rue Tabuteau, 78532 Buc Cedex.





En liaison directe avec la Direction Générale, vous définissez et mettez en oeuvre la politique commerciale et marketing au plan mondial. Vous encadrez et motivez nos équipes commerciales (25 p.) et agents à l'étranger.

Négociateur, vous êtes l'interlocuteur privilégié de nos grands donneurs d'ordres et contribuez activement à l'ouverture de nouveaux marchés (Asie, Etats-Unis...). Homme de communication, vous assurez l'interface avec les différentes entités de l'entreprise.

A 35/40 ans environ, bilingue anglais, de formation ingénieur grande école, idéalement complétée par un troisième cycle, vous avez une solide expérience de la vente de biens d'équipement Industriels à l'International. Vous voulez vous investir dans une entreprise à taille humaine et vous ouvrir des opportunités de développement au sein du groupe : votre personnalité et votre motivation feront la différence.

Nous vous proposons de rejoindre une société engagée dans un important programme d'investissement qui vous donnera les moyens de vous exprimer dans une fonction clé.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 3 cours Albert Thomas, 69416 Lyon Cedex 03, sous la référence 53.3571/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urva

4.

Un grand du **Iertiaire** situé à **Paris**, recherche son

DIRECTEUR INFORMATIQUE

Pour conduire la mise en œuve d'un ambitieux schéma directeur comportant une refonte complète des applications, vous organisez la dynamique du changement en prenant en compte l'existant.

Vous faites évoluer le savoir-faire en expliquant, motivant, formant, ... dans le cadre d'un programme de transformation d'entreprise orienté vers le développement et l'ouverture à des partenariats.

A l'écoute de l'autre, vous répondez aux attentes des utilisateurs et motivez vos équipes vers la réussite totale des objectifs de l'entreprise.

Diplômé d'une grande école, vous justifiez d'une parfaite connaissance et d'une expérience confirmée des Architectures centralisées (IBM) et ouvertes (UNIX, Client/Serveur), méthodes (AGL, plate-formes de développement,...) et qualité logiciel totale (PAQ, Tests-Recettes,...).

Vous tenez depuis 5 ans un poste comparable et vous avez réussi dans une mission similaire.

Merci d'adresser, sons pli confidential, votre candidature, lettre manescrite et (7 sons référence DSM 0296 à : SOLIC CARRIERES - 31, Avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

CARRIÈRES

Solic

Irès important groupe pharmaceutique souhaite créer en région parisienne un poste de

DES AFFAIRES PUBLIQUES

Responsable des relations non médicales du Groupe, vous aurez à assurer un dialogue permanent avec les journalistes de la grande presse, les parlementaires, les administrations... Connaissant bien le monde de la santé, vous aurez à animer une équipe importante et à coordonner l'activité relationnelle d'un très grand nombre de collaborateurs.

Votre candidature est à envoyer sous pli confidentiel à PUBLIVAL/2008
27 Route des Gardes
92190 MEUDON, qui nous la transmettra.

La Maison de la Culture de Bourges

recherche

son

DIRECTEUR

Profil souhaité :

Femme ou Homme de théâtre ayant expérience de directeur confirmé dans les domaines de la création et de la production, capable d'assurer une programmation pluridisciplinaire et de confèrer à l'établissement un rayonnement régional et national.

Prise de fonction: 1.05.96

Envoi d'un CV et d'une lettre de motivation pour le 25.2.96 à :

- Maison de la Culture de Bourges, Place André Mairaux, 18000 Bourges

- Direction du Théâtre et des Spectacles, 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. L'Entreprise mode d'emplois.

le Mande

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

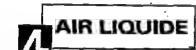
diel dans les gaz et les services industriels.

ejoindrez la direction juridique de la BRANCHE SANTÉ de notre groupe. Vous participerez à la fonction juridique en assurant une mission d'assistance et de conseil auprès des entités opérationnelles "Santé".

De formation DESS ou DEA en droit des affaires, vous justifiez d'une expérience en entreprise d'au moins 2 à 3 ans dans un service juridique. Vous y avez acquis l'expérience du droit des sociétés et la pratique confirmée des contrats, qu'ils soient publics ou orivés.

Vous maîtrisez la langue anglaise, et l'allemand ou l'espagnol si possible, et pretiquez la micro-informatique (Word et Excel).

Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous la référence AL/GE à AIR LIQUIDE - DRH - 75 Quai d'Orsay - 75321 Paris Cedex 07.



Important Laboratoire Pharmaceutique recherche pour

Juriste Contrats Recherche

la Direction Juridique de son siège parisien un :

🖪 Rattaché au Directeur Juridique, il sera responsable de l'élaboration et du suivi des contrats de recherche et de développement, des accords de partenariat et de coopération. Il exercera un rôle de conseil juridique auprès des Directions de la Recherche.

Nous recherchons un candidat de formation juridique supérieure avec une expérience solide en matière de contrats acquise de préférence en entreprise dans un environnement scientifique ou de haute téchnologie.

■ Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à notre Conseil Frédéric FOUCARD, par fax au (1) 42 89 09 85 ou par courrier sous la référence 2987/FMF à NORMAN PARSONS, 6 rue Paul Baudry, 75008 Paris



Un important Groupe français à forre notoriété et très présent à l'international recherche pour son siège en

Juriste Droit des Sociétés

E LE POSTE : Rattaché au Directeur Juridique du Groupe, il est un relation étroite avec les différents services et responsables opérationnels concernés. Ses principaux domaines d'intervention comprennent l'étude et la création des structures adéquates, la gestion juridique des sociétés du Groupe en France et à l'étranger, la coordination avec les conseils locaux et les responsables de pays.

■ LE CANDIDAT: A 30 ans environ, de formation Maîrise/3ème cycle en droit des affaires, vous avez acquis impérativement trois à cinq aus d'expérience en cabinet d'avocats ou en entreprise. Votre savoir-faire en droit des sociétés ainsi que vos qualités d'écoute, d'imagination et votre esprit d'équipe seront de solides atouts pour votre intégration au sein d'une entreprise reconnue pour ses valeurs hunaines et son dynamisme. Bon niveau en anglais souhaité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature comples à notre Conseil Frédéric POUCARD, sous la référence 2676/FMF à NORMAN PARSONS, 6 rue Paul Baudry, 75008 Paris, tél. (1) 42.89.09.17 ou par fax au



CIC Paris

RESPONSABLE DE LA FISCALITÉ

ché au Directeur des Affaires Juridiques et Fiscales, vous large autonomie, les 6 collaborateurs de la Division Fiscale.

Outre les fonctions classiques d'études et de contrôle, votre division a pour mission l'assistance et le conseil auprès

du réseau commercial, de l'ensemble des services du Siège et de la Direction Générale.

Polyvalent, vous intervenez dans tous les domaines de la fiscalité et notamment dans ceux qui relevent de l'Entreprise en général, de la Banque, des produits bancaires, ainsi à tous les projets et réalisations de l'Etablissement : transactions immo bilières, intégration fiscale au sein du Groupe... Information et formation vous permettent d'améliorer l'environnement contrac-tuel et les procé-

A 35/38 ans, après une formation fiscale supérieure (DESS, Ecole des Impôts...), vous evez acquis une compétence de fiscaliste très diversifiée, ainsi qu'une expérience d'encadreétablissement bancaire ou financier ou éventuellement dans une grande entreprise industriolle.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence 6021M à notre conseil : SENANQUE - GROUPE PLEIADE 103, rue La Fayette - 75010 PARIS.

de FF), premier armateur français

Juriste expérimenté

La Compagnie Maritime

d'Affrètement (CA 3,5 milliards

pour les transports maritimes

de conteneurs, recherche pour

son siège social à Marseille un

Droit des transports et assurances maritimes

Vous avez 5 ans d'expérience professionnelle ... minimum dans le domaine juridique. Vous maîtrisez l'anglais et possédez une bonne connaissance du droit des transports et des assurances maritimes. En collaboration avec le directeur juridique. vous êtes en charge des dossiers contentieux, en liaison étroite avec les avocats et les assureurs P & I de la compagnie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : Compagnie Maritime d'Affrètement, Direction des Ressources Humaines. 4, quai d'Arenc, 13002 Marseille.

Important groupe de dimension internationale du secteur assurances, notre service peridique exerce un rôle prépondérant dans la vie de l'entroprise Pour laire face à la diversification de ses domaines dinterventions nous

Juriste

De formation supérieure droit des affaires et idéalement 3è cycle droit des assurances, vous justiflez d'une expérience de 5 à 7 ans minimum, acquise en entreprise, de préférence dans un secteur

Proche collaborateur du Directeur Juridique, vous vous impliquerez dans les différentes missions confiées au service :

• opérations courantes de l'entreprise : prestations cilents, contrats fournisseurs, croissance externe, gestion juridique

suivi du contentieux.

recherchons & to the man

• conseil et assistance juridique aux départements et filiales.

• suivi de l'évolution de la législation et de la réglementation concernant notre secteur d'activité, diffusion de l'information.

Reconnu pour votre sens du travail en équipe, votre disponibilité et votre potentiel, vous saurez vous intégrer et faire apprécier votre professionnalisme au sein d'un groupe en fort

Une bonne maîtrise de l'anglais est un atout indispensable.

Lieu de travail très proche banileue ouest Paris Merci d'adresser dossier de candidature détaillé (CV, photo, prétentions) sous réf. 29802 à DEB'S 11, rue Barye 75017 PARIS. Discrétion assurée.

Arthur Andersen International

Société d'Avocats

AVOCATS FISCALISTES **EXPERIMENTES**

Recherche

Agé d'environ 30 ans, vous êtes avocat doté d'une solide formation juridique, on d'une ESC complétée par une spécialisation en fiscalité (DEA, DESS, DJCE, ENI).

Vous justifiez d'une expérience de 3 à 6 ans, acquise de préférence en Cabinet, ou au sein de l'administration fiscale ou d'une grande entreprise.

Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser CV, lettre, photo et prétentions à :

Arthur Andersen International Madly Bienville Tour Gan - Cedex 13 92082 Paris La Défense 2

dont 45 000 en Europe) est l'un des premiers groupes mon aux activités diversifiées dans le domaine de l'industrie. de la technologie et des services. Sa division GE Medical Systems Europe (4 000 salariés, plus de un militard de 8 de C.A.) prèsente dans 65 pays d'Europe, du troyen-Orient et d'Afrique, recharche pour son siège situé à Buc (78):

General Electric (70 milliards de 8 de C.A., 220 000 salariés

Responsable **Ressources Humaines**

Vous apportenz votre support aux équipes de managemen Ventes et Service des pays en croissance d'Europe (notan l'Europe de l'Est) en malière d'organisation des structures et de développement des hommes. Vous mettrez en place les méthodes/outils de gestion RH du groupe GENERAL ELECTRIC et serez responsable de la gestion

du personnel basé dans les différentes régions. En tant que membre de la DRH européenne, vous participerez égalemen aux différents projets de la fonction. Ce poste nécessité de nombreux déplacements.

Vous êtes de formation supérieure avec une expérience opérationnelle réussie de 10 ans, dans un environnement international. L'angleis est indispensable, une troisième langue serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature à GE Medical Systems, Direction des Ressources Humaines, Jacqueline Wajeman. 283 rue de la Miniere, 78533 Buc Cedex.



GE Medical Systems

intégrité, seus de l'engage esprit d'équipe, respect des diff des hattimes sont les valeurs

Responsable du pôle de soutien juridique "Bordeaux"

lous assurez un role de souter et d'information produte au profit de toutes les antites du Groupe situées: dans les régions Aquitaine et Poitou-Charentes.

Juriste genéraliste, vous êtes conside notamment sur anes tels que le droit des télécommunications le tirait de la concurrence et de la consomm re de Lontrals. Vous prener en charge les confentieux judiciares et administratifs les plus importants et condenner les relations avec les professions du monde lydicialre.

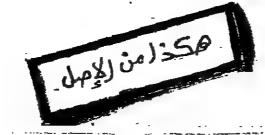
Vous êtes assiste par une petite équipe de la stés QUE VOCS BRIMEZ

A 35 ans ervinos, implane d'un 3° cycle en choit des altares, yous assimez d'une expérience réussie d'une dizaire d'années, acquise si possible en entreprise. L'importance du Groupe puvre de larges perspectives

d'évolution de carrière à un candidat à fort potentiel. Le poste est basé à Bordeaux

Merci d'adresser, sous référence RI, en précisant votre réquirération actuelle, lettre manuscrité et CV à :. SM CONSEIL: 3 rue Treithard, 75008 Paris.





VIII/LE MONDE/MERCREDI 7 FÉVRIER 1996

REPRODUCTION INTERDITE

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

Juriste patrimonial

Intégré à une équipe de 4 juristes et en liaison avec les services chargés de la conception des produits et de l'offre commerciale, vous apporterez votre expertise dans la validation des projets patrimoniaux destinés à la clientèle. Interlocuteur privilégié des conscillers en gestion de patrimoine de notre réseau d'agences, vous jouerez un rôle essentiel dans la relation commerciale en proposant des solutions pratiques et constructives, notamment au plan fiscal. Vous les assisterez auprès de leur clientèle pour l'élaboration de montages d'ingénierie patrimoniale sur mesure nécessitant de solides connaissances juridiques, financières

Agé d'une trentaine d'années, titulaire du diplôme de notaire, vous avez acquis, de préférence au sein d'une étude notariale, une solide expérience (3 ans environ) du droit parrimonial et du droit des sociétés (holdings, fusions, acquisitions). Ce poste requiert à la fois une forte technicité et une excellente envergure relationnelle. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions), sous référence CM/JPAT à Chantal Maria, Société Générale, Service du Recrutement. Espace 21. 92972 Paris-La Défense Coder.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

collaborateurs dem le monde, 2000 agences en France et plus de 500 impleatations dans 70 pays, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, groupe international, est active dans tous les métiers de la banque et de la finance.

AlliedSignal

Important groupe industriel américain (85000 salariés, CA 14 milliards de \$)

La Division "Turbocharging Systems" recherche pour son usine située à proximité d'Epinal (Vosges) un

Responsable Ressources Humaines

Reportant au Directeur Ressources Humaines du site (850 salariés), vous aurez la charge d'assister les responsables d'un secteur de production et de deux services support dans le développement de pratiques innovantes en matière de gestion des ressources humaines.

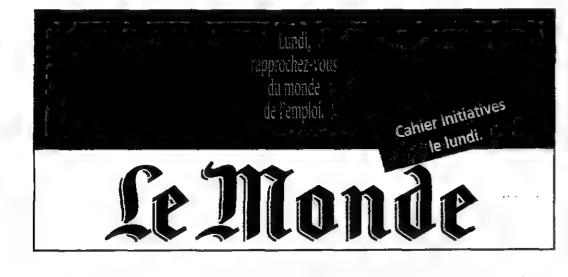
Votre première mission sera d'accompagner la mise en place d'équipes autonomes en production en vous appuyant sur des actions de formation, de communication et d'organisation.

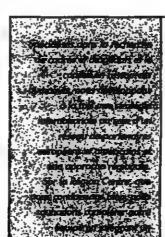
Vous conseillerez vos interlocuteurs dans les domaines du droit social et de la gestion quotidienne du personnel des secteurs qui vous sont attribués.

De formation supérieure, vous justifiez de trois à cinq ans d'expérience en tant que généraliste ressources humaines dans l'industrie. Votre enthousiasme, votre sens du terrain et votre capacité d'écoute seront fort appréciés. La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Envoyer lettre de motivation (dans laquelle vous préciserez les pratiques innovantes que vous avez pu expérimenter en matière de ressources humaines), C.V. et prétentions sous référence RRH2 (à Indiquer sur l'enveloppe) à Evelyne DENEYS - 126, rue de Stalingrad, 93700 DRANCY.

Nous ne prendrons aucun appel téléphonique





Consultant

pour notre bureau d'Orléans

A 28/35 are, de formation ESC au équivalent, vous avez une première expérience de veute de services sur celle région, et le prospection ne vous efficule pas. Vous êtes prêt à motire voire dynamisme et voire entirentiemme qu service d'an métigr exégeant, riche et

lique veus farmes héméticles de notre sovoir-feixe et de nos expérience

Si veus editérez à nes voleurs (coertificible et aspril d'équipe, souci de qualité, respeci des homme estrassez votre dessier de condicionare sons référence CLO à Jeon-François DROUOT-L'HERMIN DROUOT-L'HERMINE CONSULTANTS - 33, rue Miromesail - 75008 PARIS.

DROUOT-L'HERMINE

ologna • Cologne • Lisbon • London • Madrid • Orienns • Paris • Philadelphia • Warsaw

CONSEIL ET AUDIT

Marketing et Stratégie



Price Waterhouse Management Consultants, une grande figure du conseil, 2 000 consultants pluridisciplinaires en Europe, 150 consultants en marketing et stratégie, une clientèle prestigieure dans tous les secteurs de l'économie.

En nous rejoignant, vous aurez l'opportunité, au sein d'équipes multinationales, de conseiller nos clients présents sur plusieurs continents.

Une mission récente ches Price Waterhouse Management Consultants:

pour une meltinationale du secteur des services aux entreprises, nous avons adapté su stratégie de distribution à la vente de nouveaux produits, mis en place une organisation par région afin de rapprocher l'entreprise de ses clients, amélioré enfin ses processus et systèmes d'information pour augmenter ses ventes et ses marces.

DIRECTEUR DE MISSION

Diplôme d'une grande école de commerce, vous disposez d'une expérience réussie d'encadrement et d'animation d'équipes d'environ 7, 8 ans, acquise soit dans un poste opérationnel à des fonctions marketing et commerciale, soit dans un cabinet conseil de premier plan.

Vous interviendrez sur des missions de stratégle marketing, stratégie de distribution, reengineering des fonctions marketing et commerciales, conduite du changement pour des grandes entreprises françaises et étrangères.

Vos qualités personnelles, votre potentiel d'évolution vous ouvriront de larges perspectives au sein de notre cabinet.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation manuscrite, CV et photo) sous référence DM/02 à Catherine VERDIER-CRASSOUS, **PRICE WATERHOUSE** MANAGEMENT CONSULTANTS, Tour AIG, 34 place des Corolles, 92908 PARIS La Défense 2 (Courbevole).

Price Waterhouse Management Consultants



MARKITT

Teerand

.

¥;**क**र्व

GES

MARKETING - COMMUNICATION

Responsable **



596 908 exemplaires, 2 700 000 lecteurs

Développer les offres d'emploi du premier hebdomadaire culturel

esti la fache ale nous sourieitars conflet aun aner se licitate confirme seconde par trus confirment de la licitate avec notre titre et ses marchés, vous conduirez le développement de la rubrique Talents, Votre objectif : accroître sa notoriété auprès des entreprises, péréniser son influence sur le sec-

A trente ans environ, vous connaissez parfaitement les agences et cabinets de recrutement spécialisés. Vous avez quatre à ainq ans d'expérience en support ou en agence, ainsi qu'une formation école de commerce.



Merci d'adresser votre candidature sous référence CPE

à : Publicat, service annonces classées, 17 ba Poissonnière, 75082 Paris cedex 02.

Choisissez les itinéraires du développement

Responsable marketing service clientèle (HIF)

D'ici à l'an 2000, la Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône aurs développé et construit un grand réseau de près

de près
de 2 000 km.
Nos 2 300
collaborateurs
expriment
chaque jour
leur volonté
d'entreprendre
et de s'impliquer
au cœur
des régions,
au service

Adjoint du Directeur d'Exploitation, vous jouez un rôle d'animation auprès des Directions Régionales. Vous élaborez et mettez en œuvre toutes les actions marketing et commerciales répondant aux attentes et besoins de la clientèle (amélioration de l'accueil, des services offerts, abonnements...).

Vous réalisez les études et enquêtes appropriées, définissez la stratégie et les plans d'actions : tarifs de péage, paiement, promotion et publicité. Homme de communication, vous élaborez et coordonnez toutes les actions de formation nécessaires à la mise en œuvre de cette stratégie.

Issu d'une grande écols de commerce, Sciences Po - spécialisation marketing -, à 35 mms et plans, vous justifiez d'une expérience réussie d'une dizzine d'années dans une fonction commerciale très axée sur le service, de préférence à une clientèle de particuliers. Votre alsance à travailler en équipe, votre leadership d'Influence vous amèneront à évoluer dans cette mission avec succès. Le poste implique la participation à des astreintes périodiques de nuit et de week-end. Rémunération : 350 KF +.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions, sous réf. RCM, à SAPRR, Direction du Personnel, 36 rue du Docteur-Schmitt, 21.850 Saint-Apollinaire.





Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône

GESTION - FINANCE

MRICIEUR

Mark The Control of t



FOURNIER

— 3 300 personnes, 2,95 milliards de C.A. — De la pharmade à la chimle fine, de l'adhésif chirurgical à l'adhésif industriel et grand public : la force d'un groupe international. Nous recherchors pour le contrôle de gestion de notre Division Opérations Pharmaceutiques.

ASSISTANT RESPONSABLE REPORTING INTERNATIONAL

être débutant et/ou avez effectué des stages en contrôle de gestion, si possible à l'international.

Votre mission implique de nombreux contacts avec les 14 filiales
du Groupe et l'animation d'une équipe de deux personnes.
L'anglais est donc indispensable ainsi qu'une disponibilité
internationale; celle-ci favorisera votre développement

de carrière.

Vous connaissez et pratiquez la micro-informatique (tableaux Excel apprécies).

Ce poste est basé à notre siège de Dijon.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. MN/LM1/96 :

Groupe Fournier, Service Recrutement, BP 90, 21121 Daix

Au cœur de l'écononii aupréside

La Somme

RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT À L'INTERNATIONAL

Le Crédit Agricole
de La Somme
confirme sa dynamique
de succès : lère Banque
du Département,
75,2 millions de francs
de résultats nets en 94,
60 agences, 920 salariés.

A 35 ans environ, vous alliez à votre formation supérieure, une expérience réussie dans le domaine des opérations internationales ainsi que dans l'analyse financière et du risque.

et du risque.

Aujourd'hui, votre expertise associée à vos grandes qualités relationnelles et de négociation vous permettent de donner toute sa dimension à une mission d'envergure.

En harmonie avec notre politique commerciale votre action porte sur 2 axes. En charge du développement à l'international et ratraché au Responsable de l'Agence Entreprises, vous assurez le soutien technique auprès des clients et prospects, la mise en place de nouvelles offres, l'adaptation des nouveaux produits et leur promotion. Vous représentez notre Caisse Régionale dans les manifestations et les différentes activités liées à son secteur d'activité.

différentes activités nees a son secteur o activité.

Enfin, vous gérez et développez un portefeuille de PME-PMI en leur proposant la relation bancaire la mieux adaptée, en veillant à la qualité, à la rentabilité des opérations traitées et à la maîtrise du risque.

Si vous êtes motivé par cette mission, merci d'adresser vos lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au C.R.C.A.M. de la Somme - Direction des Ressources Humaines 500 rue Saint Fuscien - 80000 AMIENS.

L'Imagination dans le bon sens



MARKETING - COMMUNICATION



IDG COMMUNICATIONS est le premier groupe de presse informatique mondial (250 publications dans 68 pays).

IDG Communications France (150 personnes, 200 MF), la référence de la presse informatique, édite Le Monde Informatique, Distributique, Info PC, Réseaux &

Nous recherchons dans le cadre du développement de notre publication

Un chef de publicité

Sous l'autorité de l'Éditeur de la Publication et en liaison avec la Direction Commerciale, vous exercerez les responsabilités suivantes : commercialiser nos espaces publicitaires en prospectant et en gagnant de nouveaux clients, mais aussi en gérant et en développant un portefeuille de clients existants.

Vos contacts : les annonceurs et leurs dircoms, les agences de publicité. Au-delà d'un chef de publicité, vous serez un véritable Conseil en communication au cœur de la relation entre une publication et ses lecteurs.

Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur, vous justifiez d'une première expérience de la vente d'espaces publicitaires.

Votre intérêt pour le domaine informatique sera apprécié. La maîtrise de l'an-

Vous avez un bon esprit d'analyse et de synthèse, un sens affirmé du service et de la vente. Vous savez travailler de façon autonome et en équipe, écouter, communiquer et convaincre. (Permis de conduire nécessaire).

Pour ce poste basé à La Défense, merci d'envoyer voire cas (Lettre de motivation, CV, photo et prétentions) à :

IDG COMMUNICATIONS FRANCE A l'attention de Sopbie INSERGUEX Immeuble La Fayette 2. place des Vosges Cedex 65 92051 Paris La Défense 5

Nous sommes l'une des sociétés leader du secteur aéronautique et spatial et nous recherchons notre :

RESPONSABLE DES MANIFESTATIONS EXTERIEURES

BILINGUE FRANÇAIS-ANGLAIS

Au sein du Service Promotion et Image, vous conduisez sur le termin la réalisation de notre programme de manifestations à travers le monde : salons. réceptions. expositions, colloques....

A ce titre :

vous négociez les prestations.

• coordonnez sur pluce les phases d'exécution, établissez le suivi budgétaire de chaque opération,

assurez si nécessaire la représentation de notre Société,

Agé de 30 à 32 ans. vous êtes diplômé d'études supérieures (ESC, IEP. CELSA...) et vous justifiez impérativement d'une expérience similaire réussie en milieu international : la connaissance d'une proisième langue représenterait un plus.

Nous souhaitons trouver en vous les qualités professionnelles

- excellente présentation et seus relationnel,
- communication orale et écrite de haut niveau, · autonomie, adaptabilité et esprit concret,
- aptitude démontrée à l'organisation et à la gestion.

Naturellement, voire mobilité est totale pour des déplacements à

Merci d'adresser voire candidature sous référence 260D à B & C 66. avenue Victor Hugo - 75116 PARIS.

Vos déchets radioactifs sont notre environnement

Notre mission : Protéger l'homme et l'environnement de la radioactivité contenue dans les déchets.

Nos objectifs : Garantir le confinement de la radioactivité, faire avancer la recherche scientifique et développer

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons :

Chargé de Communication

pour notre siège situé en banileue sud de Paris

Au sein de notre Direction de la Communication, vous prenex en charge les actions de communication concernant nos centres de surface de la Manche et de l'Aube (valorisation de la phase de fermeture pour le premier, accompagnement et supervision des actions de l'ANDRA au plan régional et départemental pour la second), coordonnez les actions de partenariat et d'échanges avec les milieux scientifiques, éducatifs et

Yous prenez en charge, dans votre domaine de compétences, les actions liées aux nouvelles implantations (enquête publique, implantation d'un site

A 32 ans au moins, de formation supérieure, vous apportez une expérience de la fonction vécue sur le terrain, acquise en agence sur des dossiers sensibles d'implantation de sites impliquant des relations avec les collectivités locales.

Ce poste implique une étroite collaboration avec nos centres.



Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre, CV + photo) sous la réf. 2680/M à JCM conseil, 15 rue Sarrette, 75014 Paris ou transmettez-le à CV CADRE en composant le 3615/CM

GESTION – FINANCE

FINANCIER

DE TOUTE PREMIÈRE

IMPORTANCE

Merci d'adresser votre

dossier de candidature

ja réf 310 à Consmuniqué, 50/54 rue de Silly, 92513

sur l'enveloppe

(lettre et CV), en précisant

Boulogne-Billancourt Cedex.

Contrôleur activités de marché

Rattaché au directeur des marchés, vous participez au développement de notre équipe et ètes responsable de la validation des résultats front office de nos salles actions et taux du siège, ainsi que de nos implantations étrangères. Votre champs de responsabilité couvre :

- l'ensemble des instruments financiers, dont les montages structurés, pour lesquels vous concevez les méthodes et les paramètres appropriés de calcul et de valorisation,
- la cohérence de ces résultats depuis le front office jusqu'à
- · le développement de nos outils informatiques de suivi. De formation grandes écoles d'ingénieurs / écoles de commerce ou 3ème cycle universitaire, spécialisé en finances, vous justifiez d'une expérience de trois ans minimum comme opérateur ou gérant.

Directeur de l'Activité "Entreprises"

Importante compagnie d'assurance européenne de forte notoriété

Rémunération motivante liée aux résultats

Paris relation étroite avec les réseaux comm

- LA SOCIÉTÉ: ◆ Groupe anglo-sazon, excellente image, établie de
- Plus de 500 personnes en France. 2,2 milliards de F de CA.
- Remarquable savoir-faire dans les produits financiers et dans la gestion de l'épargne longue.
- LE POSTE :
- PROFIL RECHERCHÉ:
- de la société, vous êtes chargé de développer l'activité "Entreprises" de la manière suivante : coordination avec les services techniques, ment pour la mise au point
- pour le développement de l'activité, encadrement d'une équipe de 3 personnes, mise en place d'ourils d'analyse et de contrôle.
- 35 ans environ, vous êtes impérativement de
- Expérience d'au moins 5 ans dans l'assurance
- collective (prévoyance et retraite). Autorité naturelle, sens du travail en équipe, fin
- négociateur, Incontestable sens commercial dans le cadre du
- développement d'une activité.

Merci d'adresser votre dossier de candid let avec rémunération actuelle et photo . . sous ref. LM/60103 à Emmanuel DUPONT, N.B.S., 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.



N B SELECTION LTD



 $B^{\frac{2n-2}{2n-2}}(x) = (k(x) - x_1^{2n}(x) + x_2(x) - x_2(x) + x_2(x))$

Par Grand Contra

್ರಿಷ್ಣಾಕೀ -- --

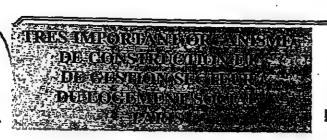
 $\frac{d}{dt}(\mathbf{x}^{n}) + \frac{d}{dt} \geq d_{t}(\mathbf{x}, \mathbf{x}^{n}) + d_{t}(\mathbf{x}, \mathbf{x}^{n}$

Baratto Archive, Line -

5 Mar 1963 - 1961 - 1961 Burgarage Land Control

energy of the same

GESTION - FINANCE



recherche

des cadres et des comptables pour la Direction des Finances

RESPONSABLES DES ETUDES ECONOMIQUES ET STATISTIQUES

Profil: Formation économie / statistiques Bac + 5 * Expérimenté * 30 ans environ.

RESPONSABLE DE LA GESTION DES FINANCEMENTS

Profil: Formation gestion / finances • Bac + 5 • Expérience encadrement et maîtrise de la micro-informatique (Tableurs - Bases de données). • 30 ans environ

Plusieurs COMPTABLES

Pour : suivi de prix de revient d'opérations jusqu'à la clôture financière Gestion des financements (constitution des dossiers, mobilisation etc...) Contrôle administratif des règlements aux fournisseurs.

Profil: Formation comptabilité / gestion • Bac + 2 • 2 ans d'expérience environ Maîtrise de la micro-informatique (Tableurs - Bases de données).

> Ecrire (sous N° 8963) à : Le MONDE Publicité 133, avenue des Champs Elysées - 75409 PARIS Cedex 08

Mardi 13 Février *

Ne ratez pas

le rendez-vous

"Spécial Gestion/Finance"

et ses nombreuses

opportunités

de carrières dans

INITIATIVES

* daté 14 Février.



Glass Europe

CA: 3,2 militards de francs, 3 200 personhes, 3 usin France, 3 usines en Italie, 15 fillales en Europe, Nous sommes rattachés à un groupe international de 35 000 personnes, leader mondial dans les domaines du

verre, de la chimie et de la pelnture. Nous souhaitons renforcer notre service contrôle de gestion industrieile des Linités de Production de Verre

CONTROLEUR DE GESTION DEBUTANT

Disposant d'une formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, vous serez · participer à l'élaboration des tableaux de bord et à l'analyse des écarts, en

respectant les délais • d'assister le Contrôleur de Gestion lors de l'élaboration de budgets et des études de rentabilité ét d'Investissement

de contribuer par la qualité et la fiabilité des informations produites au bon fonctionnement et la gestion des unités automobiles.

Votre réusite dans cette première mission vous ouvrire de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe européen.

Ce poste nécessite le connaissance des bases comptables ainsi qu'une bonne matrise de l'outil informatique. Il requiert, par affigurs, rigueur, goût des contacts et de réelles capacités à travailler en équipe.



Votre compétence française sur une grande place européenne

Notre établissement compte parmi les principales banques de crédit fancier et immobilier en Allemagne et fait partie intégrante de la première banque hypothécoire privée allemande. Nos clients sont, à parts égales, les petits et les grands investisseurs, dant certains ant des activités ou des ambitions internatio-

Pour accretire notre présence sur le marché français, nous souhoitons accuellir

Responsable crédit immobilier (H/F) RCI/M/6.02

Agé(e) de 30 ans environ, et doté(e) d'une solide formation supérieurs (Sup de Co, économie, finance/gestion, banque ou équivalent), vous avez fait vos premières armes dans un établissement de crédit français, où vous avez acquis une connaissance intime des marchés immobiliers français (offre et demande, loyers et prix) et nouè d'étroites relations avec les banques, les investisseurs et d'autres intervenants. Yous aurez pour táches d'analyser les demandes de crédits et d'apprécier les risques concernant le financement de projets immobiliers en France, et spécialement de biens à usages professionnels, mais aussi de participer à des opérations relatives au marché allemand, le tout en ittroite collaboration avec notre filiale française, le département international de notre maison-mère et d'autres divisions du groupe. Vous maîtriséz bien sûr la langue allemande, possédez idéalement de solides notions d'anglais ainsi qu'une bonne pratique de l'outil infor-

Nous your soutlendrons activement dans votre recherche d'un loge-

Faites-nous part de votre Intérêt en adressant votre dossier complet à : MOOG - Airport Strasbourg - "Le Plein Cleil" - Allée de l'Europe -F-67960 ENTZHEIM.

INTERNATIONAL MANAGEMENT Numéro I sur l'axe franco-alle

Der deutsch-französische

FRANKFURT - STRASBOURG - PARIS KÖLN - MILE - BRUKELUS - LUXENBOURG - BUCAREST - WARSZAWA - ST-DENS/RELINION décalog



Cabinet de Conseil, Société de services, éditeur de progiciels financiers recrute pour son activité Consoll :

Consultant Senior (marchés financiers)

Au sein d'une équipe de 5 personnes, vous assumerez des missions de conseil pour le compte d'établissements financiers.

Votre double compétence technologique et financière vous amènera à intervenir sur des sujets tels que le risque (CAD, VaR,...) et les systèmes d'Information (audit, schéma directeur,...).

Cette fonction s'adresse à un Ingénieur diplômé, 35/40 ans, ayant une expérience opérationnelle dans la finance et souhaitant s'investir dans le conseil (autonomie et goût du contact indispensables).

Merci d'adresser votre candidature à notre cabinet de recrutement :

GEC - 424 La Closerie 93194 Noisy-Le-Grand Cedex. tél.: 45 92 19 56 fax: 43 04 44 38

* GEC *

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin que l'on puisse transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.



EAGLE STAR VIE

Une compagnie d'Assurance-Vie Française, affiliée à l'un des premiers groupes d'Assurances Européens,

2 Actuaires Diplômés Développement et Planification en Assurance-Vie

Dotés d'une expérience de 3/5 ans dans une ou plusieurs sociétés d'assurance-vie, ils ont une parfaite maîtrise de la conception et de la tarification des produits et/ou une expérience de contrôle et suivi des provisions mathématiques, de la valeur d'un portefeuille, de la rentabilité des produits... Une très bonne maîtrise de l'anglais est indispensable pour l'un des postes.

Adresser ou faxer au 44 09 44 19 votre Curriculum-Vitae avec lettre de motivation et si possible photo, en précisant la référence ADP à : M. Bernard PRADEL, Directeur des Ressources Humaines, EAGLE STAR VIE, 12 rue Torricelli, 75848 PARIS Cedex 17.

SE SERVED IN

de marie

LE MONDE DES CADRES

chimique, fortement intégrée à sa région, réalisant 80 % de son chiffre d'affaires à l'export recherche son

RESPONSABLE DES ACHATS

Rattaché à la Direction Générale, il aura pour mission de concourir aux performances économiques de l'entréprise par la pertinence de sa politique achats, son approche stratégique des marchés fournisseurs, la rigueur dans la gestion de son portefeuille (200 MF), la mobilisation de son équipe (6 personnes) et sa collaboration active avec l'ensemble des fonctions de l'entreprise.

De formation supérieure, avec des connaissances dans le domaige chimique appréciées, vous possédez une expérience de 5 ans impérative dans la fonction, acquise en milieu industriei, la maîtrise courante de l'anglais et si possible l'allemand.

Au-delà de vos qualités de négociateur, votre ouverture et yotre savoir-faire relationnels, votre force de proposition et d'implication vous permettront d'être étroitement associé à la vie et au développement de l'entréprise.

Ecrire sous réf. 6B 2978 6M



ORGANISME PUBLIC - LYON

EVELOPPEMENT BUNE AGRICULTURE ECOLOGIQUE

Agronome, Chef de service Pollutions diffuses

Nous avons notamment vocation d'aider l'agriculture à mieux prendre en compte la protection de l'environnement et, en particulier, des milieux aquatiques. Nous recherchons pour conforter nos actions, un Chef du Service pollutions diffuses. Vous participez à la définition de notre politique dans les domaines de politique à l'élevage et à l'agriculture. Vous développez notre réflention et définisses les priorités et les moyens d'actions à meure en place. Vous assurez le suivi budgétaire des lignes de programmes concernées, et encadrez deux ingénieurs.

Nous recherchons un candidat de formation supérieure grandes écoles d'ingénieus (2010...) ayant une expérience significative (10 ans) et des mots en prise directe avec le monde et la production agricole. Vous avez une apointée à négocier et voure savoir-faire relationnel vous permet de diffuser efficacement nos messag

Merci d'envoyer votre dossier de candidante (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. OPL1 à notre Conseil Dominique Pierre MILLOT

People & People 1, place des Condellers 69002 Lyon

Dominique-Pierre Millot crée People & People

Recrutement de cadres, Audit d'entreprises en Ressources Humaines. Il vous invite à partager une nouvelle étape dans l'analyse de l'entreprise, un nouvel élan dans la connaissance des hommes et un nouveau projet au service des relations professionnelles.

> People & People 1, place des Cordeises 69002 Lyon Tél. 72 41 88 00 - Fax 72 77 67 12

La forte croissance de notre cabinet nous amène à déménager dans de plus grands locaux. Nous renforçons nos divisions de recrutement existantes (finance et comptabilité, juridique et fiscal, banque et assurance) et développons de nouvelles activités dans le recrutement informatique et multimédia.

Nos nouvelles coordonnées sont les suivantes :

39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS Tél. (1) 47.23.37.00, Fax (1) 47.23.38.00



FONCTION COMMERCIALE

Marché des valeurs mobilières



Parmi les marchés desservis par S.W.I.F.T., celui des valeurs mobilières enregistre le taux de croissance le plus rapide. En 1995, les échanges de messages dans le marché des capitaux ont progress de 43 %, pour atteindre en moyenne 200 000 messages par jour. urd'hul, S.W.I.F.T. développe aursi des applications spécifiques pour réduire les risques, comprimer les coûts et accresitre la rentabilité de ses clients.

Securities Industry Sales Specialist

En tant que Securities Industry Sales Specialist pour le sud de l'Europe, vous aurez pour mission de représenter S.W.L.F.T. auprès des grandes sociétés de bourse, des gestionnaires de fonds de placement et des grandes banques conservatrices de titres. Le Securities Industry Sales Specialist que nous recherchons doit pouvoir démontrer ses succès commerciaux passès. Il aime relever des défis et atteindre des objectifs ambitieux. Il est titulaire d'un diplôme universitaire et possède au moins cinq ans d'expérience dans la vente de logiciels ct/ou de services de télécommunications sur les marchés de valeurs mobilie Il est francophone et a une parfaite maîtrise de l'anglais écrit et parlé. Un niveau opérationnel en espagnol et/ou italien représenterait un atout supplémentaire.

Ce poste est basé à Paris,

Les candidats dont le profil répond à ces exigences ont invités à adresser leur curriculum vitæ en anglais à S.W.L.F.T., B-1310 La Hulpe, Belgique

par S.W.L.F.T. il y a plas de 20 ans. Anjourd'hai, is réseau S.W.L.F.T. financières dens 136 pays.



Ingenieur commercia international



quotidien transair a F.

€,

Marche des va

RECRUTENEVIA INTERNAL

le Mande

CARRIÈRES INTERNATIONALES

SALES MANAGER, DAIRY INDUSTRY, WESTERN EUROPE

To establish a European sales office from scratch for a major international food ingredients producer

Up to £40,000 (or local equivalent), car + excellent benefits

Both this specialist producer of bacterial statter cultures and its parent, one of Australia's largest and most successful food conglomerates, are already truly multi-national. Although historically the company has tended to promote from within, it has now created a rare opportunity for a thoroughly professional sales manager with substantial senior experience in the sales of food ingredients (knowledge of starter cultures, though valuable, is not essential). The new role will involve.

- setting up a sales office.
- gathering the necessary market intelligence,
- identifying target customers and sales opportunities,
- building a sales and technical support team, and ultimately establishing a profitable customer base across Western Europe.

We will be looking for

- a formal qualification, to graduate level, in Dairy or Food Technology,
- fluency in several European languages.
- the appropriate professional track record, and

personal strengths of commitment, enthusiasm, initiative and the ability to work unsupervised.

The appointee will spend the first month with the company on a training programme in Australia. The company's mother tongue is English and choice of location for the new operation is flexible; this advertisement is appearing in several newspapers across Western Europe. Please send full career details (in English), quoting reference WE 6001 on both letter and envelope; to Terry Ward, Ward Executive Limited, 4-6 George Street, Richmond-upon-Thames, Surrey TW9 1JY, UK.



Votre terrain d'action: les marchés en fort développement des pays de l'Est

Coordonnateur dans le domaine de l'Ingénierie Ressources Humaines

de Formation et de Conseil intervenant dans tous les secteurs de l'emploi en développant blic ou privé. La déve implique le renforcement de notre équipe

Responsable de toute l'activité orientée vers les pays de l'Europe de l'Est, vous fédérez l'équipe de consultants et l'activité commerciale et opérationnelle dans un constant souci de développement et de capitalisation des acquis. Tout en assurant un rôle commercial effectif, vous mobilisez les expertises et compétences internes et externes sur les projets à réaliser, vous négociez avec les financiers et les clients, vous supervisez la gestion économique des opérations et en évaluez les risques et les résultats. Véritable leader des projets, vous êtes à la fois intervenant opérationnel,

Justifiant d'une expérience effective de la négociation et de la conduite de projets internationaux dans les domaines de l'ingénierle des Ressources Humaines, du transfert des compétences, de l'analyse socio-économique..., vous maîtrisez évidemment l'anglais et vous avez déjà animé des équipes d'experts dans ces domaines. Aujourd'hui, si votre crédibilité technique est importante, c'est votre capacité à fédérer, votre sens du service et de la valeur ajoutée, votre souci de participer de façon durable à une mission socio-économique d'envergure qui seront déterminants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence C289G à Olivier Chaumette, OC Conseil, 3 rue E. & A. Peugeot, Tour Corosa, C D N S E L 92500 Rueil-Malmaison.



Our Products Are Hot Stuff

and one of the reasons for our rapid growth in Europe, declares our client, the young and dynamic subsidiary of a successful U.S. corporation. They market a complete range of innovative, reliable and easy-to-use products which everybody using a computer in the office, at home or at school is looking for. To expand and broaden market position and to strengthen its highly motivated Marketing Team, our client is seeking several

European Marketing Managers

Your tasks: The objective is to develop marketing strategies on the basis of portfolio, market and trend analyses and to take effective actions within the overall European concept. You will be able to meet this European challenge head-on either as Product Line Manager, Marketing Communications Manager and/or Trade Marketing Manager. You will reach your ambitious goals using a great deal of sensitivity for the unique differences of the European market and its marketing channels. The positions have budget responsibility and you will gain market proximity by close contacts to key

Your profile: You have an economics or business degree, an MBA is beneficial, and approximately 5 years of marketing experience, preferably with an internationally operating branded FMCG company. Your knowledge and skills and your results are reflected in your professional development. In your current position of Brand, Product or Marketing Communications Manager you are responsible for a successful branded product or product line.

You are performance-driven and still looking for new horizons. You have entre-preneurial spirit and aim high. In pursuit of your ambitious goals you consider the chance to be able to take on specific responsibilities within the European market as an excellent opportunity to demonstrate your strength and abilities. You are personally and professionally convincing and have presentation skills preferably in German, English and French. You are computer literate.

We would like to interest you in these most challenging positional Please send your resume including cover letter and salary history to reference number 9244. Ms. Gisels Hippier will be happy to provide initial telephone information at +49-69/9599 06-12. By the way: The European headquarters of our client are located in one of the most popular cities in southern Germany. Please send your application to P.O. Box 18 0240, D-60083 Frankfurt, Fex +49-69/55 8720.



Konstroffer & Partner Personalmarketing KG International Executive Search Consultants

L'Organisation Européenne pour la Sécurité de la Navigation Aérienne

cherche à recruter pour son siège à Bruxelles un/une

Langue française (réf. LA/007/LM)

pour la traduction en français de textes de nature administrative, juridique et technique rédigés principalement en anglais.

Qualifications requises: 🔾 diplôme universitaire; 🖸 très bonne connaissance de l'anglais et d'au moins une autre langue européenne, de prélérence l'allemand: 🗆 bonne culture générale; 🗆 expérience de la traduction dans une grande organisation internationale; ☐ connaissance pratique de Word6/Windows; ☐ âge: de 25 à 35 ans.

Une rémunération de niveau international particulièrement intéressante. doublée d'un régime de sécurité sociale et de pension est proposée.

Des informations complémentaires et les actes de candidature peuvent être obtenus auprès de la Section Sélection et Affectation (HR1.2), rue de la Fusée 96, 1130 Bruxelles (télécopieur nº 32 2 729 90 70 pour renseignements seulement) en citant le



devront parvenir à l'adresse ci-dessus pour le

20 mars 1996 au plus tard Ce délai sera strictement appliqué et les candidats doivent s'assurer que leur acte de candidature arrivera à destination en temps utile.

Les actes de candidature dûment complétés et

mentionnant clairement le numéro de référence.

numéro de référence susmentionné.

Marché des va eurs mobilières



Spécialiste de la vente de logiciels et/ou de services de télécommunication. S.W.I.F.T. vous donne rendez-vous en rubrique « Fonction commerciale ».



Leadership in secure global

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

1er quotidien français à l'étranger



8 Mds de CA, 9.000 personnes, une croissance de 20 % : le Groupe VALLOUREC, leader mondial sur son secteur, très bien implanté sur les marchés de l'automobile, de la mécanique, de la

gner le développement de l'activité Composants Automobiles (pièces de structures et de lizisons au sol), nous

Ingénieur Commercial

Secteur Automobile Marché Allemand A 30/35 ans, de formation Ingénieur Mécanicien, bilingue

allemand/français, vous avez acquis des compétences certaines, et confirmé un grand dynamisme commercial. Vous connaissez dans l'idéal le marché de l'aucomobile ou avez assuré

le développement de produits techniques en Allemagne. Ractaché à notre Direction Commerciale, vous conforterez notre présence sur le marché allemand, interface entre les Bureaux d'Etudes des clients et l'interne, vous assurerez les négociations commerciales dans toutes les phases de développement des produits jusqu'à la

conclusion des contrats. Expirement associé à nos objectifs de croissance, vous contribuerez ainsi activement à développer notre politique produit et notre stratégle

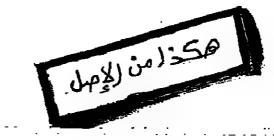
Basé dans un premier temps au Siège, près de Paris, vous serez ensuite détaché en Allemagne, après une période d'une année.

Ce poste constitue un véritable « tremplin » pour un professionnel

Notre conseil. Danielle Boulos, vous remercie d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 125/M - 27/29 rue Raffet - 75016 PARIS.

Danielle Boulos

CONSEIL



XIV / LE MONDE / MERCREDI 7 FÉVRIER 1996

REPRODUCTION INTERDITE

CARRIÈRES INTERNATIONALES

LA COMMISSION EUROPEENNE

cherche

un directeur (m/f) (grade A3) pour son bureau de Représentation à Luxembourg.

Il aura comme mission: □ d'agir comme porte-parole de la Commission au Luxembourg; de suivre l'évolution de l'opinion publique et politique au Luxembourg; 🗆 d'établir et mettre en œuvre un programme pluriannuel d'activités d'information et de communication; □ de stimuler la création et soutenir des partenaires externes pour accroître la diffusion de l'information sur l'Union Européenne.

Cette fonction s'adresse à une personne possédant en outre une expérience de management, des connaissances en matière de gestion financière et une capacité de relations publiques et notamment de parler en public.

Les candidats doivent avoir acquis, postérieurement au diplôme universitaire requis, une expérience confirmée de 15 ans dans le domaine de l'information et de la communication; de préférence, une partie de cette expérience doit avoir été acquise dans le secteur public.

Une connaissance approfondie des structures politiques et des milieux d'information luxembourgeois est indispensable, ainsi qu'une bonne connaissance des principales politiques de l'Union.

Le candidat idéal possède une excellente connaissance du français et de l'allemand. Une connaissance du luxembourgois est un atout.

Les candidats jugés les mieux qualifiés par rapport aux conditions requises seront convoqués à un entretien de sélection, à l'issue duquel un contrat d'une durée maximale de trois ans pourra être proposé au lauréat.

Les candidatures des fonctionnaires des Institutions de l'Union Européenne ne sont pas recevables. Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé (en français, anglais ou

allemand), dactylographié (4 pages maximum), accompagné de photocopies des pièces justificatives telles que diplômes, attestations des employeurs, au plus tard le 01.03.1996 (le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse

COMMISSION EUROPEENNE, Unité Recrutement SC 41 (AT/1/96), rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles. Les personnes ne répondant pas aux conditions et qualifications professionnelles indiquées ci-dessus sont

GESTION – FINANCE

Contrôleur de gestion

Notre Société, principale filiale du groupe Pernod Ricard sur le marché des boissons rafraichissantes sans alcool, recherche pour son siège social à Aix en Provence un candidat à potentiel.

En équipe au sein de la Direction Financière, il participera à l'élaboration des budgets, du Plan à 5 ans, et sera responsable du suivi, du contrôle et de l'analyse des résultats. De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP ...), il disposere d'une

expérience de 2/3 ans acquise au sein d'un cabinet d'audit de forte notoriété ou d'une société connue pour ses méthodes modernes de gestion. Il a de fortes capacités à instaurer un dialogue constructif et sait

faire preuve à la fois de diplomatie, d'autorité et de rigueur. Son dynamisme, son sens de l'initiative et du contact favoriseront sa réussite dans le poste et son évolution au sein des sociétés du groupe en France et à l'étranger.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. 6A 2989 6M à : > - - 71 rue d'Auteuil - 75016 Paris. Discrétion absolue.



CONSEIL ET AUDIT

Avez-vous ce qu'attendent nos clients des secteurs tourisme et transport?

> Le réseau KPMG (70 000 collaborateurs dans le monde) met à leurs côtés des équipes de premier niveau et capitalise son savoir-faire au niveau international Diplômé(e) d'une grande école, bilingue, vous avez acquis

Vous cherchez plus de diversité, plus d'envergure dans vos projets, de réelles perspectives d'évolution en France et à l'étranger. Ecrivez-nous: le Conseil avec Peat Marwick Consultants, c'est à peu près

ce que vous imaginez, en mieux 🔳

dans une grande entreprise ou un cabinet de conseil, une expérience de plus de cinq années dans ce secteur, en participant à des projets stratégiques d'organisation ou de gestion de systèmes d'information.

Nos clients des secteurs du Tomisme et du Transport nous

confient des projets dans un contexte de marché mondial.

Vous avez surtout ce plus que nos clients attendent et qui fait la différence entre le bon et l'excellent.

Marie-Odile RIBATTO vous remercie de lui adresser votre candidature, sous réf. 521, à Peat Marwick Consultants Tour Framatome - Cedex 16 - 92084 Paris-La Défense.

Peat Marwick Consultants

Choississez les itinéraires du développement

Contrôleur de gestion (HE)

er au cœur

inhérentes au contrôle de gestion de cette Direction (2 000 personnes) : préparation et suivi des réalisations budgétaires, analyse des coûts à partir d'indicateurs fonctionnels... Garant de la flabilité du système de gestion, en relation avec les autres services, vous faites évoluer les procédures et optimisez les applications nécessaires.

A 35 ans au minimum, de formation Ecole Supérieure de Commerce ou Matrise de Sciences Eco/AES, vous justifiez d'une experience de 5 à 10 ans en contrôle de gestion. Des compétences en micro-informatique sont

Pour ce poste basé à Dijon, merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions, sous réf. CG, à SAPRR, Direction du Personnel, 36 rue du Docteur-Schmitt, 21850 Saint-Apollinaire.



PARIS RHIN

Cabinet Conseil en Ressources Humaines en pleine expansion recherche pour ses implantations de Paris et Nantes des

Consultants H/F

A 30/40 ans environ, votre formation supérieure (Psy, Socio., Droit, ...) et votre expérience d'au moins 5 ans en Cabinet ou en D.R.H. Entreprise vous ont permis de prouver vos capacités d'écoute, d'analyse, d'organisation et d'adaptation.

Rigoureux, pragmatique, vous saurez par votre sens relationnel et commercial, votre connaissance de la vie en entreprise et vos compétences professionnelles, développer et fidéliser votre clientèle (audit, recrutement, communication interne...).

Merci d'adresser votre candidature, sous référence CRH/LM à Monsieur PRESLE 149,-rue Saint Honoré - 75001 PARIS

1

State of the

A STATE OF S

des économistes au début de 1995, elles n'ont augmenté que de 3,4 à par peur de l'avenir, elles refusent coup de sociétés ont renoncé à lan-3,8 %. Pour 1996, elles devraient de s'endetter et na choisissent que cer de nouveaux produits. Les

progresser de 4 à 5 %. • LES ENTRE-les projets les plus rentables. achats de composants, servant à la PRISES se montrent beaucoup plus • DEPUIS L'AUTOMNE, elles ont maintenance, ont été réduits. • CET

prudentes. Faute de demande, et encore durci leurs consignes. Beau-

ATTENTISME pénalise les groupes français face à leurs concurrents étrangers, qui, eux, n'ont cessé d'in-

Faute d'investissements suffisants, la compétitivité française est menacée

La faible reprise des dépenses productives en 1995 ne permet pas de compenser le retard accumulé depuis le début des années 90 par les entreprises françaises face à leurs concurrents. La prudence des groupes hypothèque la croissance

« POURQUOI investir quand il n'y a pas de demande? » Au moment où les chefs d'entreprise constatent une baisse des commandes, où certains d'entre eux décident des journées de chômage technique, voire envisagent des licenciements, ils ne voient aucune raison de se lancer dans des dépenses. L'expérience du début 1995 leur a servi de leçon. Anticipant une forte reprise de la demande, ils ont poussé les feux pour être prêts à y répondre. Mais la consommation n'est jamais repartie. Depuis, ils out tout gelé et se contentent de gérer an quotidien.

Cet attentisme est une des explications de la grande déception économique de l'année 1995 : la reprise de l'investissement n'a pas eu lieu. Alors que les économistes prévoyaient, an début de l'an dernier, un fort rebond des dépenses en capital – de l'ordre de 10 % en vohume -, ils constatent aujourd'hui qu'ils ont été beaucoup trop optimistes. Selon les demières estimations, l'investissement total a connu une progression en volume de 2 % à 2,2 % en 1995. Les entreprises, en particulier dans l'industrie, out fait un peu mieux. Leurs dépenses productives ont augmen-té entre 3,4 % et 3,8 %. Les perspectives pour 1996 sout à

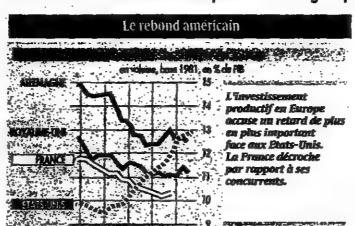
peine meilleures: l'investissement productif devrait progresser de 4 % à 5 % en volume : mais, à entendre à 5 % en voitune : mais, a entenure aujourd'hui les dirigeants d'entre-prise, ces anticipations paraissent bien hautes, incertains de l'avenir,

sons de ne pas investir : la faiblesse de la croissance au moins pour le premier semestre, la baisse des taux d'utilisation des capacités, qui sont tombés à 83,5 %, la chute des priz, sans parler de la permanence des perturbations monétaires.

TOUJOURS PLUS DE RENTABILITÉ

Ni les mesures récentes du gouvemement en faveur de l'investigsement dans les entreprises - qui ressemblent plutôt à de l'optimisation fiscale - ni la baisse rapide des taux d'intérêt n'ont changé leur jugement. «Ce n'est pas un ou deux points de moins qui vont m'inciter à m'endetter.», explique un responsable d'un groupe de mécanique. Gardant un souvenir vivace de la crise de 1993, les sociétés refusent à tout prix d'augmenter leurs dettes. Tout projet, hors acquisition, doit être autofinancé. Les critères de rentabilité, base de la sélection. sont toujours plus exigeants. En deux on trois ans, tout nouvel équipement doit être payé. Les investissements pour renouveler les machines usagées ou pour améliorer la productivité peuvent répondre à de telles exigences. Ceux destinés à augmenter les capacités n'y satis-

Les rachats d'entreprise à l'étranger sont devenus tout aussi rares. Alors que, à la fin des années 80, les sociétés, y compris des PME, avaient des projets d'implantation



coup ont tiré un trait sur de telles aventures. Seuls les grands groupes travaillant dans des secteurs en pleine mutation, comme Rhône-Poulenc ou la Lyonnaise des eaux, osent encore lancer des OPA.

Depuis l'automne, les consignes se sont encore durcies. Beaucoup de firmes, travaillant dans des sectems aussi divers que l'électroménager, l'agroalimentaire, la mécanique, ont renoncé à lancer de nouveaux produits, de nouveaux services, pourtant rentables. Des sociétés d'ingénierie aux groupes d'emballage, tous les acteurs associés en amont à ces projets enreaistrent, depuis quektues mois, une sensible baisse d'activité.

Dans le même temps, les fabri-

fessionnel enregistrent une baisse nette de leurs commandes. Sidel, le fabricant de machines pour bouteilles en plastique PET, marché pourtant considéré comme porteur, a wa son chillre d'affaires diminues depuis octobre. Ce tassement devrait durer, selon kri, au moins jusqu'à la fin du premier trimestre. Plus inquiétant encore: pour la première fois depuis le début des années 80, les achats de composants, utilisés nour la maintenance et l'amélioration de l'outil de productif, sont en baisse, les entreprises se contentant d'un entretien

Ces prudences se traduisent dans les chiffres : depuis plus de trois

ans, les taux d'autofinancement des entreprises françaises dénassent négulièrement les 100 %. Loin de prouver une bonne santé finanière, cela traduit plutôt un sousinvestissement notoire.

Cet attentisme pourrait à terme coûter cher aux groupes français.

vestissements en 1995, le recul enregistré au cours de ces cinq dernières années atteint trente points. «Le retard accumulé dans le domaine de l'investissement productif en France (...) est susceptible de compromettre à moyen terme la compétitivité de nos produits », avertit la BNP, dans son étude de janvier sur la situation financière des en-

La Prance a décroché par rapport à ses concurrents. Si les entreprises américaines avaient peu investi à la fin des années 80, elles ont, de 1990 à 1995, fait progresser leurs dépenses productives de plus de 50 % en volume. En Europe, les firmes

COMMENTAIRE

italiennes et anglaises ont profité de leur bonne santé pour renouveler leurs équipements et leurs produits. Si les entreprises allemandes investissent aussi peu que leurs homologues françaises à l'Ouest, elles se rattrapent à l'Est. Pour l'instant, la balance

commerciale de la Prance continue à enregistrer des excédents record, en raison en partie de la faiblesse des importations. Sur le terrain, « les entreprises françaises commençent à perdre des parts de marché », affirme Michel Didier, directeur de l'institut de prévision Rexecode. Pace à des concurrents de plus en plus agressifs, soutenus comme l'Italie ou les Etats-Unis par une monnaie sous-évaluée, les Français, faute d'offrir suffisamment de produits nouveaux, sont condamnés à se battre sur les prix. Contraints de réduire sans cesse leurs coûts, ils sont entrés dans une logique récessive qui hypothèque la

Martine Orange

Grundig va supprimer encore trois mille emplois

COLOGNE

Grundig à dévoilé lundi 5 février ce qui pourrait bien devenir le plan de la demière chance : le groupe allemand d'électronique grand public veut se séparer de 3 000 de ses 11 500 salariés. Ces mesures, attendues depuis quelques jours, confirment le déclin d'un groupe qui pensait encore équilibrer ses comptes voilà à peine un an. Le déficit devrait dépasser 600 millions de marks (plus de 2 milliards de francs) à la fin de l'exercice clos le 31 mars 1996, dont 330 millions de marks de pertes opérationnelles et 270 millions de provisions pour testructurations.

Premières visées, les usines allemandes perdront plus de 2 200 postes sur les 6 000 actuels, une partie du montage des téléviseurs devant être délocalisée vers Vienne (Autriche) et dans une toute nouvelle unité polonaise. La production des tuners sera abandonnée, tandis que des activités (télé-phonie mobile, technologies de production) seront mises en commun avec des partenaires on cédées. Les effectifs européens seront eux aussi touchés.

Depuis sa prise de contrôle par Philips, en 1984, Grundig a vu fondre ses effectifs. A la fin des années 70, à son apogée, le groupe installé à Firth, près de Noremberg, employait près de 40 000 persomes. Ces cinq demières année les déficits records se sont succédé; le nouveau président du directoire le Néerlandais Pieter van der Wal, n'attend une amélioration des résultats qu'en 1997. «La chute des prix, les colits àu travail élevés et un manque à gagner dû aux turbulences monétaires ont anéanti les avancées » autérieures, a-t-il affirmé.

Le groupe n'a pas su réagir à l'arrivée de la concurrence. Ses téléviseurs et magnétoscopes restent

parmi les plus vendus en Aliemagne, mais les producteurs asiatiques ont assuré leur mainmise sur l'électronique grand public, où les parts de marché sont désormais plus difficiles à défendre. Grundig a mal géré sa diversification, restant très en retard sur les produits à usage professionnel ou les nouveaux médias. Résultat : le chiffre d'affaires stagne à 3,5 milliards de marks, nettement au-dessous des

Philips, qui possède 31,6 % du capital, éponge la totalité des pertes. Mais le groupe néedandais, qui aurait déjà dépensé plus de 1 milliard. de marks pour renflouer son « enfant tenfible », a déjà annoncé son intention de voir Grundig assumer cette année. D'ici là, Pieter van der Wal espère avoir rétabli la situation. En cas d'échec, Philips pourdirection se défend de préparer une telle issue, que les salariés reant le siège de l'entreprise, des banderoles où l'on pouvait lire: « Grundig au lieu de Philips ».

Philippe Ricard

MISSION IMPOSSIBLE Le ministre de l'industrie, de la

poste et des télécommunications, Franck Borotra, a assigné une mission supplémentaire aux entreprises publiques: «S'll s'averait que la croissance ne se soutienne pas spontanément, il faudrait que l'Etat donne un coup de pouce supplémentaire. Je suis pour que très saines, comme EDF, GDF et France Télécom, accentuent leur effort d'investissement », a-t-il rappelé dans un entretien aux ainsi que redécouvrir une vieille habitude, déjà fort utilisée par ses seurs : demander aux enreprises publiques d'illustrer sur le terrain la politique du gouvernement, afin de servir d'exemple au privé toujours soupçonné de

Comment résister? EDF, GDF, France Télécom sont des sociétés prospères. Chaque année, elles in-

vestissent plusieurs dizaines de milliards de francs en travaux les plus divers. Mais elles ne peuvent guère aller au-delà. Leurs efforts, de toute façon, risquent de ne pas se trouver à la hauteur de l'enjeu. Cinq, dix ou même quinze milllards supplémentaires ne peuvent suffire à compenser le manque d'investissement en France.

Dans le même temps, les autres impératifs fixés par le gouvernement aux entreprises publiques demeurent : être bénéficiaires, diter à la nouvelle concurrence internationale, soutenir le développement de nouvelles technologies, participer à l'améune politique sociale exemplaire, embaucher des jeunes... Trop de missions tuent la fonction. En exigeant aujourd'hui qu'elles soutiennent seules l'investissement, le gouvernement cantonne la stratéseul objectif: la défense des besoins politiques du moment.

La direction informatique de la FNAC est en grève

DEPUIS LE 25 JANVIER, la cen- jet : non seulement elle prévoit de aine de salariés travaillant à la diection informatique de la FNAC ont en grève contre une décision le la direction de sous-traiter une artie de cette activité. « Depuis un an, nous nous y at-

endions, mais, à chaque comité . l'entreprise, la direction nous affirnait que cela ne faisait pas partie le ses projets », explique Claude Le tenard, élu au comité d'entreprise. Pourtant, le 24 janvier, la confirmaion viendra d'une source inattentue: «La société GSI a convoqué ine douzaine d'entre nous pour rous expliquer qu'en raison du refus le la FNAC d'organiser une renontre préalable entre elle et nous, GSI refusait de reprendre le service nformatique. Elle nous a précisé nue, finalement, la FNAC avait choi-Bultants comme repreneur une autre sociéé informatique, dénommée Synhrone », raconte un informaticien. Dès le lendemain, une assem-

lée générale votera la grève. Au ours d'un comité d'entreprise exaordinaire convoqué le 29 janier, la direction détaille son pro-

transférer 45 postes d'informaticiens, mais elle annonce la suppression de 22 autres et la mise en route d'un plan social pour supprimer 26 postes dans les autres directions de siège social. Sur les 385 personnes qui travaillent an siège de la FNAC (430 ii y a un an), 93 sont done directement menacées; en outre, les syndicats ont publié les conclusions d'un consultant payé par la direction, et selon lequel sur 6 700 emplois en France, 800 pourraient être supprimés.

Face à la détermination des grévistes, la direction a accepté de « gelet » la sous-traitance et de procéder à un audit présiable. Elle s'engage par avance à reclasser en interne toutes les personnes qui verraient leur poste supprimé, et elle ne reprend pas à son compte les 800 suppressions d'emplois envisagées. Mais, ayant en le sentiment d'avoir été trompés durant un an, les salariés n'ont plus

Aller - retour pour tous au départ de Paris.

MONTPELLIER, NIMES, TOULOUSE, MARSEILLE

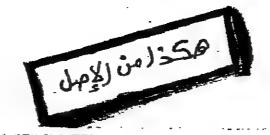
NICE, TOULON, AVIGNON

Tarifs Clin d'Oeil jusqu'au 30 mars 1996 sur vols Bleus désignés.

Renseignez-vous sur les conditions d'application de ces tarifs auprès d'Air Inter Europe (à Paris: 45 46 90 00) ou de votre agent de voyages ou 3615 AIRINTER (1,29F/mn). Tarifs hors taxes aéroport (28Frs).

AIR INTER EUR® DE





Les marchés obligataires chutent brusquement du fait de tensions aux Etats-Unis et en Allemagne

Les emprunts d'Etat outre-Rhin sont les plus durement touchés

Après plusieurs mois de détente ininterrompue, les taux d'intérêt à long terme sont fortement tisseurs considèrent que la détente monétaire les taux d'intérêt à long terme sont fortement remontés lundi 5 février. Le mouvement a été

boursiers, une baisse accentuée par le repli du

L'EUPHORIE dans laquelle les marchés financiers internationaux vivaient depuis plusieurs mois est brutalement retombée, lundi 5 février. La Bourse de Paris a reculé de 1,81%, tandis que celle de Francfort perdait 1,35 %. Les taux d'intérêt se sont pour leur part fortement tendus. Le rendement de l'emprunt d'Etat français à dix ans est remonté de 6.40 % à 6,57 %. Enfin, le dollar, qui n'avait cessé de progresser depuis le début de l'année, s'est nettement replié. il est passé de 1,49 à 1,4650 mark, de 106,80 à 104,90 yens et de 5,12 à 5,04 francs. Ce mouvement inquiète d'autant plus les opérateurs - par nature très superstitieux - qu'il intervient deux ans jour pour jour après le début

du krach obligataire mondial et

du plongeon historique du dollar.

L'annonce, vendredi, d'une forte progression du taux de chômage américain au mois de janvier ~ il est passé de 5,6 % à 5.8 % -- est à l'origine du renversement de tendance du dollar. Cette statistique, qui doit pourtant être interprétée avec précaution en raison des tempétes de neige qui ont paralysé les Etats-Unis, a remis en question le scénario économique jusqu'à présent envisagé par les investisseurs. Alors qu'ils pariaient sur un atterrissage en douceur de l'économie américaine (soft landing), ils craignent désormais une entrée en récession. Ils anticipent du même coup une accélération de la détente monétaire outre-Atlantique qui risque de priver le dollar d'une partie de sa rémunération et de

Mercredi 31 janvier, la Réserve fédérale (Fed) avait abaissé d'un quart de point ses deux principaux taux directeurs. Le niveau des fonds fédéraux, qui constitue outre-Atlantique le taux de l'argent au jour le jour sur le marché interbancaire, avait été ramené de 5.5 % à 5.25 %. Selon les anticipations des opérateurs, reflétées par les cours des contrats à terme, les taux d'intérêt américains trois mois devraient encore baisser de 0,7 % d'ici à

La chute du marché obligataire américain observée depuis mer-

connent également la Fed de céder aux pressions exercées par la Maison Blanche, qui sonhaite que le candidat démocrate aborde l'échéance présidentielle dans un climat économique favorable.

Le mouvement de bausse des taux d'intérêt à long terme américain s'est propagé en Europe tout en s'amplifiant. Le marché obligataire allemand a même connu un lundi noir, le rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans remontant de 5,90 % à 6,11 %. Deux facteurs

Paris exclut une parité fixe franc-mark avant 1999

Le ministre français des finances, Jean Arthuis, a exclu bondi 5 février toute instauration d'une parité fixe entre le franc et le deutschemark avant l'échéance prévue du 1 janvier 1999 poor le passage à la monnaie unique. « L'Union économique et monétaire, c'est l'union du plus grand nombre possible de pays de l'Union euro-péenne, ce n'est pas quelques-uns seulement », a expliqué M. Arthols, L'idée d'une fixation rapide, pour surprendre les marchés, d'une parité fixe entre le franc et le mark trouve des partisans en France et en Allemagne. Elle permettrait pour ses défenseurs d'enclencher un processus irréversible vers la monnaie unique.

La semaine dernière (Le Monde du 3 février), la Deutsche Bank a réclamé une telle initiative pour prévenir la catastrophe économique qui serait provoquée par l'échec de la monnaie unique. Selon le parlementaire français Maurice Ligot, les gouvernements allemand et français ont déjà en des discussions sur le sujet.

credi 31 fanvier – le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans est remonté de 6,05 % à 6,19 %semble également témoigner de la défiance croissante des marchés financiers à l'égard de la politique monétaire menée par la Réserve fédérale. Les opérateurs considérent que la Fed ne se montre pas assez vigilante vis-àvis de l'inflation alors que les cours de l'or, considérés comme un indicateur avancé de la hausse des prix à la consommation, ne

ont favorisé ce très brusque repi des obligations allemandes. La production industrielle a progressé de 0,6 % au mois de décembre, une hausse plus forte que prévu. Le président de la Bundesbank. Hans Tietmeyer, a pour sa part affirmé qu'il s'attendait à un rebond de l'économie en cours d'année. Il a ajouté qu'une éventuelle poursuite de la baisse des taux d'intérêt outre-Rhin dépendrait de l'évolution de la masse monétaire. Or les économistes se montrent

plutôt inquiets à ce sujet. Ils pré-voient une forte croissance de l'agrégat de mounaie M 3 au mois de janvier. En raison du mode de calcul complexe de cet indicateur. la progression de M3 pourrait être supérieure au niveau plafond de 7% autorisé par la Bundesbank. Les opérateurs out donc le sentiment que la détente moné-taire outre-Rhin touche à sa fin.

MARI SUR L'EURO

Là encore, les cours des contrats à terme reflètent leur sessimisme. Selon ces cotations. les rendements à court terme devraient rester stables au cours du remier semestre par rapport à leurs niveaux actuels, avant de connaître une brutale remontée en fin d'année. Les rendements à trois mois passeraient de 3,20 % à la fin du mois de juin à 3,70 % à la

fin du mois de décembre. S'il n'a pas été épargné par la chute des obligations allemandes, le marché des emprunts d'Etat français a relativement bien résisté. L'écart de rendement entre les titres à dix ans des deux pays s'est ainsi réduit à 0,46 %. Ce mouvement, observent les experts, reflète la confiance des investisseurs dans l'édification de l'union monétaire européenne. Les intervenants parient sur la naissance de l'euro à la date du le janvier 1999, et ils misent sur une convergence des taux d'intérêt des différents Etats européens. Ils préfèrent, dans cette perspective, retirer leurs capitaux d'Allemagne et les placer dans des pays voisins présentant des rémunérations plus alléchantes et offrant des espoirs de plus-values en capital plus importants.

Pierre-Antoine Delhommals

La reprise de Fokker suscite des candidatures

Le canadien Bombardier s'ajoute à une longue liste de prétendants, où l'on trouve Samsung, Aérospatiale et British Aerospace Taiwan

ou obligés, à la reprise du constructeur néerlandais Fokker se multiplient, « Des discussions sérieuses vont commencer, avec cinq candidats parmi les vingt ou trente sociétés oyant manifesté un intérêt pour l'acquisition de tout ou partie de la compagnie », a affirmé le 5 février le porte-parole de l'avionneur, alors que son président, Ben van Schaik, déclarait le même jour au Salon aéronautique de Singapour « discuter avec le sud-coréen Samsung, le gouvernement de Taiwan, British Aerospace et l'Aérospatiale ». En bourse d'Amsterdam, le titre Fokker a enregistré depuis la reprise des cotations, le 24 janvier, une hausse exceptionnelle de 40,3 %, dans un marché où la tendance à la baisse dominait.

OFFENSIVE OU DÉFENSIVE ? Fokker, en sursis depuis la déci-

sion prise par son actionnaire principal, l'allemand Daimler-Benz, d'arrêter son soutien financier, entretient la compétition entre ses anciens concurrents sur le marché des avions régionaux. Au risque d'agacer certains candidats, qui avaient demandé des négociations secrètes ou d'annoncer de nouvelles candidatures lorsqu'il ne s'agit que de demandes de renselguement. « Nous avons simplement écrit à l'administrateur judiciaire

LES PRÉTENDANTS, sincères · pour avoir accès aux documents financiers », explique-t-on à l'Aérospatiale. A Singapour, Henri-Paul Puel, président du consortium européen d'avions régionaux AIR (Aerospatiale, British Aerospace, Alenia), a précisé que les partenaires souhaitaient, avant de s'engager, pouvoir déterminer « si Fokker peut être rentable et comprendre comment Dasa a pu perdre 7 milliards de francs dans la compa-

> Difficile de déterminer si les Européens manifestent pour Fokker un intérêt offensif ou défensif, devant le risque d'un repreneur « hostile » comme leur grand rival canadien Bombardier, qui, après avoir nié tout intérêt pour Fokker, annonçait lundi qu'il allait avoir des discussions avec l'avionneur néerlandais. « La société Bombardier est convenue d'amorcer des discussions avec Fokker. La filiale britannique de Bombardier, Short Brothers, est l'un des fournisseurs engagés dans les programmes des appareils Fokker 70 et 100 », indique un communiqué publié à Montréal.

Le sud-coréen Samsung, en quête d'une expertise technologique dans le cadre du projet sinocoréen d'avion de 100 places, a quant à lui manifesté son intérêt

Christophe Jakubyszyn

1232

關係

1500

क्रक्ष्मणः -व्यक्तिः - -

2000

135.1

机强压器

÷ ÷

Tree 🛫 .

A

2

LES TAUX

REPORT !

- Table 1

Contract of the

1 50 IN

Carles.

227

42.157

Michelin décentralise son organisation

LE NUMÉRO UN MONDIAL du pneumatique met en place une nouvelle organisation, qui doit permettre d'augmenter la « réactivité» du groupe et d'accélérer les prises de décision « en décentralisant les responsais tés ». Michelin sera désormais organisé autour de neuf « lignes produits» (tourisme, poids lourds, avion, deux roues...)érigés en centres de onze « services groupe » (achats, finances, logistique, qualité, sécurité...). Chaque ligne de produit sera responsable du développement de son activité dans le monde. Par ailleurs, Michelin a divisé ses marchés en quaire grandes zones géographiques : l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Europe et l'Asie-Océanie-Afrique. Enfin, un large consell exégérants actuels du groupe, Edouard et François Michelin, ainsi que René Zingraff. Une révolution dans un groupe traditionnellement centralisé et

■ BRITISH GAS : le groupe gazier britannique a annoucé, marti 6 février, sa scission en deux sociétés distinctes, British Gas Energy, chargée de la fourniture du gaz aux consommateurs, et Transco International, responsable du stockage et du transport. Ce changement d'organisation, qui a reçu l'aval du gouvernement britannique, intervient alors que le marché du gaz va comaître une nouvelle ouverture à la concurrence le 1º avril. British Gas a également annoncé le départ, au mois d'avril, de son directeur général Cedric Brown. Il sera remplacé par le président du groupe Richard Giordano.

■ SDBO : la partie financièrement saine et l'essentiel des effectifs de la Société de banque occidentale vont réintégrer le giron du Crédit lyonnais. C'est l'objet du protocole qu'a signé la banque publique avec le Consortium de réalisations (CDR). Lors du schéma de cantonnement, plvot du plan de sauvetage du Crédit lyonnais, le CDR avait repris la totalité des activités de la SDBO. Le retour, boulevard des Italiens, des activités de gestion et de la clientèle d'administrateurs judiciaires, qui représentent un total de bilan de 7 milliards de francs et de 220 personnes sur 245, de son ancienne filiale doit recevoir l'aval du ministère de l'écono-

M SLIGOS: le groupe français de services informatiques a amnoncé, lundi 5 janvier, la vente de CMG, son activité de distribution d'ordinateurs, à la société infopoint. Le montant de la transaction n'a pas été communiqué mais Sligos indique qu'elle réalisera une plus-value.

■ AT&T: le groupe américain de télécommunications, qui est en train de scinder ses activités en trois sociétés indépendantes cotées, a baptisé sa division équipements et infrastructures Lucent Technologies. L'activité informatique a déjà repris son nom initial de NCR et la compagnie de téléphone conserve celui d'AT&T.

MERCEDES-BENZ: le constructeur allemand et le groupe japonais Komatsu, spécialiste des engins motorisés pour le BTP, doivent créer d'ici à la fin de l'année une société commune chargée de distribuer ies camions Mercedes au Japon. Ce réseau pourrait vendre, dès sa première année d'activité, 700 camions (contre 300 en 1995).

■ GEC-ALSTHOM : la direction de Neyrpic, société exenobloise de fabication de matériels hydrauliques, filiale de GEC-Alsthom, a informé, lundi 5 février, le comité d'entreprise de son intention de supprimer 149 emplois. Cette société, qui employait 1500 personnes en 1986, n'en fait plus travailler que 600. Ce plan social sera le treizième.

■ UAP : Fassureur vient de signer avec les syndicats CFDT, CFTC, CFE CGC, CGT et UDPA un protocole d'accord relatif aux modalités d'application de l'accord UNEDIC du 6 septembre sur la cessation anticipée d'activité en contrepartie d'embauches. Ce protocole « améliore les garunties complémentaires accordées en matière de retraite et de prévoyance por l'accord de branche », précise la direction.

■ AIR AFRIQUE : les 450 employés de la compagnie aérienne interafricaine basés au Congo ont lancé un préavis de grève d' « avertissement » de 24 heures pour le 14 février prochain, afin de réclamer le départ du président-directeur général Yves Roland-Billecart et des assistants techniques non-africains. «Le personnel d'Air Afrique est curivé à la conclusion que le sauvenge d'Air Afrique passe forcément par le départ de Roland-Billecart », affirme le préavis de grève qui conteste la re-conduction de M. Roland-Billecart lors du récent conseil d'administration d'Air Afrique à Cotonou et accuse ce dernier de « mauvaise gestion ».

Les futures privatisations s'annoncent difficiles en dépit d'une amélioration du climat à la Bourse de Paris

APRÈS les difficiles opérations de privatisation de la fin de l'année 1995, le gouvernement affiche à nouveau de grandes ambitions. Il compte bien réussir cette année un programme de cessions de 40 milliards de francs, dont plus de la moitié devraient être réalisées sur le marché. Un certain nombre de grandes entreprises publiques, comme les AGF (Assurances générales de France) et la Banque Hervet, se préparent activement à un passage au privé dans les pro-

Mais, en dépit d'une amélioration sensible du climat à la Bourse de Paris et d'une hausse de plus de 6 % des cours depuis le début de l'année, les investisseurs ne manifestent pas vraiment d'appétit et d'intéret pour les privatisations à venir. Ils ont été échaudés par les dernières opérations menées à marche forcée. L'Etat avait aussi prévu 40 milliards de francs de recettes de privatisations en 1995. mais a dû se contenter de 22 mîlliards. Un scénario que les analystes ne sont pas loin de voir se répéter en 1996.

La privatisation de Pechiney, le 18 décembre 1995, la dernière en date, est un mauvais souvenir encore trop proche. Elle est venue confirmer le peu d'engouement des investisseurs pour les entreprises publiques françaises. Seuls quelque 400 000 particuliers se sont portés acquéreurs de titres Pechiney. La privatisation n'a pu être bouclée que grâce au concours apporté in extremis par les grands réseaux bancaires. Les mêmes banques ont permis au titre de gagner progressivement du terrain au cours des derniers jours et de s'inscrire, lundi 5 février, à 193 francs, alors que le prix de l'offre publique de vente était de 187 francs. Mais les analystes jugent cette hausse un peu « artifi-

La précédente dénationalisation, celle d'Usinor-Sacilor, effectuée au mois de julilet 1995, n'avait déjà pas été un franc succès. Mis en avait atteint un plus bas niveau à 55,50 francs. Aujourd'hui, l'action n'a toujours pas retrouvé son cours de privatisation : handi 5 février, elle cotait en clôture 75 francs, soit environ 13 % en dessous du cours auquel les premiers actionnnaires l'ont acquise. La privatisation était intervenue juste avant le retournement de conjoncture sur le marché de l'acier.

CRÉDIBILITÉ

L'erreur du gouvernement, selon Michel jollant, de la société de Bourse Meeschaert-Rousselle, est d'avoir voulu privatiser coûte que coûte des entités fragiles, et de ne pas avoir cherché le couple vertueux qui consiste à vendre du « bon papier » dans une dynamique haussière. Ce qui permet de prendre en compte à la fois l'intéret de l'investisseur et celui du vendeur. Si l'acheteur a le sentiment d'avoir été trompé, la privatisation sera un échec, et, par là même, préfudiciable à la suivante.

Pour Eric Le Boulch, de l'Européenne d'intermédiation financière boursière (EIFB), pour atteindre un objectif de 40 milliards de francs, il faut être crédible : « Une monnaie solide, une économie solide et, surtout, que l'Etat ne donne pas le sentiment de trop intervenir dans la gestion des entreprises. » La concurrence en Europe risque d'être rude pour attirer les capitaux et de compliquer encore les choses. L'ensemble des opérations de privatisation attendues en 1996 devrait monter à 275 milliards de francs. L'Italie, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne ont des

programmes ambitieux. Aujourd'hui, le gouvernement français doit avant tout trouver l'oiseau rare qui lui permettra de démontrer aux investisseurs qu'il ne leur propose pas à chaque fois un marché de dupes. La plus « passionnante » des sociétés privatisables, serait, selon la plupart des analystes, France Telecom. Mais l'opération provoquerait des problèmes sociaux considérables. Et le vente à 86 francs le 4 juillet, le titre gouvernement n'est pas dans une Comptoir des entrepreneurs, ont

Entroprises	Page	Section	Depuis la privationien en %
Vienna Airport	Autriche	Transports	+43,2
Boehler-Uddeholm	Autriche	Métaux	+40,0
SEITA	Prance	Tabac	+33,5
Nordbanken	Suéda	Banques	+ 25,0
Banco de Fomento	Portugal	Banques	- £ 6,5
Fokus Vank	Nor vège	Banquis	+17,9
Portugal Telecom	Portugal	Télécommunications	. + 0,5
VA Steinel	Autriche	Machines-outils	- 1,7
ENR	Italie ·	Pétrole	+ 5,7
Christiania	Norvège	Banques	+ 4,2
Finnair	Finlande	Transports	- 7,1
KPN	Pays-Bas	Télécommunications	+ 6,0
Pechiney	France	Aluminium	- 1,1
Portucel Industrial	Portugal	Papier-carton	- 14,9
Telefonica	Espagne	Télécommunications	+ 2,6
Repsol	Espagne	Pétrole	+ 9,8
PowerGen	Grande-Bretagne	Electricité	+ 1,9
Usinor-Sacilor	France	Métaux	-27,2
National Power	Grande-Bretagne	Bectrione	- 7,5
Ence	Espagné	-	36,5

situation où il peut prendre ce type de risques. Privatiser une fraction supplémentaire du capital de Renault, ce serait ne pas « avoir retenu la leçon », estime Michel Jollant, compte tenu d'une conjoncture peu favorable à l'automobile.

RESTAURER LA CONFIANCE

Les valeurs financières ont, en revanche, la faveur des analystes du fait de la baisse des tanz d'intérêt, même si les dernières opérations, comme l'UAP, laissent des plaies dans les portefeuilles : privatisée au mois d'avril 1994 à 152 francs, la compagnie d'assurances voit son cours évoiuer autour de 116 francs (-23.7%). Les AGF, qui out réglé le dossier du

quelques attraits. Tout comme l'ouverture du capital de la Caisse nationale de prévoyance (CNP), qui a tout de même le handicap de ne pas posséder une vrale maltrise de la distribution de ses produits,

Un certain nombre de participations minoritaires que l'Etat a conservées pourraient être mises sur le marché sans trop de problèmes, comme celles qu'il détient dans Elf Aquitaine, Total ou le Crédit local de France. Mais ce serait une manière de gagner du temps. et non de réinstaller une dynamique et une confiance littéralement saccagées lors de privatisations menées dans des conditions trop défavorables.

Erançois Bostnavaron

ILE DOLLAR a freiné sa chute, marli 6 février, sur le marché des.
hausse de 0,47 %. L'indice Nikkeï a
105,12 yens, contre 105,23 à New
York et 106,12 à Tokyo, lundi.

LA BOURSE DE TOKYO a terminé
la séance du mardi 6 février sur une
hausse de 0,47 %. L'indice Nikkeï a
gagné en clôture 97,77 points à
20 751,15 points.

LA BOURSE DE HONGKONG a terminé
la séance du mardi 6 février sur une
hausse de 0,47 %. L'indice Nikkeï a
gagné en clôture 97,77 points à
20 751,15 points.

LA BOURSE DE HONGKONG a terminé
la séance du mardi 6 février sur une
hausse de 0,47 %. L'indice Nikkeï a
gagné en clôture 97,77 points à
20 751,15 points.

LA BOURSE DE HONGKONG a terminé
la séance du mardi 6 février sur une
hausse de 0,47 %. L'indice Nikkeï a
gagné en clôture 97,77 points à
20 751,15 points.

LA BOURSE DE HONGKONG a terminé
la séance du mardi 6 février sur une
hausse de 0,47 %. L'indice Nikkeï a
gagné en clôture 97,77 points à
20 751,15 points.

LA BOURSE DE HONGKONG a terminé
la séance du mardi 6 février sur une
hausse de 0,47 %. L'indice Nikkeï a
gagné en clôture 97,77 points à
20 751,15 points.

LA BOURSE DE HONGKONG a terminé
la séance du mardi 6 février sur une
la séance difficile. L'indice Dow
la séanc

MILAN

FRANCFORT

¥

LONDRES

4

¥

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 CAC 49 MIDCAC 7 1

endance hésitante Paris

LES VALEURS FRANÇAISES se mettaient timidement du coup s froid de la veille, mardi 6 féder, à la Bourse de Paris. En ausse de 0,17 % au début des hanges, l'indice CAC 40 a rapiament renoué avec la baisse ant d'évoluer autour de l'équiare. Aux alentours de 12 h 15, les ileurs affichaient un repli de 36 %, à 1 994,35 points. Les tranctions sur le RM avoisinaient 3 milliard de francs.

Paris, comme les autres Bourses . ropéennes, a été ébranlée, lunpar la chute des marchés obli-taires et par la faiblesse du billet rt. Le mouvement de repli à Pa-a été jugé trop brutal par cerins opérateurs et, selon l'un eux, une correction technique vrait suivre. Cette correction ite toutefois dépendante de solution du dollar, a-t-il ajouté, biquant qu'une poursuite de la isse du billet vert pénalise à me part, les vedettes de la cote



exportations; d'autre part, la titres comme LVMH, qui perdait baisse entraîne des arbitrages en 0,53 %, et les pétrolières, pour la faveur des actions américaines.

Du côté des valeurs, la mauvaise tenue du billet vert pénalisait des des valeurs des actions américaines.

Total (-1,27%).

AGF, valeur du jour

prêt pour la privatisation. Depuis quelques jours, le président des AGF, Antoine Jeancourt-Galignani, le répète à longueur de colonnes. Repoussée par le gouver-nement début 1994, puis par le patron de la compagnie à l'automne, la mise sur le marché pourrait bien avoir lieu au printemps. Le dossier de la BFCE et ceuble titre le marché parisien : lui du Comptoir des entrepreneurs sont réglés. Le groupe a nettoyé it touchées au niveau de leurs ses comptes et vient d'annoncer

LE GROUPE d'assurance est un plan stratégique à cinq ans. Le mêt pour la privatisation. Depuis titre est toutefois encore fragile. Lundi 5 février, il perdait 1,2 % à

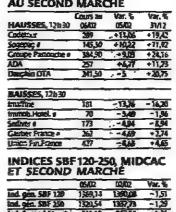


PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL













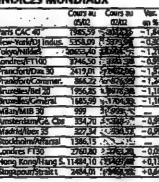
all Street bat "1 nouveau record

sourse de Tokyo a terminé en gression sensible, mardi 6 février, firmant sinsi une tendance fonventalement orientée à la hausse. ernalement oremes a la nanes.

Erme des échanges, l'indice Nika gagné 97,77 points, soit une
nce de 0,47 %, à 20 751,15 points,
plus haut de la séance, l'indice
dt inscrit à 20 767,79 points.

de séance piutôt laborieux. L'in-: Dow Jones a terminé sur imvezu record, profitant d'une dée des taux d'intérêt sur le marobligaraire et d'achata de déten-.3 de capitanx soucieux d'investir liquidités toujours abondantes. paromètre de Wall Street a gagné 50 points, soit 0,63 %, à 17,59 points. La Bourse de

Londres, qui n'a pas profité de la re-prise tardive de la Bourse américaine, a terminé en baisse de 34,7 points, soit 0,9 %, à 3 746,60 points. Le recui a été encore plus important outre-Rhin, à la Bourse de Francfort, sous l'effet des prises de bénéfice après les records qui se sont succédé depuis le début de l'année. L'indice DAX a perdu 1,35 %; à 2 419,01 points.











7

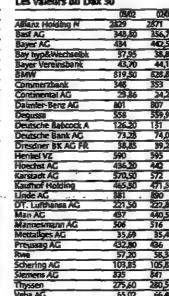


Sélection de valeum du FT 100

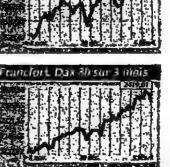
LONDRES



FRANCFORT







ES TAUX

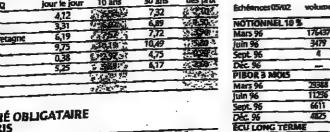
tite reprise du Matif

E CONTRAT NOTIONNEL du Maif, qui mesure la ormance des emprints d'Etat français, a ouvert en see mardi 6 février. Après quelques minutes de tranlous, l'échéance mars gagnait 22 centièmes pour iblir à 121,88 points. Le taux de rendement de l'oblion assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à %, soit un écart de 0.44 % par rapport à celui du titre at allemand de même échéance. La veille, les mar-

chés obligataires européens avaient très violemment re-culé. Le contrat notionnel du Matif avait perdu 76 cen-

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,00 %) fbor Francs 3 mo

MATIF



RCHÉ OBLIGATAIRE

TAUX DE RÉFÉRENCE

· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	Taux au 05/02	Taux au 02/02	(base 100 ffr 95)
OE RENDEMENT	5,18	1.38 AT	101,46
s d'État 3 à 5 ans	5,73	17 2787	101,65
s d'Brat 5 à 7 ans	6,23		101,85
s d'Etat 7 à 10 ans	6,49	A G.467.	101,69
s d'Etat 10 à 15 ans	7,10	C 2.967 5	102,45
s of Etat 20 a 30 ans	6,70	" 6.56" !	101,41
ations françaises	-1,63	+1661	100,85
s d'Etat à TME	-1,19	-136*	100,57
s d'Etat à TRE	-0.85	-0.84° C	59,A2
at franç à TME	+0.26	P. 24.54	99,92

tièmes, dans le sillage des emprunts d'Etat allemands. Les opérateurs redouteut un arrêt de la détente monétaire outre-Rhin.

Marcii matin, la Banque de France a laissé inchangé, à 4,25 %, le taux de l'argent au jour le jour, Les échéances à trois mois s'établissalent à 4,40 %.

Pibor Ecu 3 mois Pibor Ecu 6 mois Pibor Ecu 12 moi

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

\$,0735







LES MONNAIES

Faiblesse du dollar

LE DOLLAR restait faible, mardi 6 février, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes, à 1,4685 mark, 105,21 yens et 5,0475 francs. Les opérateurs anticipent une accéléra-tion de la détente monétaire outre-Atlantique en raison des risques d'une récession de l'économie américaine, qui rendrait les placements libellés en dollars moins rémunérateurs.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	COURS BD# (55/02)	\$ 12/02	Activit	Vante
Allemagne (100 dio)	344,0900	+0,17	330	354
ECU	6,3115		_	
Etats-Unis (1 usd)	5,0735	6.70	4,8200	-5,4200
Beigique (100 F)	16,7330	40.74	16,0700	47,1700
Pays-Bas (100 ft)	307,2500	+0,17	-	
Ratie (1000 lir.)	3,2245	-0.23	2,9000	- 3,4000
Danemark (100 lord)	88,9500	+0.15	82,5000	92,5000
Islande (Tiep)	8,0080	- 0.06	7,5700	8,3200
Gde-Bretagne (1 L)	7,7575	-0.05	7,2400	6,0300
Gréce (100 dradu)	2,0765	-0.22	1,7500	2,2500
Suede (100 krs)	72,8600	966	67	77
Subse (100 F)	429,8000	* (L36	405	429
Norvege (100 k)	78,7200	+009	72,5000	87,5000
Autriche (100 sch)	48,9300	+0,17	47,A000	· 50,5000
Espagne (100 pes.)	4,0735	0.18	3,7200	4,3200
Portugal (100 esc.	3,3150	4 4	2,8500	3,5590
Canada 1 dollar ca	3,6858	-0.92	3,4200	4,0200
Japon (100 yers)	4,5172	+0.27	4,5500	4,9000

Le franc regagnait un peu de terrain, mardi matin, à 3,4375 francs pour un deutschemark. La veille, affectée par le plongeon du billet vert, la devise française était tombée jusqu'au cours de 3,4435 francs pour un deutschemark, son niveau le plus faible depuis la midécembre. La livre sterling restait ferme. Elle s'inscrivait à 2,2585 marks et 7,76 francs. La lire italienne était en repli à 1071 lires pour un mark.

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

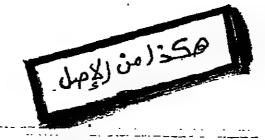
	COURS CALCO	COM15 02/02
Or fin (k. barre)	67200	67500
Or fin (en Engar)	67700	67800
Once d'Or Londres	409,10	474,80
Pièce française(20f)	390	390
Piece suisse (20f)	390	389
Pièce Union lat(20f)	390	390 _
Pièce 20 dollars us	2540	2780
Pièce 10 dollars us	1500	1450
Pièce 50 pestos mes.	2475	2520

LE PETROLE

Don-Jones comptant METAUX (Lund

aprin à 3 mois Zinc comptant Zinc à 3 mols

LES MA	TIER	ES PI	REMIERES	5	
INDICES			METAUX (New-York)	\$/once
	05/02	02/02	Argent à terme	5,83	- Line
Dow-Jones comptant	228,96	228,89	Platine à terme		
Down Jones & terms	339,23	-340,09	Palladium	142	e de la companya de l
CRB	244,66	244,756	GRAINES, DENREES	(Chicago)	\$/boisseau
		1-1	Blé (Chicago)	5,19	View /r
METAUX (Lundres)	ót	olars/tonne	Mais (Chicago)	3,62	er Fred
Cuivre comptant	2563	2581	Grain, soja (Chicago)	7,29	J
Cutvre à 3 mois	2511	2532.	Tourt-soja (Chicago)	23(1	1-0-1
Aluminium comptant	1584	7587	GRAINES, DENREES	(Londres)	£/tohise
Aluminium à 3 mois	1605	7598	P. de terre (Londres)	200	20,43
Plomb comptant	763	773	Orge (Londres)	113,75	T. 4
Promit a 3 mon	761,50	1 269	50FTS		\$/tonine
Etain comptant	6165	6225	Cacao (New-York)	1268	alone in
Etain à 3 mois	6200	6260	Cafe (Londres)	1990	1990
Zinc comptant	1053,50	1082	Sucre blanc (Paris)	1555,52	4M.44.
Zinc a 3 mols	1073,50	1077.50	OLEAGINEUX, AGRU		cents/tonne
Nickel comptant	8405	.8625	Coton (New-York)	0,86	F-11-77
Mickel à 3 mals	8500	8725	in d'oranne (Nous-You		2.2



18 / LE MONDE / MERCREDI 7 FÉVRIER 1996 •

FINANCES ET MARCHÉS

CAC 40 Creft Lorents CAC 40 Creft Lorents Creft Lor	CL 259 92 50 - 0.32 - 1.256 Marine Wendel 397 397 397 397 397 397 397 397 397 397	10.50 1.50 1.60 1.65	Hoedrist 1500 1511
COMPTANT Une sélection Cours relevés à 12 h 30 MARDI 6 FÉVRIER OBLICATIONS & 6 6 0 nom. du coupon BPCE 94 91-02 CPME 978 89-97 CA CPME 978 89-97 CA CPME 978 89-97 CA CPME 978 89-97 CA CPME 978 99-90 CB CPME 978 99-97 CA CPME 978 99-97 CB CPD 878 99-87 CB CPD 878 99-87 CB CPD 878 99-87 CB CPD 878 99-87 CB CPD 878 98-97 CA CPME 978 89-97 CA CPME 978 89-97 CA CPME 978 89-97 CA CPME 978 89-97 CB CPD 878 98-97 CB CPD 878 98-97 CB CPD 878 89-97 CB CPD 878 89-97 CB CPD 878 88-97 CB C	105,03 9,318	### ### ### ### ### ### ### ### ### ##	202 203
CEGEP Carries Clay Carries Ca	190 193,450 Devernols (Ly) 170 180 Invest. Paris 315 390 Ducros Serv. Rapide 371 20 366 Method 260 260 Entin-Leydiert (Ly) 460 163 Marricos 6 Method 183 Marricos 6 1839 374 Europ Propulsion 171 483 Marricos 6 1839 Marricos 6 1830 Marricos 7 1830 Marricos	578 575 50km (ly) 92	VALEURS précéd pours Précéd p
Une sélection Cours de clôture le 5 février Cours de clôture le 5 février Cours de clôture le 5 février Crédit Mussel Capital. Créd Mus	1761,69	1191,12	22

E MAN JOHN E

ROUNE IS EVE

DISPARITIONS

ANDRE VIOT, journaliste et fondateur de Force ouvrière - dont il a inventé le nom et dessiné le sigle -, est mort vendredi 2 février à Montpellier, à l'âge de quatrevingt-deux ans. Avant 1947, Il faisait partie des militants partisans de la rupture avec la fraction de la CGT proche du PCF, comme Léon Jouhaux et Audré Bergeron. « Homme d'une très grande stature », orateur à la voix de stentor, spécialiste du droit du travail et négociateur habile, il a défendu toute sa vie l'idée que les journalistes devaient rejoindre le mouvement syndical, celui-ci devant s'engager résolument dans la rupture avec tous les totalitarismes. Rédacteur en chef à l'ex-ORTF puis au quotidien L'Ardennais (Charleville-Mézières), André Viot avait participé à la fondation du Syndicat général des journalistes FO et fut l'un des signataires de la première convention nationale collective des journalistes, après la seconde guerre mondiale. Il participa, en 1951, à Paris, avec des délégués du SNJ (Syndicat natio-nal des journalistes, autonome) et de la CFTC à la fondation de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), scission d'avec l'Organisation internationale des journalistes (Olj, très liée avec les syndicats des pays de l'Est et de l'URSS). « C'est un grand bon-

Marc Blondel, secrétaire général de FO, dans un message de condoléances du bureau confédéral «à sa famille, à son syndicat », en notant qu'il avait « le sentiment d'avoir perdu un ami, un esprit libre, un militant de la liberté ».

I JACQUES MOSSION, ancien sénateur centriste, est mort d'une crise cardiaque samedi 3 février, à l'age de soixante-huit ans, à son domicile de Doullens (Somme), Né le 25 décembre 1927 à Saint-Valéry-sur-Somme (Somme), expertgéomètre de formation, il était maire de Doullens depuis 1965 et conseiller général depuis 1967. Président du conseil régional de Picardie en 1979, Jacques Mossion, élu sénateur en 1977, a siégé au palais du Luxembourg jusqu'à sa défaite aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995. Questeur du Sénat de 1989 à 1992, il a présidé l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques de 1992 à 1995.

m CYRUS ATABAY, poète allemand d'origine iranienne, est mort le 26 janvier à Munich, où il vivait depuis 1983, sans avoir voulu renoncer au statut d'apatride qui était le sien depuis la révolution en Iran. Né en 1929 dans une famille princière, il a été longtemps un écrivain confidentiel. Le prix Adelhomme qui nous quitte », a déclaré bert-von-Chamisso, l'avait fait

commaître en 1990, ainsi que la pa- revues - Europe, Levant, Polyphorution, l'année suivante, de ses Poèmes complets chez Insel. 11 avait été très lié à Johannès Bobrowski, à fizich Pried, à Christoph Meckel, à Elias Canetti qu'il a beaucoup fréquenté au temps où il vivait à Londres, au critique Max Rychner. Atabay a signé une quinzaine de livres de poèmes et d'admirables traductions du persan et de l'arabe. Membre de l'Académie des beaux-arts de Bavière, il avait été élu à l'Académie allemande de Berlin en 1993. Sa situation de poète iranien écrivant en allemand est assez unique, et ha donne une originalité très particulière. Des poèmes de lui ont été traduits par Jean-Yves. Masson dans plusieurs

nies - et un dossier très complet a paru dans Poésie 92 (nº 45). C'était un homme d'une courtoisie extraordinaire, d'une immense culture.

MAUDREY MEADOWS, comédienne américaine, est morte d'un cancer samedi 3 février à Los Angeles. Elle était âgée de soixante et onze ans. Audrey Meadows avait accédé à la popularité grâce à la série The Honeymooners dans laquelle elle incarnait la femme de lackie Gleason. Cette comédie de trente-neuf épisodes, tournée en noir et blanc en 1955-1956, a acquis le statut de série-cuite aux Etats-Unis, où elle est toujours rediffasée

Il était âgé de cinquante-six ans. Né à Bologne, le 31 mai 1939, Magnus, dont le vrai nom était Roberto Raviola, a d'abord été illustrateur et publicitaire. Ses débuts dans le neuvième art, où il fait figure d'auteur réaliste qui ne dédaigne pas se plonger dans des scénarios surréalistes, datent de sa rencontre en 1964 avec le scénaviste Luciano Secchi, oui siene sous le pseudonyme de Bunker. Ensemble, ils créent Kriminal, Satanik, Alan Ford, etc. Puis Magnus quitte l'Europe au milieu des années 70 pour suivre une troupe de théâtre en Asie Mineure. A etc.

■ MAGNUS, auteur de BD fta- son retour, Magnus, qui collabolien, est décédé lundi 6 février rait surtout aux « fiumeti neri », des suites d'une longue maladie. fascicules de BD populaires, conçoit seul *Necron*, aventures d'un robot nécrophage, puis se lance dans des œuvres plus ambitieuses, où il témoigne de son taient graphique et de son goût pour le noir et blanc : il adapte le roman chinois Au bord de l'eau sous le titre Les Brigands (Les Humanoides associés, 1982) puis conçoit des BD érotiques, Les Cent Dix Pilules et Femmes envoùtées (L'Echo des savanes-Albin Michel), avant de se lancer pour les éditions Magic Strip dans le fantastique policier avec Nocturnes, Le Mont des deux dragons,

ROMINATIONS

EDUCATION NATIONALE Louis Baladier, directeur des personnels d'inspection et de direction au ministère de l'éducation nationale, a été nommé directeur des personnels de l'enseignement supérieur. Il est remplacé par Jean-Marie Jutant, directeur de cabinet adjoint de François Bayrou, à la tête de la nouvelle direc-

(Né le 15 juillet 1942 à Aurillac (Captal), Louis Baladier est agrégé de lettres modernes et docteur ès lettres et sciences bussaines.

tion des personnels de l'encadre-

Professeur de lucée, il deviette inspecteur d'académie en 1977 pois inspecteur général en 1986. Il est nommé directeur des services académiques de Paris en octobre 1966, pois directeur des écoles du ministère de l'éducation nationale de jamier 1987 à mai 1990. En 1993, il devient directeur des personnels d'Inspection et de direction.]

[Né le 20 janvier 1943 à Saint-Savin (Vienne), Jean-Marie Jutant, agrégé d'histoire, a été nommé inspecteur d'académie adjoint du Finistère en 1984 après avoir enseigné à Poitiers. En 1987, il devient directeur des services départementant de l'éducation nationale des Pyrénées-Atlantiques. Conseilles technique au cabinet de François Bayrou stre de l'éducation nationale à partir de 1993, il est nommé directeur de cabinet de Françoise Hostalier, secrétaire d'Etat à l'en-

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Pierre Bardelli, directeur de l'institut d'administration des entreprises (IAE), a été élu, jeudi le février, président de l'université Nancy-II. Il remplace René Hodot, dont le mandat de cinq ans s'achève le 19 mars.

(Né le 2 mays 1946 à Audun-le-Tiche, Pierre Bardelli, docteur en sciences éconoti est nommé en 1971 assistant à la faculté de droit et sciences économiques de Nancy, maître-assistant en 1978 puis maître de conférences en 1981. En 1993, il devient directeur de l'immini d'administration des entreprises (IAE), dont il dinige une équipe de recherche en stratégie d'entreprise après avoir été nommé professeur en 1981. Il avait été élu vice-président de l'université en 1994. Pierre Bardelli a été, par ailleurs, président départemental de la fédération des conseils de narents d'élèves (FCPE) de Meurthe-et-Moselle de 1987 à 1993.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Pascal et Ayette GAILLOCHET et leur fils Julien ont la joie d'annoncer la nalssance de

le 9 janvier 1996.

2, rue Fragonard, 92130 issy-les-Moulineaux.

Melchior

s'est décidé à quitter le doux sein maternel et à venir camper parmi nous, le 24 janvier 1996, Paris-12.

Parents, grands-carents, arrière-grands perents sont mux anges.

Leurence CHAUVELOT, Luc SAVIGNEUX,

Anne et Francols SAVIGNEUX. Nicole et Roland CHAUVELOT, Neuilly-sur-Martie. Liliane et Raymond LOINTIER,

M. a M= Maurice Michel ARVEILLER, ont la joie de faire part de la neissa

Octave Maurice Archibald Henri,

au foyer de leurs enfants David Maurice et Amélie ARVER-LER, le 24 janvier 1996.

39, quai de Greneile, 75015 Paris. 28, rue Madame, 75006 Paris

Anniversaires de naissance

« Puisque c'est écrit dans Le Monde, il va falloir t'y résoudre ! ... »

Heoreux anniversaire ! Gerand,

Anna, Marthieu et tous les amis.

57070 Metz.

Decks - On nous prie d'annoncer le décès de

M= Lucienne BERTONI. veuve de M. Flaminio Bertoni, ingénieur

chez Cirroën et père des carro Traction avant, 2 CV et DS,

survenu à Issy-les-Moulineaux, le 31 janvier 1996, dans sa quatre-vingt-

La cérémonie religieuse sera célébrée le 8 février, à 15 heures, en la chapelle de la Maison Suisse de retraite, à Issy-les-Moulineaux, 23, avenue Jean-Jaurès.

Nous avons la douleur de faire part du décès de

Jean BOUTET. ancien chef de service des caisses de la Banque de France, ancien directeur adjoint de l'école de droit de Vannes,

survenu le 4 février 1996, à l'âge de soixante-dix-huit aus, à Arradon (56).

De la part de Mes Mauricette Boutet, née larrige. Ses douze enfants et leurs conjoints. Ses vingt petits-enfants.

Tous les membres de la commanauxé
miversitaire de Columbia University
et de Barnard Collège à New York et à
Paris.

ont la tristesse d'annoncer le décès de LAROY C. BREUNIG,

le 27 janvier 1996, à New York, dans sa

Professeur de littérature française à Provesseur de montrere trançaise à Barnard College depuis 1953, Il fut responsable du département de français jusqu'en 1970, puis Dean of Faculties (1970 à 1975) et président par intérim de Barnard College (1975 à 1976). Il poursuit sur ensergment à Barnard et à vit son enseignement à Barnard et à Columbia University jusqu'à sa restraire, en 1980. Consu principalement pour ses travaux sur Apollinaire et sur la vie antistique et intellectuelle française au début du siècle, il sera regretté par ses nombreux collègues et amis français.

« Nous ne nous verrons plus sur terre Odeur du temps brin de brayère Es souviens tot que je t'attends, » Apollinairo.

- On nous prie d'annoucer le décès de M. Pierre BUQUET croix de guerre 1939-1945

purvenu le 23 janvier 1996, en la « Claire

La cérémonie retisiense a en lieu à Saint-Symphorien dans l'intimité famillale, le 30 janvier.

De la part de Mª Suzame Buquet,

son épouse. Et de ses enfants et petits-enfants. 31, avenue des Etata-Unis, 78000 Versailles.

- M. et M Pierre Chouzeau, leurs enfants et petits-enfants, M= Jean Clouzeau, ses enfants et petits-enfants, M. et M= Camille Clouzeau leurs enfants et petits-enfants. M. et M= Heari Clouzesis, leurs enfants, Mª Michèle Clouzeau,

font part du décès de leur père, grand-père, arrière-grand-père et oncie,

Louis Victor CLOUZEAU, officier de la Légion d'houseur,

survenu le 3 février 1996, dans sa quatre

La cénémonie religieuse sera célébrée le mardi 6 février, à 15 h 30, en l'église de Saint-Cyr de Valorges (Loire). Il rejoindra son épouse, décédée le 12 août 1984. Une messe sera dite le vendredi

9 février, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, avenue Gallieni, à Mendou (Hauts-de-Seine).

il, avenue du Maréchal-Joffre. 92190 Meudon. Le Chizeau, 16210 Saint-Romain. 10, chemin Scribe, 92190 Mendon. 12, avenue Scribe. 92190 Meudon. 229, avenue Félix-Paure, 69006 Lyon.

- Paris, Bourg-en-Bresse.

familiale à Viriat (01).

André DANANCHER. conceptent plasticien,

nous a quintés le samedi 20 janvier 1996, à l'âge de soixante-sept uns. Il a été incinéré dans l'intimité

« Passent les jours et passent les semoines Ni temps passé G. Apollinaire.

sonnel de la Coface out le regret de faire part du décès de Olivier DARCHE,

des opérations de marché survenu le 2 février 1996.

- Branciles, Peris, Divonne. M. Jean Durieux.

Claire, Cécile, Jean-François et Anne, ses petits-enfants, ont la grande tristeme de faire part du

Marie DURIEUX-VAN de BERG,

- M™ Jacques Mossion,

M. et Ma Armand Pourtier-Mossion.

s entrais, Nelly, Nancy, Pierrick, Marie, Maxime M. et Mar Jacques Leulier-Mossion,

ses bear-frère et sœur, Toute la famille,

M. Jacques MOSSION, survenn à son domicile, le 3 février 1996.

Ils vous invitent à participer ou à vous sair par la prière à la messe de funérailles qui sera célébrée le mercredi 7 février, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame de Dooi-

« Miséricordieux Jésus, dornez-lu

le repos éternel. - Le conseil municipal de Doullens à le regret de faire part du décès de

M. Jacques MOSSION, maire de Doullens, ancien questeur du Sénat, éasteur honoraire de la Somme

survenn à son domicile le 3 février 1996, et vous invite à participer à la messe qui sera célébrée le mercredi 7 février, à 14 h 30, en l'église Notre-Dante de Doul-

(Lire ci-dessus)

- Alain Ottivier, Châre Amchin, Yarm et Bénédicte Ollivier-Para, Jean-Yves Ollivier,

Thomas, Samuel et Karime, Gwendal, se famille, out la douleur de faire part du décès de

Françoise OLLIVIER-DESPREAUX,

survent dans sa quare-vings-cinquième année, le samedi 3 février 1996, i

Les obsèques out en lieu à la cathédrale de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) mardi & Ryzim.

- M Marie-France Rouveix, Son épouse. Les familles Rouveix, Rouveix-Nordon, Drou out la douleur de faire part du décès du

le 2 février 1996, à Boologae. Une messe sera ditr en l'églisé Notre-

docteur André ROUVEIX,

Dame-de-Grace de Passy, 10, rae de l'Annonciation, à Paris-16, le jeudi 8 février, à 9 heures. L'inhumation se fest au cimetière des Carmes de Clermont-Ferrand le même

joer, à 16 h 30.

Le présent avis tient lien de faire-part. 75016 Paris.

- Piarre Oria, a la tristesse de faire part du décès du docteur Elie ORIN. survenu à Paris, le 2 février 1996.

- Ses auxis out la douleur de faire part du décès de

Jacques PEZARD,

parvena le 30 jaavler 1996. - M™ Gaston Rivière,

on épouse, Bernndoue Rivière, Yves Rivière et Geneviève Maise, Xavier Rivière, Olivier et Brigine Rivière,

Adrien, Jérémie, Clément, Margot, Simon, Sébestien et Manon, ses petits-culants,

toute la famille et sus amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaston RIVIÈRE. ingénieur Arts et Métiers Aix 29, ingénieur ESE 32, médaille de l'aéronautique,

survenu le 5 février 1996, dans sa quatre-vings-sixième année, à Eauhonne (Val-

La cérémonte religiouse aux lieu en l'église Saint-Flaive d'Ermont (Val-d'Oise), le vendredi 9 février, à 13 h 45, saivie de l'incinération au crématorium des Joncherolies, à Villetaneuse.

Ni fleurs ni couronnes.

- Pierre, Gilles et Jacques Fossé, Guy Seligmann, sas enfants, Avec lears enfants et petits-enfants, Sabine de Guazburg-Tyberg

ses enfants, Plorence Faure, ont la grande triste décès de

M⁻ Jean SELIGMANN, née Henriette CRETEGNY,

Les obsèques aurint lieu dans la plus Cet avis tient lieu de faire-part.

~Les familles Zebentout, Belkhodja, Benachenou, Adjouri, Rakemi, Hafiz et ses amis,

font part du décès de M. Abdellamid ZEBENTOUT,

arvenu le 4 février 1996, dans sa quatre-

Les obsèques auront lien mercredi 7 février, à 15 h 30, au cimenère parisien de Thiais. Anniversaires de décès

 A l'accessos du premier anniversaire du rappel à Dieu de Edonard

FRÉDÉRIC-DUPONT, Martine Aurillac, député maire du Et le couseil d'autondiscouse

vous informent qu'une messe serà célé-brée le 15 février 1996, à 18 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, 1, rue de Montalembert, 75007 Paris,

et remercient ceux qui ne pourront être présents de s'y associer en prière et eu

Collogue

Musiques du texte et de l'image dans le livre de jeunesse, Prix de la critique et prix graphique,

Prix et colloque organisés par

ims international Charles-Perrault

Le colloque s'intéresse aux rapports de l'œuvre musicale à l'œuvre littéraire. Il 'agit d'examiner les représentations et l'illustration de la musique dans les ro-

hôtel de ville d'Baubonne. 95600 Raubonne.

nans, contes, albums, complines et documentaires pour la jeunesse.

Inscription sur place et per téléphone 39-59-59-29 ou 34-16-36-88. Conférences

Le mercredi 7 février 1996, à 19 h 30, se tient, à l'inftiative d'Act Up-Paris, la V rémion publique d'information sur le

Les infections opportunistes :

1. Les infections à mycobactéries atypiques :
2. Le point sur les infections à cytomégalovirus :

3. Compte rendu de la conférer
Washington.

Les infections à mycobactéries aty-piques sont en franche augmentation. Les traitements sont délicats, les résistances quentes, mais des préventions et des dicaments ont fait leurs preuves ; en-

core faut-il les contaître. Les infections à cytomégalovirus sunt, quant à elles, toujours aussi redoutables et lourdes à traiter. Des innovations thérapeutiques majeures arrivent en Prance, plus efficaces, moins lourdes. Nous vous

Enfin, du 28 janvier au 2 février 1996, se tenair à Washington une conférence sur les rétrovirus et les maladies associées. Cette conférence est l'une des plus intéressantes de l'année : de non études de première importance y ont été présentées. Noure compte rendu, une se-maine à peine après la clôture de la confé-

Institut océanographique Grand Amphithéture, 195, rue Saint-Jacques, 15005 Paris. RER Luxembourg.

Communications diverses

Alliance igraditie universalle. collège des études jaives, 45, rue La Bruyère, 7,5009 Paris Journée d'études : Dis que tu es ma sœur! s mmes et hommes dans la Bible.

Dimuncia II févries, de 10 heures à 17 h 30 (PAF). Renseignements : 42-80-35-00.

Soutenances de thèse Georges-Elia Sarfati, maître de conférences à l'université de Tel-Aviv, soutiendra se thèse d'habitication à diriger

La sémantique : de l'Escoclation au seus commun (théorie du langage, analyse du discours,

à la Sorbonne-Paris-IV, salle des Actes, le

lundi 12 février 1996, à 14 heures. Membres do jury : M. Oswald Ducrot. Molinié, M. François Rustler, M. Alain

Concerts

- Le Collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur présente un concert donné par le

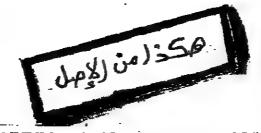
TRIO WANDERER Wolfgang Amadeus Mozert, Ludwig van Beethoven, Maurice Ravel, le 9 février 1996, à 20 h 30.

Vente sur place à partir de 18 h 30, Prix des billets : 80 F (50 F étudiants). Organisé par l'association ESCP outre-Rhin, 79, avenue de la République, 75011 Paris. Réservation : 45-66-65-09.

CARNET DU MONDE Télécopieur : 45-66-77-13 Téléphone: 40-65-29-94

40-65-29-96





AUJOURD'HUI

RÉSERVES NATURELLES La création de parcs nationaux dans les départements d'outre-mer est encar la mainmise de l'Etat y est par-

fois ressentie par les habitants comme une nouvelle forme de colonisation. • LE PROJET DE PARC en Guyane divise la communauté scientifique à propos du périmètre pro-

au nord, un axe reliant les villes de Maripasoula et de Camopi. Il ne LA RÈVRE DE L'OR menace toutes'agit ni de la zone la plus riche sur

posé, compris entre la frontière avec le Brésil, au sud du département, et, au noire un axe reliant les villes de 1. La seule solution réalisable. fois l'extrême nord de la région.

L'orpaillage, qui avait disparu dans les années 60, renaît sous une forme moins artisanale mais beaucoup plus préjudiciable à l'environ-

Le difficile arbitrage entre l'or vert et l'or jaune de Guyane

Le gouvernement est décidé à créer un parc national dans le département d'Amérique du Sud. Mais la communauté scientifique reste partagée sur sa délimitation, et parfois même sur son principe

CAYENNE

de notre envoyé spécial Petite enclave de forêt amazonienne soumise à une récente explosion démographique - la population y a triplé en vingt ans le département de Guyane doit prendre d'urgence des mesures pour protéger son patrimoine na-turel. Les scientifiques ont, depuis longtemps, préparé le terrain. lis ont inventorié le littoral, les fleuves et la forêt, afin de désigner aux pouvoirs publics les zones sensibles méritant protection spéciale: le marais de Kaw, fief du caiman noir, l'estuaire du Sinnamary, refuge de l'îbis rouge, la plage des Hattes, lieu de ponte de la tortue-luth, l'Ile du Connétable, étape exceptionnelle d'oiseaux marins, etc. En outre, 67 zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff) ont été répertoriées.

Le 20 décembre 1995, ces scientifiques ont eu une première satisfaction : la station de recherche du CNRS installée aux Nouragues, au té depuis trois siècles, et dominée par les falaises granitiques de son Inselberg, a été érigée officiellement en réserve naturelle.

Les recherches sur la régénération forestière, notamment par la symbiose entre plantes et animaux transporteurs de graines, pourront désormais s'y poursuivre en toute sérénité sur quelque 100 000 hectares. Son promoteur, Pierre Charles-Dominique, directeur de recherche au CNRS, est récompensé après neuf années d'intense travail de terrain.

Les autres réserves paturelles tardent à venir, principalement en raison de l'opposition d'élus locaux Jaloux de leurs prérogatives. Mais le grand projet, aujourd'hui,

Les zones de protection spéciale Affortford SURINAM Zones de protecti

par Ségolène Royal, ministre de l'environnement, le projet a d'abord hérissé les responsables guyanais, qui n'avaient pas été

Aujourd'hui, ils en acceptent le principe (Le Monde daté 7-8 janvier), car la zone projetée, cantonnée dans le tiers méridional du département, est pratiquement vide d'habitants. Sur une surface de 2 millions d'hectares, on ne compte en effet qu'un peu plus de 2 000 habitants : Amérindiens ré-

et Oyapock et une poignée de créoles descendant des orpailleurs jadis regroupés à Saûl.

Est-ce un bon choix? Sur le plan politique, c'est à peu près le seul possible, Les indiens espèrent que les agents du parc feront la police contre les braconniers brésiliens, qui les obligent à alier chasser toujours plus loin de leurs villages. Les élus côtiers espèrent qu'un parc national, par définition ouvert au public, supprimera le statut particulier du Sud, où l'on ne peut actuellement pénétrer

eiane ne sant pas dans le Sud mais dans le Nord », affirme Francis Hallé, professeur de botanique tropicale à l'université de Montpellier. De fait, étant donné que la Guyane est un plateau qui descend en pente douce vers la mer, avec une phiviosité qui augmente en conséquence (de 2000 à 4 000 mm de précipitations par an), la végétation la plus luxuriante se trouve plutôt au Nord. LA RECHERCIE DES MÉPITES

Sur les plans scientifique et éco-logique, le périmètre proposé est

plus contestable. « La plus belle fo-

rêt et la plus haute diversité biolo-

Pour Jean-Jacques de Granville, botaniste de l'Orstom, qui, depuis 1969, arpente inlassablement le département pour compléter l'herbier de Cayenne (il en est à 13 000 échantillons récoltés), « la partie la plus riche est la zone centrale ». En 1975, il avait remis un rapport en ce sens au ministre de l'environnement, Paul Granet, qui penchait alors pour un « parc national éclaté » entre Saul et le marais de Kaw. Quant à Jacques Lescure, herpétologue installé à demeure en Guyane, il estime que « la zone centrale est la plus pré-

L'ennui, c'est que cette zone est l'objet de convoitises. L'axe Maripasoula-Camopi, proposé comme limite nord du parc national, coincide avec les zones aurifères répertoriées par le BRGM. Or, l'orpaillage, qui avait presque disparu dans les années 60, repait aujourd'hui de plus belle, et sous une forme moins artisarrale.

A l'antique recherche des pépites à la battée, ont succédé des procédés qui ravagent mécaniquement et chimiquement (rejets de mercure) les rivières. Bien des semés de bassins d'extraction qui défigurent la forêt et bouleversent la vie aquatique. Pis: certaines compagnies minières envisagent d'attaquer les collines pour extra-, ire l'or « primaire », dispersé en minuscules paillettes dans la

Comment, dans ces conditions, protéger le patrimoine naturel? Faut-il exclure du parc les zones auritères, quitte à perdre des sites

blics, l'établissement d'un parc national en Guyane. «L'impor-tont, c'est de préserver une vaste zone d'un seul tenant », explique Pierre Charles-Dominique, « Pour les harpies, aras et toucans, par exemple, il faut une aire de nourrissage d'au moins 40 kilomètres carrés par couple. » Pour Gérard Tavakilian, spécialistes des insectes longicornes, all faut un grand parc, et difficilement accessible ».

La « réserve » de Petit-Saut

La construction du barrage hydroélectrique de Petit-Saut, sur le fleuve Sinnamary, a noyé 310 km² de forêt, soit quelque 18 millions Carbres, qui vont pontrir au fond de la retenue. Pour compenser cette perte, un périmètre de 16 000 hectares a été mis en réserve autour du lac, afin d'y relàcher les animaux terrestres capturés lors de la montée des eaux. Ces animaux font l'objet d'un radio-pistage, et Pensemble du milieu est suivi par des équipes du Muséum, du CNRS, de l'INRA et de l'Orstom.

Les poissons du fleuve - et aujourd'hui du lac - ont été étudiés par le laboratoire d'hydrobiologie du centre de l'Orstom de Cayenne. « Le Sinnamory est par chance le fleuve le plus pauvre de Guyane », observe l'ichtyologue Bernard de Molina, car c'est le seul cours d'eau sans piranhas. Comme il n'existe pas d'espèce endémique dans le Sinnamary, le barrage ne risque pas d'entraîner l'extinction d'espèces. Il favorise en revanche une explosion de biomasse dans la retenue, mais apparent le cours aval, où survivent une trentaine d'es-pèces rhéophiles (almant les eaux vives).

naturels du plus grand intérêt scientifique? Paut-il, au contraire, les inclure dans le périmètre protéré, afin de mieux en contrôler l'exploitation? « La difficulté, c'est que le maximum d'or correspond au maximum de diversité vérétale », observe le botaniste Jean-François Molino. Au ministère de l'environnement, on hésite en-

La communauté scientifique hormis des adversaires résolus des parcs comme Francois Terrasson. du Muséum d'histoire naturelle.

Le Sud, à cet égard, lui convient, comme à Jean-Marc Thiollay, qui fut un des premiers chercheurs à le proposer, « De toute facon, à mobis de mettre toute la Guyane en ... protection, on ne peut préserver tous les sites intéressants », précise Gérard Tavakilian. « Il m'arrive de recueillir des longicomes rarissimes à la piscine du Novotei de Covenne. . Même la tortue-luth. aujourd'hui, pond sur les plages de Montjoly, à deux pas de la pré-

100

10

D(1710 -

42773

CWE 22 .

125 100 0

726 4

37.7

ويلينا له

7000

2 - 70

12 2 30

開発がなっ

 $\mathbb{E}_{n, f(\mathcal{B}_{k_1, \dots, k_n}^{m})}^{m}$

400

 $\mathcal{D}_{\omega}^{1,q}(p_{G^{(1)}})$

Les sciences pour l'ingénieur et la biologie appliquée demeurent les points faibles de la recherche nationale

LE TROISIÈME rapport présentant une série d'indicateurs décrivant l'activité de recherche française au cours de la décennie 1982-1993 a été rendu public, lundi 5 février, par l'Observatoire des sciences et des techniques (OST). Organisée en quatre chapitres - France, régions et pôles, Europe, monde -. il permet de constater que, sur la période, la recherche et développement en France maintient ses positions au plan international. La France « pèse » 4,9 % des publications scientifiques mondiales, en progression de 14 % en onze ans. Au sein de l'Union européenne, cette part en passée à 15,7 %, ce qui place la France derrière l'Allemagne (19,8 %) et surtout le Royaume-Uni (26,9 %).

Côté financement, l'OST note, à partir des années 90, une « quasistagnation », voire « une diminution en 1992 » - les données ne vont pas au-delà de 1993 - de la dépense intérieure de recherche et développement (DIRD), qui représentait 171 milliards de francs en 1993. Son financement était assuré à hauteur de 84 milliards de francs par les entreprises et de 87 milhards par l'Etat (dont 27,5 milliards au titre militaire). Ces 171 milliards se ventilaient dans l'innovation industrielle (49 %), la défense nationale (16,1 %), la recherche fondamentale et la formation (15,2%). l'appui aux politiques publiques (8,5 %) et les grands programmes civils de l'Etat (aérospatial, électronique-télécommunications, nucléaire, 8,4 %). La communauté scientifique française regroupait alors 300 000 personnes, parmi lesquelles 115 000 chercheurs, cadres et ingénieurs de recherche, dont 56 % sont employés dans la recherche industrielle. La pyramide des âges marque une tendance au

Les « points forts » de la re-

cherche française restent les mathématiques, la biologie fonda-mentale, la chimie et la physique. Côté applications, elle a de sérieux atouts dans les transports, l'instrumentation et les procédés. On note un déficit des sciences pour l'ingénieur et de la biologie appliquée, malgré une progression sensible de ces secteurs. De fait, la Prance affiche une faiblesse dans ces technologies-clés (secteurs définis comme stratégiques par le ministère de l'industrie), comme dans l'audiovisuel et les télécommunications. A l'inverse, sa position n'est a assez favorable » qu'en regard des manques de ses partenaires européens dans l'électronique et l'informatique.

La France pèse 4,9 % des publications scientifiques mondiales

Le rapport de l'OST souligne ainsi certains des retards de l'Union européenne par rapport aux Etats-Unis et au Japon, cette « triade » effectuant 82,6 % de la recherche mondiale et éditant les trois quarts des publications. L'Union a perdu neuf points en sept ans sur les brevets, tandis que ses concurrents directs en gagnalent six pour les Etats-Unis et vingt-deux pour le Ja-

Tout n'est heureusement pas noir. L'Europe fait encore bonne figure dans les transports terrestres (64,4 % des brevets européens), les secteurs intensifs en main-d'œuvre (58 %) et l'aérospatial (57,5 %). En recherche médicale, en physique et en mathématiques, elle fait jeu égal avec les Etats-Unis, et les domine en chimie. Mais, pour ce qui est des sciences de l'ingénieur, elle avoue ses faiblesses, en particulier face à un pays de 120 millions d'habitants, le Japon, qui, « en poids mondial de prodution scientifique », dépasse les 10 % en physique, et approche les 9 % en biologie fondamentale et en sciences pour l'ingénieur. L'Asie, après l'effondrement des pays du bloc de l'Est, devient l'un des acteurs les plus prolixes. La Chine, bien que partie de loin, progresse sensiblement, de même que « les nouveaux pays industriels d'Asie », dont la part mondiale est multipliée par 3,5 pour la première et par 4 pour les seconds. Pas étonnant qu'au terme de ce

bilan de l'Observatoire des sciences et des techniques Pierre Papon s'interroge sur l'avenir de l'Europe et le devenir de la France. «Si l'OST, dit-il, est un bon «sonar » pour établir des cartes et des relevés des potentialités et des faibiesses de la recherche française, il ne fait que donner un état des lieux à un moment donné et juger des tendances sur une longue période. C'est bien, confesse le président de l'OST, mais insuffisant eu égard à l'avenir très gris qui attend la recherche. » Pour cette ralson, les responsables de POST, dirigé par Rémi Barré, souhaiteraient que l'Observatoire fasse désormais plus de stratégie, en s'interrogeant sur les retombées et l'impact réel des efforts de recherche ainsi que sur la façon de gérer au mieux des moyens qui vont aller en dimimant. « Quand on a moins, dit I'un d'entre eux, c'est là qu'il faut réfléchir. Et vite. »

J.-F. A et H. M.

* Indicateurs 1996, rapport de l'Observatoire des techniques, Economica, 476 p., 380 F.

Les lions malades comme des chiens

POUR LES SAUVER, des territoires immenses jeur ont été réservés où l'homme ne serait plus chasseur mais collectionneur d'images. Les « grands chats » ont alors pu ronronner en toute quiétude, et entre deux siestes réparatrices faites sous un épineux prélever ce qu'il faut de zèbre ou d'antilope pour survivre et réguler les populations animales des parcs africains. Tout allait bien dans le meilleur des mondes pour le sei-gneur de la jungle et des savanes, jusqu'à cette terrible année de 1994, où les rois des animaux ont commencé par mourir d'une curieuse épidémie. Ce furent d'abord six lions du

parc national du Serengeti, en Tanzanie, qui, au tout début de 1994, furent victimes de sérieux troubles neurologiques. Puis trois autres, secoués de terribles convulsions. Et encore d'autres, « profondément déprimés » et incapables de s'orienter. Entre janvier et mars de cette année-là, « onze carcusses de llons ont été trouvées, preuve d'une augmen tation inquiétante de la mortalité » de cette espèce alors frappée, se-lon Melody E. Roelke-Parker, un vétérinaire du Serengeti Wildlife Research Institute, « par une épidémie foudroyante ». Près d'un millier de lions, le tiers environ de la population du parc tanzanien. auraient ainsi péri.

Le coupable, le docteur Roelke Parker et une quinzaine d'autres scientifiques venus du monde entier l'out traqué pendant de longs mois, ainsi que le rapporte l'hebdomadaire scientifique britannique Nature dans son édition du le février. Après avoir récolté de nombreux échantillons de sang et de tissus sur des sujets morts, malades ou vivants, ils ont inondé les laboratoires du monde entier de ces prélèvements à des fins d'analyse. Et. là. Linda Munson, une pathologiste de l'université du Tengrands chats pouvaient bien avoir été victimes d'un virus fatai aux...

petits chiens.

Le diagnostic était bon. L'auteur de tous ces memtres est un virus bien comm des biologistes et redouté des jeunes chiots, le CDV (canine distemper virus), ou un cousin proche, qui, non content d'avoir dévasté le Serengeti, a franchi les frontières pour envahir la réserve Maasai-Mara du Kenya. De quoi inquiéter plus d'un défenseur des espèces en voie de disparition, souvent habitué à défendre ses protégés contre des fléaux au-

trement humston **ILOTS HON PROTEGÉS**

Peut-être aurait-on pu prévoir cette hécatombe de félins dans la mesure où, déjà dans le passé, certaines espèces du fragile écosystème du Serengeti avaient été décimées par ce même virus transmis par les chiens domestiques? Chacais en 1978. Lycaons en 1991. Mais auralt-on pu l'en-

Certainement pas. Ce qui ne manque pas de soucier les protecteurs des espèces en voie de disparition qui voient dans leurs réserves animales, imposées non sans mai, des llots non protégés cernés par des populations denses d'animaux domestiques porteurs de maladies fatales à une faune sauvage aux effectifs limités, Les exemples de tels dangers ne manquent pas qui vont, rappelle dans Nature le zoologiste David Macdonald de l'université d'Oxford, de l'extinction presque totale d'une sorte de loup très rare des plateaux éthiopiens victime d'une épidémie de rage probablement colportée par des chiens domestiques à celle d'une variété de renard israélien exposé au même mal. Pour le roi de la jungle, qu'on se rassure. Le fauve a retrouvé ses griffes. Fort opportunément il a développé des anticorps pour intter contre cette souche de CDV avant sa disparition totale.

Jean-François Augereau

La science en débat

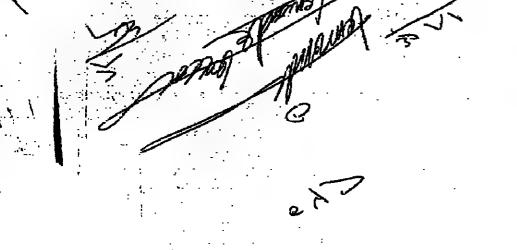
Conférence autour de l'exposition " Mesures & démesure " Mercredi 14 février 1996 à 17h

Histoire de la mesure de l'intelligence : la notion de Q.I.

Patrice Pinell, Inserm, unité 158, Paris. Animation : Balbine Callou, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie 30, avenue Corentin-Carlou 75019 Paris Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99



Flaune de Guige



AUJOURD'HUI - SPORTS

LE MONDE / MERCREDI 7 FÉVRIER 1996 / 21

L'UEFA et les grands clubs vont négocier une modification en profondeur des coupes européennes de football

L'« arrêt Bosman » bouleverse les rapports de forces continentaux

football sera au centre des débats de la réu-

L'« ARRÊT BOSMAN » a trans-

formé l'Union européenne de foot-

ball (UEFA) en une véritable pétau-

dière. Présidents de clubs, dingeants

fédéraux, joueurs, chacun donne son

point de vue sur la décision de la

Cour de justice des Communautés

européennes, rendue le 15 dé-

cembre, à Luxembourg (Le Monde

daté 17-18 décembre 1995). Il règne

dans l'institution sportive une telle

cacophonie que son président, Len-

nart Johansson, a cru bon de convo-

quer ce qui ressemble fort à des

états généraux, à partir du mencredi

7 février, à Genève. Les présidents

des fédérations et des ligues profes-

sionnelles des douze plus grandes

nations ainsi que les responsables de

trente-trois clubs parmi les plus

prestigieux essaieront de trouver un

terrain d'entente. Mais ce chaos

pourrait déboucher sur une nouvelle

avancée vers un championnat d'Eu-

règle limitative du «3+2 » (qui per-

met d'aligner sur le terrain trois

étrangers, plus deux autres s'ils évo-

huent depuis au moins cinq ans dans

le pays, dont trois ans en « junior »).

les grands chibs ne cessent de dé-

montrer le caractère illusoire de ce

consensus. Au nom de la libre cir-

culation des travailleurs, ils bran-

dissent avec plus ou moins de vé-

se prononcent en faveur de la déré-

Mais, depuis queiques semaines,

de football (UEFA) avec les grands clubs et nations, les plus puissants chercheront à pro-leurs fédérations nationales. Parmi la tren-fiter du désordre créé par l'« arrêt Bosman » plus limitée qui préserverait son pouvoir.

Milan AC. Manchester United et le FC Barcelone arrivent à Genève avec un projet provocateur : un véritable championnat d'Europe des clubs, réservé à une élite fortunée. Y participerait une aristocratie comprenant également le Real Ma-drid, le Bayern Munich, la Juventus Turin, les Glasgow Rangers ou l'Ajax Amsterdam. Une telle compétition recevrait bien évidemment le soutien enthousiaste des télévisions eu-

participants à la Coupe de l'UEFA et à la Coupe des vainqueurs de coupes. Il y serait ajouté un tour préliminaire avant l'arrivée des têtes de série, ce qui permettrait que les seeux. L'UEFA suggère également que les formations éliminées lors du tour préliminaire de la Ligue des champions soient repêchées en Coupe de l'UEFA

La négociation se situera donc

Le rugby dans l'œil de Bruxelles

En tentant d'imposer un délai préalable de résidence de 180 jours à tout joueur de rugby qui désirerait être transféré dans un club étranger, l'International Board s'est, semble-t-Il, mis en contravention avec P« arrêt Bosman » (Le Monde du 2 février). Cette obligation peut en effet être considérée comme une entrave à la libre circulation des travailleurs, telle que définie par l'article 48 du traité de Rome. C'est en tout cas ce qu'estime Padraig Flynn, le commissaire européen chargé des affaires sociales. La Fédération anglaise de rugby (RFU) a d'ores et déjà annoncé qu'elle n'appliquerait pas le règlement de l'In-ternational Board. « C'est indéfendable devant la loi, a indiqué Tony Hallet, le secrétaire de la RFU. Si nous tentions d'appliquer ce règlement, nous nous retrouverious rapidement devant les tribunaux. »

ropéennes, assurées d'affiches prestigieuses alors que, cette salson, la Ligue des champions a offert un programme assez médiocre.

L'UEFA ne semble pas prête à accepter une pereille révolution qu'elle Juge contraire à l'équité sportive. « Pourquoi ces fauteulis à vie ?, argumente un de ses dirigeants. Il n'y a pas de vérités définitives en sport. Reims, Saint-Etienne ont été des grands clubs. Que sont-ils aujourd'hui? » L'association internationale amène d'autres propositions.

entre ces deux pôles, pour le moins éloignés. Les Milan AC et consorts vont sans doute profiter de l'hypothèque Bosman, qui fragilise leur instance supérieure, pour tenter d'obtenir ce qu'ils demandent en vain depuis des années : leur qualification d'office aux épreuves européennes. Restera à trouver l'artifice réglementaire pour arriver à leurs fins et laisser penser que tout se décide encore sur le terrain.



La grand-messe genevoise est depuls un mois l'objet d'intenses margulation, totale et immédiate, au chandages entre les équipes insein des équipes du nombre de fluentes et FUEFA. Cette dernière, joueurs ressortissants de l'Union euau nom de l'équité sportive, défend le statu quo jusqu'à la fin de la saison, c'est-à-dire l'application de la

ARTIFICE RÉGLEMENTAINE

En annonçant avoir signé un contrat avec trois joueurs de l'Ajax Amsterdam (Patrick Khrivert, Michaei Reiziger et Edgar Davids), le Milan AC porte à neuf le nombre de ses joueurs étrangers et préfigure son équipe de l'« après-Bosman ». Parallèlement le président de l'AS Roma, Franco Sensi, a déclaré qu'il alignerait cinq étrangers lors du prochain tour de la Coupe de PURFA.

de la Commission de Bruxelles, qu menace de lourdes amendes PUEFA si elle refuse de se plier à la décision de justice. Arc-boutée sur des positions difficilement défendables, l'organisation a déjà perdu beaucoup de temps. Il faut donc agir et trouver au plus vite un gentleman's agree ment avec les clubs, si possible dès

La reprise des coupes continen-

tales, début mars, correspond égale-

ment à l'expiration de l'ultimatum

Or le second point à l'ordre du jour concerne les coupes europour le gotha des clubs. Il devrait la Ligue des champions et de l'élar-

Ancien feu follet de l'attaque, Daniel Bravo est devenu un pilier au milieu du Paris SG

tière s'en ressent », proclame Luis Fernandez, ... l'entraîneur. Sur le terrain, la fine subouette



blonde s'agite sans cesse, incanable de résister à l'attrait du ballon. Pendant .90 minmes. Daniel Bravo ne vit que pour le cuir, cet objet familier qu'il s'évertue à arracher des pieds de l'adversaire,

pour mieux l'offiir à ses partenaires. -. A trente-trois ans, il a découvert l'abnégation. Il respire le bonheur de donner, de répéter encore le geste qui noumira la hargne de ses attaquants. Sans donte est-ce parce que ses années parisiennes n'out pas toujours été roses qu'il s'est cru un moment trop vieux pour renaître. Comme si tout était oublié : les débuts flamboyants du « Petit Prince » de la Côte, le virtuose de l'OGC Nice qui montait à l'assaut de l'équipe de France comme un pirate de dix-neur ans, le séjour de quatre ans à Monaco (qu'il va retrouver mercredi 7 février avec le PSG, pour un des sommets du championnat), quand la Principauté se targuait de

C'était un été sans histoires, l'aube d'une quinzième saison en championnat, sa sixième

main. « Lorsqu'il n'est pas là, l'équipe tout en- nesse. Pour ne pas gisser dans le douloureux ques sélections en équipe de France. Le nouanonymat d'une retraite pleine de rancune et de regrets. Pour ne pas déserter le terrain sans combative.

Il vensit de traverser une mauvalse passe. Artur Jorge, l'entraîneur du début des aunées 90, l'avait transformé en attaquant déchu. Entre eux, les rapports se limitaient au strict minimum. Le joueur n'entrait pas dans les schémas tactiques du « coach » portugais. Bravo regardaft les matches du Paris-Saint-Germain sur le banc, reclus dans l'amertume des remplaçants. Lui, le généreux, le bouillonnant, n'en était plus qu'à attendre l'éventuelle blessure d'un partenaire, le coup dur tombé sur un autre qui seni pourrait lui redonner sa chance.

SEDERTAINE DIS MOLIEU

Le public du Parc des Princes saluait par des sifflets ses rares entrées sur la pelouse. « A ce moment-ià, se souvient Daniel Bravo, je me suis dit qu'il fallait partir, tenter ma chance ailleurs. Mais, je n'ai jamais songé à mettre un terme à ma carrière. » Il s'est tout bêtement accroché à sa famille, à sa fierté blessée, à l'idée qu'il se faisait encore de luimême, du footballeur Daniel Bravo. Il n'a pas eu besoin de partir. L'arrivée de Luis Fernandez au poste d'entraîneur, à l'été 1994, a fait telle sotisfaction. Je me suis senti le plus heureux

DANIEL BRAVO n'est plus tout à fait un au PSG. A Pâge où les autres s'essouffient, son salut. Le successeur d'Artur Jorge le des hommes. Je tire une grande fierté d'avoir joueur comme les autres au Paris-Saint-Ger- Daniel Bravo s'est inventé une nouvelle jeu- commaissait bien. Ils avaient en commun quel- renversé une dure situation. » Il a aujourd'hui veau responsable technique du PSG y avait apprécié les qualités du joueur, sa polyvalence et une imposante fureur de vaincre. Il ltd a donc fait cette étrange proposition. Que Bravo renonce à son passé de feu foillet de l'offensive. Qu'il accepte d'endosser le rôle plus obscur de relais entre les défenseurs et les attaquants, bref qu'il devienne l'un de ces anonymes coureurs de fond du football modeme, canables de mettre leurs têtes et leurs pieds au service des autres. « Si l'avais été plus jeune, raconte anjourd'hui le joueur, l'aurais refusé. J'aurais pris l'entraîneur pour un fou. » Mais il y avait, au bout de cette stupéfiante reconversion, l'espoir de revivre la fièvre du foot, de s'enivrer de l'irremplacable sensation du terrain. Il était donc impossible de dire

Le miracle a eu lieu. Le Bohémien de l'attaque s'est mué en sédentaire du milieu. Daniel Bravo ne s'interroge plus sur sa piace dans l'équipe. Il sait. Il ne regrette rien, jure qu'il accumule les moments de plaisir, grâce à l'intuition de Luis Fernandez. Il ne lui a fallo que quelques matches pour se faire à son nouveau métier, où il s'interdit de compter le nombre de kilomètres parcourus sur le terrato. « Je suis ressorti de l'enfer, dit-il. C'est une

le football tranquille, en joueur sûr de lui, qui n'hésite pas à houspiller les troupes sur le terrain. Ses coéquipiers ont pris l'habitude d'entendre sa voix prodiguer parfois des ordres, souvent des encouragements. Il se voudrait un modèle, un leader irréprochable gonflé du seul désir de bien faire, enfin délivré du souci de briller pour hil-même. Daniel Bravo place tous ses espoirs dans le club. Luis Fernandez hi prévoit un avenir, ce qui est inespéré à son âge. Même s'il ne croit plus à l'équipe de France, s'il ne veut pas épuiser ses ultimes années-foot en espoirs inutiles. « j'ai porté le maillot tricolore à une époque où je n'aurais pas dû. J'étais trop jeune, je n'étais pas titulaire. l'ai loupé ma génération. J'aurais du être un pilier des années Papin. Je termine avec treize sélections et le sentiment de n'avoir jamais appartenu vraiment à cette équipe. »

Alors, il s'est fabriqué de nouveaux objecttis. L'espoir d'un titre de champion. D'une première victoire en Coupe d'Europe. C'est pour cela qu'il est aussi soigneux de son corps. Toujours le dernier à quitter la table de age et les mains du kiné. Daniel Bravo veille sur ses jambes. Et son visage lisse et sans ride lui donne encore l'air d'avoir vingt

Pascal Ceaux

Aux Etats-Unis, Disney pousse en grand la porte du stade

ATLANTA

correspondance Samedi 27 janvier, un son étrange a troubié le sommeil de la Belle au bois dormant. A l'heure où les premiers visiteurs cognaient à la porte de son château, un bruit tonitruant de moteurs courait d'un bout à l'autre du parc d'attractions. Ce douloureux réveil informait la Belle que le sport mécanique venait de pénétrer en force dans le décor réputé magique de Walt Disney World. Disney venait d'inaugurer son premier circuit automobile, un ovale construit aux portes de son parc de Floride. Pour l'occasion, l'anneau de bitume a accueilli la première manche du championnat indy Racing League, la dernière née des compétitions du calendrier américain. L'Histoire oubliera sûrement le nom de son vainqueur, un débutant nommé Buzz Calkins. Mais elle retiendra de cette journée le premier pas effectué par Disney dans le monde des sports méca-

dans la vie remuante de la famille de prise sur la porte d'un stade était le seul mérite est d'avoir totalisé Mickey? Sûrement pas. Ces derniers temps, Disney dirige de plus en plus souvent ses regards vers le stade. «Le sport sera l'un des éléments principaux de notre futur développement », expliquait récemment son président, Michael Eisner, Le géant mondial du dessin animé accueille déjà chaque année deux tournois professionnels de golf sur son parcours de Walt Disney World. Il organise en fin d'automne un marathon international, couru dans les allées de « Magic Kingdom ». Le début de l'année 1997 verra la naissance du Walt Disney World International Sports Complex, un centre sportif de 80 hectares que ses propriétaires espèrent secrètement voir devenir dès ses premiers mois « une destination obligatoire » pour les amateurs de sport aux Etats-Unis.

L'intérêt que porte Disney aux derniers mois, mais son ambition n'a pas toujours été définie avec des Une anecdote sans importance Fidée de coller le nom de l'entre-

même jugée parfaitement farfelue par la majorité de ses dirigeants. Mais le projet avait été imaginé par Michael Eisner, ce qui suffisait à

faire taire les moqueurs. Fin 1992, le président de Disney investit 250 millions de francs dans l'achat d'une nouvelle équipe de NHL, la ligue professionnelle nordaméricaine de hockey sur glace. Un « caprice » que le conseil d'administration ne se risque pas à refuser à ce père de trois garçons, qui ont chaussé l'un après l'autre les patins

CASQUETTES ET MASCOTTES

Le 2 décembre 1992, c'est doic Michael Eisner en personne qui préside la conférence de presse organisée par Disney pour l'annonce de la création de son équipe de hockey sur glace. Baptisée Mighty Ducks, choses du sport ne date pas de ces l'équipe tient son nom d'un film produit par Disney au début des années 80. Une comédie sans préten-

plus de 200 millions de francs au

Au premier regard, le nouveau jouet de Michael Eisner semble paraitement inoffensif. Mais le savoirfaire du président de Disney Company va rapidement transformer cette aimable plaisanterie en une formidable réussite économique. Michael Eisner débourse plus de 500 millions de francs dans la construction d'une patinoire, judicieusement située sur la commune d'Anaheim, en Californie, à un jet de pierre des portes de Disnevland. Puis Il inonde le marché des tous les produits de la ligne « Mighty Ducks ». A ce jour, le club d'Anaheim a plus souvent connu la défaite qu'il n'a goûté à la victoire. Mais les ventes de ses casquettes, mascottes et T-shirts dominent sans peine le marché du sport américain. Anjourd'hui, il ne viendrait à per-

sonne l'idée de critiquer les ambitions sportives de Michael Eisner. Il contours aussi précis. A l'origine, tion sur les aventures d'une bande a récemment créé Disney Sports de joueurs de hockey sur glace, dont Development et confié cette nou-

velle arme à un ancien joueur de football américain, Reggie Williams, avec la mission de mener une politique agressive sur tous les terrains. Cette stratégie peut s'appuyer sur le réseau de télévisions que Disney a acquis en 1995, un empire de communication qui possède notamment ABC et la chaîne sportive ESPN. Conséquence: Disney vient d'augmenter ses parts dans le capital d'une équipe de base-ball, les California Angels. On lui prête aussi l'intention d'investir quelques dollars dans la future Major League Soccer, le championnat professionnel de football, dont le lancement

Et il se murmure que Michael Eisner caresserait le projet de proposer une candidature de la ville d'Oriando pour les Jeux olympiques de 2008. Un idée que le patron de la maison Disney évoque ainsi : « C'est un rêve, bien sûr, mais je dirige une entreprise spécialisée dans la réalisa-

est armoncé pour le 16 avril.

Les recherches pour retrouver le navigateur Marc Linski sont abandonnées

QUITTANT les eaux chaudes de la mer des Antilles, Marc Linski avait décidé de rallier la Corse au continent. Parti par un temps radieux en compagnie de son père, jeudi l'février, de Calvi (Haute-Corse) vers Marseille, il a été pris dans une violente tempête, avec des creux de 8 mètres. Marin aguerri, Marc Linski, agé de chquante ans, n'était pas homme à se laisser impressionner par les éléments. Il l'avait prouvé de nombreuses fois dans l'Atlantique depuis 1968, date de son premier exploit lors d'une Transat. A l'époque, il avait réussi à sauver son bateau, éventré par une déferiante, en ne cessant de pomper

l'eau pendant plusieurs jours. Depuis, le « guide de haute mer », comme on le surnommatt sur les pontons, n'hésitait pas à affronter les gros temps pour des courses en solitaire ou pour entraîner des aspirants à la navigation en haute mer. Florence Arthaud et Alain Gabbay ont bénéficié de cette formation originaie d'une école de voile vite répu-

Les deux anciens élèves se sont retrouvés dimanche. Ils ont participé aux recherches pour retrouver Marc Linski, dont le voiller baptisé Karma avait été aperçu démâté alors qu'il dérivait, vendredi 2 février, au large de l'île de Porquerolles (Var). Des sauveteurs hélitreuillés avaient découvert le corps de Jacques Linski, un ancien journaliste de soixante-quatorze ans, accroché à l'extérieur par son hamais de sécurité.

Les recherches aériennes pour marseillais ont été abandonnées péraient localiser un canot de sauvetage sur lequel Marc Linski aurait pu se réfugier, mais la mer n'a semble bien avoir été cruelle avec celui qui l'aimait tant.

Serge Bolloch

■ TENNIS: jennifer Capriati fera sa rentrée à l'Open Gaz de France à Paris du 13 au 18 février. L'Américaine, âgée de 19 ans. n'avait pas reparu sur les courts depuis le Tournoi de Philadelphie, où elle s'était inclinée au premier tour en novembre 1994. Capriati avait mis sa jeune carrière entre parenthèses pour terminer sa scolarité en septembre 1993. Elle a depuis été arrêtée en possession de narijuana et a suivi une cure de desintoxication.

SKI ALPIN: Luc Alphand s'est classé deuxième du Super-G de Garmisch-Partenkirchen (Autriche), lundi 5 février, derrière l'Italien Werner Perathoner. Il avait gagné la première descente de Garmisch-Partenkirchen, alors que la seconde a finalement été

■ La sélection française pour les championnats du monde de ski alpin, qui auront lieu dans la sierra Nevada (Espagne) du 11 au lundi 5 février, par le directeur technique Michel Vion. Ont été retenus: Luc Alphand, Jean-Luc Crétier. Yves Dimier. Adrien Duvillard. Xavier Fournier, Richard Gravier, Franck et Ian Piccard, David Prétot, Christophe Saioni, et François Simond chez les garçons ; Nathalie Bouvier, Régine Cavagnoud, Patricia Chauvet, Carole Montillet, Leila Piccard, et Isabelle Sourd chez les filles. Un géantiste supplémentaire devrait être désigné le 10 février après l'épreuve d'Hinterstoder (Autriche).

RESULTATS

COUPE OU MONDE MESSIEURS Super-G de Garmisch-Partenkircher 1. W. Perathoner (Ita.), 7 mm 19 5 62; 2 L. Alphand (Fra.), à 0 s 21 ; 3. P. Wirth (Aut.), à 0 s 43 ; 4. S. Krauss (All.) et J. Leskinen (Fin.), à 0 s 68.

Coupe du monde de super-G : 1. H. Knauss (Aurt.), 207 pts; 2. A. Skaardal (Nor.), 200; 3.

Classement général provisoire de la Coupe du monde : 1. L. Kjus (Nor.), 974 pts ; 2 G. Mader (Aut.), 803; 3. M. von Gnengen (Sul.), 738; 4. L. Alphand (Fra.) et H. Knauss (Aut.), 688.

Couscous Nord-Sud à Paris-VIII

La grande préoccupation, à l'université, n'est pas la table. Il faut pourtant se nourrir. Climat et ambiance autour d'un plat du jour sur le campus de Saint-Denis

gées jusqu'à la gueule de Nuts, de

Twix, de Bounty, de Snickers.

Tous ces tue-repas méritants.

compagnons de chaîne de la vie à

loindre pas vraiment facilement

par les deux bouts. Courts et trop

sucrés complices. On grignote sur

des marches d'escalier. Le restau-

rant est au-dessus, file d'attente

et guichet. 13,20 F le repas,

29,50 F pour le client de fortune,

ie « passager ». La salle est vaste,

C'est le jour du couscous. Pas le

royal, avec les brochettes

d'agneau, le poulet et les mer-

guez, les légumes et leur bouilion,

les raisins et les moelleux pois

chiches, non, Il s'agit du sobre, ce-

lui des gardiens de chèvres de

l'Atlas : sauce, mouton et graine.

Bon tout de même, très bon

même. L'Afrique qui est à table, le

Maghreb disent oui. Les Anglais,

Ce plat est un plat d'union. Il

est devenu la jonction entre le

les Grecs, les Danois aussi.

claire. Fresques aux murs.

SAUCE, MOUTON ET GRAINE

FIN MARS 1995, le cher disparu était passé en coup de vent et par un temps de chien, pour lancer le chantier d'une bibliothèque universitaire dont le pays n'aurait pas à rougir. Grosse affluence et accueil contrasté dans ce Saint-Denis Paris-VIII qui voyait un président de la République en fin de mandat venir jeter l'une de ses dernières truelles symboliques sur un ultime ouvrage qu'il ne lui déplaisait pas de parrainer. Un œil à une exposition photographique sur les atrocités en Bosnie et bonne chance à tous.

Aujourd'hui, il tombe encore des cordes sur Saint-Denis, Le campus est en désordre ; travaux, froid, vent mauvais, on saute de flaque en flaque. L'endrolt est austère. On s'en fout, seule l'ouverture des portes des amphis compte. Dans les chapelles rayonnantes du caravansérail, toute une population s'est mise en marche vers les couloirs des grands rendez-vous. Une banderole reste accrochée en écharpe au fronton des nouveaux bâtiments, «Fac morte, réagissons». Relique ou pense-bête? La paix règne. Les professeurs n'ont jamais été aussi indispensables. On les aime, on les protège, on les surveille comme le lait sur le feu. Chers gourous, vous avez été des nôtres durant ce long mois de grève qu'il nous faut maintenant regagner ; restez-nous fidèles.

La préoccupation ici est plus de se nourrir différemment que de simplement se nourrir. La belle aventure. La faim grogne à son



ranto de table. On peut difficilement le rater, difficilement ne pas l'aimer. Le cuistot qui semble présider aux agapes de ce resto-U, un Noir sorti de L'Ile au trésor, avec sourire à ne plus iamais être triste et roulement d'yeux à se demander pourquoi on passe son temps à les baisser, vient sur la dunette vérifier si tout va bien. Tout va bien, mon chef, tout va bien. Si bien qu'il n'y avait plus une

louche de graine de rab. Planqué derrière son regard, un homme à bonnet de laine quitte l'endroît avec la sobriété de ceux qui pensent que, jusque-là, tout se passe convenablement. Il tient un sac en plastique de la Fnac à la main droite. Pour faire bien, pour faire sérieux ; la dignité peut quelquefois remplacer l'argent de poche qui fait défaut. Du coup, personne ne se permettra de le voir sortir, ce sans domicile fixe modèle, encore moins de s'étonner de sa présence.

Les grandes lois sociales sout icl piacées sous les arceaux sacrés de l'entraide ; les transactions sous l'économie de marché la plus stricte. Rien ne se gaspille, ni l'effort que l'on offre à l'autre en l'aidant dans sa tâche, ni l'argent que

l'on fait circuler à sa plus juste valeur. Personne ne triche. Le pourboire est négocié à l'amitié, le café remboursé à l'ami de passage sous les trente-six heures, la cigarette offerte d'un seul élan de partage. Univers clos avec ses saintes indétournables obligations.

هكذ (من رالإمل

À CHAQUE PAS, UNE GAFFE Il est délicat de pousser les portes de cette dérangeante intimité. Celui du dehors semble apporter avec lui les virus de ces expiorateurs décimant par mégarde les populations non encore frappées par les maladies de riches. A chaque pas, une gaffe. Le guide oriente un malcomprenant. On lui demande de ne pas laisser son gobelet sur la table, on lui rappelle que le service est férocement inclus, que le plateau est sa charge, de l'entrée du restaurant à la sortie, que c'est une université encore sans maîtres d'hôtel ni valets à la française et qu'il est préférable de la fermer si l'on n'a rien de majuscule ou de simple à dire. Entendu, la prochame fois, quand on ne reviendra pas, on fera at-

tention. Et bonne chance, les en-

Le Clos des Lambrays en lambeaux

Victime indirecte de la faillite de Félix Potin, ce domaine de la côte de Nuits serait morcelé

maines viticoles de Bourgogne. Va-t-il disparaître, victime d'une lointaine séquelle de la déconfiture du groupe Félix Potin? A quelques jets de grappe de la Romanée-Conti, sur les belles hauteurs de Morey-Saint-Denis, le Clos des Lambrays avait, ces derniers temps, appris à revivre.

Grand cru de l'immense côte de Nuits, ce clos qui a vu le jour il y a plus d'un millénaire a prospéré à 'ombre de Cîteaux. A ce titre, la Révolution française ne pouvait lui pardonner, qui offrit à la mul-titude d'infimes parcelles de ses 866 ares bénis des moines.

Or voilà que deux siècles plus tard le spectre du démantèlement est de retour. C'est que, entretemps, Il furent nombreux à tout mettre en œuvre pour reconstruire cette entité. La mémoire bourguignonne retient ainsi les noms des familles Joly et Rodier. Puis vint le couple Cosson - lui, banquier à Paris ; elle, Grand Prix de Rome de sculpture. Les vigues vieillirent, s'étiolèrent, mournment. Crime sans nom, le Clos des Lambrays fut laissé dans le plus grand abandon de 1950 à la fin des années 70. Jusqu'à l'arrivée des frères Saler, qui l'achètent en 1979 pour 10 millions de

Célébrant, îl y a quelques années à Paris, la renaissance de ce grand vin, Louis Saler nous expliqualt qu'il avait au total investi quatre fois cette somme pour que ce vin retrouve, en urgence, son rang et sa mémoire (Le Monde du 8 juin 1991). Répondant à sa mission, l'institut national des appel-

C'EST l'un des plus beaux do- lations d'origine consacra, au printemps de 1981, l'unité de ce domaine fait de pinots noirien, beurot et liebault. Et le Clos des Lambrays était depuis peu redevenu, avec celui - voisin et concurrent - de Tart, l'une des plus belles et des plus grandes expressions de cette fraction de la côte de Nuits. Faudrait-il déjà en faire son deuil?

> « UN PEU DE NOTRE MÉMOIRE » Les frères Saier, qui s'étaient portés acquéreurs de Félix Potin en 1992, avaient été contraints, en 1994, de nantir leurs domaines de Bourgogne. « Cela fait que la BNP est le propriétaire de fait du Clas des Lambrays, explique Louis Saier. Or l'intention de cette banque est de morceler le domaine afin d'en tirer un meilleur prix. Quelle que soit la solution retenue, aucun centime ne sera pour nous. Si je me bats, c'est pour ne pas voir

détruire cette œuvre. » · A Saulieu, le chef Bernard Loisean prévient: « Si les Lambrays devaient partir en lambeaux, nous perdrions un peu de notre mémoire, et ce serait mauvais pour la Bourgogne. » Différentes propositions d'achat, françaises ou étrangères, de plusieurs dizaines de millions de francs out été faites, ces derniers mols, pour acquérir l'intégralité. En vain. Les Lambrays surviviont-ils?

Jean-Yves Nau

MOTS COLLEC

81224 · S

VII

Ш

II

 \mathcal{V}

Region Line

Part of the second

Mar El al

* Société civile Domaine des Lambrays, 31, rue Basse, 21220 Morey-Saint-Denis. Tel.: 80-51-84-33; télécopie : 80-51-81-97.

Fleur de sei

Le sel a-t-li perdu de sa saveur ? Les Français le boudent. De tous les Européens, nous sommes ceux qui en mangeous le moins. Huit grammes environ par jour alors que tous nos voisins latins (Espagne, Italie, Portugal) en consomment dix grammes, ou pius. Au sud de la France, ou aime surtout le sel fin et vendu sous sachet plastique. Au nord, on lui préfère le gros sel en boîte carton. Mais peu d'entre nous se soucient de sa provenance. Des salines de Porto-Vecchio aux mines de Lorraine, ce condiment est pourtant d'origine bien différente.

Comme partout dans le moude, la majorité du sei produit en France vient de terre et non de mer. Nous n'avons pas sur notre territoire de gisement de sei aussi colossal que ceiui de Borth en Allemague (là-bas, à 700 mètres sous terre, on exploite une couche d'un sei très pur, qui ne fait pas moins de 20 mètres de haut), cependant près des deux tiers du sel français proviennent de notre sous-soi. Le reste est

issu des marais salants. « Encore faut-li faire la différence entre sel

de mer et sei marin », précise Bernard Chamley, président de la coopérative des salins de Noirmoutier.

Si, pour Buffon, « chaque grain de sei marin est un cube composé d'une infinité d'autres cubes », l'argument semble bien plat à notre artisan de l'ouest de la France. Pour hil, tout diffère seion l'endroit et la méthode de récoite. « Il y a d'un côté, le sel de mer. Ceiui de la Méditerranée. Un sei récolté de façon industrielle. Lavé, séché et traité. Et de l'autre côté le sei marin, celui de l'Atlantique. Si ce dernier est dit « gris », c'est qu'il est naturel, sans aucune adjonction ni traitement. »

Une querelle de clocher qui n'empêche pas le sel sudiste, notamment celui de La Baleine - dont l'emballage a été créé dans les années 30 par Benjamin Rabier, de se vendre dix fois plus que celui de l'Ouest. « Notre production est artisanale, donc réduite, réplique Bernard Chamley. Les trois bassins de l'Ouest, Guérande, Ré et

Noirmoutier, offrent en contrepartie un produit rare. Nous sommes les seuls à récolter la fleur de sei. »

Sous l'action du vent, et cela certains jours seulement, une fine pellicule de sei, la fleur, se forme sur le dernier des bassins d'argile dans les marais salauts, celui ou o nomme l'œiller. Seules 80 à 90 tonnes sont récoltées chaque année. La coopérative de Notrmouties

propose depuis peu ce produit d'exception marié avec du basilic, du fenouil ou du thym. La fleur de sel aromatisé vaut 148 P Un challenge, quand on sait que les

consorumateurs consacrent mobis de 20 F par an à leurs achats de sel. Encore une chance que l'Etat français ne se sucre plus sur le sel. La gabelle aura vécu longtemps : il v a seulement cingnante ans cette année que l'on a cessé de lever l'impôt sur cette matière première.

Guillaume Crouzet

★ Fieur de sel « Aquasei » aux aromates. 18.50 Fies 125 g.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

■ Les bistrots survivants du Paris populaire exigent un climat et un état d'esprit. Ici, une rue misérable dans un quartier impossible, entre le périphérique et Belleville. L'accueil est franc, naturel. An zinc, la conven tion est immortelle, autour de vins au verre ou en bouteille, choisis par M. Camus. Côtes-du-Rhône en série, saint-joseph, comas, hermitages. côtes rôties en magnum de 95 F à 200 F la bouteille. Pas moins de 12 crus de layon et 20 de vouvray - tous de propriétaires - donnent la mésure de la recherche. Sur de petites tables, on sert le gâtean de foie de volaille, la cervelle d'agneau citronnée ; puis le lapin au thym et aux olives, le santé

d'agneau. Avec le dessert, c'est un repas pour 135 F. * Paris. 3, rue Jouye-Rouve (75020). Du mardi au vendredi de 11 heures à 1 heure. Le samedt de 18 heures à 1 heure. Fermé dimanche et lundi.

CHEN

■ Pung Ching Chen, originaire de Shanghaï, n'emploie que les mellleurs produits, à la différence de nombre de ses compatriotes. Les prix ne sont pas ceux de n'importe lequel des restaurants assatiques, la cuisine non olus. Le menu « affaires » – le midi – vaut le voyage dans ce mini-Hongkong qu'est le quartier Beaugrenelle. Le choix est offert entre les grosses crevettes polvrées - fraîches - et les raviolis maison à la vapeur ; puis entre la soupière de trois poissons à la shanghaïenne, le filet de bœuf sauce salé, déficatement épicé, et le poulet de Bresse sauté pimenté. Dessert, café et vin compris pour 200 F. Nouvel An chinois, le dimanche 18 février : dîner à 400 F vin compris.

★ Paris. 15, rue du Théâtre (75015). Tél. : 45-79-34-34. Fermé le dimanche.

JOSÉPHINE

Joséphine chez Dumonet semble une survivance de ces établissements - mi-bistrots, mi-brasseries - typiquement parisiens, avec serviettes et nappes impeccables. Le service est familier et l'attention portée aux habitués se traduit par la possibilité de ne commander qu'une demi-portion d'un plat roboratif et onéreux. Ainsi la demi-brouillade de truffes (80 F), permet-elle d'apprécier le « gigot Duranton et ses mojettes piatres » (95 F), un classique increvable, le mercredi au déjeuner. Jean-Christian Dumonet « fils », poursuit donc une tradition de cuisine bourgeoise où pieds de veau (45 F) et poireaux sont accommodés à la vinaigrette, le « pot de harengs » servi avec des pommes tièdes, le ris de veau accompagné de morilles. De 150 F à 300 F.

* Paris. 117, rue du Cherche-Midi (75006). Tel.: 45-48-52-40. Fermé samedi et dimanche.

27.

ALSACE A PARIS 43,26,89,36 9, pl. St-André-des-Arts, 6e - SALONS CHOUCROUTES, GRILLADES, FLAMMEKÜECHE, POISSONS, HUITRES ET COQUILLAGES

LA TARENTELLE DÉCOUVRE US MAJALIUS COLLEGO PIZZAS: Normande - Océane -Péchsur - Tarenelle - St Jacques... Lasagnes et Osso Bucco maison. 54, avenue du 6 Juin (Raute de Caen 14100 LISTEUX - Tel : 31.62.29.00

EL PICADOR + 80, Bd des Batignoles 17e • 43.87.28.87 La réputation d'EL PICADOR s'étend peu à peu à Paris. Ses specialites ibériques sont toutes un régal absolu. Sa Paēlia Mixta nciana enchante et séduit depuis 3 générations les gourmets parisiens, friants de bonne cuisine espagnole. Pensez à réserver votre table sans oublier de goûter aussi à la Zarzuela à la catalane, les Huevos Mallorquina ou les Jusqu'à 22 h 30. Fermé lundi.



UN VENT DE RENOUVEAU VENU DE LA ROCHELLE..

Il arrive de La Rochelle pour jeter l'ancre à La Rochelle-Alma... tout naturellement. Grandi le nez dans les embruns. Jean Bourdin, bien connu dans sa ville natale pour son art d'accomoder la pêche du jour est le nouveau capitaine du LA ROCHELLE de l'Alma, Difficile de résister à l'appel du large lancé par le superbe banc d'Ecailler revu et étoffé. Navigant autant en salle qu'en cuisine, Jean Bourdin appose aussi sa touche au répertoire exclusivement marin et relance le traditionnel plat du jour à midi à 129 F. - Carte : environ 200 F.

- 5, place de l'Alma (8e), 47.23.47.11.
- 12, place Saint-Augustin (8e), 45.22.33.05. Place du Châtelet (1er), 42.33.48.44. Voiturier.
- Restaurants ouverts 7 jours sur 7.

Brasseries

CHEZ PAUL

Ailleurs, l'on vante les mérites du nouveau « pot » de 50 centilitres ; chez Paul, on fait la promotion du « maxi », soit 1,5 litre de gamay on côteaux ivonnais! C'est un néo-bistrot confortable au service soigné, doté d'un authentique bar 1930. Le patron, un ancien de la communication, met la main à la pâte. Chaque jour, les suggestions sont présentées sur Pardoise, et aussi les classiques : terrines maison, foie gras an torchon micuit (90 F), calamars à la provençale, tartines d'os à moelle (40 F) et panaché de tête de veau et langue de bœuf sauce gribiche, en entrée ! La suite, c'est du sérieux : le jamet de porc braisé aux lentilles (80 F), le délicat cochon de lait à la sauge et purée (90 F) ou eucore le groin, queue, orelles et joue en fricassée (80 F). Et aussi gigot, boudin, pot-au-feu. Baba au rhum et desserts maison. Compter 150 F environ, et la gouaille du patron. * Paris. 22, rue de la Butte-aux-Cailles (75013). Tél.: 45-89-22-11. Tous les jours.

Tean-Claude Ribout



TOL 45 相似也。 TOL 45 机药品

YOMEE dans "LE MONDE," c'est chaque Mardi date meren es publicitaires contactez le 2 44:43.77.36 - (Fax 144.56.7)

Arrivée d'une nouvelle perturbation

UNE DÉPRESSION se creuse lant du Nord-Picardie à la ur Pirlande et génère un flux de ord-ouest rapide sur le pays. Une nemière perturbation, qui a touhé la Bretagne mardi matin, se lésagrège au contact de l'air froid air le quart nord-est. Une seconde serturbation gagnera rapidement a façade atlantique mercredi main, annonçant de la neige dans intérieur pour l'après-midi et la

Mercredi matin, quelques flo-cons tomberont sur les régions al-



Prévisions pour le 7 février vers 12h00



Franche-Comté et à la vallée du Rhône, en passant par l'Ile-de-France, la Champagne, la Bour-gogne et le Bourbonnais. En Alsace-Lorraine, les passages nua-geux gagneront, annonciateurs de neige. La Normandie, le Centre, le Limousin et le Massif Central connaîtront une accalmie avec le retour de quelques éclaircies. Sur les Alpes et le pourtour méditerranéen, les passages mageux et les embellies se succéderont, avec le mistral et la tramontane soufflant jusqu'à 80 km/h en rafales. Le ciel se couvrira sur la facade atlantique, et les premières pluies gagneront la Bretagne.

L'après-midi, les pluies se généraliseront sur toute la Bretagne, les pays de Loire, la région Poitou-Charentes, le Limousin, le Sud-Ouest, le Massif Central jusqu'au Languedoc-Roussillon. Les précipitations seront neigeuses dans les Pyrénées au-dessus de 1 000 mètres. Des chutes de neige toucheront de nouveau la Normandie, le Centre jusqu'à l'Auvergne, et gagneront l'Ile-de-Prance en soirée. Sur le reste du pays, c'est-à-dire le Nord-Picardie, le quart nord-est, la région Rhône-Alpes et la Provence - Côte d'Azur, le temps sera gris avec un ciel généralement irès nuageux.

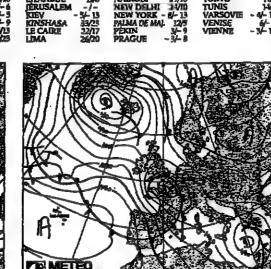
Côté mercure, les gelées resteront fortes le matin tout le long des frontières du Nord-Est, entre -4 et -7 degrés, et les températures maximales avoisineront 0 degré. De la Normandie aux Alpes, en passant par l'Ile-de-France, le thermomètre affichera entre -2 et -4 degrés le matin et entre 2 et 4 degrés l'après-midi. De la Bretagne au Sud-Ouest et à la Méditerranée, les températures minimales seront comprises entre -1 et 3 degrés, tandis que les maximales s'étageront de 6 à

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-





Situation le 6 février, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 8 février, à 0 heure, temps universel

IL y a 50 ans dans Le Monde

Demande d'emploi CE N'EST qu'une petite annonce dans un grand journal. Mais elle est révélatrice : « Jeune fille, licenciée en droit, sténo-dactylo, cherche situa-

tion, secretoriat. » Bachelière, cette jeune fille-ci s'était lancée d'un gracieux élan dans les études juridiques, parti-culièrement passionnantes pour les femmes. Elle deviendrait avocate sans doute. Il en résulterait pour elle et pour son entourage un enviable prestige. La robe d'avocate a exercé sur tant de jeunes filles, qui en portaient d'autres avec élégance, une sorte de fascination!

Pascination bien comprehensible, n'est-ce pas ? Elle serait donc avo-cate. Elle brillerait au Palais d'un almable éclat. Mais les temps ont changé. Ce qui reluit n'est plus or... Pourquoi ne serait-elle pas fonctionnaire? Beaucoup de Français le sont. Tous les Français ne peuvent l'être. Pas encore. Et, en une époque ingrate, la jeune tille s'apercoit que, si le baccalauréat mène à tout, la licence en droit ne mène à

Elle est courageuse. Les besoins matériels se font plus pressants pour sa famille appauvrie. La jeune fille apprend la sténo-dactylo. Elle s'adapte. Et, maintenant qu'elle est sténo-dactylo agile et bien intentionnée, elle cherche une situation. C'est la sténo-dactylo qui la lui procurera. La licence en droit ne sera plus qu'un omement un peu vain et décoloré pour la parfaite secrétaire qu'elle ne manquera pas de devenir d les circonstances la favorisent.

Les rêves flatteurs qu'elle caressait quand elle était inscrite à la faculté ont été dissipés par la brutali-té des événements. Peut-être, aux heures où sa tâche de secrétaire lui laissera du loisir, évoquera-t-elle avec quelque mélancolle la période des illusions enchantées et trompeuses. La mélancolie, elle aussi, a son charme.

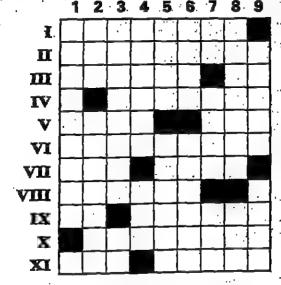
J. Ernest-Charles

(7 février 1946.)

MOTS CROISES

化学性激素性 流火

A . 2 . - 4 . . -



HORIZONTALEMENT

II. Marque déposée. - III. La cuisine des hommes. Pro-

nors, - IV. Un lac et des rois. - V. Un beau brun. Nourrit PARIS EN VISITE un dieu. - VI. Des gens qu'on suit. - VII. Une réponse embarrassée. Sur le bassin d'Arcachon. – Villi. Talon sur la table. - IX. Possessif. Permet d'ayancer plus vite. -X. C'est parfois une façon d'y ailer. - XI. Devient bon quand on le presse. Peut apparaître après une opéra-

VERTICALEMENT

i. Quand ils sont amers, ont un goût de savon. – 2. Coule en Ethiopie. Sur la mer des Antilles. - 3. Peut être un coup dur. Fait souvent un pil. - 4. Bien entamée. Fruit. -5. La mère d'Apolion. Un vral pigeon. – 6. Sorte de cli-ché quand il est commun. Un évêque qui s'intéressa à l'astronomie et aux mathématiques. - 7. Préposition. Fait un pli. Possessif. - 8. De bons voiliers. D'un auxillaire. - 9. inscription sur un effet. Piller dans un coin.

SOLUTION DU Nº 6750

HORIZONTALEMENT

i, Encastrés. - II. Fielleuse. - III. Fanion. Sa. - IV. Rit. Wagori. - V. Osés. Nout. - VI. Nescafé. - VII. Balai. -VIII. Caillé. La. - IX. Aire. Riec. - X. Fée. Peler. -XI. Essais, Sa.

VERTICALEMENT

1. Effroi. Café. ~ 2. Niais. Baies. – 3. Centenaires. – 4. Ali. Selle. - S. Slow. Sal. Pl. - 6. Tenancières. - 7. Ru. Goa. 11 - 8. Essouffiées. - 9. Séante. Acra.

Joudi & février

IN PASSAGES ET GALERIES MAR-CHANDES: 1 parcours (50 F), 10 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autre-

M NOTRE-DAME DE PARIS (40) F+ prix d'entrée), 10 h 45, 23, quai de Conti (Découvrir Paris). MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix

d'entrée) : les antiquités égyptiennes, 11 h 30 : Artémis chasseresse dite « Diane de Versailles », 12 h 30 (Musées nationaux).

■ LES SALONS DE L'HÔTEL DE VILLE (55 F), 14 h 15, sortie du métro Hötel-de-Ville côté rue Lobau (Pierre-Yves Jaslet). ■ LA CATHEDRALE ORTHODOXE

RUSSE (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 12, rue Daru (Elisabeth Romann). L'ÉGLISÈ SAINT-SULPICE ET SON QUARTIER (40 F), 14 h 30, de-

vant le portail de l'église (Sauvegarde dn Paris historique). ■ L'HÔTEL CAIL ET L'ÉGLISE SAINT-AUGUSTIN (55 F + prix d'en-

d'entrée) : Paris et les Parisiens à travers les siècles, 15 heures, 23, rue de Tél.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30 Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

LE CARNET DU VOYAGEUR

TRANSMANCHE. Le tarif normal des trajets Paris-Londres et Londres-Paris en Eurostar augmente à partir du 6 février. L'allerretour passe de 1 210 à 1 290 francs en 2º classe et de 1 720 à 1 830 francs . une hausse de 10,6 % par rapport à en 1º classe. Mais de nouvelles pro-

motions permettent d'effectuer le

voyage after-retour pour 540 francs. ■ MAROC. Une loi antitabac est en vigueur au Maroc depuis le 3 février. Le texte interdit de fumer dans

tous les lieux et administrations publics ainsi que dans certains lieux privés (salles de spectacles, centres de conférences, instituts de forma-M DANEMARK. L'aéroport Rastrup

de Copenhague a accueilli plus de 15 millions de passagers en 1995. Des travaux de modernisation et d'agrandissement vont être effectués dans les dix ans à venir pour augmenter sa capacité de 10 mil-

lions de voyageurs supplémentaires par an. - (AFR)

■ AUTRICHE. 8,5 millions de voyageurs ont emprunté l'aécoport international de Vienne en 1995, soit 1994, essentiellement due à l'augmentation du trafic vers l'Europe de l'Est et l'Asie. - (Bloomberg).

■ CHINE La Chine et le Laos ont officiellement ouvert leurs frontières pour permettre la circulation sur les grands axes routiers entre les deux pays. - (AP)

FRANCE. D'après une enquête de la société Coach Omnium, l'hôtellerie des chaînes intégrées, qui regroupe quatre-vingts enseignes en France et contrôle une chambre sur trois, a enregistré en 1995 un recul de son activité de 4,6 % par rapport à 1994. Toutes régions confondues, les établissements de chaînes deux étoiles sont les seuls à avoir amélioré leur fréquentation. - (AFP.)

BILAN

DU

MONDE

L'année économique et sociale 1995

L'analyse de 177 pays



75409 Paris Cedex 08

CULTURE

ART En une centaine de toiles, d'aquarelles et de gravures, une ré-de son œuvre. • SA PEINTURE, qui biographique et s'efforce d'expri-mer l'essentiel des êtres et des trospective présente pour la pre-de son œuvre. • SA PEINTURE, qui choses par l'intensité des couleurs et trospective présente pour la pretrospective présente pour la pre-mière fois, à Londres jusqu'au 25 février, l'œuvre d'Emil Nolde. Un

en France, en dépit de la puissance de son œuvre. • SA PEINTURE, qui passe pour expressionniste par excellence, n'a cependant rien d'auto-

la simplification des formes. Nolde aux conventions. • MEMBRE DU « dégénéré » par le pouvoir nazi, adapte sa manière aux sujets les PARTI national-socialiste dès 1934, et qui lui interdit de peindre.

auteur de propos antisémites, Emil Nolde fut pourtant qualifié de « blasphématoire » et son art de

Emil Nolde, le peintre qui révèle la vérité crue

Londres accueille une rétrospective de l'expressionniste allemand (1867-1956), qui ne cessa de cultiver l'isolement et le mutisme. Il a renouvelé les sujets les plus banals en dessinant et modelant les formes directement par la couleur, posée par touches très marquées.

EMIL NOLDE, Whitechapel Art Gallery, Whitechapel High Street. Londres ; tél.: 171-522-7888. Tous les jours, sauf hundi, de 11 heures à 17 heures, le mercredi jusqu'à 20 heures ; jusqu'au 25 février.

« Noide - Emil Noide -, de son véritable nom Emil Hansen; peintre et graveur expressionniste allemand, ne en 1867, mort en 1956. » Ainsi le définissent les dictionnaires, qui font observer qu'il adhéra en 1906 au groupe Die Brücke, celui des expressionnistes regroupés à Dresde autour de Kirchner et de Schmidt-Rottluff. Ils ne précisent pas que son adhésion ne dura que deux ans, ni que Nolde appartenait à une génération antérieure, ni qu'il ne cessa de cultiver l'isolement et le mu-

Sa peinture ne répond à aucun programme, encore moins à un système. Il ne pourrait en être autrement de celui qui déclarait : « Je ne peux pas ècrire sur mon art, et le n'ai pas à le faire. » Conclusion de sa profession de foi : « Le monde ne m'aime pas.. Il me semble que je vais toujours à contre-courant, toujours rejeté dans une réclusion toujours

Ces déclarations péremptoires suggèrent que leur auteur n'était s'enfermalt volontiers dans la solltude, ce que confirme sa vie. En 1903, à trente-six ans, il s'installe avec sa femme sur une petite île de la Baltique, dans une maison basse et étroite. En 1912, il achète une ferme isolée à la frontière du Danemark et de l'Allemagne, dans une contrée de marais et de landes. En 1926, quand une campagne de drainage est entreprise dans la région, il se fâche, émigre un peu plus loin et se fait bâtir une maison-atelier qui tée d'un observatoire. Sa biographie ne compte qu'un voyage en Nouvelle-Guinée juste avant la guerre, Là-bas, en Oécanie, Noide accomplit à sa facon l'itinéraire de Gauguin et revint aussi désillusionné que lui de ces tropiques décidément trop tristes. Le reste du temps, c'est-à-dire quatre décennies durant, Nolde a peint, dessiné sa vie ni à des bizarrerles d'inspira-



Emil Nolde: « Famille » (1917), gravure sur bois.

et gravé de façon quotidienne et régulière, ne se déplaçant que fort peu à l'occasion de ses expositions

Tout cela est banal. Les sujets des œuvres relèvent de la même banalité. Ce sont des paysages, des marines, des natures mortes, des . fleurs, des scènes de la vie moderne et des épisodes tirés de la Bible. Seules curiosités : les tolles rapportées de Nouvelle-Guinée et quelques autres d'après des légendes

LA COULEUR À SON PAROXYEAR Ce qui fait la singularité de Nolde, ce qui instifie cent fois sa réputation et la tenue d'une rétrospective à Londres - exemplaire, irrénnochable, elle se tiendra ensuite à Copenhague, sans la moindre étape française – ne tient donc ni à

tion. La question est toute de peinture, question d'intensité et de maitrise des moyens. Telle que l'exposition la présente, avec une limpidité et une belle précision dans le choix des tolles, elle a justement la banalité des sujets pour présupposé : comment les renouveler? Comment, avec des coquelicots, des nuages, une danseuse, un groupe de paysans, accomplir une ceuvre singulière? Comment éviter l'hommage, le pastiche, la citation par l'impressionnisme et le postmpressionnisme?

Comment? En dessinant et modelant les formes directement par la couleur, une couleur poussée à son paroxysme et posée par trop contraignant. Aux habitudes de pêcheurs et de paysans, les

touches très marquées, parfois épaisses, parfois écrasées par le couteau. Le sens et la vitesse du seste se lisent dans la matière nicturale. Ils se voient d'autant plus des déformations. Ils sont indiqués, duits à des schémas élémentaires. Emil Noide n'entre pas dans les détails. C'est à peine s'il suggère les volumes. Les formes, caractérisées par les couleurs, se distinguent les affrontements chromatiques, un scènes de music-hall et de danses rouge contre un blanc, un bleu exotiques, Nolde privilégie les docontre un ocre.

détachent de tout souci imitatif courbes opposées. Pour les groupes

lyse du top local et de la lumière, il substitue l'idée d'une interprétation expressive. L'impressionnisme, au terme d'une analyse optique mimitieuse, avait révélé, dans les reflets marins, des violets, des mances de vert et de pourpre. pose et, dans le mouvement serpentin des vagues, fait surgir des rouges et des jaunes verdis. Leur explosion à la surface de l'eau accentue le dynamisme de la toile, déjà puissamment mis en place grâce aux tourbillons de la touche. Tel Remorqueur sur l'Elbe lance sur fond de del jonquille des fumées noires et brunes. Elles se reflètent sur l'eau jaune vif en longs rubans

angles droits et les triangles aboudent, découpant des formes aiguês dans des plans de bleu froid, de bruns et de noirs. Les natures mortes, qui réunissent porcelaines russes et statue océanienne, exigent un traitement autre, fondé sur la répétition de formes décoratives et des constrastes colorés moins violents entre bleu ardoise, vert éteint et blanc gris.

Le changement incessant, l'adaptation toujours recommencée de la peinture à son objet sont les seuls principes esthétiques que Nolde consente à formuler. Cet expressionniste ne se confesse pas. Il se peint fort peu lui-même, bannit l'autoportrait et ne pratique pas la toile-aven. C'est le monde qu'il

Compromissions et persécutions

L'attitude de Nolde face au nazisme est depuis longtemps sujet de controverse. Il semble désormais établi qu'il rejoignit le Parti national-socialiste en 1934, après avoir suparavant manifesté des sympathies qui le firent passer pour un « boichevique ». Il tint alors des discours sur la germanité de son art et la nécessité de défendre la peinture allemande contre les influences délétères venues de rance. Ces compromissions, auxquelles il ajouta des déclarations autisémites, ne le sauvèrent pas pour autant: un millier de ses toiles et dessins furent retirés des musées allemands et phisieurs figurèrent dans l'exposition de l'« art dégénéré » à Munich en 1937, où Nolde fut dénoncé comme « blasphématoire ». En 1941, il fut contraint de sou-mettre sa production récente à un comité dit « d'évaluation ». Ce dernier conclut à son indignité, l'exclut de toute association artistique et lui interdit de peindre. De cette date à 1945, il n'exécuta que de très petites tolles et des aquarelles.

simueux. Rien de tout cela n'est vraisemblable, mais infiniment phra suggestif que ne le serait une repréde plus de détails. Cette idée s'applique à tous les sujets et, chaque fois, s'applique différemment, ce qui est logique dans la mesure où le peintre veut extraire l'essentiel d'un minantes écariates et pourpres, as-Dès les années 1910, les tons se sociées à des constructions par

rité personnelle, il scrute la vérité de chaque chose et chaque être. primitifs, mais des hommes mélancoliques abandonnés au bord d'une mer qu'ils aspirent à traverser. Débarrassé de toutes les conventions connaît dans la déposition de croix une scène funèbre sans espoit.

The state of the s

Il dit l'essentiel, en somme, et le dit avec les moyens de la peinture, sans narration, sans symboles, avec une brutalité et une roideur qui font songer à Munch, mais un Munch qui aurait renoncé à toute stylisation élégante. Cet art de la vérité que cultime dans les natures mortes peuplées de masques, masques hodiens et grecs, masques de carnaval et de tragédie, masques grotesques pendus par leur perruque ou des fils de conleur, tels des têtes coupées. A plusieurs reprises, en 1911 et après guerre, Nolde les a peints, les yeux vides, la bouche grimaçante, les dents en avant, hideux, méchants. Il n'est guère, dans la peinture du XX siècle, de vision plus ramassée et plus terrible de l'humanité dés-

Philippe Dagen.

Une vie en clair-obscur

EMIL HANSEN naît en 1867 à Nolde, dans le Schleswig-Holstein, d'une famille de fermiers. Après des études techniques, il devient en 1891 professeur de dessin ornemental, afin de se consacrer tout entier à la peinture en 1897.

A Munich, il suit ses premières leçons de peinture, avant de séjoumer six mois à Paris, puis à . Copenhague et à Berlin, où il parfait son initiation à l'art moderne, découvrant impressionnisme, post-impressionnisme et symbolisme.

En 1906, il rejoint brièvement le groupe expressionniste Die Brücke à Dresde, et s'en écarte dès l'année suivante. En 1908, il adhère à la Sécession berlinoise, dont il est exclu deux ans plus tard pour en avoir dénoncé les orientations es-

thétiques, qu'il jugeait trop francophiles. De plus en plus isolé, il s'établit abord dans l'île d'Aisen, puis dans sa ferme d'Utenwarf. Il accomplit cependant en 1913-14 un long voyage en Nouvelle-Guinée, alors colonie allemande. Sa notoriété va croissant, renforcée par ses expositions berlinoises et de nombreux achats effectués par des collections privées et publiques.

La période nazie est pour lui celle d'une condamnation qui va jusqu'à l'interdiction de peindre, prononcée en 1941. L'après-guerre voit sa réhabilitation et la multiplication de rétrospectives et d'hommages. Il meurt en 1956. L'année suivante, son atelier de Seebuil est trans-

Gérard Desarthe et Ludmila Mikaël jouent un divorce à la suédoise

GERTRUD, de Hjalmar Söderberg. Mise en scène : Gérard Desarthe et François Marthouret. Décors: Rudy Sabounghi. Costumes: Yvonne Sassinot de Nesle, Lumières: Laurent Castaingt. Avec Ludmila Mikaël, Gérard Desarthe, François Marthouret, Arnaud Giovaninetti. Monique Mélinand et Marina Hands. Texte de la pièce (traduction de Vincent Dulac) aux éditions Esprit ouvert, 148 p., 89 F. THEATRE HEBERTOT, 78 bis, bd des Batignolles, Paris 17. M Villiers, Rome. Du mardi au vendredi, à 21 heures ; le samedi, à 18 heures et 21 heures : le dimanche, à 15 beures. Tél.: 43-87-23-23. Durée: 1 h 50. De 120 F à 270 F. Jusqu'au 30 juin. Le début du siècle est marqué en

Suède du sceau du divorce. Conquise par les armées de Bernadotte en 1814, la Norvège se sépare en 1905 de la partie orientale de la

née, la proche Russie s'essaie à la thouret), qui paraît avoir appris par révolution. Comme le roi Gustav V, coeur Les Stades du désespoir de son qui tiendra son pays à l'écart des deux guerres mondiales, l'écrivain Hjalmar Söderberg choisit de vivre en lisière de son pays et des convolsions du monde pour écrire, en 1906 à Copenhague, une pièce de théâtre hors du temps, Gertrud, ou le désamour d'une femme, mezzosoprano dans la splendeur de ses quarante ans, pour son mari, son premier amour et son jeune amant.

Söderberg sent bien qu'il ne peut pas se désintéresser totalement de la marche du temps et propulse l'un de ses héros, l'avocat Gustave Kanning (Gérard Desarthe), au gouvernement de son pays, « grain de sel » libéral au sommet de l'Etat. C'est un homme plutôt sec, matérialisse ct... chauve - stupéfiante transformation d'un Desarthe inquiétant comme jamais-, état métaphorique de sa situation conjugale : in-

Gertrud (Ludmila Mikaël), après des déboires amoureur avec l'écrivain Gabriel Lidman (François Mar-

évident inspirateur Sören Kierkegaard, a épousé son futur ministre comme par désenchantement.

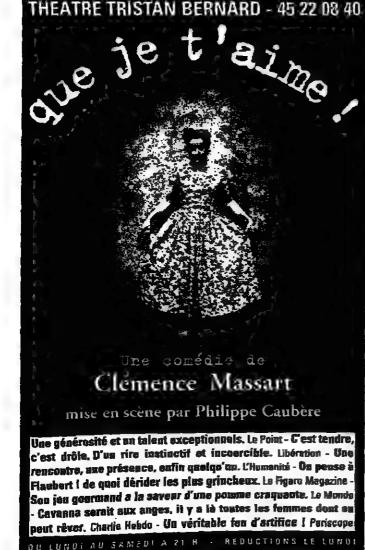
COUP DE GRÂCE Cette triste figure du style bour-

geois aurait pu durer étemellement si notre melancolique mezzo n'était tombée furieusement amoureuse du pianiste virtuose Erland Jansson (Arnaud Giovaninetti). Le veule et jeune bomme séduit la belle et s'en vante dans un bouge de Stockholm. Ce qu'elle apprendra. Une nouvelle en forme de coup de grâce : sa vie et la pièce basculent alors dans la tragédie, mais tout ici, dans la mise en scène, est trop feutré, et l'on en reste au drame, sans vrai boulever-

Rarement autant de bons génies se réunissent au chevet d'une œuvre dramatique. Gérard Desarthe et François Marthouret, cosignataires de la mise en scène, ont confié les décors à un as, Rudy Satransparences peintes et les archi-tectures aussi élevées que ses motifs : les costumes d'Yvonne Sassinot de Nesle sont des merveilles de coutures et de coloris ; les lumières de Laurent Castaingt, d'une finesse constante.

Ils sont au meilleur d'eux-mêmes, autant que les interprètes, parmi lesquels on retrouve Ludmila Mikael, la beauté faite femme, dont la voix ondée et les larmes nous manqualent depuis longtemps. Gérard Desarthe est on ne peut plus juste, pudique, retenu, dangereusement à son affaire. François Marthouret est quelque chose comme la parfaite incarnation de l'honnête homme, cultivé, à la désespérance légère, polie, et d'une ambiguîté viscontienne naguère portée par Dirk Bogarde. Il est vraiment dommage que de tels acteurs n'aient pas trouvé dans leur réalisation scénique le même trouble et les mêmes violences que leur jeu mul-

Olivier Schmitt



confond rerite crue

ূ: Tango Pasion » a séduction et le numéro icrobatique

'ANGO PASION, avec le Sexteto layor, réalisation de Mel Hovard. THÉÂTRE DES CHAMPS-LYSÉES, 15, avenue Montaigne. & Alma-Marceaul Tél.: 49-52-0-50. Jusqu'au 8 février à 0 h 30. Dimanche 4 à 15 beures

Un titre : Tango Pasion, et le Sexeto Mayor, et l'on rêve. On se souient, c'était il y a un peu plus de lix ans, le même orchestre, au hâtelet, accompagnant un mirilque spectacle signé Claudio Seovia et Hector Orezoli : Tango arentino. Tango Pasion, c'est autre hose, bien que construit sur le nême principe: une suite de ianses et de chants, des airs tradiiomels et contemporains.

Cela vient de Broadway, se veut me sorte de comédie musicale ians laquelle la danse est préponlérante. A proprement parler, il ne 'agit pas de tangos, mais de nunéros pius ou moins acrobatiques, exécutés par des interprètes qui courraient aussi bien enchaîner aur des kasatchoks, des sévillanes - :t des bourrées.

: De grands chorégraphes, et : l'abord Pina Bausch, se sont inspi-"- 'és du tango, l'ont en quelque orte tradult dans leur langageans l'abîmer, sans en trahir esprit.

- Seulement ici, la chorégraphie de Hector Zaraspe) est à la fois orutale et d'une pauvreté affiizeante pour le tango, cette histoire le tous les déchirements, de tous es troubles, pour cette danse d'efleurements, d'attente, de séducion chamelle, de sentiments exa-

On ferme les yeux, on oublie out, on écoute le Sexteto Mayor, avec Doug Fikins au quartier La Pailt on retrocve la magie survage, enchevêtrement de détresse et de dérision, de fureur et de soutire, de narcissisme et de générosité; l'appel à un paradis perdu, inaccessible. Un perpetuel état de désir.

Colette Godani

Suresnes devient le rendez-vous des danseurs issus de la rue

Cités Danse prouve la crédibilité artistique de jeunes compagnies

Depuis 1992, le Théâtre Jean-Vilar de Suresnes rassemble danse contemporaine partage les scènes nationales avec autour de Cités Danse le meilleur du hip-hop et des créa-les nouvelles expressions chorégraphiques », dit Olivier teurs à la démarche marginale. « Il est temps que la Meyer, organisateur de la manifestation.

type même d'une danse hybride

non identifiable. Avec en prime Ai-

da Bondriga, sorte de Maria Félix,

jeune fille en fleur, redoutable vo-

Ouverture, maître-mot de Cîtés

Danse, s'adresse aussi à tous ceux

qui, hors du hip-hop, développent

une danse inclassable. A l'image de

celle des Urban Bush Women : huit

Afro-Américaines, dirigées par Ja-wole Willa Jo Zollar. Elles inventent

une danse d'ondulations, emprun-

tant à l'Afrique sa lascivité, au gos-

pel ses jeux sur la voix, à la ville la

réalité des femmes SDF: «Sur la

condition de notre peuple, il n'y a pas que la vision de Splike Lee », dit la

chorégraphe. « Le public nous suit. Il

l'a prouvé en venant nombreux à Joe

Schvala: un inconnu, d'origine

tchèque, venu de Minneapolis. Son

travail tourne autour du travestisse-

ment, de Bach et des bidons-tum-

bours du groupe Savage Aural Hot-

Dominique Frétard

euse de imnière.

DERRIÈRE Drumming 2 Deep Duo se cachent deux balèzes, deux Noirs Américains. Ils entrent en scène, jetant des seaux blancs qu'ils retournent. Il y a quelques mois encore, ils jouaient dans la rue à New York. Ils exhibent des muscles nécessaires à leur frappe fracassante. Les seaux, percussions prosaiques en plastique dur, émettent un son

Savion Giover, autre Noir, réussit sans peine à mêler la foudre de ses claquettes à cette déferiante. Il incame un nouveau style dont l'élégance est justement d'avoir débarrassé la claquette de sa joliesse. Une manière « hard » de danser, toute d'un bloc, le corps penché en avant. Son spectacle Bring in da Noise, Bring in da Funk est le triomphe de Phiver au Public Theater de New York. Il sera repris en mars pro-

A l'issue de la représentaion, les danseurs de claquettes et les rappeurs – qui, la veille, dansaient dans les spectacles des chorégraphes Doug Elkins, José Montaivo, et Josette Baiz - « fusionment ». Après quatre ans, on peut parier d'un « effet Suremes », fondé sur l'échange et le partage. La manifestation s'affirme comme le rendez-vous annuel au cours duquel les danseurs des quartiers vienment apprécier l'évolution du hip-hop, discuter des mablement de Châteauvallon, le 23 février, on celui d'avril à La VII-

« Quand on est sur le terrain, le respect, notion fondamentale de l'étrique hip-hop, vient à bout de la "fracture sociale", expression par ailleurs phast malheureuse, dit Olivier Meyer, patron du Théâtre Jean-Vilar depuis cinq ans. C'est la rencontre lade, à Montpellier, qui a été le déctic de Cités Danse. En créant à partir du hip-hop, il ouvrait une autre voie à la danse contemporaine. »

» C'est une nouvelle école, avec d'autres techniques, qui peu à peu fait ses preuves. Elkins est programmé au Joyce, haut-lieu du contemporain

> SE EN SCÈNE Michel Raskine

ean-François Lapalus

new-yorkais. Les garçons et les filles des quartiers unt appris à regarder les scient professionnels on non, expiique : « Cette danse issue des quarautres. » Quand les rappeurs ont su tiers nous fait comprendre cette que l'Américain Doug Elkins audiphrase de Nietzsche: "On a besoin d'un art flottant, pétillant, léger, tionnaît à Suresnes pour sa création Dances for a Crumbling Floor, cinpour ne pas perdre cette liberté qui quante danseurs ont postulé. « Leur nous place au-dessus des choses." Les rappeurs ont l'art de renverser les niveau est devenu excellent. Ils ont situations, de se moquer des condicompris la nécessité du métissage des cultures. J'en ai choisí anze au lieu tions souvent éprouvantes de leurs des six prévus, dont deux Lillois étonvies. ». Elkins, pius sec, résume : « lls nants: Farid Berki et Rachid Chan'ont pas les moyens de s'apitoyer, voilà pourquoi leur danse a de l'hu-mour. » Ce qui change de la morbi-dité actuelle de la danse contempobane », dit l'Américain. Agir dans les quartiers raine. Josette Baiz est verme avec tix adolescentes, des Marseillaises « Il commence à y avoir de et des Ainoises, qu'elle suit depuis qu'elles ont neuf ans. Dédales est le

l'argent dans ce circuit, dit Olivier Meyer, Porganisateur de Cités-Danse. Les affaires cuiturelles, le Fonds d'action sociale, la Caisse des dépôts apportent leur aide, et la municipalité me soutient depuis le début. Le budget s'élève à I million de francs, dont un tiers par les entrées. Mes motivations sont d'ordre artistique: je travaille avec ces jeunes pour ce qu'ils savent faire sur scène. Les politiques, eux, voient l'aspect social. Lors de l'attribution des subventions ou ministère de la culture, Baiz et Montalvo ont reçu des moyens plus importants : un signe

Rachid Chabane, l'homme à la natte, glisse dans son kung-fu un saut de chat de ballerine. Ibrahim Scorpio dans le spectacle de José Montalvo, nomme Pilhaou Thibaou II, a accepté de danser sur le son du clavecin, inventant en trois sauts de gigue une sorte de roi Louis XIV

Ahmed Eljattari et Moktar Niati n'ont pas donni pour participer à Plhaou Thibaou Il Apprentis-boulangers, ils se levaient à 4 heures du matin, travaillaient, puis se rendaient aux répétitions de 18 h 30 à 22 heures, pour enfin rentrer chez enz vers minuit : « Ils n'ont pas voulu lâcher. Cette expérience se situe audelà du désir d'exister, d'affirmer une identité. Ce stade est en train d'être dépassé. C'est la fusion qui nous intéresse tous », dit Jérôme Paillet, danseur du spectacle et polytechnicien, si l'on en croit la rumeur.

José Montaivo, comu pour faire







Trois bonnes raisons d'aller voir **Brigitte Fontaine**

La chanteuse triomphe au Café de la danse

Areski Belcacem (percussions), Didier Malherbe (saxophone), Sébastien Cortella (clavier), lan Cortella (batterie), Bobby Jocky (basse). René Lebhar et Jean-Paul Flores (guitares). CAFÉ DE LA DANSE, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11°. M° Bastille. 20 h 30, jusqu'au 10 février. Tél.: 43-70-36-22, 115 F.

Elle apparut il y a trente ans dans les cabarets rive gauche, elle fut la complice de Rufus, d'Areski et de Jacques Higelin des 1968. Elle disparut pour mauvais esprit commercial. La voici telle qu'en elle-même, au Café de la danse. Il y a au moins trois raisons d'aller voir Brigitte Fontaine:

• Monsieur le chef de gare de Latour-de-Carol: aux rappeis, Brigitte Fontaine est entourée des deux hommes de sa vie : Jacques Higelin, insufflant une fabuleuse énergie à une guitare (dés)accordée façon blues oriental, et Areski Belkacem, inspirateur des mélanges musicaux - berbéro-bretons - du style Fontaine, à la derbouka. Sa version 1996 de ce morceau d'anthologie de la contestation artistique de la fin des années 60 est un chef d'œuvre. Le public, jeune, le même que ceiui des concerts de Miossec ou de Dominique A, ne veut plus partir. Il a déjà repris en chœur Les Nougats, mélopée orientale sur fond de rock rose-bonbon (elle danse), et ce pendant dix minutes. Créé avec l'Art Ensemble of Chicago en 1970, en même temps que Comme à la radio, traitée ici en hip-hop, Monsieur le chef de gare de Latour-de-Carol est un sommet de « l'absurde qui veut tout dire ».

• L'entrée en scène : au Casino BRIGITTE FONTAINE, avec de Paris en 1993, Fontaine-la-dramaturge portait un costume de reine africaine: longue traine tenue par une beauté noire. Higelin jouait des cymbales en tête de cortège. Au Café de la danse, elle surgit en femme voilée, tuiles blancs cachant une robe noire. Démarche aveuglée, chaotique : « La vie est une femme à barbe. »

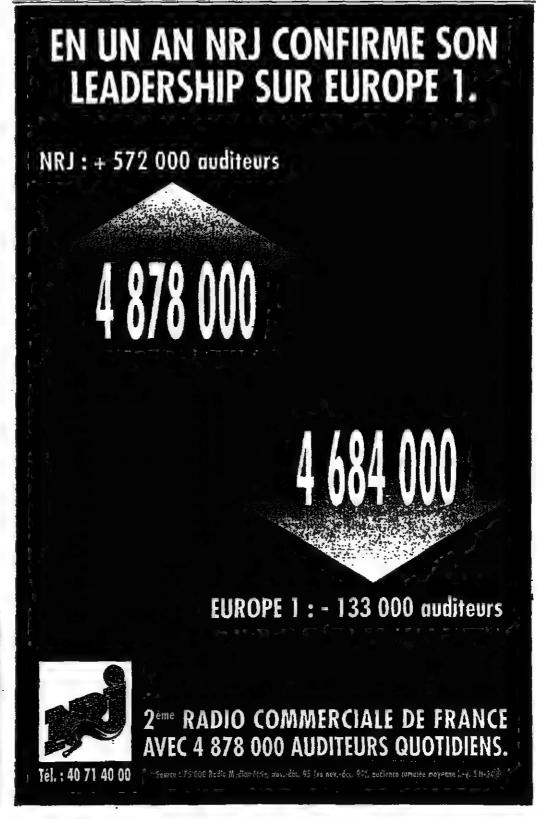
Après une première partie un peu trop étouffée par le rock binaire, Fontaine revient, suave, ceinte d'une robe de bure orange, avec chaussures de boxeur bicomense, monte au plafond du han-D'autres, plus petites, rappellent la gestuelle Fontaine - élégantes libeliules - posées dans un décor de jardin aristocrate. Mise en scène : Jacques Higelin.

 Belle Abandonnée: une chanson d'artiste, celui qui a les nerfs à vif, et dont les peurs ne sont pas celles du commun des mortels. Volx, piano: c'est tout, et « la charge émotionnelle est carabinée ». Brigitte Fontaine excelle dans les récitatifs sarcastiques, sorte de rap de happening, dont Genre humain, l'album conçu en 1995 avec Etienne Daho et lan Cortella (le batteur), ne se prive pas. Mais la musique est là, toujours là.

Les gardiens du temple sont Areski (percussions et guitare, en duo avec madame), Didier Malherbe aux instruments à vent (y compris à la cornemuse), ou Sébastien Cortella (claviers). « Sous ma folie furieuse, écrit-elle, j'ai trouvé un trésor. »

Véronique Mortaigne





THEATRE

NOUVEAUTĖS

Une sélection des pièces -

à Paris et en Ile-de-France

de Gaston Portail, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Thomas Cérisco-la, Odile Cohen, Guy-Pierre Couleau,

Frédéric Cuif, Hervé Furic, Christian

Hecg, Christophe Meltot, Luce Mou-chel, Sarah Mesguich, Florence Muller, Laurent Natrella, Philippe Noël et

Laurent Natrella, Framppe woer ex. Charlotte Pascal-Pose, Maison des Aris, place Salvador-Allende, 94 Oréteil. Les vendredi 9, samedi 10, vendredi 16, samedi 17, mardi 20, à 20 h 30; les dimanche 11 et dimanche 18, à 14 h 30. Tél.: 45-13-19-19. Durée: 2 h 15. De 55 F° à 100 E Justici

d'Albert Camus, mise en scène d'Oli-vier Morançais, avec Catherine Hamil-ty. Micky Sébastian, Guillaume Orsat, Anie Balestra et Luc Ritz. Espace Paris-Plaine, 13, rue du Général-

Guillaumat, Paris 19. MP Porte de Ver

sailles. A partir du 13 février, Du mard au samedi, à 20 h 30; le dimanche, il

16 heures. Tél. : 40-43-01-82. Durée : 1 h 50. De 40 F* à 80 F. Jusqu'au

d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoît, avec Dominique Constanza, Jacques

Sereys, Yves Gast, Anne Kessier, Jean-Pierre Michaël, Igor Tyczka, Eric Frey, Christian Blanc, Eric Doye, Bruno Put-zuku, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française salle Richelieu, place Colette, Paris Tr. Mª Palais-Royal. Les samedi 10, lundi 12, mercredi 14, jeudi 15, lundi 19, à 20 h 30; le di-

manche 18, à 14 h 30, Tél. : 40-15-00-15. De 25 F à 175 F. Jusqu'au 30 juin.

La Seconde Surprise de l'amour de Marivaux, mise en scène de Jean-

Paul Tribout, avec Anne Roumanoff, Claire Mirande, Jérôme Pradon, Dicler

Brice, Jean-Pierre Malignon et Jean-Pierre Lemarchand.

Théstre Grévin, 10, boulevard Mont-martre, Paris 9-, MP Rue Montmartre,

Richelleu-Drougt. A partir du 13 fé-vrier. Du mardi au samedi, à 20 h 30. 16l. : 42-46-84-47. Durée : 1 h 30. 100 f°

de Richard Demarcy, d'après Alfred

Jarry, mise en scène de Richard Demar-cy et Vincent Mambachaka, avec Edith

Assani, Honoré Moutombo Buitshi

Jean-Clément Doukaga, Irène-Pélagie Koumba, Jean-Lacroix Kamga, Adol-phine Milandou, Franck Ndakouzou, Alphonsine Ngau Domingo, Léonard Ngbaguere et Marius Yeloio.

Pavillon du Charolais (Parc de La VII-

lettel, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris

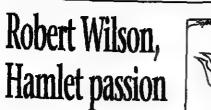
19°. Mº Porte-de-Pantin. A partir du 13 février. Les mercredi et samedi, à

15 heures et 21 heures; les jeudi, ven-dredi, mardis à 21 heures jule politic

et 150 F. Jusqu'au 9 mars.

Ubu toulour

Sereys, Yves Gasc, Anne Kessler,



Reprise à Bobigny d'un spectacle exceptionnel inspiré de Shakespeare

HAMLET, A MONOLOGUE est peut-être le spectacle le plus émouvant de Robert Wilson, metteur en scène, auteur, plasticien et (quelquefois) acteur américain qui n'en finit pas d'inventer le théâtre. Le magicien du Regard du sourd, d'Einstein on the Beach et de CIVIL warS a choisi d'incamer lui-même la figure mythique de la scène. Hamlet, avec une fidélité exemplaire au texte de Shakespeare, auquel il adjoint une autobiographie sensible et sincère. En compagnie du dramaturge allemand Wolfgang Wiens, il a apposé aux croquis qui lui ont inspiré la pièce les fragments de texte qui leur correspondaient le mieux et nous livre ici beaucoup de lui-même et de son art, de sa ma-



nière unique de créer une lumière un geste, un mouvement, un éléd'émotions d'homme et d'acteur malice, et ce jusqu'au gag et au tour de magie. Reprise exceptionnelle d'une œuvre qui a déjà triomphé à

vendredi 16, samedi 17, à 20 h 30 ; le dimanche 11, à 15 h 30. Tél.: 41-60-72-72. Durée : 1 h 30. 100 F et 140 F (spectacle en langue anglaise).

UNE SOIRÉE À PARIS

Gianmaria Testa Piémontais, Gianmaría Testa est une sorte de poète paysan, nourri du talent des contoutori, acteurs de la chanson de qualité italienne. Dans le prolongement de Fabrizio de André et de Paolo Conte, entouré de musiciens délicats (dont certains venant du jazz-band d'Arthur H), il diffuse des petites fables douces et rapeuses avec une tendresse voilée. Il vient de oublier un premier album, Monteoitières (Label Bleu/Indigo). New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10°. Mº Château-d'Eau. 21 heures, les 6, 7, 8 et 9 février. Tél. :

48-03-31-64. 120 F. Richard Cocciante Il fut l'un des inventeurs de la voix éraillée à l'Italienne. Auteur de tubes (Coup de soleil), star en Italie, il vient de produire un album en compagnie de Luc Plamondon. Chanteur à la culture croisée (franco-italienne, mais il est né au Vletnam), Cocclante fait de la chanson de charme.

dans la mélodie à la méditerranéempe, et entaine une nouvelle carrière en France. Olympia, 28, boulevard des Capu-

cines, Paris &. M. Opéra, Madeleine. 20 h 30, les 6, 7, 8, 9 et 10 février. TeL : 47-42-25-49. De 170 F à 210 F. Musique allemande depuis 1946 à nos jours

Une série de concerts est consacrée à trois compositeurs majeurs qui se sont imposés en Allemagne depuis 1946, Bernd Alois Zimmermann (1918-1970), Hans Werner Henze (né en 1926) et Wolfgang Rhim (né en 1952). L'Ensemble intercontemporain de Pierre Boulez est au cœur de cette entreprise, avec la soprano Françoise Pollet, sous la baguette du chef américain David Robertson. Le Requiem de Henze, le 29, sera donné sous la direction de Jonathan Nott. Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19 . Mº Porte-de-Pantin. Les 7, 8, 11 et 29 février.

T&L: 44-81-44-81.

ment de décor, toute une gamme qui ne craint ni l'abstraction, ni la

la Biennale de Venise, au Festival de New York et lors du dernier Festival d'Automne à Paris, où elle fut une ouverture magistrale. * Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Les samedi 10, mardi 13, mercredi 14, jeudi 15,

manche, à 16 heures, Tél. : 40-03-93-95. Durée : 1 h 15. De 50 F* à 110 E. Jusqu'au 3 mars. Vous serez con

محد (من (لامل

de Gustave Thibon, mise en soène de Jean-Luc Jeener, avec Florence Tosi, Fanny Atlan, Benoît Dugas, Edith Garrand et Jean-Dominique Brest.
Exalon de Paris, 6, rue Pierre-au-Lard,
Paris 4: Mº Hôtel de-Ville. A partir du
8 février. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 42-78-46-42. Durée : 1 h 20. De 60 F* à 120 F. Jusqu'au 31 mars.

SELECTION

rsations entre once heure

d'après Honoré de Balzac, mise en scène de Gilberte Tsai, avec Hélène Alexandridis, Caroline Chaniolleau, Mathias Jung, Jérôme Kirches, Hélène Lapiower, Daniel Martin, Mohamed Inuabhi et Laurent Zisem Maison de la culture, 1, boulevard Lé-rine, 93 Bobigny. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 16 heures.

REL: 41-60-72-72. Durée: 2 h 15, 100 F

et 140 f. Jusqu'au 18 févriec Decademon de Steven Berkoff, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Michel Aumont et Christiane Cohendy. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20°. Mº Gambetta. Le mercredi, à 12 h 30 et 21 heures ; les mardi, jeudi, vendredi, samedi, a 21 heures; le dimanche, a 16 heures, Tél.: 44-62-52-52. Durée: 1 h 30, 110 F° et 160 F. Jusqu'au 3 mars, .

La Double Inconstance Pierre Miquel, avec Claire Vernet, Claude Mathieu, Michel Favory, Phi-lippe Torreton, Isabelle Gardien, Alain Langlet, Coraly Zahonero et Michel Robin. Comédie-Française, Théâtre du Vieux-

ier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris O. M. Saint-Sulpice. Les mercredi 7, vendredi 9, samedi 10, mardi 13, mercradi 14, vandredi 16, samedi 17, a 20 h 30 ; les jeudi 8 et jeudi 15, a 19 heures; les dimenche 11 et di-manche 18, à 16 heures. Tél. : 44-39-87-00. Durée : 2 h 30. De 60 F* à 150 F. Jusqu'au 18 février.

tie Hjalmar Söderberg, mise en scène de Gérard Desarthe et François Mar-thouret, avec Ludmila Mikaël, Gérard Desarthe, François Marthouret, Arnaud Giovaninetti, Monique Mélinan et Marina Hands. Théâtre Hébertot, 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris 17. Mª Villiers,

Rome. Du mardi au vendredi, à 21 heures; le samedi, à 18 heures et 21 heures; le dimanche, à 15 heures. 76f.: 43-87-23-23. Durée: 1 h 50. De 120,f à 270 F. Jusqu'au 30 juin. Ivanov (1) et Platonov (2) d'Anton Tchekhov, mise en soine de

d'Anton (cheknot, mae en sourc de Ludovic Lagarde, avec Juliette Pallevic, Mireille Roussel, Violaine Schwartz, Pierre Baux, Laurent Poltrenaux, Jean-Philippe Vidal, Thomas Cousseau, Xavier de Guillebon, Isabelle Hurtin et

Franck Manzoni. des Grésillans Theatre, 41, aver 92 Gennevilliers. (18) Les mardi 13. mercredi 14, jeudi 15, vendredi 16, sa-medi 17, à 20 h 30 ; le dimanche 18, à 16 heures. (2) Du mercredi 7 au samedi 10, à 20 h 30 ; les dimanche 11 et di-manche 18, à 16 heures. Tél. : 41-32-26-26. Durée : 2 h 10. 95 P* et 140 f. Jusqu'au 18 février. Léonce et Léna

de Georg Büchner, mise en scène d'Emmanuel Demarcy-Mota, avec Serge Wolf, Nicole Max, Charles-Roger Bour, Gaëlle Guillou, Sarah Jalabert, Febrice Melguiot et Jackie Sapart. Théâtre de la Commune, 2, rue

Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers. Le mercredi, à 19 heures ; les mardi, jeudi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; le divendredi, samedi, a 2011 si, te umanche, à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67.
Durée : 1 h 30. 70 F° et 130 F. Jusqu'au
25 février.
Max Garicin ou Pessille au Interné

da Manfred Karge, mise en scène de Michel Raskine, avec Marief Guittier. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Ro-quette, Paris 17. Mª Bastille, Voltaire, Du mardi au samedi, à 19 h 30; le di-manche, à 15 h 30. Tel.: 43-57-42-14. Durée : 1 h 30. 70 P* et 100 F. Jusqu'au 2 mars. d'après Thomas Mann, mise en scène

d'Antoine Caubet, avec Claire Aveline. d'Antoine Caubet, avec Claire Aveline, Valérie Beaugier, Nicolas Dogué, Vincest Dupont, Emmanuelle Tertipis, Thierry Paret, Sylvie Pascaud, Gislain Mugneret et Christian Jéhanin. Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard fules-Guesde, 93 Saint-Denis. Du mardi au semedi, à 20 h 30; le dimanche, à 17 heures. 76: : 48-13-70-00. Durée: 2 heures. 50 6° er 110 F lessurau 24 fé-2 heures, 50 F* et 110 E. Jusqu'au 24 fé-

mise en scène de Floriana Frassetto et Bernie Schürch, avec Horiana Frassetto, Bernie Schürch et Roger Zanetti. Thèlitre Mogador, 25, rue de Mogador, Paris 9: Mª Chaussée d'Antin, Trinité, Havre-Caumartin. Du mercredi 7 au wendredi 3, à 20 h 30 ; le samedi 10, à 15 h 30 et 20 h 30 ; le dimanche 11, à 15 h 30. Tél. ; 53-32-32-00. Durée : 2 heures. De 100 F à 240 F. Dernières.

La Perruque du vieux Lénine de Jean Ristat, mise en scène de Vi-viane Théophilidès, avec Pierre Barrat, Sophie de La Rochefoucauld, Richard Brunel, Stéfan Delon, Michel André et Philippe Lamendin. Théâtre Molière Maison de la Poésie,

Ineatre Moiere-Marcin, Peris 3º. Mº Rambuteau. Du mercredi 7 au samedi 10, les mercredi 14, jeudi 15, vendredi 16, samedi 17, à 20 h 30; les dimanche 11 et dimanche 18, à 16 heures. Tél.:: 44-53-00, Durée: 2 h 15. 75 F° et 100 & leures transporter. 100 f. Jusqu'au 18 février. Prométhée enchaîné d'Eschyle, mise en solme de Michel Ras-

kine, avec jean-François Lapaius, Isabelle Sadoyan et Sylviane Simonet. Théatra 71, 3, place du 11-Novembra, 92 Malakoff, Las mercredi 7, vandredi 9, semedi 10, mardi 13, mercredi 14,

vendredi 16, samedi 17, à 20 h 30 ; les

jeudi 8 et jeudi 15, à 19 h 30 ; les dimanche 11 et dimanche 18, à 17 heures. TEL: 46-55-43-45. Durée: 1 h 40, 85 F* et 115 F. Jusqu'au 18 février, :

Quel petit vélo à guidon duomé au fond de la cour de Marguerite Duras et Georges Perec, mise en scène d'Isabelle Nanty et Tatia-na Vialle, avec Elisabeth Depardieu, Aurore Clément et Jacques Sp Catré-Montoarnasse, 26, rue de la Gal-(amp-mompariasse, a, rue de la Gaité, té, Paris 14°. Mº Edgar-Quinet, Gaité, Montparnasse-Bienvende. Du mardi au vendredi, à 20 h 30; le samedi, à 17 h 30 et 20 h 30; le dimanche, à

17 heures. Tél.: 43-22-16-18. Durée: 2 heures. De 75 P à 220 F. kusqu'au 30 juin. Les Règles du savoir-vivre dans la société moderne

de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de l'auteur, avec Mireille Herbstmeyer. Athénée-Louis-Jouvet, 4 square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 9. M Opéra. Du mercredi 7 au samedi 10, à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. Durée : h 30. 90 F* et 120 F. Demières. La Stadon Champtande d'Eugène Labiche, mise en scène Marie Lazarini, avec Laurence

Février, Didier Lesour, Bernard Mala terre, Frederique Lazarini, Claude Guedj, Andrés Retz-Rouyer, Irène Chauve et Xavier Bouvier. Artistic-Athévains, 45, rue Richard-Lenoir, Paris 11". Mª Voltaire. Les mercredi et jeudi, à 19 heures; les vendredi et mardi, à 20 h 30; le samedi, à 16 heures et 20 h 30; le dimanche, à 16 heures. Tél.: 43-56-38-32. Durée;

1 h 30. 80 P* et 150 f. Jusqu'eu 10 mars. de Molière, mise en scène d'Arlane Mnouchkine, avec la troupe du Théâtre du Soleil. Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route

du Champ-de-Mangeuvre, Paris 12º. Mº Château-de-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. Du mercredi au samedi, à 19 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 43-74-24-08, Durée : 3 h 30. 150 F. Jusqu'eu 14 avril.

320

25.25

2.00

200

250

1821 ---

234 - -

24/--

ALC: N

[6][28]

E5 15 15 3220 1 Marketo.

žε

17.3

200

14 (2.25)

超级。

Mary .

16.

2 to

Berger.

Rings.

45 SOI (

1

A Section

1000 11 10 m

Witness

111

de Valèrie Lemercier Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, Paris 9°. Mº Trinité. Du mardi au vendredi. à 20 h 30 ; le samedi, à 18 heures et 21 heures. Tél. : 48-74-25-37. Durée : 1 h 30. De 100 F* à 220 F. Jusqu'au La Visita de la vielle dame

de Friedrich Dürrenmatt, mise en soène de Régis Santon, avec Line Re-naud, François Lalande, Michel Prud'Homma, Jean-Jacques Moreau, Gilles Guillot, Samuel Bonnafil, Michel Armin, Olivier Costa, Marie-Christine Danède, Afain Dumas, Eric Lorvoire, Annie Merder, Françoise Pavy, Olivie Proust, Bruno Raina, Frédéric Sahner, Agathe Teyssier et Alain Véniger.
Théatre du Palais-Royal, 38, rue Mont-pensier, Paris 1". Mº Palais-Royal, 8 80urse. Du mardi au vendredi, à

20 h 30 ; le samedi, è 17 heures et 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 42-97-59-81. Durée : 2 heures. De 70 F 4 260 F. Jusqu'eu 30 July

CINEMA

HOUVEAUX FILMS

MANUO ET LE MAGICIEN Film allemand de Klaus Maria Brandauer, avec Julian Sands, Anna Galiena, Klaus Maria Brandauer (2 h 10). VO: Sept-Pernassiens, 14 (43-20-32-20: réservation: 40-30-20-10). MON HOMME (*)

Film français de Bertrand Biler, avec Anouk Grinberg, Gérard Lanvin, Valéria Bruni Tedeschi, Olivier Martinez. Sabine Azéma, Mathieu Kassovitz

(1 h 38). UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1º (36-58-68-58); Rex. dolby, 24 (36-68-70-23); UGC Danton, dolby, 6° (36-68-34-21): Gaumont Ambassade, dolby, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Saint-Lazare Pasquier, dolby, 8 (43-87-35-43 ; 36-65-71-88 : réservation : 40-30-20-10) : LIGC Normandie, dolby, 8 (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby. **9•** (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10); Majestic Bastille, dolby, 11° (36-68-48-56 : réservation : 40-30-20-10) : Las Nation, dolby, 124 (43-43-04-67; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12 (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13" (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14º (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55: réservation: 40-30-20-10); Miramar, dolby, 14 (36-65-70-39; réservation : 40-30-20-10): Gaumont Convention. dolby, 15 (36-68-75-55; réservation: 10-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16 (36-68-48-56; réservation: 40-30-20-10): UGC Maillot, 17" (36-68-31-34); Pathé Wepler, 18 (36-58-20-22; réservation: 40-30-20-10).

OÙ SONT LES HOMMES? Film américain de Forest Whitaker. avec Whitney Houston, Angela Bassett, Lela Rochon, Loretta Devine (2 h 03).

VO: UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1= (36-68-68-58); UGC Odéon, dalby 6 (36-68-37-62); George-V, THX, dolby, 8 (36-68-43-47); UGC Gobelins, dolby, 13* (35-68-22-27); Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Mistral, dolby. 14 (36-65-70-41; réservation : 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18 (36-68-20-22; réservation ; 40-30-20-10). VF : Rex. dolby. 2 (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 61 (36-55-70-14; 36-68-70-14); UGC Lyon Bastille, 12 (36-68-62-33); UGC Convention, dolby. 15" (36-68-29-31).

SEVEN (*) Film américain de David Fincher, avec Brad Pitt, Morgan Freeman, Gwyneth Paltrow, John C. McGinley, Endre

Hules, Andy Walker (2 h 10). VO: UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1= (36-68-68-58) : 14-Juillet Beaubourg. dolby, 3 (36-68-69-23); Les Trois urg, 64 (46-33-97-77 ; 36-65-37-62); Gaumont Marignan, 8 (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10) : UGC formandie, dolby, 84 (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9* (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10): 14-Juillet Bastille, dolby, 17 (43-57-90-81; 36-68-69-27); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13t (36-68-75-13; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55 : réservation: 40-30-20-10): 14-Juillet Resugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79; 36-68-69-24); Bienvenüe-Montparnasse, dolby, 15* (36-65-70-38; réserva-tion : 40-30-20-10); Gaumont Kinopanorema, dolby, 15 (36-68-75-15; reservation: 40-30-20-10); Majestic Passy, dofby, 164 (35-68-48-56; réservation: 40-30-20-10); UGC Maillot, dol-

by, 17 (36-68-31-34); Pathé Wepler, dolby, 18 (36-68-20-22; réservation : 40-30-20-10). VF: Rex (le Grand Rex), dolby, 2 (36-68-70-23); UGC Montparnasse, dolby, 6* (36-65-70-14; 36-68-70-14); Paramount Opéra, dolby, 9 (47-42-56-31) 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10); Les Nation, dolby, 12 (43-43-04-67: 36-65-71-33: réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12 (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13t (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Alėsia, dolby, 14° (36-68-75-55; rėservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 151 (36-68-75-55): réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-95; 36-65-71-44 : réservation : 40-30-20-10).

Film japonais de Masahiro Shinoda, avec Hirovuki Sanada, Shina Iwashita, Tsurutaro Kataoka, Shiro Sano, Riona Hazuki (1 h 55).

VO: 14-Juillet Beaubourg, 3º (36-68-69-23); L'Arlequin, 6º (36-68-48-24; réservation: 40-30-20-10); Le Baizac, 8- (45-61-10-60).

SELECTION

L'ANGLAIS QUI GRAVIT de Christopher Monge avec Hugh Grant, Tara Fitzgerald, Colm Meaney, lan McNeice, ian Hart, Kenneth Griffith Britannique (1 h 35)

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, .1= (36-68-68-58); UGC Danton, dolby, 6º (36-68-34-21); UGC Rotande, 6º (36-65-70-73: 36-68-41-451: UGC Champs-Elysées, dolby, 8º (36-68-66-54); UGC Opéra, dolby, 94 (36-68-21-24). LE BALLON BLANC de Jafar Panahi.

avec Aida Mohammadkhani, Mohsen Kafili, Fereshteh Sadr Orfani, Anna Bourkowska. Mohammad Shahani, Mohammad Bahktlari. iranien (1 h 25).

00; 36-68-59-02); Studio 28, 18 (46-06-36-07).

BUTTERFLY KISS (**) avec Amenda Plummer, Saskia R Kathy Jamieson, Lisa Jane Riley. Britannique (1 h 25).

VO: UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1" (36-68-68-58); Epée de Bois, 5º (43-37-57-47). CONFIDERCES A UN INCONNU de Georges Bardawii,

avec Sandrine Bonnaire, William Hurt, Jerzy Radziwilowicz, Denis Siniavski, Marie Dubois Franco-russe (1 h 32).

VO: Reflet Médicis IL 5º (36-68-48-24). de Jim Jarmusch avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance

Henriksen, Robert Mitchum, Gabriel lyrne, John Hurt. ericain, noir et blanc (2 h 14).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1º (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); UGC Odéon, 6 (36-68-37-62); George-V. 8º (36-68-43-47): Malestic Bastille, dolby, 11º (36-68-48-56; réservation : 40-30-20-10) ; Les Montparnos, dolby, 14 (36-65-70-42; réservation : 40-30-20-10). DIENISE AU TELÉPHONE

de Hal Salw avec Tim Daly, Carolean Feeney, Dan Gunther, Dana Wheeler Micholson. Américain (1 h 20).

Vo : UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1* (36-68-68-58); Le Saint-Germaindes-Prés, Salle G. de Beauregard, 61 (42-22-87-23); UGC Rotonde, 61 (36 65-70-73; 36-68-41-45); Le Balzac, 8º (45-61-10-60); UGC Opéra, 9º (36-68-21-24): 14-Juillet Bastiffe, 11- (43-57-90-81; 36-68-69-27); Escurial, 13 (36-68-48-24; réservation : 40-30-20-10).

DON'T LOOK BACK de D. A. Penneb avec Bob Dylan, Joan Baez, Alan Price, Donovan. Britannique (1 h 3S).

VO: Epée de Bois, 5º (43-37-57-47). EN AVOIR OU PAS de Lactitia Mas avec Sandrine Kiberlain, Amaud Glo vaninetti, Roschdy Zem, Gaire Denis. Français (1 h 30). UGC Forum Orient Express, dolby, 1= (36-68-32-24); UGC Danton, 6* (36-68-34-21).

LES ENFANTS DES DIEUX DE LA FONTE de Tomasz Toth avec Evoueni Sidikhin. Yri lakovlev. Alexandre Kaliaquin, Mikhahil Svetin, Russe (1 h 15).

VO: L'Entrepôt, 14º (45-43-41-63). LES ENFANTS DU SOLEIL de Bernard Dartigues, avec Philippe Caubère. Français (3 h). ter Panoran 24-88-88; reservation: 40-30-20-10), ESMO

de Zhou Xiaowen ivec Alia, Ge Zhijun, Liu Peiql. Chinois (1 h 30). VO: Reflet Médicis I, 5º (36-68-48-24). MADADAYO

d'Akira Kurosaw avec Tatsuo Matsumura, Kyoko Kagawa, Hisashi Igawa, George Tokoro, Masayuki Yui, Akira Terao. Japonais (2 h 14).

VO: 14-Juillet Beaubourg, 34 (36-68-69-23); 14-Juillet Parnasse, 5 (43-26-58-00; 36-68-59-02); Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14; réservation: 40-30-20-MARTHA

de Rainer Werner Fassbinder, avec Margit Carstensen, Kari-Heinz Böhm, Gisela Fackeldey, Adrian Ho-Hemand (1 h 56).

VO: Le Quartier Latin, 5º (43-26-84-MONEY TRAIN de Joseph Ruben, avec Wesley Snipes, Woody Harrelson, Robert Blake, Chris Cooper, Jennifer

Americain (i h 43). VO: UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1* (36-68-68-58); Gaumont Marignan, dolby, 8 (36-68-75-55; réservation 40-30-20-10); George-V, 8 (36-68-43-

N'OUBLIE PAS QUE TU VAS MOURIR (**) de Xavier Beauvois, avec Xavier Beauvois, Roschdy Zem, Chiara Mastroianni, Bulle Ogler. Français (1 h 58).

UGC Forum Orient Express, dolby, 1" (35-68-32-24): Le Quartier Latin 5 (43-26-84-65); Saint-Lambert, 197 (45-32-91-68) NO SEX LAST NIGHT

de et avec Sophie Calle et Greg She-Français (1 h 15). VO: Studio des Ursulines, 5-(43-26-19-

MAN-DELA LES NUASES de Michelangelo Antonio avec ines Sastre, Kim Rossi-Stur ohie Marceau. John Malkovich, Farmy Ardant, Chiara Caselli. Italien (1 h 44).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1º (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); aubourg, dolby, 3 (36-68-69-23); Grand Action, dolby, 5* (43-29-44-40); 36-65-70-63); 14-Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83; 36-68-68-12); 36-65-70-43); UGC Rotonde, dolby,

6" (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; La Pagode, dolby, 7° (36-68-75-07; réservation: 40-30-20-10); Elysées Lincoln, dolby, 8 (43-59-36-14; réservation: 40-30-20-10): Gaumont Ambassade. dolby, 8* (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opera Français, dolby, 9º (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); La Bestille dolby, 119 (43-07-48-60) : Escuria), dolby, 13t (36-68-48-24; réservation: 40lie, doiby, 13° (36-68-75-13; réservation: 40-30-20-10): Pathé Wepler, dolby, 18 (36-68-20-22; reservation: 40-30-20-10).

SMOKE de Wayne Wang, avec William Hurt, Harvey Keltel, Stockard Channing, Harold Perrineau Jr., Ashley Judd. Forest Whiteker. Américain (1 h 50).

VO: Gaumont Les Halles, dolby, 14 (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-(0); 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3° (36-68-69-23); Racine Odéon, 6° (43-26-19-68; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-An dré-des-Arts II, dolby, 6* (43-26-80-25) : La Pagode, 7 (36-68-75-07 : réservation: 40-30-20-10); Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8 (43-59-04-67; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Prançais, dolby, 9 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); La Bastille, doiby, 11º (43-07-48-60); Gaumont Gobe ins Rodin, dolby, 13 (36-68-75-55; eservation: 40-30-20-10); Gaumons Parnasse, 14 (36-68-75-55; réserva tion: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelie, doiby, 15 (45-75-79-79 ; 36-68-69-24); Pathé Wepler, dolby, 18- (36-68-20-22 : réservation : 40-30-20-10). SOUVIENS-TO! DE MOI

de Zaīda Ghorab-Volta avec Zahra Benaissa. Salah Terkouk Zaida Ghorab-Volta, Thierry Lorent. Franco-algérien (56). VO: Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-

VISIBLEMENT, & VOUS AME de Jean-Michel Carré. avec Denis Lavant, Dominique Frot. Jean-François Gallotte, Vanessa Guedi, Lionel Melet. irançais (1 h 40). 14-Julilet Beaubourg, 3* (36-68-69-23).

WALLENBERG de Kjell Grede avec Stellan Skarsgard, Katherina Thal-bach, Karoly Eperjes, Miklos B. Szekely, Suedols (1 h 55). VO : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63),

WITTGENSTER de Derek Jarma avec Karl Johnson, Michael Gough, Tilda Swinton, John Quentin, Kevin Collins, Clancy Chass Britannique (1 h 15). YO: Epée de Bois, > (43-37-57-47).

de Jean-Paul Lilienfeld.

avec Clémentine Célarié, Patrick Breoudé, Chantal Lauby, Jean-Paul Comart, Patricia Malvoisin, Jean-Paul

Français (1 h 40). UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1# (36 68-68-58); UGC Odéon, 64 (36-68-37-62); UGC Morriparnasse, 6º (36-65-70-14; 36-58-70-14); Gaumont Marignan, dolby. 8- (36-68-75-55; reservation 40-30-20-10) : Saint-Lazare-Pasquier. dolby, 8 (43-87-35-43; 36-65-71-88; reservation: 40-30-20-10): UGC Normandle, dolby, 8* (36-68-49-56); Paramount Opera, dolby, 9*(47-42-56-31; 35-68-81-09 : reservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastilla, 12 (36-68-52-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 134 (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10): Gaumont Parnassa, 14: (36-68-75-55; reservation; 40-30-20-10); UGC nvention, dolby, 15 (36-68-29-31); Pathé Wepler, dolby, 18 (36-68-20-22; reservation: 40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-

REPRISES

L'ÉCUPSE de Michelangelo Antonioni, avec Alain Deion, Monica Vitti, Francisco Rabal, Lilla Brignone, Louis Seigner, Rossana Rory. italien, 1962, noir et bianc (2 h 05).

44 ; réservation : 40-30-20-10).

VO : Reflet Médicis II, 5 (35-68-48-24). LES MISÉRARLES de Claude Lelouch, avec Jean-Paul Belmondo, Michel Boujenah, Alessandra Martines, Annie Gi-

rardot, Clémentine Gélarié, Philippe éctard_ Français, 1994 (2 h 50). UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1º (36-8-68-58); Biarritz-Majestic, dolby, 8 (36-68-48-56; réservation: 40-30-20-

(*) Films interdits aux moins de 12 ans. (**) Films interdits aux moins de 16 ans.



Quebecor devient le géant de l'imprimerie en France

Un an après la reprise de la société d'impression Jean Didier, le groupe canadien rachète l'entreprise Jacques Lopès

ché » en France. Un an après le rachat des imprimeries Jean Didier, premier imprimeur français, le groupe canadien reprend la société Jacques Lopès, deuxième industriel du secteur. Sur fond de crise, Quebecor est devenu, en un an à peine, un géant qui domine le marché français, en appliquant une politique de rachat très agressive.

Ces conquêtes ne sont pas terminées et dépassent les frontières de l'Hexagone. Propriétaire de Hunterprint en Angleterre, Quebecor vise une imprimerie en Espagne. L'ancien PDG de L'Express, Françoise Sampermans, vient d'être nommée vice-présidente, chargée du développement européen. En 1994, Quebecor avait réalisé en Europe un chiffre d'affaire de 330 millions de francs. Il atteint 2,8 milliards de francs en 1995.

Les tribunaux de commerce de Meaux et de Chartres ont entériné, respectivement samedi 3 février et lundi 5 février, le plan de reprise par Quebecor des sites des imprimeries Lopès, celui de Torcy-sur-Marne (Seine-et-Marne), en dépôt de bilan depuis le mois d'août, et celui de La Loupe (Eure-et-Loir), en dépôt de bilan depuis juin (Le Monde du 4 août 1995). « Le prix global de cession des actifs, des stocks et des matériels et bâtiments en crédit-bail est d'environ 150 millions de francs », a annoncé Pierre-Karl Péladeau, PDG de Quebecor Europe, fils de Pierre Péladeau, président et fondateur de la société-mère. Sur ces 150 millions. 100 millions de francs sont appor-

QUEBECOR poursuit son « mar-tés en « cash » dans le capital de comme Quebecor, dans l'imprime-hé » en France. Un an après le ra-l'entreprise, « afin de remédier à ce rie, et Prisma Presse ou Emap, l'entreprise, « afin de remédier à ce problème de l'industrie française : la sous-capitalisation et le manque de fonds propres », a précisé M. Péla-

> Le chiffre d'affaires de Jacques Lopès est de 500 millions de francs. Ses clients les plus connus sont Le Quotidien du médecin, L'Evénement du Jeudi et Le Point, qui pourrait changer d'imprimerie.

LE DILLEME D'HACHETTE

Le groupe reprend 700 salariés sur plus de 900 employés. C'est ce volet social qui a fait pencher les tribunaux du côté canadien. Son compétiteur, Hachette, avait présenté un plan uniquement sur le site de Torcy ; il offrait environ 100 millions de francs et conservait 460 salariés. Il n'a pas fait de proposition sur le site de La Loupe, moins important et moins mo-

derne que Torcy.

Dans le dossier de Jacques Lopès, comme dans celui de VSD, dans la presse, Hachette est face à un dilemme. Il doit conserver ses positions face à un concurrent plus agressif, prêt à payer au prix fort son implantation et sa conquête de parts de marché. Au-delà de 100 millions de francs, Hachette estime qu'il ne peut assurer un re-tour sur rentabilité pour le groupe Lopès. Il fait le même calcul pour VSD, face aux 160 millions proposés par Axel Ganz. Au risque de passer pour un groupe timoré, à la recherche d'une stratégie en France, face à la concurrence agressive de groupe étranger,

La Fédération des industries du livre, du papier et de la communication (FILPAC-CGT) a réagi à cette reprise qui « met en lumière la carence des grands groupes éditoriaux de l'Hexagone » tout en re-grettant « le laisser-faire des pouvoirs publics ». Le syndicat du Livre ajoute que « la prédominance de Ouebecor » peut amener à « lo déstabilisation du secteur de l'industrie graphique lourde ». Le poids de Quebecor inquiète ses concurrents, mais aussi des éditeurs, qui craignent que le groupe fasse monter on baisser les prix à sa guise. La reprise de Jean Didier n'a pas entraîné de bouleversements. Mais les détracteurs du groupe pensent qu'il attend de consolider ses posi-

L'AVENIR DE DEL DUCA

Quebecor s'est imposé en Prance, sans s'opposer à beaucoup de résistance. Le fait qu'il reprenne en un an deux des principales imprimeries françaises montre à quel point ce secteur est malade et fragile. Dominé par des entreprises familiales, sous-capitalisées, l'imprimerie française a souffert de la récession qui a entraîné une baisse de ses dépenses de publicités, puis une baisse de la pagination des journaux. Elle s'est accentuée en 1995, avec la hausse de près de 50 % du prix du papier.

Symboles des années 80, le groupe de Jean Didier et celui de Jacques Lopès ont financé leur

croissance à crédit et n'ont pû faire face à un retournement de conjoncture. L'endettement total de Jacques Lopès (crédits-baux inclus) est d'environ 800 millions de francs. Quebecor ne reprend pas cette dette. La prochaine proie que pourraient se disputer Hachette et Quebecor risque d'être l'imprimerie Del Duca à Blois, aux prises à de

graves difficultés. A la suite d'un conflit social entre les salariés et le président de l'imprimerie. Dieudonné Duriez-Costes, un administrateur provisoire a été nommé. Il doit rendre son rapport pour le 15 février. Mais la situation de l'entreprise est très délicate : elle dégage une marge annuelle de 10 millions de francs et doit rembourser 9 millions de francs par an, au titre d'un moratoire signé lors de la reprise, début 1993, destiné à régler le passif de cette ancienne propriété de Robert

Deuxième problème : il s'agit de l'usine des éditions Del Duca, devennes ensuite les Editions mondiales, avant d'être reprises par le groupe britannique Emap, qui est son principal client. Emap vient de renégocier son contrat avec l'imprimerie, ce qui réduit d'environ 30 millions son chiffre d'affaires (260 millions en 1994) et ce qui la fait passer dans le rouge. TV magazine et Modes et Travaux ne sont plus imprimés à Blois. Un à un, les autres titres d'Emap pourraient suivre le même chemin. Cino del Duca emploie 400 personnes.

Alain Salles

Le préavis de grève est levé à RFO

LA GRÈVE prévue mardi 6 février à la Radio-Télévision française d'outre-mer (RFO) n'a pas eu lieu. Après avoir rencontré le PDG de la chaîne, Gérard Bélorgey, l'intersyndicale de RFO (CFDT, CFTC, CGT, CSA, FO, SNJ) juge avoir obtenu assez de garanties, après les mesures annoncées par le gouvernement sur l'audiovisuel en outre-mer (Le Monde du 30 janvier). Selon les responsables syndicaux, « le président s'est engagé par écrit » à ne pas procéder à un second plan social à RFO. En gage de compensation financière du préjudice imposé à RFO en 1996 (réduction de l'accès gratuit aux images de TF 1 et suppression de la publicité sur le deuxième canal de RFO), M. Bélorgey a déclaré qu'il veillerait « à ce que les stations n'aient à supporter aucune diminution de budget » et qu'un accord avec l'Etat « permettrait de dégager 2,5 millions de francs pour les productions régionales en 1996 ».

■ AGENCE FRANCE-PRESSE: Jean-Pierre Pont, député UDF-FD du Pas-de-Calais, a estimé, lundi 5 février, que l'élection de Jean Miot à la présidence de l'Agence France-Presse (AFP) était « illégale ». Dénonçant « un tour de passe-passe », il rappelle que, selon le statut, « le conseil d'administration ne peut choisir son président parmi les administrateurs de l'agence » et que « M. Miot a démissionné précipitamment du conseil d'administration (...) pour se faire élire le lendemain ». M. Pont compte obtenir l'annulation de cette élection « par toutes voies » (Le Monde du 6 février). ■ PRESSE JEUNESSE: Bayard Presse a décidé d'arrêter Talents, magazine pour les étudiants. Créé en 1992, d'abord bimestriel, Talents avait adopté un format tabloid et une parution bimensuelle en janvier 1994. Sa diffusion était d'environ 55 000 exemplaires. Le groupe catholique souhaitait prolonger sa gamme de seize titres pour enfants et adoles-

Le groupe de Leo Kirch obtient les droits TV du football allemand

LE GROUPE AUDIOVISUEL allemand Kirch a obtenu les droits de retransmission télévisée du championnat de football allemand jusqu'à l'an 2000. Il aurait déboursé 420 millions de deutschemarks (environ 1,4 milliard de francs) pour continuer à diffuser sur SAT 1, chaîne en clair par câble et satellite, cinq matches par an de première et deuxième division. Le groupe de Leo Kirch était en concurrence avec le trio ARD-ZDF-RTL La Compagnie iuxembourgeoise de télédiffusion, qui contrôle RTL, aurait proposé 200 millions de deutschemarks. Cette bataille illustre les fortes audiences réalisées par le football. Les droits du crypté étaient aussi mis à l'encan : c'est Première, chaîne cryptée par câble et satellits pilotée par Canal Pius, Bertelsmann et Kirch, qui a obtenu le droit de diffuser une seconde rencontre de championnat.

Film de Walter Hill (1993,

Elim de Bernard Stora (1994

115 min). 648 15.40 La Pucelle des zincs.

16.00 Consentement

mutuel 🗷

17.45 La Cuisinière, Court

métrage. 18.00 Le Dessin animé. Mot. ▶ En clair jusqu'à 20.30

18.40 Nulle part ailleurs.

20.15

FOOTBALL

permettre un faux pas face à Lille dans le derby du Nord.

22.30 Flash d'information.

● Lire page 28

13.40 Les Feux de l'amour 14.30 Dallas, Feuilleton

16.50 Chib Dorothée.

17.30 La Philo selou Philippe. 18.00 Les Années fac.

Quiproquo. Série. 18.25 Le Miracle de l'amour. 19.00 Agence tous risques. La roue de la fortune. Série.

La Minute hippique,

g. 3.

3

7

44.4. ·

العام

y 20 47 :

Marie W.

.

SON ALIBI Un auteur de romans policiers en panne d'inspiration offre un alibi à une jeune Roumaine

22.30 LMI, LE MAGAZINE

INFO Magazine présenté par Guillaume Durand, La violence à l'école (75 min).

23.45 Les Rendez-vous de l'entreprise. Colette Lewiner (Eurysis).

O.00 1/Hötel des passions.

Un diner pour deux. Série.

O.55 Journal, Météo. Les Reportages (rediff.). L35 et 2.45, 3.45, 4.20 TF l mit. 1.45 Mendelssohn. Concert. Par Porchestre polonais. 2.55 Les Aventures du jeune Patrick Pacurd. 4.30 et 5.10 Histoires naturelles. 5.00 Minsique.

France 2

12.55 et 13.35 Météo. 13.45 Detrick, Pension & familie. Série. 14.50 L'Enquêteur. Sub

15.55 et 5.20 La Chance 16.35 Des chiffres

et des lettres. jeu. 17.10 Quoi de neuf, docteur ? Carole en prison. Série. 17.35 La Fête à la maison.

18.05 Les Bons Génies, jeu.

19.59 Journal, Météo.

EST-CE BIEN RAISONNABLE? Film français de Georges Lautner avec Miou-Miou (1981, 109 min).

Parodie des films socio-politiques à la Boisset. Le scénario est mince, la mise en

CA SE DISCUTE

lagazine présenté par jeun-Luc elarue. Les Français ont-ils mauvalse réputation ? (95 min). 19799 0.20 Journal, Météo. 0.35 ▶ Le Cercle de minuit.

Avec Annie Lebrun, Jean-Jacques et Mathias Pauvert, Jean-Pierre Dufreigne, Gérard Pon Vincent Corpet, Maurice Lever, Frederika Fenoliabbate, Caroline Lamarche (75 min). 3398167 2.20 Taratara (rediff.). 3.30 24 heures d'info. 4.48 Aventuriers de la dent Crolles. 5.65 Destreniste. 5.50 Dessir animé.

France 3 12.35 Journal.

13.10 Tout en musique. Jeu 13.40 Les Enquêtes de Remington Steele. 14.48 Le Magazine

16.30 Popeye. Dessin animé. 16.40 Les Minikeums

17.45 je passe à la télé. Des rumeurs sur Stéphanie. Série. Miroir de l'Afrique. de Michel Leiris. 18-55 Le 19-20

18.45 Qui est qui ? Jes. 19.15 Bonne muit, les petits. Titine is caline. '19.20 et 1.50 Studio Gabriel.

19.08, journal régional. 20.05 Fa si la chanter. Jeu. 20.35 Tout le sport.

20.50 LES TROISIÈMES VICTOIRES

DE LA MUSIQUE CLASSIQUE CLASSIQUE
Prisentées par Jacques Chancel en
direct du Palais des Congrès,
présidées par Marcel Landovski,
invites : Maurice André, Mesidav
Rostropovitch, Jordi Savali, Sir Geor
Solti, Forchestre philiarmonique de
Strasbourg, die. Theodor Geschibara
la mattrise de Radio-France
725 min. 418344

de l'Information,

Le verm. 41934438
Le « prime time » ne s'ouvre
qu'exceptionnellement à la
musique classique. Ce
« palmarès » offre l'occasion de
voir à la télévision des artistes de prestige, d'ordinaire relégués à des horaires confidentiels.

22.55 Journal, Météo. 23.10 Couleur pays Programme des treize télévisions régionales. 8.39 Sagacinis (retiff), 1.28 Sidamag (retiff), Magazine, 1.40 Dynastie, La victoire, Fenilletton, 2.25 Musique Craffid, Concern nº 3, dit l'Empereur, de Beethoven, 2º et 3º mouvements, par l'Orchestre de chambre de Lun-sanne, sol. Michaella Unmiessa, plano, dir. Jesus Lopez Cobos (25 mm).

La Cinquième

13.00 L'Œi et la Main. 13.30 Attention santé. Le fiquide amniotique. 14.00 Le Réseau des métiers. 14.05 Teva. Hainak, inuit. 15.00 Arrêt sur images. 16.00 Porêts du monde. Gérer nos ressources 16.30 Rintintin. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Alphabets de l'image. 18.15 Cinq sur cinq. 18.30 Le Monde des animaux.

20.45

19.00 Collection Hollywood 1950. Série. [6/28] La Réponse, de Roy Kellino, avec David Niven, Anthony Caruso (1954, v.f., 30 min).

19.30 7 1/2 (30 min). 20.00 Baby It's You. Documentaire [6/6] Toi et moi (90 min).

LA VIE EN FACE:

SIBÉRIE, TERRE SAUVAGE

SOIRÉE THÉMATIQUE :

L'ÉLAN DES LENTS

DE LA LENTEUR

22.55 Moi Den O.

Proposée par Claude Josten. 21.46 Eloge de la lement.

OU LA DÉCOUVERTE

Documentaire. (2/4) Les fantômes du goulag, de jurek Stadiosacid

Court métrage, de Manuel Poutte (1993).

Un voyageur de commerce occidental en déplacement dans une ville d'Europe de l'Est se trouve pris dans un embouteillage Surexcité, il descend de taxi et continue b

12.25 La Petite Maison dans la prairie. Série. 13.25 Main basse sur Hawai. Téléfilm de Fred Walton, avec Kevin Kliner (95 min)

Un ancien flic alcooliaue est chargé par la police hawaïenne de retrouver

15.70 Deux flics à Miami. 16.30 Hit Machine. 17.05 Une famille pour deux. 17.35 L'Etalon noiz série. 18.05 Rayen, Série. 19.00 Code Quantum. Un saut

sans filet. Série. 19.54 Six minutes d'information.

20.35 E = M 6 junior.

20.50

un site maya.

CANCOON-XTABAÏ, LA REINE SERPENT Deuxième rencontre avec les habitants de la Sibérie d'aujourd'hui. Le père Nicolaï, fils d'un dignitaire du clergé à la cour des Romanov, a plus de 90 ans. Il a connu le tsar, Lénine et Staline. Téléfilm de Paolo E Caroline Tresca 454761 (89 min). Deux archéol

> LA RAGE D'AIMER

TBÉSIM de Francis Mankiewicz, avet Kate Nelligan, Kennet Welsh (119 min). 7053802 Une femme trompée quitte le domicile familial en compagnie de ses deux plus jeunes enfants. Son mari, riche notable, ne l'entend pas ainsi... 0.40 Zone interdite (rediff.). Magazine présenté par

Patrick de Carolis (105 min). 4517341 2.25 Best of français. Musique. Sélec-tion des meilleurs clips français. 4.25 Cuiture pub. Magazine.

LE PETIT GARÇON

Un film de solide qualité française, mais sans éclat. 0.25 Le Journal du hard 0.30 Face Dance

Film américain, de John Stagliano avec Rocco Siffredi (1992, 89 min). 2.00 Court métrage. Never Twice, de Vincent Ravalec (17 min); An Evil

2.35 Surprises (25 min).

Radio

Canal + ► En clair jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Famille. France-Culture 19.33 Perspectives 13.45 Geronimo 🖷

scientifiques.
De la substance naturelle
médicament. 2. Quel est i
travall sur le terrologie d'un
ethnochemiscologie

et la Raison. Les chansons de mari Radio-Canada : la cor

20.30 Archipel médecine. 21.32 Grand angle. (rediff.). A

temps.

8.85 Du jour au leudemain. Maurice
Couturier (La Figure de Fauteur). 9.50
Coda. Mallarmé: les lectres et la
musique (2). 1.90 Les Nuits de
Prance-Culture (rediff.).

France-Musique

De Hubert Nyssen.

20.00 Concert.
Les 3º Victoires de la musique classique. Donné en direct du Palais des congrès de Paris et en simutané sur France 3, par la Maîtrise de Radio-France, dir. Jordi Savall.

22.30 Musique primiel 22.30 Musique phuriel. Summa, de Pärt, par le Hillard Ensemble ; Musique en trio, de

Lens-Lille. 26' journée de D1, en direct (135 min). 1453683 Après sa défaite à Rennes (2-0), 23.07 Ainsi la nuit. CEuvres de Tchaikovski. 22.35 La Capsule. Coun métrage.

0.00 La Guitare dans tous ses états. Cluvres de Carcia Lorca, Anonyme (Andalousie), Llanas (Catalogne). 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique 20.40 Les Soirées

D Les Sources
de Radio-Classique.
Coethe et la musique.
Dunerture de la Fibre
enchambe, de Mozart; Sonare
nº 49, de Haydin; Deux Beder,
de Reichardt; Tho op. 78, de
Hummel; Semiramis, extraits,
de Gluck; Egmont, de
Beethoven; Quatuor avec
niano nº 2. de Mendelssoim;

Meyerbeer.

22.35 Les Soirées... (Suite).
L'Apprenti sorcier, de Dukas; La
Damnation de Faust, extrait, de
Berlioz; Venezia e Napoli, de Lisz;
Scènes de Faust, ouverture, de R.
Schumann; Chants du harpiste, de
Wolf; Chant des Parques, de Brahms;
Sarabande, étude pour Doktor
Ruystus, de Busoni, 0.00 Les Nuits de
Radio-Classique.

Les soirées câble et satellite

TV 5

19.30 Journal (TSR). 20.00 Envoyé spécial (Rediff. de France 2 du 1/2/96). 21.30 Perfectó. 22.05 Journal (France 2). 22.35 Bas les masques (Rediff. de France 2 du 3/1/96). 23.50 Viva. 0.30 Soir 3 (France 3). 1.00 Journal (RTBF, 30 min).

Planète

mers. [8/1] Torncat, le félin des mers. 21.25 On enfer inoubliable. 22.20 / Cocafé. 23.10 Animam, du stade. 0.10 Somale, Franciantaine s'en va-

Paris Première 20.00 20 h Paris Première: 21.00 Jean-Edem's Chib. 21.55 Premières loges.

22.25 Le Trio infernal # (1974, 105 min). 74760419 0.10 Totalement cinéma. 0.35 Bou-levard Jourdan (65 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Ma sœur et moi 🗷 Film de Dino Risi (1957, N., 90 min). 4878728 22.00 Le Moutin des Andes II Fijm de Jacques Rémy (1943, N., 70 min). 26425952

23.10 Les Quaire filles du docteur March = # Film de George Culor (1993, N., v.o., 115 min). 83851902 1.05 Monisient Taxi Film d'André Hunebelle (1952,

Ciné Cinémas

20.30 Um jen brutal
Film de jean-Chaude Brisseau
(1982, 90 min). 4870186

22.00 1: Enfant muroir
Film de Philip Ridley
(1990, u.o., 95 min). 8098070

23.35 A bout de course
Film de Sidney Lumet (1988,
100 min). 15244439

1.15 Mamiac
Film de William Lustig (1980,
80 min). 27770674

Série Club 20.20 Ma mère à moteur. Salut les filles. 20.45 (er.23.50) Jack Cutter. Pi-tote. 22.30 Affréd Hitchcock pré-sente. Birntage. 1.30 L'Or et le Pa-pier (40 min).

Canal Jimmy 21.00 Les monstres nouveaux sout arrivés. Echec et mat. 21.25 Dernier rèbelle : rouler vers l'ouest. [1/2]. 22.25 Chronique babélite. 22.30 An-

23.20 Genesis.

23.35 Le Pilote et l'enfaut.

Genesis, The Story So Par Commentaire (125 min). 65153051 0.55 Father Ted. Good Luck Father Ted. 1.25 Top bab (40 min).

19.55 La Vie de famille. Le diable et le Bon Dieu. 20.30 La Darmière Danisé. Finn de Tony Bill (1982, 115 min), avec Dudley Moore. Dranse. 22.25 Leader. 22.30 Le Temps d'une romance. Film de Jane Wagner (1978, 100 min), avec John Travoita. Comédie dramo-tique. 0.10 Télé-achat. 0.25 Les Amants du Tage. Film d'Henri Verneuii (1954, N., 110 min), avec Daniel Gélin. Drame.

19.35 Dingue de toi. Le peintre.
20.00 Marc et Sophie. Un perroquet
très cabot. 20.25 Drôles d'histoires.
20.35 Cat. Ballou. Film d'Etilot
Saverstein (1965, 95 min), avec Jane
Fonda. Western. 22.40 Sud. 23.50 Parnique aux Carafbes. Comme une
odeur de soufre. 0.45 Secret bancaire. La roure de la sole (55 min).

Eurosport

12.55 Biathlon. En direct. Championna monde. 10 km messieu équipes, à Ruhpolding (Allemagne) (65 min). 1313728

18.00 Biathlon, 19.00 Motoneige. 20.00 Aérobic 20.00 Aerooic.
21.00 Boxe.
En direct. Champiorurat
britannique. Poids super-coqs.
Richie Wenton (G-8)-Wilson
Docherty (G-8), au Basildon
Festival Hall (Angleterre)
75063

ENTREPRISES

Communiqués financiers

24 h/24

3615 LEMONDE

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde Télévision-Radio-Multimédia » On peut voir. ■ Ne pas manquer. ■ ■ Chef-d'œuvre ou ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les

malentendants.

Canal Plus fête le court métrage

Jusqu'au 10 février, la chaîne cryptée diffuse à l'occasion du festival de Clermont-Ferrand une sélection de films courts... Un genre cinématographique plus vivant que jamais

QUELQUES hommes trainent au bar d'un hôtel parisien minable. Une dizaine de doux zonards, un peu paumés, passent leur journée à taquiner leur colocataire, un gigolo surnommé Never Twice... En quelques plans et deux ou trois répliques, Vincent Ravalec, le réalisateur, installe son histoire, son atmosphère : celle du Paris des exclus déhouillards, des rois de la combine sans un sou en poche et des petits voleurs façon doux rèveurs.

Les séquences en noir et blanc s'enchainent sur un tempo nerveux pour retracer la ballade douce-amère de ce gigolo magnifique et pitoyable.

Never Twice de Vincent Ravalec, programmé mardi 6 février, est l'un des nombreux films courts diffuses par Canal Plus, à l'occasion du Festival international de courts métrages de Clermont-Fer-rand. Pour célébrer la dix-huitième édition de cette manifestation - le deuxième festival français, en nombre d'entrées, après Cannes -, la chaîne cryptée propose, depuis le 2 février et jusqu'au 10, une vaste sélection de films de durées et d'origines di-

« Chaque année, Clermont-Ferrand est pour nous l'occasion de faire le bilan de notre action, de voir un peu où nous en sommes avant de repartir pour une nouvelle saison », précise Alain Burosse, reponsable des programmes courts de Canal Plus.

En un peu plus d'une décennie et grâce à l'action de la petite



équipe des « Surprises », la chaîne cryptée est devenue celle du court métrage et a acquis une place centrale dans le circuit de création: à la fois dans le domaine de la distribution avec l'acquisition de près de 330 films, chaque année, et dans le celui de la production avec le préachat de 35 œuvres en 1995. « En temps normal, durant l'année, nous continuons à diffuser les courts dans le cadre des «Surprises», qui n'ont pas de place régulière dans la grille... Mais cette situation particulière n'est pas une contrainte. Cela nous permet, au contraire, de

faire découvrir ce genre cinémato-

graphique particulier à un moximum d'abonnés », poursuit Alain Burosse. Une fois n'est pas coutume, le Festival de Clermont est l'occasion pour la chaîne de proposer plusieurs rendez-vous annoncés à l'avance et clairement

UN NOUVEAU DÉFI

Au programme, plus de quatre beures d'antenne réparties sur l'ensemble de la semaine : un éventail original et varié qui va de la comédie au film fantastique en passant par le drame intimiste. Les diffusions prévues mardi 6 sont à ce titre exemplaires : dès le milieu de l'après-midi, une comé-die musicale délirante d'Alain Ade et Claude Duty, La Pucelle des zincs, suivie par une fiction de Wanda Kulacz intitulée La Cuisinière et. à 22 h 30; un hommage à la science-fiction en forme de parodie avec La Capsule de Vincent Rachet. Bouquet final à 2 heures du matin avec une heure de « Surprises » parmi lesquelles Never Twice de Vincent Ravalec.

Canal Plus n'entend pas s'arrêter en si bon chemin et a décidé de lancer un nouveau pari: pro-grammer des courts métrages en première partie de soirée, dès 20 h 30. «Il s'agit de la suite logique du travail d'Algin Burosse ». affirme Albert Mathieu, directeur de l'antenne, qui s'est personnel-lement occupé de ce projet.

« Nous avons demandé à trois jeunes réalisateurs de tourner des courts avec trois actrices célèbres: Ismael Ferhouki avec Deneuve, Yann Rounen avec Emmanuelle Béart et Vincent Ravalec avec Miou-Miou. Ces minifilms seront réunis en un seul programme qui sera diffusé prochainement. »

Avec ce nouveau défi, Canal Plus fait la preuve que la création de court métrage, genre cinématographique à part entière, est plus vivace que jamais.

Dorothée Tromparent

* « Surprises » spéciales à l'occasion du Festival international de Clermont-Ferrand, Canal Plus, du 6 au 10 février. Pour les horaires,

Le jeu du feu

par Agathe Logeart

GAGNÉ ! Peut-être ne nous croira-t-on pas, mais, craché-juré, on l'avait dit : « Cest lui, j'en meis ma main au feu! » Certes, on le reconnaît volontiers, l'astuce était vaseuse, mais on n'y avait pas résisté. Car la conviction s'était faite, tout à coup. Ce petit homme en gros biouson à carreaux marron et beige, avec son pantalon de travail et ce parler rugueux des pays où il fait froid, avait une bonne tête de

suspect.
Alors que depuis des jours et des jours, à Moirans-en-Montagne, les feux nargualent pompiers et enquêteurs, depuis que toutes les pistes du normal et du paranormal s'étalent épuisées les unes après les autres, on s'était dit que ce serait tout de même un comble si, dans cette folle agitation, il s'était trouvé quelqu'un pour allumer dans l'ombre les mèches de ces mystérieux incendies en riant sous cape. Radiesthésistes et professeurs Toumesol, trimbaliant leurs invraisemblables quincailleries, s'empêtrant dans leurs fils et leurs compteurs d'ondes bizarroïdes. croisaient en collègues les experts réputés sérieux. Les hommes d'EDF faisaient grise mine, convaincus d'être de commodes boucs émissaires à cette épidémie de feux inexpliqués. Les curieux, pèlerins gloutons d'histoires fantastiques, mélaient leur grain de sel à la ronde des hypothèses. S'il n'y avait eu deux morts, une femme d'une cinquantaine d'années et un pompier, on n'aurait pas hésité à rire de ce ballet grotesque; dont, édition après édition, les chaînes de télévision ne nous épargnaient aucune arabesque. Puisqu'ils y allaient tous de leur commentaire, on avait été conduit à faire de même, comme s'il s'était agi de participer à ım jeu telévisé. Et quand avait surgi l'homme au biouson, bon sang, mais c'est bien sûr, on avait appuyé sur le buzzer. Il avait la mine qu'il fallait, cet homme, et tenait les propos attendus. Chez lui, trois fois déjà, le feu avait pris. Là, c'était une armoire dans le sous-sol. Il essayait lui-même, confiait-il au journaliste de TF 1, de tirer les vers du nez des gendarmes, mais en pure perte. « Y'en a aucun qui veut dire queque chose_ . mannonnait-il. Et pour

Notre suspect, nous le retrou-vions le lendemain, avec le visage curieusement déformé d'une mocalque par les hons soins de TF1. On nous repassait les images de la veille, masquées elles anssi, du même homme lors de son audition comme témoin par les gendames. C'était étrange, cette soudaine pudeur, depuis que de témoin l'homme était passé au grade de gaulé à vue. Le journaliste affirmait savoir de qui il s'agissait (franchement; on s'en doutait un peu, depuis le temps que les caméras campaient au village), mais contraisement à l'habitude gardait pour lui cette information. A la demande de qui et pourquoi? Mystère. On sentait bien qu'il devait y avoir quelque pacte secret avec les enquêteurs, dans cette subite facon de nous exclure de la partie. Après nous avoir invités à jouer sans vergogne, on nous mettait au coin. La prochaine fois, ca nous apprendra, on ne jouera plus.

Radio

19.33 Perspectives

Scientizio De la subst

20.00 Le Ryllime

France-Culture

et la Raison

21.32 Correspondances, 22.0

22.40 Nuits magnétiques. Ceci n'est pas du chéma. Rien que des mensonges.

0.05 Du jour au jendemain. Gérard Granel (Etudes). 9.50 Codz. (3). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

19:05 Domaine privé.

D'Edmonde Charles-Ross.

20.00 Concert.
Donné le 25 janvier, au Musée d'Orsay, par Brigisse Engerer et Bruno Rigutto, planos:
Bêder aus Oster op. 66 pour plano à quatre mains, de R. Schumaum; Casse-Noisecte transcrit pour plano à quatre mains par Nicolas Economia, de Tchalloveis ; Rhapsodie emanné à castre mains, de

espagnole à quatre main Ravel : Fantasie-Tableau à quatre mains (premièn suite), de Rachmaninov.

22.00 Soliste. Pierre Fournier.

22.30 Musique pluriel. Conves de Resant, Clement

CEnvres de Mozars, Grieg.

Reuter

30.00

FIC: 2

等年之

F. 12.

.

Et ...

2000

Re :

17.

437:-

BC:

1 miles

FE ET.

R. Con

IN ST

× ...

2

TF1 13.00 Journal, Météo.

13.38 Femmes. Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour. 14.30 Sydney Police.

Le père indigne. Série 15.25 Force de frappe. Copie conforme. Série. 16.15 Une famille en or. jeu.

16.50 Super Club Dorothée 17.30 La Croisière foll'amour. 18.00 Les Années fac.

18.25 Le Miracle de l'amour. Le choix de Sébastien. Série. 19.00 Agence tous risques.

[1/3] Un témoin capital. 20.00 Journal.

Météo. 20.50

USHUAÏA PRÉSENTE OPÉRATION OKAVANGO

Ce nouveau magazine mensuel présenté par Nicolas Hulot, fera découvrir un continent par an.

52 SUR LA UNE Magazine présenté par Jean Bertolino. Si grande, si fragile, de

23.30 Formule foot. 0.05 Ushuaia. Magazine prése Nicolas Hulot. Hawali-volcano ; L'étoffe des héros : Dans l'aven du

dragon ; Echos de Tsavo 0.55 Journal, Météo. 1.05 Permeke. 1.40 et 2.15, 3.20 TF i muit 1.50 Mésaventures.

12.59 journal, Bourse. La note. Série.

France 2

12.55 et 13.40 Météo.

14.50 L'Enquêteur. Coupable ou victime. Série 15.45 Hartiey, coeurs à vif.

Série. 16.35 Seconde B. 17.05 Quoi de neuf, docteur?

Le rêve de Maggie, Série. 17.30 La Fête à la maison. 18.05 Les Bons Génies. Jeu.

18.40 Qui est qui ? Jeu. 19.15 Bonne muit, les petits. Ah I cette Titine I 19.20 et 1.55 Studio Gabriel.

19.55 et 20.45 Tirage du Loto. 19.59 Journal, Météo.

L'EMBELLIE Téléfilm de Charlotte Silveira, ave Line Renaud, Jean-Pierre Cassel,

Une femme d'affaires qui a déjà dépasse l'âge de la retraite se trouve prise d'un malaise en pieine rue. Un homme lui vient

BAS LES MASQUES Magazine présenté par Mirelle Dumas.Les plus belles histoires d'ansour (70 min).

0.00 Le Cercle de minuit. Invités: Max Gallo (La Part de Dieu) ; Michel Wievlorka (Face au terrorisme)

L20 Histohen courtes. Court métrage-Spécial Clemnont-Ferrand : La Vie pa-rsienne, d'Hélène Angel, avec Valérie Bonneton, Marianne Grovès. 2.25

MERCREDI 7 FÉVRIER La Cinquième

13.00 Fête des bébés. 13.30 Attention santé. Alcool et adolescents. 14.00 Le Réseau des métiers. 14.05 L'Esprit du sport. 15.00 Omnisciences. Maladies mentales. 15.30 Vaissearu Terre. Air condi-tionné. 16.00 Avoir 16 ans. 16.30 Rintintin. 17.30 Les Enfants de john. 18.00 Planète blanche. 1830 Le Monde des animaux, 8664 animaix : les

Arte

19.00 et 2.05 Collection Hollywood 1950. Série. [7/28] Le Collier de perles Cameron Menzies, avec Angela Lansbury, Ronald Colman (30 min). 19.30 7 1/2.

LES MERCREDIS

DE L'HISTOIRE

19.08, Journal régional. 20.00 La Vipère commune. Documentaire. Portrait d'un serpent veni de Günter Goldmann (30 min). 20.05 Fa si la chanter. Jeu-20.35 Tout le sport. 20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Consomag.

20.45

LA MARCHE **DU SIÈCLE**

France 3

12.35 Journal, Keno.

13.10 Tout en musique, leu

13.40 Les Enquêtes de Remington Steele. 14.30 Brigade criminelle.

16.05 Docteur Doogie.

16.30 Popeye. Dessin anim 16.40 Les Minikeums.

17.45 je passe à la télé.

18.55 Le 19-20

20.50

18.20 Questions pour un

champion. Jeu-

Atlas des pays du monde

au gouvemement.

Le fond de l'air estraie. La politation. Invités : docteur Alain Grim Bernard Calvet ; Catherine ann (110 min).

► UN SIÈCLE

D'ÉCRIVAINS

Magazine présenté par Be Rapp. Patrick Modiano, de Paule

0.00 Les Quatre Dromadaires (rediff.). Erebus, Volcan des glaces. Documen-taire. 0.55 Dynastie. Dans les malles de filet. Feuilleton. 1.40 Musikpe Graffiti. Jeunes interpuètes: Fontaisie ap. 43 de Chopin, par leine Pinentho-mentaire de l'Ordent.

22.40 Journal, Météo.

Erwin Leiser a rencontré des témoins, survivants des camps de la mort, pour suivre l'hinéraire des juifs sous le Troisième Reich.

TABLEAUX

D'UNE EXPOSITION 22.20 Le Dortoir.

Danse. De François Girard, d'après la pièce de Glies Maheu, avec la compagnie (23.15 ➤ Steamboat Bill Junior ■ 1 Film américain de Charles Reisner a Keaton, Ernest Torrence (1928, N., 71 min).

0.25 Bezness ■ Film franco-tunisien de Nouri Bouzid avec Abdel Kechiche, Galia Lacroix (1991, v.o., 3713910

M 6 Canal +

13.25 M 6 Kid. 10.35 Tron = = -Kidimor: la pommade 12.10 Internautes 13.30, Crypte Show; 14.00, Documentaire.
12.30 La Grande Famille. Tintin: Le Crabe aux pinces 13.45 Les Superstars d'or ; 15.00, Gadget Boy ;

15.25, Creepy Crawlers; 16.00, Draculito. 17.00 et 0.35, 4.25 Fanzine.

17.35 L'Etalon noit. Sèrie. 18.05 Raven. Urgence éternell

19.00 Code Quantum. La cavale Pau-Barcsione.

> En clair jusqu'à 21.00

20.30 Le Journal du cinéma. infernale, Série. 19.54 Six minutes

20.00 Notre belle famille

20.35 Ecolo 6. Des aquarium dans le désert.

PAROLE :

D'ENFANTS Téléfilm de Miguel Courtois, avec Jean-François Garreaud, Ofivia unaux (94 min).

23.05 Flash d'information. Deux adolescentes de 13 et 15 23.10 Jour de foot ans occusent leur père d'inceste, 23.55 Danz verveines puis se rétractent. Une instruction judiciaire a été Court métrage.

LA CICATRICE DE LA HONTE

Une jeune fille de la campagne part tenter sa chance à New York. Elle voudrait devenir

0.05 Fantasmes. Nue sous la lone. 1.10 Best of pop-rock. 3.05 Culture pub (rediff.). Mag 3.30 Jazz 6 (rediff.). Magazine.

Pracassi (1953, 95 min), avec Soptia Loren. Musique. 0.10 Le Club (75 min).

18.30 Motors. 20.00 Volley-ball. Cames-Kuoplo. Ligue des cham-pions. 21.30 Basket-ball. Pau-Or-thez Barcelone. 23.00 Football.

Eurosport

GERONIMO

OPÉRATION

SHAKESPEARE II

et l'addition.

Film de Steven List

(1982), 92 min).

16.40 Basket américain.

17.55 Pas si vite!

(8.00 > Le Dessin au

The Mask.
En clair jusqu'à 19.00

o. 175 min). A la fin de la conquête de POuest, an joune sous-officier établit une bonne relation avec le chef indien Geronimo. Celui-ci, envoyé dans une réserve avec les siens, se révolte. Writé historique et explaination Writé historique et exploitatio du filon pro-indién de Danse avec les loups. C'est spigné, isique, un peu ennuyeur. 2.10 Histoire du reggae. (52 min) Musique

0.00 Jazz vivant. Le guitariste Claude Bartiselemy et son onziette Oris. 1.00 Les Nuits de Prance-Musique. Radio-Classique

23.07 Ainsi la muit.

20.40 Les Soirées D Les Soirées
de Radio-Classique.
Arminio, opéra en 3 acres, de
Biber, par le Sabburger
Hofmusik, dir. Wolfgamg
Brumer, Barbara Schlick (Galila), Gotchold Schwarz
(Arminio), Gerd Thrk (Nerone), Xenia Meijer
(Segesta), Gerd Renda
(Tiberlo), Bernhard Landauer
(Caligola), Marians Forster
(Vitellio), Hermann Oswald
(Germanico), Otto Rasthichier
(Erchino), Irena Troupova

0.00 Les Nuits de Radio-Classiq

Les soirées câble et satellite

TV 5

19.30 Journal (TSA). 20.00 Paut pas rèver. Invité: Pierre Bacheler (France 3 le 2/2/96), 21.00 Strip Tease. 22.05 Journal (France 2). 22.35 Du côté de chiez nous. (2/07). 23.35 Savoir plus. 0.30 Soûr 3 (France 3). 1.00 Journal (RTBF, 30 min).

Planète

20.35 Mascara, l'émir, les murs, les gens. 21.20 Himalaya. [1/13] Un partimoine fragile 21.50 Vol au-des-sus des mers. [1/11] Tomeat, le féin des mers 22.45 Un enfer moubliable. 23.35 ▶ Cocafé. 0.30 Animans du stade (35 min).

Paris Première 20.00 20 h Paris Première, 21.00 Paris modes. 21.55 Paris March Pre-

22.25 Concert : Maurane. Emegistré à Brussies en 1999 (50 min). Les découvertes

0.40 Musiques en scènes. 1.10 Paris dernière (50 min). Ciné Cinéfil 20.30 Le Carrefour

22.05 Monsieur Taxi Film d'André Hunebelle (1952, N., Bo min). 85787020 23.25 The Man I Martried III Film d'Irving Pichel (1940, N.,

de la mort **III II** Film de Henry Hathaway (1947, N., v.o., 95 min).

du docteur March ■ ■ Film de George Cukor (1933, N., v.o., 110 min). 73344392 Ciné Cinémas

0.45 Les Quatre Filles

20.30 Dead Bang M. Film de John Fran (1989, 100 min).

22.10 Smoking **II II**Film d'Alain Resnais (145 m(n). 9.35 Ciné Cinécourts. Invités : Marin Karmiz ; Tony Gatlif, Christian Philibert, Philippe Kodarski.

Série Club

19.55 Le Corsaire de la reine. La fontaine de jouvence. 20.20 Ma mère à moteur. Maman Noël. 20.45 (ct. 23.50) The Thunderbirds. Joyeux Noël. 21.49 (ct. 0.40) Jim Bergerac. C'est presque des vacances. 22.30 Alfred Hitchcock présente. La taupe. 1.30 L'Or et le Papier (60 min).

Canal Jimmy

20.00 Le Ficion vert. Le secret de Sally Bell. 20.30 Route 66. Vers Fave-nir. 27.20 Max. Headroom. La publiché subjective. 22.10 Chronique de mon camapé. 22.15 Schréck. Le contrevenant. 22.45 Cop. Rock. Pi-lote. 23.35 Liquid Television. 9.00 Tas pas me 1dée 2 Inivité: Patrice Chéreau 1.05 New York Police Blues 150 min.

RTL9

19.55 Le Vie de famille. Jaurais du Femplerier. 20.30 Le Désert blanc. 22.10 Leader. 22.15 Chié express. 22.30 Le Syndröme chinois. Film de James Bridges (1979, US min), avec Jane Fonda. Suspense. 0.35 Téléachat. 0.50 Marianne de ma jeunesse. Film de Julien Duvivier (1954. N., 105 min), avec Marianne Hold.

Envie de skier?

Préparez votre séjour sur Minitel

3615 LEMOND

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté

des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». On peut voir. ■ Ne pas manquer. ■ ■ Chef-d'œuvre ou

classique.

• Sous-titrage special pour les sourds et les malentendants,

Les chiffres de la délinquance ont nettement baissé en 1995

Le recul, le premier enregistré depuis 1988, est de 6,5 %

S SON ARRIVEE à Matignon ai 1995, Alain Juppé avait dele à son ministre de l'intérieur, -Louis Debré, « d'obtenir des prochain une réduction de 5 % ombre des faits de délinguance criminalité ». Avec un total de · 320 crimes et délits constatés 95 par les services de police et endarmerie, l'objectif fixé par emier ministre est dépassé : la e statistique est sensible par ort à 1994 (-6,47 %, soit 88 infractions en moins), sees données présentées mardi tier par le directeur général de dice nationale, Claude Guéant, n homologue de la gendanne-Bernard Prévost. C'est la pree fois depuis 1988 que les res de la délinquance sont à la e, après la relative stabilisaobservée en 1993 (+1,3 %) et

the state of the same of

 $\sum_{i=1}^{N} \sum_{j=1}^{N} \frac{1}{N} \left(\sum_{i=1}^{N} \sum_{j=1}^{N} \sum_{i=1}^{N} \sum_{j=1}^{N} \frac{1}{N} \sum_{i=1}^{N} \sum_{j=1}^{N} \sum_{j=1}^{N} \sum_{i=1}^{N} \sum_{j=1}^{N} \sum$

and the second second second second

Contract of the second

the same of the sa

State Same Same Same

Military Toward

والمعارية المنطقة والمنطقة المنطقة الم

教教をおかった。

.

mière « la » délinquance emeée par les services se trouvent ndant une série d'infractions e plus de la mottié des faits

voie publique est à la baisse duit cette tendance. L'accroisse-(-5,9 %). Ce recul des délits sus-ceptibles de toucher chaque ci-soit 824 crimes) pourrait traduire le toyen dans sa vie quotidienne est une bonne nouvelle statistique, même si le volume atteint reste très supérieur à celui de 1986 (2,02 millions de faits constatés, au lieu de 1,56 unilion à l'époque). En 1995, la décrue a été sensible pour les cambriolages (-7,6 %), les vois d'automobiles (-4,6 %), les vois à la roulotte et les vois d'accessoires automobiles (- 9,3 %), ainsi que les vols à la tire (-11,4 %). A l'inverse, les vols avec violences (+3,7%) se

HOMICIDES EN RÉGRESSION

Cette progression continue de la violence physique est le phénomène le plus inquiétant de la période, puisqu'on la retrouve, cette année encore, au chapitre des crimes et délits contre les persomes (+9%, soit 15 806 faits supplémentaires). L'augmentation des coups et blessures volontaires (+ 7 660 faits) et celle des menaces et chantages (+ 4 603 faits) ont profait que les victimes sont moins ré-ticentes que dans le passé à déposer plainte.

Contrairement à la situation des métropoles nord-américaines, les homicides ou tentatives d'homicides ont régressé (-5%, soit 133 crimes en moins).

Du côté des infractions économiques et financières, la diminution (-18,9%) traduit notamment une baisse des escroqueries et abus de confiance (- 24 %) ainsi que des falsifications des chèques et cartes de crédit (-18,9 %). Enfin, l'accroissement des infractions à la législation sur les stupéfiants (+11,8 %) reflète celui des interpellations d'usagers (+21,4%), alors que les arrestations de trafiquants ont chu-

La géographie criminelle indique que la baisse statistique est répartie sur l'ensemble du territoire (- 22 % en Corse,- 16 % en Alsace, - 9 % en Nord - Pas-de-Calais, - 7% en Provence-Alpes-Côte d'Azur,-6% en

Rhône-Alpes,- 5,3 % en lle-de-France). La diminution observée à Paris (-6,2 %) ne semble pas avoir provoqué un effet de déplacement vers les départements d'île-de-Prance, dont les chiffres sont tous à la baisse (- 10,4 % dans le Val-de-Marne). Parmi les villes de plus de 250 000 habitants, des baisses supérieures à la moyenne nationale ont été relevées à Strasbourg (-20,5 %), Lille (-9,1 %), Marseille (-9,1%), Nice (-8,6%) et Rouen

Au sein de la population délin-quante, la part croissante occupée par les mineurs (lis représentent 15.9 % des auteurs d'actes de délinquance, au lieu de 14,1 % l'an passé) peut être considérée comme relativement inquiétante pour l'avenir. Mais cette participation varie d'une infraction à l'autre : les mineurs forment ainsi 58 % des personnes mises en cause pour des vols de deux-roues à moteur, mais seulement 5% des mis en cause pour trafic de stupéfiants.

plus se présenter sous la bannière

CFDT », explique-t-il. Pour Domi-

nique Maivaux, la démarche de

SUD-Rail s'inscrit dans le sillage du

« groupe des dix » (dix syndicats, dont SUD-PTT), mais aussi dans le

cadre d'un projet de création d'un

tissu social et associatif, à l'instar

des anciennes Bourses du travail. A

court terme toutefois, le combat

sera porté sur le terrain de la légiti-

imposent à un syndicat d'être re

connu comme représentatif pour

présenter des listes au premier

Bruno Dalberto, le secrétaire gé-

néral de la CFDT Cheminots, re-

grette ces départs répétés mais

tend à en minimiser l'importance.

«On assiste à une propagande in-

tense pour faire basculer le maxi-

mum de sections avant le 8 mars,

date limite du dépât des listes pour

les élections », explique-t-il. « Il faut

mener le combat contre Nicole Notat

de façon interne, dans la CFDT », a-

t-il expliqué, hmdi 5 février, devant les cheminots de Clermont-Fer-

rand, dont une partie avait fait sé-

cession le 1º février. Bruno Dalber-

to propose un large débat, le

7 février, dans le cadre d'une as-

semblée générale des syndicats de

our, souvent unique

Erich Inciyan

s partenaires **Airbus** rallient projet gros porteur

jet d'avion gros-porteur st pas une surprise.

ne Dietrich Russell, président la branche aéronautique du upe allemand Daimler Benz ospace (DASA), I'un des prinaux partenaires du consorn, explique qu'« il est crucial ir l'avionneur européen de déopper un avion de plus de atre cents places, s'il veut être en sure de battre Boeing, partil'èrement en Asie », constitue e étape importante dans le ocessus qui doit conduire à la se en œuvre de cet ambitieux ogramme industriel européen. Cette prise de position a permis Britannique John Leahy, viceésident du consortium, d'anncer à Singapour « qu'il y avait sormais un consensus parmi les atre partenaires (DASA, Aéroatiale, Casa, British Aerospace) our construire l'A-3XX, un avion pius de six cents piaces ». Louis allois, président d'Aérospatiale, rait déjà exprimé à plusieurs reises son vif intérêt pour « un rion européen capable d'offrir es capacités comparables ou suérieures à celle du Boeing 747 ais offrant des coûts opérationels plus faibles ».

DISTION ALTERNATIVE

Ce consensus ne doit pas faire lusion. La décision n'est touours pas prise. John Leahy a rapelé « qu'elle ne le sera que d'ici leux ans si nous avons trois ou watre clients potentiels capables le nous commander quarante à inquante avions fermes avant nême le lancement du programme, et de l'argent pour finaner un programme de 8 milliards te dollors [40 milliards derancs] ».

A y regarder de plus près, DA-A au-delà de son engagement e principe, a laissé la porte 08verte à une solution alternative. Dietrich Russel explique en effet pi' « Airbus peut également alloneer l'actuel A-340 pour en faire un vion de quatre cents ou cinq cents places ». Cette dernière solution impliquerait le développement de notiveaux moteurs et entraîneralt des coûts de développement beaucoup moins importants.

Les cheminots de la CFDT sont affaiblis par des adhésions à SUD-Rail

DEPUIS plusieurs jours, les an-nonces de départs de cheminots de la CFDT pour rejoindre les rangs de SUD-Rail, un syndicat créé en nots. D'abord parce qu'il s'agit référence explicite à SUD-PTT (So-lidaires, unitaires, démocratiques), le 28 mars, des délégués du semblent se multiplier.

Dans les cas les plus specta-

firmer son désir de voir le 26 janvier, Rouen a suivi le 5 février, et Paris-Saint-Lazare devrait XX se concrétiser rapidement les imiter le 8 février. Plus fréquemment, les sécessions sont le fait de départs plus limités de sections ou d'une partie des affiliés qui créent un nouveau syndicat. Lundi 5 février, « environ le quart des militants CFDT de la région SNCF de Lyon » (départements de la Loire, de la Drôme et du Rhône, où travaillent environ 11 000 cheminots) out quitté la confédération de Nicole Notat pour rejoindre le syndicat auto-

nome SUD.

devraient rester marginaux par rapport aux 111 syndicats que compte la Fédération des chemipersonnel et des membres des comités d'établissement de la culaires, ces départs sont la traduc- SNCF. Ensuite parce que, sur le JE LE CONSORTIUM curo tion d'une « désaffiliation » de fond, «il n'y a aucune opposition 1 Airbus alt profité du Salon l'ensemble d'un syndicat : Paris- entre nous et la ligne adoptée par la nautique de Singapour pour Sud-Est à franchi le pas des le CFDT Cheminots, en conflit ouvert avec la confédération », reconnaît Dominique Malvaux, secrétaire régional du syndicat CFDT de Saint-

> « Nous étions d'avis que l'ensemble des syndicats cheminots quittent la confédération, après le rejet, par les instances dirigeantes, de la demande de congrès extraordinaire proposée par la Fédération générale des transports et de l'équipement », poursuit Dominique Malvaux. « Nous avons décidé de poursuivre seuls lorsque, sur le terome SUD. rain, nous nous sommes aperçus que Ces changements d'affiliation la moitié des délégués ne voulaient

Le principal opposant tunisien condamné à deux ans de prison

an Mouvement des démocrates socialistes (MDS), le principal parti de l'opposition légale, a été condamné, vendredi 2 février, par un tribunal de Tunis, à deux aus de prison ferme pour infractions à la réglementation des changes, a-t-on ap-pris, hundi, de source digne de foi. Il avait été appréhendé le 9 octobre 1995, à son domicile, et placé en garde à vue, des documents ayant été saisis qui révélaient, selon les autorités locales, des relations « secrètes et compromettantes» avec « un pays étranger », en l'occurrence

Le ministère tunisien des affaires étrangères avait contesté les critiques d'Ammesty International, estimant que l'arrestation de M. Moada avait été conduite dans le respect des formes légales, applicables pour une affaire de « droit commun ». Agé de cinquante-sept ans, le président du MDS, qui ne cachait pas ses convictions panarabes et ses sympathies pro-libyennes, avait déjà fait l'objet, en mars 1994, d'une enquête à propos d'une importante somme d'argent qui lui aurait été remise par un ressortissant étran-

Peu d'observateurs sont convaincus que l'arrestation de M. Moada n'est autre chose qu'un nouveau mauvais coup porté à ceux qui militent dans les rangs d'une opposition qui a pignon sur rue. Cette arrestation a, en effet, suivi de quelques jours la publication, sous le manteau, d'un mémorandum

MOHAMED MOADA, président adressé, à la fin de septembre 1995, au président Ben Ali par le bureau politique du MDS. Ce texte invitait le chef de l'Etat tunisien à revenir aux « valeurs » du 7 novembre 1987, date à laquelle il avait écarté du pouvoir Habib Bourguiba pour cause de « sénilité ». Il dénonçait ainsi le caractère « hégémonique » du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au ponvoir, et s'indignait de l'extension de la « corruption » et de la dérive « autoritaire » du régime.

cheminots. « Notre position d'opposants au sein de la CFDT n'est pas facile, mais la stratégie de désaffiliation ne peut qu'arranger le bureau confédéral, qui, pour l'instant, n'a aucun moyen de faire fléchir les 600 syndicats hostiles à sa ligne, sur les 1984 que compte la confédération. L'intérêt de Nicole Notat, c'est de laisser passer les choses. Comme un vautour, elle nous regarde nous entre-déchirer, ie ne pense pas que ce soit la meilleure solution », ajoute Bruno Dalberto.

Christophe Jakubyszyn

Dans « Le Monde de l'éducation »

DANS SON NUMERO de février, outre le palmarès national des résultats du bac lycée par lycée, Le Monde de l'éducation publie un atlas des formations professionnelles région par région. Illustrée par vingt-deux cartes en couleurs, cette enquête indique comment se répartissent, dans chacun des départements métropolitains, les 25 000 CAP, BEP, bacs professionnels, BTS et DUT, cela au moment où, depuis le 1ª janvier, quinze des vingt-deux régions assument désormais directement la charge de la formation et de l'insertion professionnelle des jeunes âgés de moins de vingt-six ans.

Au sommaire de ce numéro figurent aussi : un entretien avec Edith Cresson, commissaire européen responsable de la forma-

tion, sur les nouvelles pistes de réflexion ouvertes à Bruxelles pour la construction d'une Europe de l'éducation ; un entretien avec le physicien Hanoch Gutfreund, président de l'Université hébraique de Jérusalem, sur le rôle de celle-ci dans le processus de paix en Palestine ; une enquête sur la « pédagogie de la taloche », qui connaît discrètement un retour en vogue dans certaines écoles françaises : l'ouverture d'écoles pour les enfants d'immigrés clandestins... en Suisse; un dossier sur l'éducation des enfants précoces; des conseils aux futurs étudiants pour l'utilisation du système Ravel avant les inscriptions en faculté.

* En vente chez tous les marchands de journaux, 35 f.

pour les Césars. Saint-Simon pour Louis XIV. Chateaubriand pour Charles X. Et Jean-Edern Hallier pour François Mitterrand. C'est du moins ce que pense Jean-Edern

Voilà un homme qui a du talent, c'est une évidence. Et qui s'accorde du génie, autre certitude. Jean-Edern Hallier se contemple en son écritoire, et ce qu'il y voit le ravit, l'enchante, le submerge. Quel souffle, quelle vivacité, quelle férocité, quel œil, quel Moi! En l'étrange et permanent ravissement où le plonge la fée Ecriture, bonne dame nourricière, implacable montgolfière, Jean-Edern bredouille de bonheur et de férocité, d'emphase et d'enfure. Il écrit moins qu'il ne se lit lui-même dans un émerveillement constant.

L'ai-je bien assassiné? En tout cas, il n'y manque rien. Pas même les plumes pour descendre l'escalier du Moulin-Mitterrand et faire la roue. Je suis pamphlétaire. Voyez mes alles. Je suis La Bruyère, voyez mon caractère. Etrange bonhomme tout de même, qui revendique sans barguigner « le pamphlet le plus célèbre qui ait existé avant d'avoir été publié ». Superbe pilleur de patrimoine qui s'inscrit de lui-même à l'inventaire national du gérie et au Panthéon des Lettres: • Comme Victor Hugo avec Napoléon III, f'ai gaché la postérité de François Mit-

Excusez du peu, le père Hallier, après le père Hugo. Ou dit d'une autre manière, Hugo le Petit après Hugo le Grand. Encore qu'il faille faire attention à ne pas trop escagasser notre génie tourmenté. Il a les moyens de se venger. Et par tous les moyens justement, le duel à l'encre de seiche dans les jardins de la Closerie des Lilas. Ou deux, trois formules assassines pour estourbir « les gens médiocres » qui

IL Y EUT TACITE ou luvénal douteraient encore de la grandeur du meurtre.

Car c'est bien d'un meurtre qu'il s'agit. Un vieux meurtre soigneusement prémédité, recuit, un meurire d'amour déçu, une haine d'écrivain cocu. Jean-Edern Hallier courtisa François Mitterrand. Il tenta de le séduire, le séduisit peut-être, et puis se trouva rejeté. C'est dans l'ordre des choses. Comme il est dans l'ordre des choses que le rejet conduisit l'écrivain à la conclusion sans faille que décidément le Prince ne méritait ni tant d'amour ni tant de considéra-

Vieux classique de la vengeance de plume, Vieux ressort du pamphlet. Jean-Edern Hallier décida donc de tuer le Prince. Et deux fois plutôt qu'une. De son vivant, si possible. Dès sa mort, pour plus de süreté. Il en est ainsi d'un président qu'il vaut mieux tuer deux fois. D'une pelletée de mots lorsqu'il vit. D'une gerbe de fieurs empoisonnées - « J'ai jeté les Fleurs du Mai sur son cadavre » - korsqu'il

Jean-Edem Hugo s'y employa vivement. Presque à la manière obsessionnelle d'un chasseur « d'imposture » comme il en est de prime, d'un pyromane à Mitterrand-Ville tel qu'à Moirans. Du vi-vant du président, il en fut, ou se dit, empêché. Le pamphlet était écrit ou en voie de l'être très tôt, en 1982. Mais il ne trouva pas preneur. Les éditeurs renácialent. La police des lettres, la police tout court veillait, écoutait, dissuadait. Et «l'honneur perdu de François Mitterrund » resta à l'Enfer des ceuvres corrosives. On a fait des obsessions pour moins que cela (

Le voici publié. Comme pamphlet à remonter le temps. Pour solde d'un vieux compte. Les pamphlets, hélas, sont comme les soufflets. Ils ne gagnent pas à attendre de passer à table. Même rase.

Les dépenses d'assurance-maladie ont augmenté de 4,7 % en 1995

LA CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE-MALADIE des travailleurs salariés (CNAMTS) a annoncé, mardi 6 février, que ses dépenses ont augmenté de 4,7 % en 1995 (contre + 3,2% en 1994). Les dépenses de médecine de ville ont progressé de 5 %, alors que l'objectif des caisses et des syndicats de médecins était de 3,3 %. Ce résultat, moins mauvais que prévu, est dû à la décélération constatée au dernier trimestre, et notamment au mois de décembre (en raison des grèves).

Les versements aux hôpitaux publics et aux cliniques sont en progression respectivement de 4,8 % et 3,6 %. Le poste pharmacie a progressé de 7,9 %. En 1995, la CNAMTS a versé 433,381 milliards de france de prestations à 47 millions d'assurés sociaux.

TCHÉTCHÉNIE : le meeting permanent de milliers de Tchétchènes qui réclament le retrait des troupes russes, à l'initiative des indépendantistes, se poursuivait, mardi 6 février, à Grozny, pour le troisième jour consécutif. Les postes militaires aux entrées de la ville ont été renforcés, empêchant l'atflux des manifestants extérieurs qui étaient venus par dizaines de milliers dimanche.Le général russe Tikhomirov a donné l'ordre d'ouvrir le feu en cas de « provocations ». Les deux bâtiments abritant l'administration fédérale et locale pro-russe à Grozny ont été désertés : ses fonctionnaires se seraient repliés vers l'aéroport de la capitale transformé en zone retranchée. - (Corresp.)

E LETTRES: Julien Green pourra rester dans son appartement. La sixième chambre de la cour d'appel de Paris a annulé, lundi 5 février, le congé que les propriétaires de l'appartement loué par Julien Green depuis vingt-deux ans, rue Vanneau dans le septième arrondissement de Paris, avaient délivré à ce dernier en octobre 1993 (Le Monde du 9 janvier). L'académicien et son fils adoptif, Eric Jourdan, étalent menacés d'une mesure d'expulsion autorisée par le tribunal d'instance de ce même arrondissement le 30 mai 1995, « avec, si besoin est, le concours de

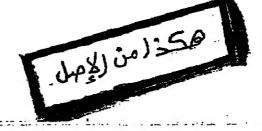
■ INTERNET : le matériel informatique du « cybercafé », Le Web, à Besançon, d'où avait été diffusé une version électronique du livre interdit, Le Grand Secret (Plon) du docteur Gubler, a été saisi, vendredi 2 février, à la requête d'un fournisseur impayé. Pascal Barbraud, le responsable du « cybercafé », dont l'initiative avait mis en lumière les problèmes juridiques posés par certaines utilisations d'Internet, avait été précédemment incarcéré pour non-paiement de pension alimentaire et abandon de famille (Le Monde daté 28-29 janvier).

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE



DES PLACES EU	Cours au 05/02	Var. en % 02/02	Var. en % fin 95
Paris CAC 40	1925,59	-1,81	+6.07
Londres FT 100	3761,60	-0,52	+1,95
Zurich	1555,30	+0,06	+1,66
Milan MIB 30	999	- 6,63	+7,30
Francfort Dax 30	2416,58	- 1,45	+7,21
Bruxelles	1687,73	-0,99	+8,21
Suisse SBS	1374,07	~ 1,48	- 5,72
Madrid Ibex 35	327,34	-0,97	+2.27
Amsterdam CB5	336.10	- 0.56	+4.54

Tirage du Monde du mardi 6 février 1996 : 486 422 exemplaires



30/LE MONDE/MERCREDI 7 FÉVRIER 1996 QUI A DIT QUE MOZART ET RIMBAUD ÉTAIENT INTERDITS DE SÉJOUR DANS CERTAINES CITÉS ? CERTAINEMENT PAS - MOZART OU RIMBAUD. Marie Company of the Il n'y a pas que les habitants des centres-villes qui ont envie d'écouter. de lire, de se distraire, de se cultiver. Dans le mouvement E.Leclerc, nous pensons que tout le monde, sans exception, a le . droit à Mozart, Rimbaud, Gainsbourg, Bob Marley et compagnie. Nos Espaces Culturels sont là pour ça.

E.LECLERC (1)

C 3 John Jewish . The same of the same of

decen

di la constanti